

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Guide statistique de la fiscalité directe locale 2016

31ème édition /Février 2018

DIRECTION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le «Guide statistique de la fiscalité directe locale 2016»

a été élaboré au Département des Études et des Statistiques Locales de la Direction Générale des Collectivités Locales

par Meddy FILOMIN

Février 2018

	pages
Sommaire	3
Introduction	4
1. La fiscalité directe des collectivités locales en 2016	5
 1.1 Une croissance ralentie de l'ensemble des postes des ressources fiscales 1.2 Dégrèvements et compensations 1.3 Evolutions des bases, taux et produits des taxes ménages entre 2012 et 2016 1.4 La fiscalité directe locale en chiffres 	5 6 8 13
2. La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2016	17
 2.1Les groupements à fiscalité propre 2.2Les contributions directes des communes et de leurs groupements 2.3 La taxe d'enlèvement des ordures ménagères(TEOM) 2.4 La taxe gestion des milieux aquatiques et préventions des inondations(GEMAPI) 	17 18 21 22
3. La fiscalité départementale en 2016	23
3.1 La taxe foncière sur les propriétés bâties3.2 Les impôts économiques3.3 La fiscalité directe	23 24 24
4. La fiscalité régionale en 2016	25
4.1 Produits des impôts économiques des régions de 2011 à 20164.2 La taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA)	25 25
5. Les contributions de l'État en 2016	28
5.1 Les contributions versées par l'État au titre des taxes «ménages» 5.2 Les contributions versées par l'État au titre des impôts économiques	29 31
Plan des annexes	
Annexe 1 : Les indicateurs de référence du secteur communal Annexe 2 : Les indicateurs de référence des départements	36 118
Glossaire	136

GUIDE STATISTIQUE DE LA FISCALITÉ DIRECTE LOCALE 2016

Le présent ouvrage constitue la trente-et-unième édition du *guide statistique de la fiscalité directe locale* portant sur l'exercice 2016.

Ce guide fournit pour l'ensemble des collectivités locales et pour chaque type d'entre-elles des indicateurs de référence sur la fiscalité directe locale :

- taxes « ménages » (TM): taxe d'habitation (TH) et ses composantes (TH sur les logements vacants et la majoration sur les résidences secondaires), taxe sur le foncier bâti (FB) et non bâti (FnB) y compris la taxe additionnelle;
- **impôts économiques (IE):** cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER) et taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM);

Ces deux catégories, TM et IE, constituent les contributions directes (CD) au sens des nomenclatures comptables des communes, EPCI, départements et régions.

- taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ;
- -taxe gestion des milieux aquatiques et préventions des inondations(GEMAPI);
- -taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA).

Cette liste ne comprend pas la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles, à destination du seul secteur communal.

Enfin, un descriptif détaillé de l'intervention de l'État dans la fiscalité directe locale, notamment pour les compensations accordées au titres des exonérations des TM et IE, figure également dans cette production.

Les données chiffrées de ce guide sont des données définitives issues des fichiers du Recensement des Éléments d'Impositions (REI) de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP). Ainsi, la coopération des services de la DGFiP est essentielle pour réunir l'ensemble des données statistiques. Le Département des Études et des Statistiques Locales (DESL) de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) les remercie pour cette contribution.

1. La fiscalité directe des collectivités locales en 2016

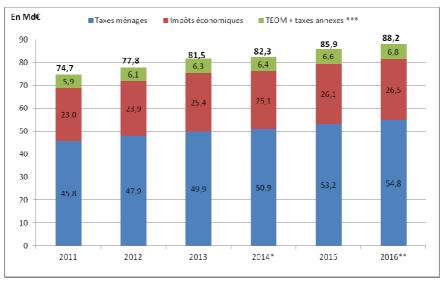
1.1 Une croissance ralentie de l'ensemble des postes des ressources fiscales

Pour l'exercice 2016, les recettes au titre de la fiscalité directe locale pour l'ensemble des collectivités ont augmenté de 2,5%, atteignant 88,2 Md€, marquant un léger ralentissement par rapport à 2015.

Ce produit comprend les trois taxes «ménages» d'un montant de 54,8 Md€, les impôts économiques pour 26,5 Md€, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour 6,7 Md€ et les taxes annexes pour 0,1 Md€.

Les taxes ménages englobent la taxe d'habitation pour un montant de 21,9 Md€, le foncier bâti et non bâti pour un montant de 33,0 Md€. Les impôts économiques incluent la CFE, la CVAE, l'IFER et la TAScom. La CVAE, part prépondérante des impôts économiques (63,5%), s'élève à 16,9 Md€ et la CFE à 7,4 Md€. On retrouve les IFER pour un montant de 1,5 Md€ et la TAScom pour 0,8 Md€. Mises en place en 2015, la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA) et la taxe gestion des milieux aquatiques et préventions des inondations (GEMAPI) sont des taxes annexes qui représentent respectivement 80 M€ et 7 M€.

Recettes de la fiscalité directe locale de 2011 à 2016



^{*}Y compris Mayotte à partir de 2014.

Taxes « ménages», socle de la fiscalité directe locale

La part des taxes «ménages» est relativement stable entre 2011 et 2016 : elle représente deux tiers des produits de la fiscalité directe. L'autre tiers des recettes est dû aux impôts économiques, à la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et aux taxes annexes.

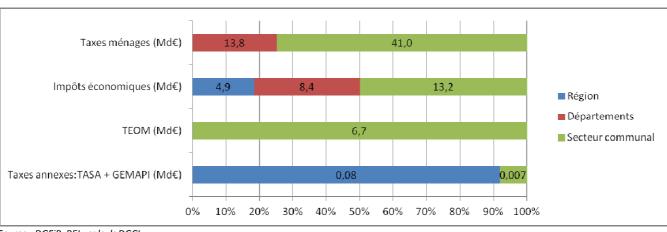
Les composantes de la fiscalité directe des collectivités locales en 2011 et 2016 0,8% 2011 2016 1,7% 0,9% 7.9% ■ TH ■ TH ■ FB ■FB ■ FnB ■ CFF ■ CFE ■ CVAE ■ CVAE ■ IFFR ■ IEER TASCOM ■ TASCOM ■ TEOM ■TEOM + taxes annexes

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL

^{**}Y compris la CFE et la TEOM des EPT de la Métropole du Grand Paris(MGP).

^{***} Y compris les taxes annexes (TASA + GEMAPI) en 2016 et plus 80 M€ en 2015 pour la TASA. Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Les trois quarts des recettes liées aux taxes «ménages» sont destinés au secteur communal et le quart restant aux départements. Concernant les impôts économiques, d'un montant de 26,5 Md€, le secteur communal perçoit un peu moins de la moitié (13,2 Md€). Le reste est réparti entre les départements (31%) et les régions (18%). La TEOM, d'un produit de 6,7 Md€ en 2016, est à destination du seul secteur communal. Parmi les taxes annexes, la TASA, d'un produit de 0,08 Md€, est à destination de la région lle de France et la taxe GEMAPI, d'un montant de 0,007 Md€, est à destination du secteur communal. Ces taxes annexes ont été mises en place en 2015.

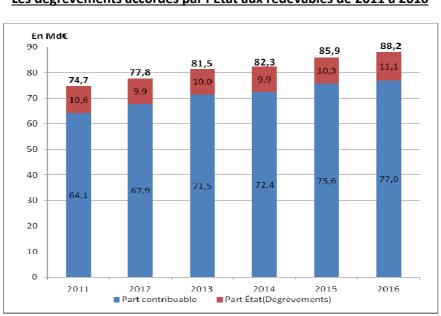


La répartition de la fiscalité directe locale entre niveaux de collectivités en 2016

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL

1.2 Dégrèvements et compensations

Sous forme de dégrèvements ordonnancés, l'État prend en charge 11,1 Md€ sur les 88,2 Md€ de recettes fiscales pour l'année 2016. Ces allègements accordés aux redevables représentent 5,5 Md€ pour les taxes «ménages » et 5,7 Md€ pour les impôts économiques.

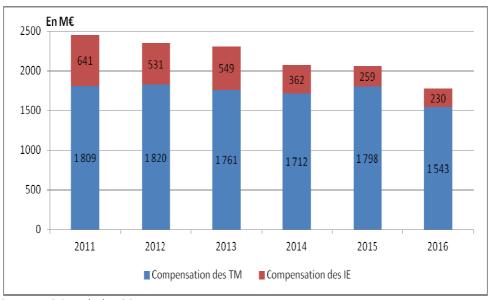


Les dégrèvements accordés par l'État aux redevables de 2011 à 2016

Source : DGFiP; calculs DGCL.

En plus de 88,2 Md€ de fiscalité directe locale, l'Etat verse aux collectivités locales des compensations au titre des exonérations accordées aux contribuables. Les compensations se montent à 1,8 Md€ au titre de 2015, dont 1,54 Md€ proviennent des compensations des taxes «ménages» et 0,23 Md€ des impôts économiques.

Les compensations des exonérations accordées par l'État aux collectivités locales de 2011 à 2016



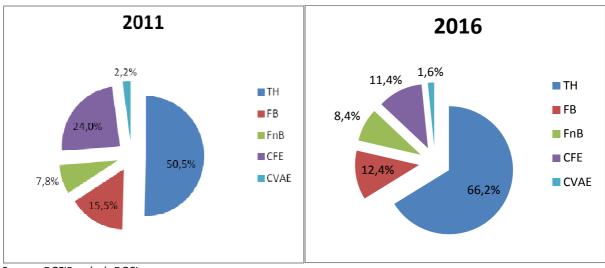
Source: DGFiP; calculs DGCL.

En conséquence, la somme des produits et des compensations d'exonérations est en hausse constante, atteignant 90 Md€ pour l'année 2016.

Les composantes des compensations de la fiscalité directe en 2011 et 2016

Les composantes des compensations d'exonérations ont évolué entre 2011 et 2016.

En effet, pour l'année 2016, les compensations résultant des taxes «ménages» constituent 87% de l'ensemble des compensations contre 73,8% en 2011. On note une légère baisse de la part de la TH de -6,3% entre 2015 et 2016. Cette dernière représente plus de 66% du montant total en 2016 et 50% en 2011.



Source: DGFiP; calculs DGCL

Les 1,5 Md€ des compensations relatives aux taxes «ménages» bénéficient pour 95% au secteur communal et pour 5% aux départements. Concernant les compensations liées aux impôts économiques d'un montant de 0,23 Md€, le secteur communal en perçoit 91%, les départements moins de 6% et les régions 3% pour l'année 2016.

La répartition des compensations de la fiscalité directe locale en 2016 entre niveaux de collectivités



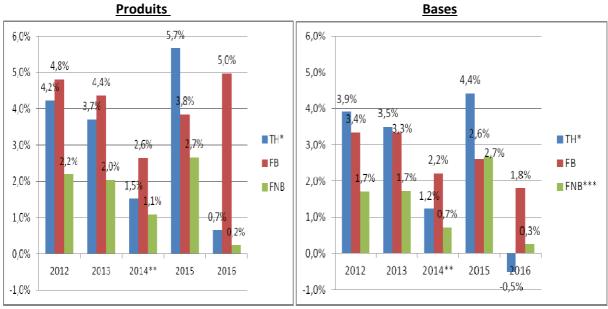
Source: DGFiP; calculs DGCL.

1.3 Evolutions des bases, taux et produits des taxes ménages entre 2012 et 2016

Evolution des bases, taux et produits des taxes « ménages» entre 2012 et 2016

En 2016, les recettes des trois taxes «ménages» ont augmenté de 3,0%. Cette progression provient surtout du foncier bâti (+5,0%). La hausse du foncier bâti est due à la fois à la croissance de 1,8% des bases mais aussi celles des taux (1,1 point). Ce dynamisme reflète la décision de 36 départements de voter leurs taux à la hausse en 2016.

Malgré une revalorisation de +1,0% des valeurs locatives cadastrales en 2016, la base nette d'imposition de la taxe d'habitation a baissé de 0,5% en 2016, contrecoup de la nette croissance de 2015 (+4,4%) liée à une modification concernant les exonérations de taxe d'habitation bénéficiant aux contribuables aux revenus modestes (cf. rapport 2017 de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales, page 176). En 2015, les exonérations avaient reculé de 1,8 Md€, ce qui avait abouti à une forte croissance des bases nettes (+3,8 Md€) pour s'établir à 89,6 Md€. En 2016, les exonérations se sont accrues de 3,0 Md€ tandis que la valeur locative a progressé de 2,3 Md€, ce qui a abouti à une baisse des bases nettes (-456 M€) en 2016.



^{*}Y compris la taxe d'habitation sur les logements vacants

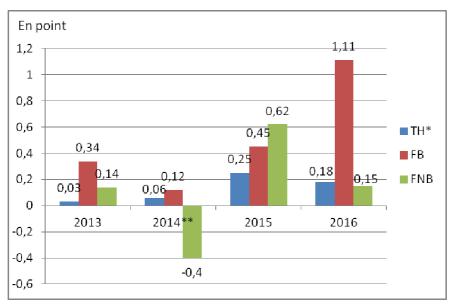
Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

^{**} Hors Mayotte

^{***}Hors taxe additionnelle

Pour l'ensemble des collectivités, le taux moyen de la TH a augmenté de 0,18 point en 2016, un peu moins qu'en 2015, atteignant 24,35%. Le taux du FNB, après avoir diminué de -0,4 point en 2014, croît de 0,62 point en 2015 puis 0,15 point en 2016 atteignant 49,3%. Le FB, avec un taux de 36,8%, détient l'évolution la plus marquée, avec +1,11 point pour 2016 contre +0,45 point en 2015.

Evolution des taux moyen



^{*}Y compris la taxe d'habitation sur les logements vacants

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

Evolution des bases nettes de la TH entre 2015 et 2016

Pour l'année 2016, suite à l'évolution de 4,4% en 2015, on constate une diminution des bases nettes d'imposition de la taxe d'habitation (-0,5%). Cette baisse résulte de l'augmentation des exonérations accordées en 2016 (+37,9%). Ce fléchissement a fait diminuer les bases nettes de − 455,9 M€, et cela malgré la baisse des abattements de 206,3 M€ sur la même période.

	2014	variations	2015		variations	201	.6
Valeur Locative communale	111 726	+2328	114 054	+2,1%	+2348	116 403	+2,1%
- Abattements charges de famille	7 300	+146	7 446	+2,0%	+105	7 551	+1,4%
- Abattements facultatifs	8 846	+196	9 042	+2,2%	-311	8 731	-3,4%
- Exonérations	9 734	-1792	7 941	-18,4%	+3010	10 952	+37,9%
Bases nettes communales	85 846	+3779	89 625	+4,4%	-456	89 169	-0,5%

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

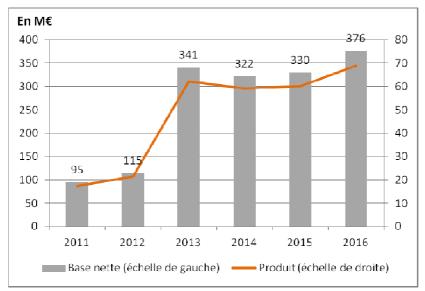
^{**} Hors Mayotte

L'évolution de la taxe d'habitation sur les logements vacants entre 2011 et 2016

Après une baisse en 2014 (-5%), le produit de la taxe sur les logements vacants a progressé de +1,6% en 2015 puis de 15 % en 2016 pour atteindre 68,9 Md€. Cette volatilité s'explique principalement par les conditions d'institution et de la généralisation de cette taxe. En effet, les communes non concernées par la taxe sur les logements vacants (TLV, à destination de l'Agence Nationale de l'Habitat) et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (sous certaines conditions) ont la possibilité d'instituer cette taxe due par les propriétaires des logements vacants depuis plus de deux ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition situés sur les communes ou sur le territoire des EPCI qui l'ont votée.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produit (en M€)	17,4	21,5	62,2	59,1	60,0	68,9
Base nette (en M€)	94,5	114,7	341,2	322,0	329,7	376,1
Nombre de communes concernées	2 727	2 981	3 372	3 458	3 609	3 787





Remarque : Instauration de la fiscalité directe de droit commun à Mayotte en 2014. Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Evolution des taxes «ménages» entre 2015 et 2016 : Effet base- Effet taux

Collectivités selon la fiscalité de 2016	Evolution			Effet base			Effet taux					
Conectivites selon la liscante de 2016	TH*	FB	FnB**	TM***	TH*	FB	FnB**	TM***	TH*	FB	FnB**	TM***
Ensemble communes (hors MGP)	-0,2	+2,6	+0,5	+1,3	-0,5	+1,8	+0,1	+0,7	+0,3	+0,8	+0,4	+0,6
Ensemble EPCI (hors MGP)	+1,0	+15,3	+2,2	+3,0	-0,6	+0,9	+0,2	-0,4	+1,6	+14,3	+2,0	+3,4
dont EPCI à FA (hors MGP)	+1,2	+4,4	+3,5	+2,7	-1,3	+1,8	+0,9	+0,1	+2,6	+2,6	+2,5	+2,6
dont EPCI à FPU (hors MGP)	+1,0	+21,5	+1,6	+3,1	-0,5	+0,6	+0,1	-0,4	+1,5	+20,8	+1,5	+3,5
Ensemble secteur communal****	+0,3	+3,5	+0,6	+1,7	-0,5	+1,7	+0,0	+0,5	+0,8	+1,7	+0,5	+1,2
Département	-	+7,0	-	+7,0	-	+1,8	-	+1,8	-	+5,1	-	+5,1
Ensemble des collectivités****	+0,3	+5,0	+0,6	+3,0	-0,5	+1,8	+0,0	+0,8	+0,8	+3,1	+0,5	+2,1

^{*}Y compris la THLV et hors majoration des résidences secondaires

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

^{**}Hors taxe additionnelle

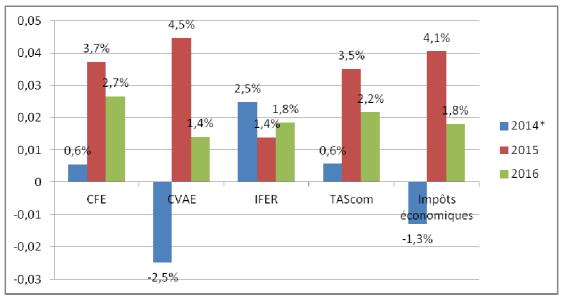
^{***} Y compris la THLV et hors majoration des résidences secondaires et hors taxe additionnelle sur le foncier non bâti

^{****} Y compris MGP et ses EPT et syndicats

Les Impôts Économiques

En 2016, le produit global des impôts économiques a augmenté de 1,8%, marquant un ralentissement par rapport à 2015 (+4,1%). Cette hausse est essentiellement soutenue par une augmentation de la CVAE (+1,4%) et de la CFE (+2,7%). Ces deux taxes constituent la contribution économique territoriale (CET) qui représente 91% des impôts économiques.

Evolution des impôts économiques en 2014 et 2016



* Hors Mayotte

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

Evolution de la CFE entre 2015 et 2016 : Effet base- Effet taux

Collectivités selon la fiscalité de 2016	CFE						
Conectivites seron la riscante de 2016	Evolution du produit	Effet base	Effet taux				
Ensemble Communes (hors MGP)	-12,1	-12,4	+0,4				
Ensemble EPCI (hors MGP)	+4,6	+3,8	+0,8				
EPCI à FA (hors MGP)	+3,6	+1,3	+2,3				
EPCI à FPU (hors MGP)	+4,7	+3,9	+0,7				
Ensemble secteur communal*	+2,7	+2,0	+0,7				

 ${}^{*}\mathrm{Y}$ compris MGP et ses EPT.

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL

Evolution des bases, taux et produits de la TEOM entre 2012 et 2016

La TEOM, représente 7,6% des produits de la fiscalité directe locale en 2016. Elle enregistre une hausse de +2,1% en 2016, un peu moins qu'en 2015 (+3,1%). Cette croissance est due à un dynamisme des bases (+2,5%). Le taux moyen, quant à lui, a diminué de -0,04 point par rapport à 2015.

Evolution des produits et des bases entre 2012 et 2016

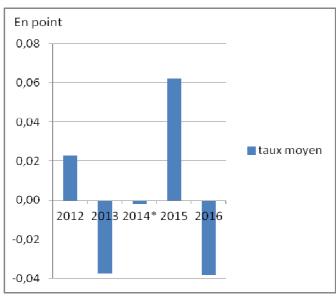


* Hors Mayotte

Remarque: Y compris la part incitative à la TEOM à partir de 2014.

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL

Evolution du taux moyen entre 2012 et 2016



* Hors Mayotte

Remarque: Y compris la part incitative à la TEOM à partir de 2014.

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL

1.4 La fiscalité directe locale en chiffres

Les produits perçus des contributions directes en 2016*

		Prod (en millions		Évolution (en%)	Produit pa (en e	nr habitan uros)
		2015	2016		2015	2016
	Ensemble	53 250	54 224	+1,83	795	806
	Taxe d'habitation	21 678	21 734	+0,26	324	323
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	60	69	+14,69	0,9	1,0
	Majoration des résidences secondaires	40	59	+47,50	0,6	0,9
Secteur communal	Taxe sur le foncier bâti	17 507	18 111	+3,45	261	269
Secteur communar	Taxe sur le foncier non bâti**	1 040	1 042	+0,24	16	15
	CFE	7 234	7 426	+2,66	108	110
	CVAE	4 406	4 466	+1,37	66	66
	IFER	548	563	+2,88	8,2	8,4
	TASCOM	737	753	+2,13	11	11
	Ensemble	21 249	22 279	+4,85	317	331
Départements	Taxe sur le foncier bâti	12 922	13 829	+7,02	193	206
Départements	CVAE	8 064	8 178	+1,42	120	122
	IFER	263	271	+2,93	3,9	4,0
	Ensemble	4 814	4 875	+1,28	72	72
Régions	CVAE	4 157	4 216	+1,41	62	63
	IFER	657	659	+0,45	10	10
	Ensemble	79 313	81 378	+2,60	1 185	1 210
	Taxe d'habitation	21 678	21 734	+0,26	324	323
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	60	69	+14,69	0,9	1,0
	Majoration des résidences secondaires	40	59	+47,50	0,6	0,9
Encomble des cellectivités	Taxe sur le foncier bâti	30 429	31 940	+4,97	454	475
Ensemble des collectivités	Taxe sur le foncier non bâti**	1 040	1 042	+0,24	16	15
	CFE	7 234	7 426	+2,66	108	110
	CVAE	16 627	16 861	+1,41	248	251
	IFER	1 467	1 494	+1,80	22	22
	TASCOM	737	753	+2,13	11	11
es produits perçus de la fiscal	ité directe locale en 2016					
	Ensemble	59 803	60 919	+1,9	893	906
Secteur communal	Contributions directes	53 250	54 224	+1,8	795	806
	TEOM***	6 553	6 688	+2,1	116	117
	Taxe GEMAPI	-	7	-	-	11
	Ensemble	85 866	88 153	+2,6	1 282	1 311
Ensemble des collectivités	Contributions directes	79 313	81 378	+2,6	1 185	1 210
	TEOM***	6 553	6 688	+2,1	116	117
	TASA	80	80	-	7	7
	Taxe GEMAPI	-	7	-	-	11

^{*}Les impôts de la métropole de Lyon sont ventilés entre le secteur communal et le niveau départemental en respectant leurs répartitions usuelles entre ces deux niveaux de collectivités. Il en va de même pour les impôts économiques des collectivités uniques de Martinique et Guyane.

** Y compris la taxe additionnelle sur le foncier non bâti, d'un montant de 254 Md€.

*** Y compris la part incitative à la TEOM, d'un montant de 9,4 Md€.

Le calcul des produits par habitant de la TEOM, de la TASA et de la taxe GEMAPI tient compte uniquement de la population totale communale concernée par cette taxe. Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

		Bases nettes (en millions d'euros)		Évolution (en %)	Bases ne habitant (e	•
		2015	2016	(6.1. 70)	2015	2016
Contributions directes						
S	Taxe d'habitation	89 625	89 169	-0,51	1 339	1 326
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	330	376	+14,07	4,9	5,6
Secteur communal	Taxe sur le foncier bâti	85 331	86 871	+1,80	1 274	1 292
	Taxe sur le foncier non bâti	1 955	1 961	+0,27	29	29
	CFE	27 877	28 418	+1,94	416	423
Départements	Taxe sur le foncier bâti**	84 226	85 746	+1,80	1 258	1 275
Taxe d'enlèvement des ordu	res ménagères et taxes annexes					
Secteur communal	TEOM***	70 544	72 289	+2,5	1 243	1 266
	Taxe GEMAPI	-	1 643	-	-	2 617
Région	TASA***	-	31 899	-	-	2 633

^{*} Les bases nettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières sont les bases nettes communales.

Pour la CFE, elle est la somme des bases nettes communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA et des bases intercommunales pour les groupements à FPU.

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

Taux moyens

Les taux moyens en 2015 et 2016*

		Taux moyens (en %)		
		2015	2016	(en points)
Contributions directes				
	Taxe d'habitation	24,19	24,35	+0,16
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	18,21	18,31	+0,10
Secteur communal	Taxe sur le foncier bâti	20,52	20,85	+0,33
	Taxe sur le foncier non bâti**	49,15	49,30	+0,15
	CFE	25,95	26,13	+0,18
Départements	Taxe sur le foncier bâti	15,34	16,13	+0,79
Taxe d'enlèvement des ordu	ıres ménagères et taxes annexes			
Secteur communal	TEOM***	9,29	9,25	-0,04
	Taxe GEMAPI	-	0,43	-
Région	TASA***		0,25	-

^{*}Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon pour le produit du secteur communal et y compris pour celui des départements.

Remarque : Pour le secteur communal, les taux moyens des contributions votées sont calculés en divisant la somme de leurs produits théoriques (bases * taux) par la somme de leurs bases communales. Pour la CFE, il faut additionner les bases intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE aux bases communales. Pour les départements, le taux moyen est le rapport entre la somme des produits théoriques et la somme des bases départementales.

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

^{**}Y compris la base intercommunale de la métropole de Lyon pour les départements.

^{***}Le calcul des bases par habitant de la TEOM, de la TASA et de la taxe GEMAPI tient compte uniquement de la population communale concernée par cette taxe.

^{****} Seule la région lle-de-France est concernée par cette taxe.

^{**}Hors la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

^{***}Y compris la part incitative à la TEOM.

^{****} Seule la région Ile-de-France est concernée par cette taxe.

Encadré 1

Les bases nettes d'imposition et leurs évolutions entre 2015 et 2016

	Mont	ants	D 1 4
Type de taxe et de base	en million	s d'euros	Evolution en %
	2015	2016	C11 70
Taxe d'habitation			
bases communales	89 625	89 169	-0,5
bases syndicales	12 087	12 020	-0,6
bases intercommunales	81 475	75 675	-7,1
Taxe d'habitation sur les logements vacants			
bases communales	330	376	+14,1
bases syndicales	15	16	+12,2
bases intercommunales	14	16	+16,4
Taxe foncière sur les propriétés bâties			
bases communales	85 331	86 871	+1,8
bases syndicales	10 850	10 959	+1,0
bases intercommunales*	41 928	44 235	+5,5
bases départementales*	84 226	85 746	+1,8
Taxe foncière sur les propriétés non bâties			
bases communales	1 955	1 961	+0,3
bases syndicales	147	143	-2,7
bases intercommunales	1 907	1 900	-0,4
Cotisation foncière des entreprises			
bases communales	6 025	4 752	-21,1
bases syndicales	535	174	-67,4
bases intercommunales	25 021	26 466	+5,8
dont : - en FA hors Zone	3 170	2 800	-11,7
en ZAE	118	105	-11,2
en ZDE	5	5	+17,6
- en FPU	21 729	23 556	+8,4
bases de CFE du secteur communal**	27 877	28 418	+1,9
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères			
bases TEOM	70 544	72 289	2,5%

^{*}Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon pour les bases intercommunales et y compris pour les bases département

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les exonérations votées par les collectivités et les champs d'applications n'étant pas similaires, les bases nettes diffèrent selon le type de collectivités. A titre d'exemple, sur les territoires imposés à la fiscalité professionnelle unique (FPU) et dans les zones d'activités économiques (ZAE) ou de développement éolien (ZDE), les redevables des impôts économiques ne sont plus imposés au profit de la commune sur laquelle ils sont implantés, mais au profit du groupement intercommunal à fiscalité propre auquel elle appartient. Entre 2015 et 2016, la baisse des bases communales de CFE se justifie principalement par la création ou le changement de statut des intercommunalités, en particulier la création de Métropole du Grand Paris (MGP). La baisse des bases de la taxe d'habitation s'explique par la hausse des exonérations (+37,9%) en 2015 après leur baisse en 2014. Une partie de la progression des bases d'imposition est forfaitaire et provient de la revalorisation annuelle appliquée aux valeurs locatives, décidée en loi de finances. Cette revalorisation est de + 1 % en 2016 pour l'ensemble des propriétés bâties et non bâties, après 0,9% pour 2014 et 2015.

^{**}Bases de CFE du secteur communal = bases communales + bases intercommunales de FA en ZAE et ZDE + bases intercommunales en FPU.

Encadré 2

	Mont	Evolution en %	
Type de taxe et de base	en million		
	2015	2016	011 70
Taxe foncière sur les propriétés bâties			
Bases communales	85 331	86 871	+1,80
dont locaux d'habitation ordinaire	53 383	54 136	+1,41
dont locaux d'habitation à caractère sociale	4 277	4 129	-3,44
dont locaux d'habitation loi 1948	27	25	-8,58
dont locaux passibles de la TH	466	464	-0,42
Total	58 152	58 754	+1,03
dont locaux à usage professionnel et commercial	18 982	19 730	+3,94
dont locaux établissements industriels et assimilés	8 197	8 387	+2,32
Total	27 178	28 117	+3,45

Source: DGFIP, REI; calculs DGCL.

En 2016, concernant la taxe foncière sur les propriétés bâties, la croissance des bases pour les locaux d'habitation ou passibles de la TH ralentit et atteint 1,03% contre 2,5% en 2015. Les locaux à usage professionnel et commercial et les établissements industriels et assimilés connaissent une hausse de + 3,45%, soit 939 M€ de plus qu'en 2015.

Les parts des deux composantes de la base communale restent stables : plus des deux tiers pour la première catégorie (68%), contre moins d'un tiers pour la seconde (32%).

2. La fiscalité directe des communes et de leurs groupements en 2016

2.1 Les groupements à fiscalité propre

Les groupements à fiscalité propre se distinguent par leur nature juridique et leur régime fiscal*.

La démarche de rationalisation de la carte intercommunale, engagée par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 et poursuivie par la loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), s'est matérialisée par des opérations de créations, de fusions et d'extensions.

Cette réforme s'accompagne d'une nouvelle répartition entre les régimes fiscaux des EPCI à fiscalité propre : la fiscalité additionnelle (FA) et la fiscalité professionnelle unique (FPU).

En 2016, le nombre de groupements de moins de 20 000 habitants à FA continue sa baisse, 680 contre 735 en 2015. Il laisse place à la hausse des groupements à FPU : 12 de plus qu'en 2015.

La population couverte connaît une croissance de 6%, essentiellement due à l'évolution de la population couverte par les groupements à FPU; cela s'explique notamment par la mise en place de la Métropole du Grand Paris (MGP).

Suite à la création de la MGP, le montant des impôts économiques perçus par les communes isolées a nettement diminué. Par conséquent, les évolutions 2015-2016 concernant ces communes ne sont pas indiquées dans les tableaux.

Nombre de groupements à fiscalité propre en 2016

en nombre de GFP

Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5000 hab	De 5000 à 10 000 hab	De 10 000 à 20 000 hab	De 20 000 à 50 000 hab	De 50 000 à 100 000 hab	Plus de 100 000 hab	Ensemble
Ensemble des groupements à FA	192	299	189	61	8	1	750
Communautés de communes	192	299	189	61	7	0	748
Communautés urbaines	0	0	0	0	1	1	2
Ensemble des groupements à FPU	89	298	402	312	120	104	1 325
Communautés d'agglomération	0	0	0	20	96	80	196
Communautés de communes	89	298	402	292	22	2	1 105
Communautés urbaines	0	0	0	0	2	8	10
Métropoles**	0	0	0	0	0	14	14
Ensemble	281	597	591	373	128	105	2 075

Population des groupements à fiscalité propre en 2016

en milliers d'hab

Régime fiscal et nature juridique	Moins de 5000 hab	De 5000 à 10 000 hab	De 10 000 à 20 000 hab	De 20 000 à 50 000 hab	De 50 000 à 100 000 hab	Plus de 100 000 hab	Ensemble
Ensemble des groupements à FA	582	2 167	2 630	1 654	532	205	7 771
Communautés de communes	582	2 167	2 630	1 654	449	0	7 482
Communautés urbaines	0	0	0	0	84	205	289
Ensemble des groupements à FPU	315	2 230	5 825	9 512	8 445	33 086	59 414
Communautés d'agglomération	0	0	0	765	6 897	14 069	21 731
Communautés de communes	315	2 230	5 825	8 747	1 395	206	18 718
Communautés urbaines	0	0	0	0	153	2 177	2 330
Métropoles**	0	0	0	0	0	16 634	16 634
Ensemble	898	4 397	8 456	11 166	8 977	33 291	67 185

^{*} Pour plus d'informations, se reporter au glossaire.

Source: DGFIP, REI; calculs DGCL

^{**} Y compris la métropole de Lyon.

2.2 Les contributions directes des communes et de leurs groupements

Les produits perçus en 2015 et 2016* par le secteur communal

		Prod en millions		Evolution en %	Prode en euros	
		2015	2016	en %	2015	201
Secteur communal	Ensemble	53 250	54 224	+1,8	795	80
Communes isolées						
	Ensemble	3 837	50	n.s.	951	67
	Taxe d'habitation*	1 416	23	n.s.	351	30
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,0	0,0	n.s.	0,0	0
	Taxe sur le foncier bâti	1 118	16	n.s.	277	22
	Taxe sur le foncier non bâti**	7,3	1,9	n.s.	1,8	25
	CFE	564	5,1	n.s.	140	(
	CVAE	685	3,1	n.s.	170	
	IFER	13	0,4	n.s.	3,2	5
	TASCOM	33	0,5	n.s.	8,1	7
Communes et group	ements à fiscalité additionnelle	5 883	5 151	-12,4	663	6
	Ensemble	4 508	3 879	-13,9	508	4
	Taxe d'habitation*	1 826	1 546	-15,3	206	1
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	6,8	7,0	+3,9	0,8	C
	Taxe sur le foncier bâti	1 376	1 191	-13,5	155	1
- Communes	Taxe sur le foncier non bâti**	210	189	-10,0	24	
	CFE	617	544	-11,9	70	
	CVAE	284	241	-15,4	32	
	IFER	116	109	-6,1	13,1	14
	TASCOM	71	61	-15,1	8,0	7
	Ensemble	1 375	1 272	-7,5	155	1
	Taxe d'habitation	559	507	-9,3	63	
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,0	0,0	-4,4	0,0	(
	Taxe sur le foncier bâti	433	408	-5,8	49	
	Taxe sur le foncier non bâti	74	70	-4,9	8,3	,
- Groupements	CFE	204	189	-7,2	23	
- Groupernerits	dont hors zone	177	165	-6,8	20	
	en ZAE	26	23	-10,7	3,0	:
	en ZDE	1,0	1,1	+17,4	0,1	
	CVAE	85	77	-9,7	9,6	:
	IFER	17	18	+4,5	2,0	:
	TASCOM	3,0	2,3	-22,6	0,3	
communes et groupe	ments à fiscalité professionnelle unique	43 301	48 807	+12,7	801	8
	Ensemble	25 846	30 028	+16,2	478	5
	Taxe d'habitation*	11 413	13 545	+18,7	211	2
- Communes	Taxe d'habitation sur les logements vacants	52	60	+16,0	1,0	
	Taxe sur le foncier bâti	13 768	15 527	+12,8	255	2
	Taxe sur le foncier non bâti	613	639	+4,3	11	
	CFE***		317	-	-	
	Ensemble	17 455	18 778	+7,6	323	3
	Taxe d'habitation	6 402	6 142	-4,1	118	1
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	1,3	1,5	+19,0	0,0	
	Taxe sur le foncier bâti	705	864	+22,5	13	
- Groupements	Taxe sur le foncier non bâti**	131	137	+4,7	2,4	
	CFE	5 833	6 364	+9,1	108	1
	CVAE	3 352	4 146	+23,7	62	
	IFER	401	436	+8,7	7,4	
	TASCOM	630	689	+9,4	12	
yndicats à contribut	ions fiscalisées					
	Ensemble	230	217	-5,6	28	
	Taxe d'habitation	103	100	-2,4	12	
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,1	0,2	+13,9	0,0	
	Taxe sur le foncier bâti	106	105	-1,0	13	

^{*} Y compris la majoration de la taxe d'habitation sur des résidences secondaires à destination des communes depuis 2015

n.s. non significatif

Remarque : les produits de l'année 2015 (respectivement 2016) sont calculés en fonction de la nature fiscale des EPCI en 2015 (respectivement 2016).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGC

^{**} Y compris la taxe additionnelle du foncier non bâti.

^{***} Correspond à la CFE de la ville de Paris

		Bases no (en millions		Evolution en%	Bases r	
		2015	2016	61170	2015	2016
Communes isolées						
	Taxe d'habitation	8 462	102	n.s.	2 097	1 367
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,0	0,0	n.s.	0,0	0,2
	Taxe sur le foncier bâti	10 546	83	n.s.	2 613	1 113
	Taxe sur le foncier non bâti	37	4,0	n.s.	9,1	53
	CFE	2 843	21	n.s.	704	277
Communes et group	ements à fiscalité additionnelle					
	Taxe d'habitation	10 797	9 144	-15,3	1 217	1 177
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	37	39	5,5	4,2	5,0
- Communes	Taxe sur le foncier bâti	9 370	8 150	-13,0	1 056	1 049
	Taxe sur le foncier non bâti	602	552	-8,3	68	71
	CFE	3 182	2 810	-11,7	359	362
	Taxe d'habitation	10 848	9 192	-15,3	1 223	1 183
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,1	0,1	-4,5	0,0	0,0
	Taxe sur le foncier bâti	9 350	8 121	-13,1	1 054	1 045
Craymananta	Taxe sur le foncier non bâti	601	551	-8,3	68	71
- Groupements	CFE	3 293	2 910	-11,6	371	374
	dont hors zone	3 170	2 800	-11,7	357	360
	en ZAE	118	105	-11,2	13	14
	en ZDE	4,6	5,5	17,6	0,5	0,7
Communes et groupe	ements à fiscalité professionnelle unique					
	Taxe d'habitation	70 366	79 923	13,6	1 302	1 345
Communos	Taxe d'habitation sur les logements vacants	293	337	15,1	5,4	5,7
- Communes	Taxe sur le foncier bâti	65 415	78 638	20,2	1 210	1 324
	Taxe sur le foncier non bâti	1 317	1 405	6,7	24	24
	CFE**	-	1 921	-	-	32
- Groupements	Taxe d'habitation	70 627	66 483		1 307	1 119
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	14	16	16,6	0,3	0,3
	Taxe sur le foncier bâti*	32 578	36 114	10,9	603	608
	Taxe sur le foncier non bâti	1 306	1 348	3,3	24	23
	CFE	21 729	23 556	8,4	402	396
Syndicats à contribu	tions fiscalisées					
	Taxe d'habitation	12 087	12 020	-0,6	1 362	1 459
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	15	16	12,2	1,6	2,0
	Taxe sur le foncier bâti	10 850	10 959	1,0	1 223	1 331
	Taxe sur le foncier non bâti	147	143	-2,7	17	17
	CFE	535	174		60	21

 $[\]ensuremath{^*}$ Hors les bases intercommunales du foncier bâti de la métropole de Lyon.

Remarque : les bases de l'année 2015 (respectivement 2016) sont calculées en fonction de la nature fiscale des EPCI en 2015 (respectivement en 2016).

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

^{**} Correspond à la CFE de la ville de Paris

n.s. non significatif

		Taux mo	-	Évolution
		2015	° 2016	en points
Communes isolées				
	Taxe d'habitation**	16,48	22,20	n.s.
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	12,57	25,13	n.s.
	Taxe sur le foncier bâti	10,60	19,73	n.s.
	Taxe sur le foncier non bâti***	16,52	48,38	n.s.
	CFE	19,85	24,48	n.s.
Communes et group	ements à fiscalité additionnelle			
	Taxe d'habitation**	16,91	16,83	-0,49
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	18,34	18,06	-1,52
- Communes	Taxe sur le foncier bâti	14,69	14,61	-0,54
	Taxe sur le foncier non bâti***	32,83	32,31	-1,58
	CFE	19,39	19,35	-0,23
	Taxe d'habitation	5,15	5,51	+7,05
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	7,75	7,76	+0,08
	Taxe sur le foncier bâti	4,64	5,03	+8,45
- Groupements	Taxe sur le foncier non bâti	12,30	12,74	+3,55
- Groupernerns	CFE	6,20	6,51	+5,04
	dont hors zone	5,58	5,89	+5,56
	en ZAE	22,16	22,27	+0,53
	en ZDE	20,53	20,49	-0,19
Communes et group	ements à fiscalité professionnelle unique			
	Taxe d'habitation**	16,19	16,80	+3,73
- Communes	Taxe d'habitation sur les logements vacants	17,71	17,84	+0,73
- Communes	Taxe sur le foncier bâti	21,05	19,75	-6,19
	Taxe sur le foncier non bâti	46,52	45,49	-2,22
	CFE***	-	16,52	-
	Taxe d'habitation	9,06	9,24	+1,89
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	9,33	9,52	+2,02
- Groupements	Taxe sur le foncier bâti*	2,16	2,39	+10,55
	Taxe sur le foncier non bâti***	5,03	5,30	+5,40
	CFE	26,85	27,02	+0,64
Syndicats à contribu	tions fiscalisées			
	Taxe d'habitation	0,85	0,83	-2,05
	Taxe d'habitation sur les logements vacants	0,98	0,99	+1,54
	Taxe sur le foncier bâti	0,97	0,95	-2,03
	Taxe sur le foncier non bâti	3,57	3,51	-1,59
	CFE	2,92	3,77	+29,21

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

n.s. non significatif

Remarque : les taux de l'année 2015 (respectivement 2016) sont calculés en fonction de la nature fiscale des EPCI en 2015 (respectivement en 2016).

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

^{**} Hors la majoration sur les résidences secondaires.

^{***} Hors la taxe additionnelle (elle ne donne pas lieu à un vote de taux).

^{****} Correspond à la CFE de la ville de Paris

2.3 La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

La législation offre aux communes et à leurs groupements le choix entre trois modes de financement du service d'élimination et de valorisation des déchets ménagers : le budget général, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM).

La TEOM est un impôt direct facultatif additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties situées dans une zone où les déchets ménagers sont collectés. Elle est assise sur la même base que celle de la taxe foncière bâtie, soit 50 % de la valeur locative cadastrale de l'immeuble imposé. Cette taxe est établie au nom des propriétaires ou usufruitiers. Elle est ainsi dépourvue de tout lien avec la qualité d'occupant du local mais peut être répercutée par les propriétaires sur leurs locataires. En 2016, le produit de la TEOM s'élève à 6,7 Md€ pour 57,8 millions d'habitants imposables. La part incitative à la TEOM vaut 9,4 M€. Elle concerne 24 539 communes, en augmentation de 21 communes par rapport à 2015. Les recettes de cette taxe sont en majeure partie destinées aux groupements à fiscalité propre (85,5%) contre respectivement 13,3% et 1,2% à destination des communes et des syndicats.

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères entre 2011 et 2016

Destinataire	2011	2012	2013	2014*	2015	2016
Ensemble des colléctivités						
Base (M€)	63 779	65 694	67 760	68 876	70 544	72 289
Taux moyen (%)	9,24	9,27	9,23	9,23	9,29	9,24
Produit (M€)	5 896	6 088	6 254	6 356	6 553	6 688
Communes						
Base (M€)	15 422	15 040	14 714	14 053	14 293	13 659
Taux moyen (%)	6,91	6,84	6,78	6,68	6,72	6,51
Produit (M€)	1 065	1 029	997	939	961	889
Syndicats						
Base (M€)	2 256	2 164	1 702	1 159	1 101	919
Taux moyen (%)	9,41	9,24	8,78	8,86	8,73	8,74
Produit (M€)	212	200	149	103	96	80
Groupements à fiscalité propre						
Base (M€)	46 101	48 491	51 344	53 665	55 150	57 710
Taux moyen (%)	10,02	10,02	9,95	9,90	9,97	9,91
Produit (M€)	4 618	4 859	5 107	5 314	5 497	5 719

^{*}Y compris la part incitative à la TEOM à partir de 2014

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL

En 2016, le dynamisme du produit de la TEOM (+2,1%) s'explique essentiellement par l'évolution rapide des bases nettes d'imposition (+2,5%) et particulièrement celles des groupements à fiscalité propre (+4,6%, après 2,8% en 2015). Quant aux taux moyens, sur la même période, on constate une baisse de -0,05 point après la hausse de 2015 (9,29%).

2.4 La taxe Gestion des Milieux Aquatiques et Préventions des Inondations (GEMAPI)

La taxe GEMAPI, instaurée en 2015 suite à la loi MAPTAM, au profit des communes et des EPCI, est une taxe facultative permettant de répondre aux dépenses d'investissements liées à la prévention contre les inondations, à la préservation de la qualité de l'eau et à la protection des biens et des personnes.

Cette taxe est acquittée par les assujettis aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière aux entreprises. Elle est plafonnée à 40€ par habitant et par année.

En M€	2016
Produits	7 033
dont taxe additionnelle au FB	2 730
dont taxe additionnelle au FNB	235
dont taxe additionnelle à la TH	2 293
dont taxe additionnelle à la THLV	9
dont taxe additionnelle à la CFE	1 766
Bases	1 643 470
dont taxe additionnelle au FB	662 206
dont taxe additionnelle au FNB	20 498
dont taxe additionnelle à la TH	635 360
dont taxe additionnelle à la CFE	325 406
Taux moyen (%)	0,43
taxe additionnelle au FB	0,44
taxe additionnelle au FNB	1,20
taxe additionnelle à la TH	0,36
taxe additionnelle à la CFE	0,54

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL

3. La fiscalité départementale en 2016

3.1 La taxe foncière sur les propriétés bâties

Parmi les trois taxes «ménages», seule la taxe foncière sur les propriétés bâties est perçue en partie par les départements. Ils conservent leur ancienne part augmentée de l'ancienne part régionale et du montant de la réduction des frais d'assiette perçus auparavant par l'Etat. Ils ont conservé leur pouvoir de taux sur cette taxe. Ces taux ont gagné 1,5 point entre 2011 et 2016, la moitié de cette hausse étant concentrée sur l'année 2016. La hausse des recettes fiscales se monte à +2,9 Md€, de 2011 à 2016 bénéficiant de 10,8 Md€ d'augmentation des bases nettes.

Le foncier bâti des départements de 2011 à 2016

en millions d'euros

	2011	2012	2013	2014	2015*	2016
Produit du foncier bâti	10 953,4	11 580,8	12 193,6	12 492,4	12 922,0	13 829,4
- base nette	74 902,8	77 625,4	80 217,9	82 107,2	84 226,0	85 746,3
- taux moyen	14,62%	14,92%	15,20%	15,21%	15,34%	16,13%

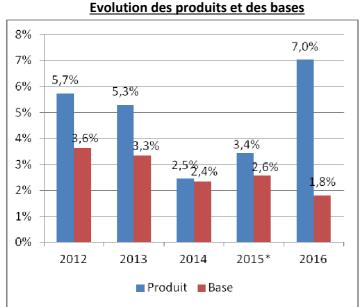
^{*}Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon à partir de 2015.

Remarque : le taux moyen est le rapport de la somme des produits théoriques (bases*taux) et la somme des bases départementales.

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL

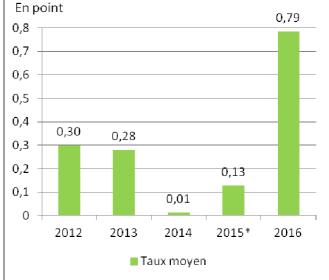
Le produit est en hausse depuis 2011 et atteint 13 829 Md€ en 2016, soit une progression de 7,0% par rapport à 2015. Cette augmentation est due à la fois à un effet base (+1,8%) et à un effet taux (+5,1%) en 2016, qui reflète la décision de 36 départements de voter leurs taux à la hausse en 2016.

Evolution de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements de 2012 à 2016





Evolution du taux moyen



Champ: y compris Mayotte dès 2014. Source: DGFiP, REI; calculs DGCL

^{*}Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

3.2 Les impôts économiques

Les recettes de impôts économiques des départements s'élèvent à 8,4 Md€, soit une augmentation de 1,5% par rapport à 2015.Le montant des IFER sur les centrales nucléaires ou thermiques à flamme et sur les stations radioélectriques, principaux postes des IFER (70%), s'élèvent à 188,9 Md€.

Le produit total des IFER est de 271,1 Md€, en hausse de 3 % par rapport à 2015. La CVAE, part principale des impôts économiques (96,8%), augmentant seulement de 1,4% après 4,5% en 2015, atteint 8 178,5 Md€ en 2016. La CVAE dégrevée, montant pris en charge par l'État représentent 24% des ressources liées à la CVAE.

Les impôts économiques des départements de 2011 à 2016

en millions d'euros

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produit du foncier bâti	10 953,4	11 580,8	12 193,6	12 492,4	12 922,0	13 829,4
- base nette	74 902,8	77 625,4	80 217,9	82 107,2	84 226,0	85 746,3
- taux moyen	14,62%	14,92%	15,20%	15,21%	15,34%	16,13%
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
CVAE	7 130,0	7 363,1	7 916,5	7 719,6	8 063,8	8 178,5
-don CVAE due	5 387,9	5 695,4	6 096,8	5 863,7	6 170,2	6 221,7
-don CVAE dégrevée	1 742,1	1 667,7	1 819,7	1 855,9	1 893,6	1 956,8
IFER	226,4	238,7	247,9	259,9	263,4	271,1
- dont éoliennes	12,2	14,5	15,8	16,9	19,1	20,6
- dont hydroliennes	0,5	0,1	0,1	0,04	0,04	0,1
- dont centrales nucléaires ou thermiques à flamme	121,1	125,1	125,8	129,3	123,2	123,5
- dont centrales photovoltaïques	40,2	3,0	6,7	7,9	9,8	12,8
- dont barrages hydrauliques	40,2	34,9	36,1	36,8	37,2	37,5
- dont stations radioélectriques	41,6	50,2	52,6	57,7	62,7	65,5
- dont installations de gaz naturel	10,9	10,8	10,8	11,2	11,4	11,2
Impôts économiques	7 356	7 602	8 164	7 979	8 327	8 450

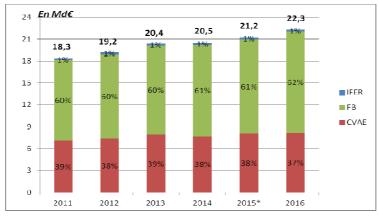
Note : y compris les parts départementales de la métropole de Lyon.

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL

3.3 La fiscalité directe locale des départements

Les recettes fiscales directes des départements ont augmenté de 4,8% en 2016, s'élevant à 22,3 Md€. Le foncier bâti, représentant environ 60% des ressources, explique 88% de cette hausse.

La fiscalité directe des départements entre 2011 et 2016



*Y compris le foncier bâti et les parts départementales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon.

Champ: y compris Mayotte à partir de 2014.

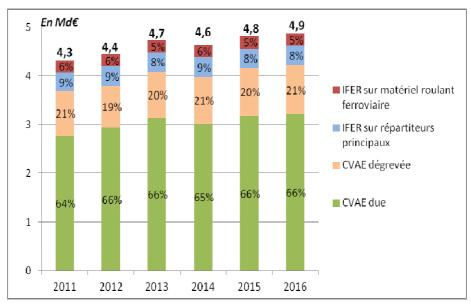
Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL

4. La fiscalité régionale en 2016

4.1 Produit des impôts économiques des régions de 2011 à 2016

En 2016, le produit des impôts économiques des régions est en hausse de 1% par rapport à 2015. Il s'élève à 4,9 Md€. La CVAE, composante majeure des impôts économiques, (86% des recettes) atteint 4,2 Md€. Les régions perçoivent deux IFER seulement d'un montant de 659,5 M€: celle sur les répartiteurs principaux représente 8% des impôts économiques des régions, et celle sur le matériel roulant ferroviaire avec seulement 5%.

Produit des impôts économiques des régions de 2011 à 2016



Champ: y compris Mayotte à partir de 2014.

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL

Plus de 37% des impôts économiques en 2016 sont concentrés dans la région d'Ile-de-France. La CVAE de cette région représente 33% de la fiscalité régionale en 2016, étant ainsi le moteur de la hausse des impôts économiques en région. L'Ile-de-France est la seule région qui alimente le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR).

4.2 La Taxe Additionnelle Spéciale Annuelle (TASA)

La TASA, instaurée en 2015 au profit de la région lle-de-France, est une taxe permettant de financer les dépenses d'investissements en faveur des transports en commun de la région. Cette taxe prend la forme de deux taxes additionnelles: une à la taxe foncière sur les propriétés bâties et une à la cotisation foncière des entreprises. Elle est ainsi due par toutes les personnes assujetties à la taxe sur le foncier bâti et à la CFE. Son produit a été fixé par le conseil régional à hauteur de 80 millions d'euros en 2015 et 2016. Les taux de cette taxe sont alors déduits par les services de la direction générale des finances publiques en fonction du produit voté.

Ensemble des impôts économiques des régions : IFER et CVAE en 2015 et 2016

		Мог	ntants en l	millions d'	euros		Evolution 2015-2016 en %			
Région		2015			2016		Evolutio	on 2015-20	16 en %	
Region	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	
Auvergne-Rhône-Alpes	83,0	498,6	581,6	82,5	506,5	589,0	-0,6	+1,6	+1,3	
Bourgogne-Franche-Comté	44,1	135,3	179,4	44,2	141,1	185,3	+0,3	+4,3	+3,3	
Bretagne	29,0	156,2	185,1	29,0	159,8	188,8	+0,1	+2,4	+2,0	
Centre-Val de Loire	31,6	145,8	177,3	31,9	144,7	176,6	+1,0	-0,7	-0,4	
Corse	2,7	12,9	15,5	2,7	13,8	16,5	-0,5	+7,4	+6,0	
Grand-Est	57,0	295,8	352,8	57,1	298,8	355,9	+0,2	+1,0	+0,9	
Hauts-de-France	59,8	291,4	351,1	59,9	295,8	355,6	+0,1	+1,5	+1,3	
Normandie	29,0	178,3	207,3	29,1	179,1	208,2	+0,3	+0,4	+0,4	
Nouvelle Aquitaine	57,8	286,9	344,6	57,9	286,1	344,0	+0,2	-0,3	-0,2	
Occitanie	52,3	270,9	323,2	52,8	284,1	336,9	+1,0	+4,9	+4,3	
Pays de la Loire	33,6	206,1	239,7	33,9	208,0	241,9	+0,8	+0,9	+0,9	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	45,3	266,9	312,2	45,6	271,3	316,9	+0,6	+1,6	+1,5	
Métropole hors Île-de-France	525,2	2744,9	3270,0	526,6	2789,1	3315,7	+0,3	+1,6	+1,4	
Île-de-France	121,4	1363,2	1484,6	123,0	1372,4	1495,3	+1,3	+0,7	+0,7	
France métropolitaine	646,6	4108,1	4754,6	649,5	4161,4	4811,0	+0,5	+1,3	+1,2	
Guadeloupe	2,6	10,4	13,0	2,6	11,5	14,1	-0,5	+10,8	+8,5	
Martinique	2,6	10,7	13,3	2,6	12,4	15,0	-0,5	+16,2	+12,9	
Guyane	0,9	4,6	5,5	0,9	5,3	6,2	-0,5	+16,7	+13,9	
Réunion	3,6	22,3	25,9	3,6	23,5	27,1	+0,8	+5,5	+4,8	
Mayotte	0,3	0,9	1,2	0,3	1,3	1,7	-0,5	+47,1	+34,8	
Régions d' outre-mer	10,0	48,9	58,9	10,0	54,1	64,1	+0,0	+10,8	+8,9	
France	656,6	4157,0	4813,5	659,5	4215,6	4875,1	+0,5	+1,4	+1,3	

			Montants	en €/hai	b.		Evolution 2015-2016 en %			
Région		2015			2016		Evolutio	JII 20 13-20	10 en %	
Kegion	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	
Auvergne-Rhône-Alpes	10,5	63,2	73,7	10,4	63,7	74,0	-1,4	+0,8	+0,5	
Bourgogne-Franche-Comté	15,2	46,6	61,8	15,2	48,5	63,7	+0,2	+4,2	+3,2	
Bretagne	8,7	46,7	55,4	8,6	47,6	56,2	-0,5	+1,7	+1,4	
Centre-Val de Loire	12,0	55,3	67,3	12,1	54,8	66,9	+0,8	-1,0	-0,7	
Corse	8,3	40,0	48,3	8,2	42,4	50,6	-1,7	+6,0	+4,7	
Grand-Est	10,0	52,1	62,1	10,0	52,6	62,7	+0,1	+1,0	+0,9	
Hauts-de-France	9,8	47,9	57,7	9,8	48,5	58,3	-0,1	+1,3	+1,1	
Normandie	8,5	52,3	60,8	8,5	52,4	61,0	+0,2	+0,3	+0,3	
Nouvelle Aquitaine	9,7	48,0	57,7	9,6	47,6	57,2	-0,3	-0,8	-0,8	
Occitanie	9,1	46,9	56,0	9,1	48,8	57,8	+0,0	+3,9	+3,3	
Pays de la Loire	9,0	55,1	64,1	9,0	55,2	64,2	+0,1	+0,2	+0,2	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9,0	53,1	62,2	9,0	53,8	62,9	+0,3	+1,3	+1,2	
Métropole hors Île-de-France	9,9	52,0	61,9	9,9	52,3	62,2	-0,2	+0,5	+0,4	
Île-de-France	10,1	113,1	123,1	10,1	112,7	122,8	+0,8	-0,4	-0,3	
France métropolitaine	10,0	63,4	73,3	10,0	63,5	73,5	-0,0	+0,2	+0,2	
Guadeloupe	6,3	25,4	31,7	6,3	28,2	34,5	-0,2	+11,1	+8,9	
Martinique	6,7	27,1	33,7	6,7	31,7	38,4	+0,3	+17,2	+13,8	
Guyane	3,6	18,9	22,6	3,6	21,7	25,2	-2,3	+14,5	+11,8	
Réunion	4,2	26,4	30,7	4,2	27,8	32,0	-0,6	+5,3	+4,5	
Mayotte	1,5	4,2	5,7	1,5	6,2	7,6	-0,5	+47,1	+34,8	
Régions d' outre-mer	4,7	23,2	27,9	4,7	25,7	30,4	-0,5	+10,7	+8,8	
France	9,8	62,1	71,9	9,8	62,3	72,1	-0,0	+0,4	+0,3	

Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Imposition forfaitaires sur les entreprises de réseaux des régions en 2015 et 2016

		Мо	ntants en	millions d	'euros		Evolution 2015-2016 en %			
Région		2015			2016		LVOIGE	011 20 13-20	710 en 76	
Region	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	
Auvergne-Rhône-Alpes	33,1	49,9	83,0	32,9	49,1	81,9	-0,8	-1,6	-1,3	
Bourgogne-Franche-Comté	25,5	18,6	44,1	25,7	18,2	43,9	+0,8	-2,0	-0,4	
Bretagne	7,3	21,6	29,0	7,5	21,6	29,1	+1,6	-0,1	+0,3	
Centre-Val de Loire	15,0	16,6	31,6	15,4	16,4	31,8	+2,7	-1,2	+0,7	
Corse	-	2,7	2,7	-	2,4	2,4	-	-11,0	-11,0	
Grand-Est	24,7	32,3	57,0	24,9	31,9	56,8	+1,0	-1,4	-0,4	
Hauts-de-France	27,3	32,5	59,8	27,6	32,0	59,6	+0,8	-1,3	-0,3	
Normandie	7,5	21,5	29,0	7,7	20,8	28,5	+2,6	-3,3	-1,8	
Nouvelle Aquitaine	18,7	39,0	57,8	19,0	38,5	57,5	+1,7	-1,5	-0,4	
Occitanie	16,1	36,2	52,3	16,8	36,9	53,7	+4,3	+1,9	+2,6	
Pays de la Loire	11,8	21,8	33,6	12,2	22,8	35,0	+3,2	+4,4	+4,0	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12,1	33,2	45,3	12,5	33,0	45,5	+3,6	-0,8	+0,4	
Métropole hors Île-de-France	199,2	326,0	525,2	202,1	323,5	525,6	+1,5	-0,8	+0,1	
Île-de-France	57,9	63,5	121,4	59,8	64,3	124,1	+3,2	+1,3	+2,2	
France métropolitaine	257,1	389,4	646,6	261,9	387,8	649,7	+1,9	-0,4	+0,5	
Guadeloupe	-	2,6	2,6	-	2,5	2,5	-	-3,9	-3,9	
Martinique	-	2,6	2,6	-	2,3	2,3	-	-11,4	-11,4	
Guyane	-	0,9	0,9	-	0,8	0,8	-	-5,6	-5,6	
Réunion	-	3,6	3,6	-	3,8	3,8	-	+6,5	+6,5	
Mayotte	-	0,3	0,3	-	0,3	0,3	-	-8,1	-8,1	
Régions d' outre-mer	0,0	10,0	10,0	-	9,8	9,8	-	-2,4	-2,4	
France	257,1	399,4	656,6	261,9	397,6	659,5	+1,9	-0,5	+0,4	

			Montants	en €/ha	b.		Evolution 2015-2016 en %			
Région		2015			2016		LVOIULI	011 20 13-20	TO en 76	
Region	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP ⁽²⁾	Total IFER	IFER MR ⁽¹⁾	IFER RP (2)	Total IFER	
Auvergne-Rhône-Alpes	4,2	6,3	10,5	4,1	6,2	10,3	-1,6	-2,5	-2,1	
Bourgogne-Franche-Comté	8,8	6,4	15,2	8,9	6,3	15,1	+0,7	-2,0	-0,4	
Bretagne	2,2	6,5	8,7	2,2	6,4	8,6	+1,0	-0,7	-0,3	
Centre-Val de Loire	5,7	6,3	12,0	5,8	6,2	12,0	+2,5	-1,4	+0,4	
Corse	-	8,3	8,3	-	7,3	7,3	-	-12,1	-12,1	
Grand-Est	4,3	5,7	10,0	4,4	5,6	10,0	+0,9	-1,5	-0,4	
Hauts-de-France	4,5	5,3	9,8	4,5	5,3	9,8	+0,6	-1,5	-0,5	
Normandie	2,2	6,3	8,5	2,3	6,1	8,4	+2,5	-3,4	-1,9	
Nouvelle Aquitaine	3,1	6,5	9,7	3,2	6,4	9,6	+1,1	-2,0	-1,0	
Occitanie	2,8	6,3	9,1	2,9	6,3	9,2	+3,3	+0,9	+1,6	
Pays de la Loire	3,2	5,8	9,0	3,2	6,1	9,3	+2,5	+3,7	+3,3	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,4	6,6	9,0	2,5	6,5	9,0	+3,3	-1,1	+0,1	
Métropole hors Île-de-France	3,8	6,2	9,9	3,8	6,1	9,9	+1,6	-1,2	-0,1	
Île-de-France	4,8	5,3	10,1	4,9	5,3	10,2	+2,7	+0,8	+1,7	
France métropolitaine	4,0	6,0	10,0	3,9	6,0	9,8	-1,8	-0,9	-1,3	
Guadeloupe	-	6,3	6,3	-	6,1	6,1	-	-3,6	-3,6	
Martinique	-	6,7	6,7	-	6,0	6,0	-	-10,7	-10,7	
Guyane	-	3,6	3,6	-	3,4	3,4	-	-7,4	-7,4	
Réunion	-	4,2	4,2	-	4,5	4,5	-	+6,4	+6,4	
Mayotte	-	1,5	1,5	-	1,4	1,4	-	-8,1	-8,1	
Régions d' outre-mer	-	4,7	4,7	-	4,6	4,6	-	-2,5	-2,5	
France	3,8	6,0	9,8	3,9	5,9	9,8	+1,4	-0,9	-0,0	

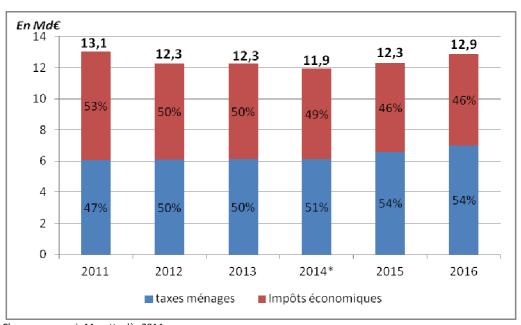
(1)IFER sur le matériel roulant ferroviaire ; (2) IFER sur les répartiteurs principaux

 $Source: \mathsf{DGFIP}, \mathsf{REI} \ ; \mathsf{calculs} \ \mathsf{DGCL}.$

5. Les contributions de l'État en 2016

En conséquence des exonérations et des allègements d'impôts décidés, l'Etat est amené à contribuer aux recettes fiscales des collectivités locales pour ne pas porter atteinte à leurs ressources. Ces contributions s'effectuent par le versement de compensations d'exonération par le système de dégrèvements. En 2016, les contributions versées par l'Etat s'élèvent à 12,9 Md€, soit une progression de 4,8% par rapport à 2015. Ces contributions correspondent pour plus de la moitié aux taxes «ménages» (6,99 Md€) et la part restante aux impôts économiques (5,90 Md€).

Les contributions de l'État entre 2011 et 2016



Champ: y compris Mayotte dès 2014. Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

Les dégrèvements et les admissions en non-valeur sont des prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. Cette opération se déroule entre l'État et les contribuables au moment de l'établissement des avis d'imposition ou du recouvrement. Elle n'implique aucunement les collectivités : l'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et le montant des impayés et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des taxes votés par les collectivités dans le cadre de leur budget.

Les compensations sont des dotations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser les pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend de décisions nationales : chaque collectivité ne dispose plus d'un pouvoir direct sur l'évolution de cette recette dans son budget. Cette recette a donc perdu toute nature fiscale pour la collectivité (en particulier, les variations de taux décidées par les collectivités ne sont plus prises en charge par l'État), mais son montant reste lié au montant des ressources fiscales que percevait la collectivité avant l'exonération.

5.1 Les contributions versées par l'État au titre des taxes «ménages »

Les montants qui figurent dans cette partie sont ceux des contributions effectivement ordonnancées en fin d'exercice fiscal. On rappelle que l'année 2011 correspond à la mise en place de la réforme de la fiscalité des collectivités locales.

Compensations accordées aux collectivités au titre des exonérations des « taxes ménages » de 2011 à 2016

				6	en millions d	d'euros
Compensations versées par l'État	2011	2012	2013	2014*	2015	2016
Ensemble	1809	1820	1761	1712	1798	1543
Taxe d'habitation	1237	1281	1259	1276	1454	1174
Exonération des personnes de condition modeste	1237	1281	1255	1273	1451	1170
Suppression de la THLV suite au passage à la TLV $^{(b)}$	-	-	3	3	3	3
Taxe sur le foncier bâti	380	347	312	255	179	220
Exonération sur les immeubles à caractère social	18	30	37	40	34	37
Exonération des personnes de condition modeste	240	203	174	133	87	63
Exonération ZFU et ZUS ^(c)	120	108	93	73	49	112
Exonération ZF des DOM	3	7	8	9	9	8
Taxe sur le foncier non bâti	192	191	190	181	165	149
Exonération des terres agricoles et des terres humides (d)	177	176	176	167	153	138
Exonération de plantations y compris exonérations	8	7	7	6	4	4

ZFU: zone franche urbaine; ZUS: zone urbaine sensible.

Exonération ZF et parcs naturels des DOM

Source: DGFiP; calculs DGCL.

<u>Dégrèvements accordés aux collectivités au titre des exonérations des « taxes ménages »</u> <u>au titre des allègements institués par voie législative de 2011 à 2016</u>

en millions d'euros

7

Dégrèvements	2011	2012	2013	2014*	2015	2016
Ensemble	4265	4 266	4 370	4 421	4 792	5 451
Taxe d'habitation	3387	3377	3495	3487	3780	3938
Cotisations inférieures à 12 euros	3	2	2	2	2	2
Dégrèvements en fonction du revenu	2868	2844	2941	2906	3152	2996
Contribuables de condition modeste	32	34	40	47	53	60
Taxe d'habitation sur les logements vacants	3	7	19	29	27	27
Autres dégrèvements	477	490	492	503	545	853
Taxes foncières	878	889	876	934	1012	1513
Cotisations inférieures à 12 euros	12	12	12	12	12	12
Pertes de récoltes	102	13	17	14	7	173
Jeunes agriculteurs	11	11	10	9	9	9
Contribuables âgés et de condition modeste	39	37	34	34	30	30
Autres dégrèvements	714	815	802	865	954	1288

^{* 2014 :} année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source: DGFiP; calculs DGCL.

⁽a) 2014 : année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

⁽b)Suite à la réforme de la taxe sur les logements vacants en 2012, les collectivités qui percevaient la taxe d'habitation sur

les logements vacants (THLV) perçoivent désormais la taxe sur les logements vacants (TLV) ainsi qu'une compensation depuis 2013.

⁽c) À partir de 2016 : y compris les compensations des contrats de ville et des quartiers prioritaires de la ville.

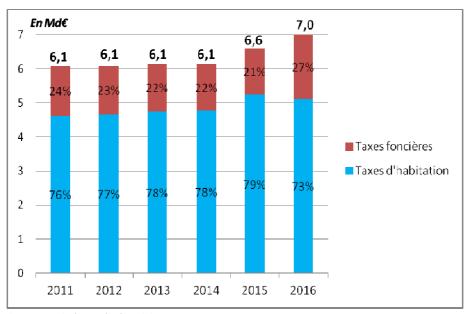
⁽d) Suppression des exonérations de la taxe foncière susceptibles de s'appliquer aux zones humides en 2014.

Contributions de l'État au titre des taxes « ménages » de 2011 à 2016

	2011 1 237 380 192 1 809 (-11,3%)				en millions	s d'euros
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Compensations (A)						
Taxe d'habitation	1 237	1 281	1 259	1 276	1 454	1 174
Taxe sur le foncier bâti	380	347	312	255	179	220
Taxe sur le foncier non bâti	192	191	190	181	165	149
Total	1 809	1 820	1 761	1 712	1 798	1 543
Evolution en %	(-11,3%)	(+0,6%)	(-3,2%)	(-2,8%)	(+5,0%)	(-14,2%)
Dégrèvements ordonnancés (B)						
Taxe d'habitation	3 387	3 377	3 495	3 487	3 780	3 938
Taxes foncières	878	889	876	934	1 012	1 513
total	4 265	4 266	4 370	4 421	4 792	5 451
Evolution en %	(+8,6%)	(+0,0%)	(+2,4%)	(+1,2%)	(+8,4%)	14%
Contributions de l'État aux taxes "ménages " (A+B)						
Taxes d'habitation	4 624	4 658	4 753	4 764	5 234	5 112
Taxes foncières	1 450	1 427	1 378	1 370	1 356	1 882
Total	6 074	6 085	6 131	6 133	6 590	6 994
Evolution en %	(+1,8%)	(+0,2%)	(+0,8%)	(+0,0%)	(+7,4%)	(+6,1%)
Pourcentage des recettes ** au titre des taxes "ménages	" prises en cha	rge par l'Ét	at			
Taxes d'habitation	23,2%	22,4%	22,0%	21,8%	22,5%	22,2%
Taxes foncières	5,2%	4,9%	4,6%	4,5%	4,3%	5,6%
Total	12,8%	12,2%	11,9%	11,6%	12,0%	12,4%

Au titre des taxes «ménages», les contributions (dégrèvements et compensations) de l'État représentent un montant de 7 Md€ en 2016, soit une augmentation de 6,1% par rapport à 2015. Cette croissance est essentiellement portée par la taxe d'habitation dont le poids ne cesse de croître jusqu'en 2015 (78%), suivi d'une légère baisse en 2016 (73%). Cette évolution est due uniquement aux dégrèvements (+ 158 M€), soit une hausse de 4% car les compensations, quant à elles, ont diminué (- 280 M€).

L'évolution des contributions de l'État aux taxes «ménages » entre 2011 et 2016



Source: DGFiP; calculs DGCL.

5.2 Les contributions versées par l'État au titre des impôts économiques

Compensations accordées aux collectivités au titre des exonérations des impôts économiques de 2011 à 2016

Compensations accordées au titre des exonérations des impôts économiques

en millions d'euros

Compensations versées par l'État	2011	2012	2013	2014*	2015	2016
Ensemble	641	531	549	362	259	230
Contribution foncière des entreprises**	358	495	517	331	227	202
Dotation de compensation de la taxe professionnelle	230	299	348	197	130	110
Réduction de base pour créations d'établissement	22	18	16	11	7,3	5,3
Allégement Corse	4,9	5,4	6,3	6,5	6,4	6,6
Investissement PME Corse	0,5	0,4	-	-	-	-
Exonération zones ZRR-ZRU-ZFU***	20	16	13	8	5,4	13,2
Exonération zone franche des DOM	11	12	13	14	16	13
Réduction progressive de la fraction des recettes	172	144	120	95	63	53
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	53	36	33	31	31	28

ZRR: zone de revitalisation rurale. - ZRU: zone de revitalisation urbaine. - ZFU: zone franche urbaine.

Source : DGFiP; calculs DGCL.

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des impôts économiques de 2011 à 2016

Dégrèvements accordés par l'État aux redevables des impôts économiques

en millions d'euros

Dégrèvements	2011	2012	2013	2014*	2015	2016
Taxe professionnelle/CET et taxes annexes	6 337	5 667	5 586	5 434	5 462	5 674
TP Plafonnement valeur ajoutée	1 344	272	143	42	99	3,5
CVAE dégrèvement barémique	3 588	3 437	3 751	3 825	3 904	4 033
CET plafonnement valeur ajoutée	437	937	868	1 029	1 041	1 171
CFE, CVAE, IFER et autres taxes pro (hors PVA)	584	728	715	451	374	429
Autres dégrèvements**	384	292	109	85	44	37

^{* 2014 :} année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source : DGFiP ; calculs DGCL.

^{* 2014 :} année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

^{**} Y compris les compensations d'éxonération des EPT de la métropole du Grand Paris en 2016.

^{***} À partir de 2016 : les compensations d'éxonération des quartiers prioritaires de la ville.

^{**} Y compris le dégrèvement des quartiers prioritaires de la politique de la ville (7,0 $\mathrm{M}\oplus$) instauré uniquement en 2015.

Contributions de l'État au titre des impôts économiques de 2011 à 2016

Contributions de l'État au titre des impôts économiques

en millions d'euros

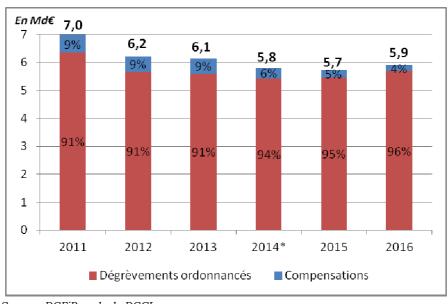
	2011	2012	2013	2014*	2015	2016
Compensations (A)						
Impôts économiques	641	531	549	362	259	230
Évolution	n.s.	(-17,2%)	(+3,5%)	(-34,0%)	(-28,5%)	(-11,1%)
Dégrèvements ordonnancés (B)						
Impôts économiques	6337	5 667	5 586	5 434	5 462	5 674
Évolution	n.s	(-10,6%)	(-1,4%)	(-2, 7%)	(+0,5%)	(+3,9%)
Contributions de l'État aux impôts économiques (A+B)						
Impôts économiques	6978	6 198	6 135	5 796	5 720	5 904
Évolution	n.s	(-11,2%)	(-1,0%)	(-5,5%)	(-1,3%)	(+3,2%)
Pourcentage des recettes** prises en charge par l'État au	titre des imp	ôts économi	ques			
Impôts économiques	29,6%	25,4%	23,7 %	22,8%	21,7%	22,1%

^{* 2014 :} année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

Source: DGFiP; calculs DGCL.

Concernant les impôts économiques, les contributions (dégrèvements et compensations) de l'État s'élèvent à 5,9 Md€, en légère hausse de 3%, par rapport à 2015. Cela résulte de la hausse des dégrèvements ordonnancés (+213 M€).

Les contributions de l'État aux impôts économiques entre 2011 et 2016



Source : DGFiP ; calculs DGCL.

Pour plus d'informations sur les notions de dégrèvements, d'exonérations et de compensations, vous pouvez consulter l'annexe 8 du rapport de l'OFL 2010. Concernant la composition des compensations versées aux collectivités locales pour les exonérations décidées par l'État, vous pouvez vous appuyer sur le rapport de l'OFL 2014.

^{**} recettes : produits perçus des impôts économiques + compensations au titre de ces impôts.

Plan des annexes

Données de cadrage	34						
Annexe 1							
Indicateurs de référence du secteur communal							
A1.1 Valeurs locatives, abattements et exonérations par habitant de la taxe d'habitation	37						
A1.2 Bases nettes par habitant	41						
A1.3 Taux moyens	48						
A1.4 Produits moyens par habitant	53						
A1.5 Évolution des bases nettes	69						
A1.6 Évolution des taux moyens	74						
A1.7 Évolution des produits	79						
A1.8 Décomposition de l'évolution des produits votés	93						
A1.9 Compensations d'exonération de la fiscalité locale	103						
A1.10 Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	107						
A1.11 Synthèse de la fiscalité directe locale du secteur communal	113						
Annexe 2							
Indicateurs de référence des départements							
A2.1 Foncier bâti	118						
A2.2 Impôts économiques	128						
A2.3 Compensation d'exonération							
A2.4 Synthèse de la fiscalité directe locale des départements							

Données de cadrage

Structure du secteur communal en 2016

en nombre de communes

											de communes
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.		De 10 000 à 20 000 hab.			100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	721	1 039	1 672	333	129	168	60	33	4	5	4 164
Bourgogne-Franche-Comté	1 480	1 249	886	103	34	45	15	9	1	2	3 824
Bretagne	32	177	645	196	94	83	30	5	3	2	1 267
Centre-Val de Loire	260	615	732	110	43	39	24	9	1	2	1 835
Corse	206	64	60	14	7	6	1	1	1	-	360
Grand-Est	1 882	1 464	1 357	228	91	98	47	16	3	5	5 191
Hauts-de-France	859	1 221	1 208	225	96	118	64	30	7	2	3 830
Normandie	699	1 158	1 077	121	47	48	27	11	1	3	3 192
Nouvelle Aquitaine	873	1 455	1 647	255	90	110	31	26	6	2	4 495
Occitanie	1 667	1 269	1 106	228	101	123	40	16	4	4	4 558
Pays de la Loire	74	281	672	232	83	71	26	10	4	3	1 456
Provence-Alpes-Côte d'Azur	206	175	246	94	65	81	50	27	8	4	956
Métropole hors Île-de-France	8 959	10 167	11 308	2 139	880	990	415	193	43	34	35 128
Île-de-France	68	224	439	119	63	114	85	126	37	5	1 280
Métropole	9 027	10 39 1	11 747	2 258	943	1 104	500	319	80	39	36 408
Outre-mer	3	-	15	5	10	37	28	21	8	2	129
France entière	9 030	10 39 1	11 762	2 263	953	1 141	528	340	88	41	36 537
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	296	756	1 890	558	286	391	216	187	51	15	4 646
CU (2) et métropoles (3)	11	40	126	51	35	58	28	14	1	6	370
CC (4) à FPU	4 229	5 527	6 472	1 199	434	412	144	18	-	-	18 435
CC (4) à fiscalité additionnelle	4 491	4 058	3 266	453	196	280	139	120	36	20	13 059
Groupement à FPU	4 547	6 337	8 611	1 887	820	1 009	491	337	88	40	24 167
Groupement à fiscalité additionnelle	4 480	4 044	3 143	374	131	132	36	2	-	1	12 343
Communes isolées	3	10	8	2	2	-	1	1	-	-	27

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Annexe 1

Indicateurs de référence du secteur communal

Pour les indicateurs selon « l'appartenance intercommunale », il s'agit de l'appartenance au 1^{er} janvier 2016. Les indicateurs en euros par habitant font référence à la population légale totale des communes en vigueur au 1^{er} janvier 2016 (référence 2013).

Pour le calcul des évolutions entre 2015 et 2016, les communes sont rattachées en 2015 et 2016 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2016.

A1.1 Valeurs locatives, abattements et exonérations par habitant de la taxe d'habitation

Les valeurs locatives diminuées des abattements de charges de famille, des abattements facultatifs et des exonérations de base donnent la base nette d'imposition de la taxe d'habitation.

Les valeurs locatives par habitant de la taxe d'habitation des communes et leurs groupements en 2016

en euros /hab.

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à		De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab.	Ensemble
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	1 525	1 470	1 597	1 773	1 776	1 866	1 761	1 812	1 807	1 972	1 767
Bourgogne-Franche-Comté	1 253	1 256	1 392	1 518	1 499	1 568	1 597	1 717	1 571	1 857	1 493
Bretagne	1 017	1 027	1 219	1 478	1 633	1 719	1 779	1 711	1 956	1 654	1 564
Centre-Val de Loire	1 195	1 151	1 189	1 274	1 265	1 509	1 596	1 629	1 754	1 794	1 406
Corse	1 660	1 676	2 261	2 225	1 783	1 647	3 358	1 412	1 582	=	1 858
Grand-Est	965	1 074	1 255	1 340	1 415	1 455	1 488	1 536	1 401	1 626	1 378
Hauts-de-France	973	967	1 052	1 144	1 262	1 081	1 131	1 207	1 086	1 334	1 126
Normandie	1 036	973	1 053	1 429	1 711	1 420	1 481	1 523	1 462	1 751	1 326
Nouvelle Aquitaine	1 307	1 243	1 319	1 512	1 859	1 827	2 139	1 918	1 883	2 125	1 662
Occitanie	1 429	1 350	1 435	1 555	1 789	1 816	1 921	1 865	1 752	1 782	1 678
Pays de la Loire	1 000	938	1 035	1 205	1 443	1 482	2 159	1 600	1 760	1 732	1 465
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 829	2 293	2 548	2 287	2 368	2 217	2 215	2 136	2 557	1 816	2 145
Métropole hors Île-de-France	1 219	1 196	1 320	1 486	1 651	1 661	1 732	1 723	1 779	1 788	1 571
Île-de-France	1 797	1 771	1 887	1 854	1 996	2 088	2 208	2 180	2 374	3 653	2 517
Métropole	1 223	1 209	1 342	1 506	1 674	1 706	1 818	1 902	2 055	2 299	1 747
Outre-mer	203	-	819	738	1 090	895	1 149	1 238	1 230	1 828	1 236
France entière	1 223	1 209	1 341	1 504	1 668	1 679	1 784	1 862	1 980	2 287	1 731
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	1 247	1 242	1 367	1 524	1 727	1 681	1 843	1 834	1 815	1 744	1 726
CU (2) et métropoles (3)	1 562	1 337	1 637	1 583	1 843	1 768	1 845	1 966	2 188	2 428	2 145
CC (4) à FPU	1 235	1 205	1 301	1 463	1 592	1 599	1 649	1 281	-	-	1 424
CC (4) à fiscalité additionnelle	1 207	1 205	1 381	1 580	1 634	1 779	1 707	1 600	-	-	1 447
Groupement à FPU	1 238	1 211	1 328	1 490	1 673	1 668	1 791	1 864	1 980	2 297	1 767
Groupement à fiscalité additionnelle	1 207	1 205	1 381	1 577	1 623	1 769	1 691	1 604	-	1 663	1 452
Communes isolées	1 079	1 265	1 185	1 053	2 601	_	1 114	1 881	_	_	1 676

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

Montants par habitant des abattements pour charges de famille de la taxe d'habitation des communes en 2016

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.		De 20 000 à 50 000 hab.		100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	43	64	91	106	116	126	123	130	130	129	113
Bourgogne-Franche-Comté	58	69	81	86	85	84	79	102	64	96	82
Bretagne	45	51	68	77	87	97	103	79	98	72	83
Centre-Val de Loire	54	57	66	75	75	91	92	94	71	119	81
Corse	15	27	49	83	58	79	120	49	106	-	68
Grand-Est	55	67	77	79	83	85	86	87	69	98	81
Hauts-de-France	64	68	73	74	74	75	78	77	91	65	75
Normandie	55	60	65	71	63	86	98	82	109	108	77
Nouvelle Aquitaine	47	55	67	78	86	92	92	91	92	100	80
Occitanie	42	55	72	82	86	99	91	97	95	113	88
Pays de la Loire	53	59	69	76	83	103	98	100	84	116	89
Provence-Alpes-Côte d'Azur	41	62	88	105	117	104	109	121	133	143	122
Métropole hors Île-de-France	51	62	74	83	89	97	97	100	101	114	90
Île-de-France	111	127	147	147	170	172	190	193	222	323	222
Métropole	52	63	77	87	94	105	114	137	157	172	115
Outre-mer	4,3	-	15	16	24	23	32	43	38	57	38
France entière	52	63	77	86	94	103	110	131	146	169	112
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	59	69	85	91	97	103	109	114	102	102	103
CU (2) et métropoles (3)	58	89	112	118	127	128	140	160	202	186	170
CC (4) à FPU	49	61	74	83	86	92	84	74	-	-	79
CC (4) à fiscalité additionnelle	54	65	73	79	85	91	95	98	-	-	75
Groupement à FPU	49	62	78	88	95	104	111	131	146	170	117
Groupement à fiscalité additionnelle	54	65	73	79	85	91	93	76	-	69	75
Communes isolées	97	83	70	52	92	-	62	146	-	-	108

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Montants par habitant des abattements facultatifs de la taxe d'habitation des communes en 2016

en euros /hab.

											en euros /nab
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	20	28	37	64	63	90	107	145	81	222	98
Bourgogne-Franche-Comté	23	28	41	59	82	86	126	78	165	284	81
Bretagne	9,0	10	21	43	65	72	67	119	107	51	56
Centre-Val de Loire	23	32	33	43	18	65	37	64	0,0	239	59
Corse	2,2	4,1	15	29	0,0	50	36	0,0	139	-	43
Grand-Est	19	39	67	85	102	118	100	104	92	154	93
Hauts-de-France	15	16	26	41	49	54	65	86	80	99	55
Normandie	29	29	38	54	75	108	154	155	211	147	85
Nouvelle Aquitaine	10	13	21	34	58	71	115	161	144	221	77
Occitanie	23	22	28	33	41	58	62	69	41	192	69
Pays de la Loire	24	21	18	20	41	33	101	116	81	128	59
Provence-Alpes-Côte d'Azur	54	63	71	101	88	107	120	170	85	71	103
Métropole hors Île-de-France	20	25	35	50	61	78	94	123	94	153	78
Île-de-France	40	60	88	98	76	130	154	195	243	801	321
Métropole	20	26	37	52	62	83	105	151	163	331	123
Outre-mer	26	-	159	113	215	195	278	344	345	574	267
France entière	20	26	37	52	64	87	114	162	179	337	130
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	16	21	43	57	65	92	117	138	139	198	135
CU (2) et métropoles (3)	19	53	83	93	114	113	156	204	231	373	300
CC (4) à FPU	15	23	32	45	52	67	72	87	-	-	45
CC (4) à fiscalité additionnelle	26	31	41	56	60	92	93	121	-	-	51
Groupement à FPU	15	23	36	52	64	86	115	163	179	340	140
Groupement à fiscalité additionnelle	26	31	41	56	61	94	98	144	-	158	54
Communes isolées	17	24	25	0.0	111	_	31	16	_	_	31

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Montants par habitant des exonérations de la taxe d'habitation des communes en 2016

en euros /hab.

											en euros /nab.
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	187	154	126	129	142	154	173	207	207	171	158
Bourgogne-Franche-Comté	143	125	132	156	174	207	226	244	208	170	166
Bretagne	137	146	140	159	159	166	177	217	233	160	165
Centre-Val de Loire	109	113	117	120	127	147	176	176	204	167	142
Corse	186	207	218	201	219	170	251	268	213	-	214
Grand-Est	113	102	107	128	140	159	172	185	176	157	140
Hauts-de-France	106	96	101	119	128	143	146	158	145	125	130
Normandie	101	88	95	134	168	166	183	210	170	185	140
Nouvelle Aquitaine	214	186	167	167	181	186	214	225	195	195	188
Occitanie	186	174	171	183	194	199	226	239	276	196	198
Pays de la Loire	107	109	110	120	125	137	186	152	200	155	140
Provence-Alpes-Côte d'Azur	185	194	197	196	186	184	206	226	268	218	215
Métropole hors Île-de-France	148	133	131	145	156	167	185	204	209	181	164
Île-de-France	95	87	81	84	88	91	124	143	164	207	151
M étropole	148	132	129	141	152	159	174	180	188	188	161
Outre-mer	28	-	220	186	237	193	219	190	203	239	206
France entière	148	132	129	141	152	160	176	181	190	189	163
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	122	115	117	134	151	160	179	194	210	203	176
CU (2) et métropoles (3)	92	92	98	108	122	136	151	163	164	185	166
CC (4) à FPU	155	136	133	145	158	168	198	176	-	-	151
CC (4) à fiscalité additionnelle	142	129	131	154	161	178	172	188	-	-	145
Groupement à FPU	153	133	128	139	151	158	176	181	190	189	165
Groupement à fiscalité additionnelle	142	129	131	152	159	177	175	213	-	174	146
Communes isolées	105	116	176	112	182	_	162	182	_		170

^{(1):} Communauté d'agglomération ; (2): Communauté urbaine ; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4): Communauté de communes.

A.1.2 Bases nettes par habitant

Les bases nettes de la taxe d'habitation et des taxes foncières sont les bases nettes communales. Pour la CFE, elle est la somme des bases nettes communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA et des bases intercommunales pour les groupements à FPU.

Les bases nettes de la taxe d'habitation par habitant du secteur communal en 2016

en euros /hab.

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à	De 10 000 à	De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab.	Ensemble
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	1 274	1 224	1 343	1 475	1 455	1 497	1 359	1 330	1 390	1 451	1 398
Bourgogne-Franche-Comté	1 030	1 035	1 138	1 217	1 159	1 190	1 166	1 294	1 133	1 307	1 164
Bretagne	825	820	989	1 199	1 322	1 384	1 433	1 295	1 517	1 372	1 260
Centre-Val de Loire	1 009	948	972	1 036	1 044	1 206	1 291	1 295	1 478	1 270	1 124
Corse	1 456	1 438	1 980	1 912	1 507	1 348	2 951	1 095	1 124	-	1 532
Grand-Est	779	866	1 003	1 047	1 091	1 093	1 130	1 160	1 064	1 218	1 064
Hauts-de-France	789	787	852	910	1 011	809	842	886	770	1 046	865
Normandie	850	796	855	1 171	1 405	1 059	1 045	1 076	972	1 310	1 023
Nouvelle Aquitaine	1 036	989	1 063	1 233	1 535	1 477	1 718	1 442	1 451	1 609	1 317
Occitanie	1 178	1 098	1 164	1 257	1 468	1 460	1 542	1 459	1 340	1 282	1 323
Pays de la Loire	816	749	839	989	1 194	1 209	1 774	1 233	1 394	1 332	1 177
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 548	1 975	2 192	1 884	1 977	1 823	1 780	1 620	2 071	1 385	1 706
Métropole hors Île-de-France	999	976	1 080	1 209	1 345	1 318	1 356	1 296	1 376	1 340	1 239
Île-de-France	1 551	1 498	1 572	1 525	1 662	1 694	1 739	1 649	1 745	2 322	1 824
Métropole	1 003	988	1 099	1 226	1 366	1 359	1 425	1 434	1 547	1 609	1 347
Outre-mer	144	-	425	423	614	484	620	661	644	957	657
France entière	1 003	988	1 098	1 224	1 359	1 329	1 384	1 388	1 465	1 593	1 326
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	1 050	1 037	1 123	1 242	1 413	1 325	1 437	1 387	1 365	1 241	1 331
CU (2) et métropoles (3)	1 322	1 110	1 265	1 236	1 525	1 357	1 398	1 234	876	1 377	1 330
CC (4) à FPU	1 016	985	1 062	1 191	1 296	1 272	1 295	944	-	-	1 149
CC (4) à fiscalité additionnelle	984	980	1 135	1 292	1 328	1 417	1 346	1 192	-	-	1 176
Groupement à FPU	1 022	994	1 088	1 215	1 367	1 325	1 396	1 396	1 465	1 606	1 351
Groupement à fiscalité additionnelle	986	982	1 138	1 296	1 324	1 415	1 334	1 191	-	1 291	1 182
Communes isolées	860	1 041	915	889	2 216	-	859	1 536	-	-	1 367

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Les bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants par habitant du secteur communal en 2016

en euros /hab.

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à		De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab.	Ensemble
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.		50 000 hab.		et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	1,3	1,5	2,7	3,6	2,8	4,4	6,8	5,6	9,7	10,6	5,1
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	1,5	3,9	3,3	10,7	8,9	7,4	18,1	30,4	19,2	7,7
Bretagne	0,5	0,9	2,4	2,8	2,6	4,8	7,7	15,8	11,2	6,3	5,0
Centre-Val de Loire	1,3	1,7	3,1	4,2	7,1	7,2	7,2	10,7	0,0	23,9	7,1
Corse	3,3	1,2	6,7	10,9	7,7	-	-	-	-	-	3,4
Grand-Est	1,2	1,6	2,0	4,0	4,4	8,9	11,5	12,2	8,8	22,2	8,1
Hauts-de-France	1,8	1,2	2,9	4,5	6,1	6,1	6,4	9,5	6,1	11,0	5,8
Normandie	1,2	0,8	1,5	4,0	6,7	8,3	10,7	14,4	0,0	32,2	8,3
Nouvelle Aquitaine	0,9	1,5	2,8	3,3	4,2	7,4	8,5	17,8	12,3	8,5	6,8
Occitanie	1,1	1,8	4,2	4,2	5,7	7,9	11,7	13,8	31,0	4,4	7,2
Pays de la Loire	1,6	3,3	2,5	2,3	1,0	3,1	4,3	1,8	6,9	7,3	3,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,3	2,0	5,4	7,1	9,7	4,0	4,3	2,4	7,3	0,0	3,4
Métropole hors Île-de-France	1,3	1,5	2,8	3,8	4,9	6,2	7,8	9,9	10,3	10,2	6,1
Île-de-France	0,6	1,5	2,1	2,5	2,2	1,1	2,3	0,2	0,0	0,0	0,6
Métropole	1,3	1,5	2,8	3,7	4,7	5,6	6,8	6,1	5,5	7,4	5,1
Outre-mer	-	-	-	-	6,2	7,4	18,8	20,8	24,5	43,1	21,7
France entière	1,3	1,5	2,8	3,7	4,7	5,7	7,4	7,0	7,3	8,3	5,6
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	0,8	1,2	2,1	2,5	4,5	4,1	7,9	10,8	13,0	26,7	9,5
CU (2) et métropoles (3)	0,0	0,8	2,2	3,4	4,0	7,6	10,3	9,6	0,0	24,2	12,8
CC (4) à FPU	1,1	1,6	2,8	3,9	5,5	7,7	10,1	12,2	-	-	4,8
CC (4) à fiscalité additionnelle	1,5	1,5	3,4	6,0	5,6	8,5	9,7	-	-	-	3,1
Groupement à FPU	1,1	1,5	2,6	3,3	4,6	5,3	7,2	6,9	7,3	8,0	5,7
Groupement à fis calité additionnelle	1,5	1,5	3,4	5,9	5,5	8,5	10,0	19,6	-	29,5	5,0
Communes isolées	-	-	1,8	-	-	-	-	-	-	-	0,2

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Note: la volatilité s'explique principalement par la possibilité des communes non concernées par la taxe sur les logements vacants (TLV, à destination de l'Agence Nationale de l'Habitat) et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre (sous certaines conditions) d'instituer cette taxe due par les propriétaires des logements vacants depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition situés sur les communes ou sur le territoire des EPCI qui l'ont votée.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties du secteur communal en 2016

en euros /hab.

											eri euros /riab
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1 076	1 084	1 119	1 328	1 351	1 466	1 404	1 376	1 438	1 562	1 343
Bourgogne-Franche-Comté	725	756	947	1 159	1 227	1 225	1 258	1 385	1 211	1 327	1 073
Bretagne	695	614	732	941	1 050	1 163	1 283	1 265	1 377	1 158	1 043
Centre-Val de Loire	737	688	885	920	1 095	1 147	1 209	1 239	1 287	1 289	1 041
Corse	1 396	1 136	1 416	1 350	1 159	1 222	2 310	897	1 111	-	1 245
Grand-Est	687	699	946	1 166	1 183	1 263	1 194	1 267	1 134	1 289	1 100
Hauts-de-France	588	586	778	911	950	864	926	933	936	1 145	877
Normandie	1 077	827	809	972	1 227	1 358	1 136	1 149	1 178	1 324	1 042
Nouvelle Aquitaine	788	734	867	996	1 222	1 229	1 496	1 294	1 338	1 520	1 114
Occitanie	899	844	938	967	1 187	1 227	1 341	1 407	1 252	1 383	1 162
Pays de la Loire	590	564	652	840	1 050	1 151	1 504	1 211	1 310	1 206	1 037
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 444	1 640	1 607	1 459	1 500	1 408	1 682	1 498	1 732	1 275	1 475
Métropole hors Île-de-France	825	783	912	1 057	1 183	1 236	1 309	1 279	1 312	1 338	1 140
Île-de-France	1 469	1 490	1 478	1 735	1 503	1 629	1 616	1 676	2 016	3 102	2 042
Métropole	830	799	934	1 093	1 205	1 278	1 365	1 434	1 639	1 821	1 307
Outre-mer	16 236	-	791	1 083	620	508	670	851	835	1 141	806
France entière	836	799	933	1 093	1 199	1 252	1 329	1 400	1 566	1 804	1 292
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	874	845	981	1 143	1 235	1 270	1 297	1 331	1 286	1 252	1 247
CU (2) et métropoles (3)	886	912	986	1 248	1 208	1 255	1 432	1 243	1 130	1 321	1 277
CC (4) à FPU	873	771	893	1 038	1 141	1 150	1 270	981	-	-	1 007
CC (4) à fiscalité additionnelle	796	825	974	1 158	1 218	1 367	1 323	1 529	-	-	1 044
Groupement à FPU	874	782	920	1 081	1 196	1 239	1 333	1 400	1 566	1 813	1 324
Groupement à fis calité additionnelle	796	825	974	1 159	1 214	1 355	1 290	1 348	-	1 251	1 049
Communes isolées	574	1 006	793	694	1 558	-	729	1 281	-	_	1 113

^{(1):} Communauté d'agglomération ; (2): Communauté urbaine ; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4): Communauté de communes.

Remarque 2 : les bases de la taxe foncière sont constituées, d'une part, des locaux d'habitation ou passibles de la TH et, d'autre part, des locaux à usage professionnel et commercial et des établissements industriels et assimilés.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Les bases nettes de la taxe foncière sur les locaux d'habitation ou passibles de la TH du secteur communal en 2016

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	794	769	825	910	895	942	886	914	899	1 029	903
Bourgogne-Franche-Comté	640	638	703	763	763	800	811	886	799	953	759
Bretagne	518	512	603	733	807	849	875	871	975	833	776
Centre-Val de Loire	620	592	600	641	635	759	791	824	905	931	711
Corse	892	867	1 169	1 117	918	814	1 698	696	833	-	951
Grand-Est	495	541	631	672	721	736	751	795	722	858	703
Hauts-de-France	492	483	520	567	617	522	554	601	541	703	558
Normandie	524	485	521	707	866	703	737	747	719	901	662
Nouvelle Aquitaine	660	626	664	759	935	906	1 072	968	946	1 105	837
Occitanie	729	681	726	779	900	905	971	949	892	928	851
Pays de la Loire	517	473	509	590	707	719	1 067	779	865	865	721
Provence-Alpes-Côte d'Azur	969	1 215	1 336	1 178	1 208	1 120	1 120	1 081	1 320	944	1 100
Métropole hors Île-de-France	624	607	666	747	829	828	867	870	900	927	794
Île-de-France	936	913	964	936	1 003	1 047	1 109	1 079	1 177	1 895	1 271
Métropole	627	614	678	757	840	852	910	952	1 029	1 192	882
Outre-mer	120	-	356	338	526	436	562	586	607	901	600
France entière	626	614	677	756	837	838	892	930	990	1 185	874
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	641	624	677	753	854	825	920	925	915	895	864
CU (2) et métropoles (3)	786	686	765	749	913	845	917	833	623	942	871
CC (4) à FPU	631	610	655	736	805	811	843	661	-	-	720
CC (4) à fiscalité additionnelle	620	615	712	819	839	914	874	835	-	-	745
Groupement à FPU	632	613	666	744	837	829	895	930	990	1 190	890
Groupement à fiscalité additionnelle	620	615	712	817	832	907	861	818	-	844	746
Communes isolées	562	631	<i>580</i>	547	1 303	_	566	988	_	_	863

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Les bases nettes de la taxe foncière sur les locaux à usage professionnel et commercial et les établissements industriels et assimilés du secteur communal en 2016

en euros /hab.

											en euros /hab.
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	282	315	294	418	456	523	518	461	539	534	440
Bourgogne-Franche-Comté	85	118	244	396	464	425	447	499	412	374	314
Bretagne	177	102	129	208	244	314	407	395	403	324	267
Centre-Val de Loire	117	97	285	279	460	388	418	414	381	359	330
Corse	504	269	248	234	240	408	612	201	278	-	294
Grand-Est	192	158	315	494	462	527	443	472	412	432	397
Hauts-de-France	96	102	258	345	333	342	372	332	396	442	319
Normandie	553	341	288	264	361	656	399	402	459	422	380
Nouvelle Aquitaine	128	108	203	236	287	323	424	326	392	416	278
Occitanie	169	163	212	188	287	323	370	458	360	455	311
Pays de la Loire	73	91	143	250	342	432	437	431	445	341	316
Provence-Alpes-Côte d'Azur	475	425	271	281	292	288	562	417	412	331	375
Métropole hors Île-de-France	201	176	246	310	355	407	443	409	411	411	346
Île-de-France	533	578	514	799	500	583	507	597	839	1 207	771
M étropole	203	185	256	337	365	426	454	483	610	629	425
Outre-mer	16 116	-	434	745	94	72	109	264	229	240	206
France entière	210	185	256	338	362	414	437	470	575	619	418
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	233	220	305	390	381	446	377	406	371	357	383
CU (2) et métropoles (3)	100	225	221	499	295	410	515	410	508	380	405
CC (4) à FPU	242	161	238	303	336	339	426	321	-	-	287
CC (4) à fiscalité additionnelle	176	210	263	339	379	453	449	693	-	-	300
Groupement à FPU	242	169	254	337	359	410	438	470	<i>575</i>	623	433
Groupement à fiscalité additionnelle	176	210	263	342	382	448	430	530	-	407	303
Communes isolées	12	375	213	146	254	-	163	293	-	-	251

^{(1):} Communauté d'agglomération ; (2): Communauté urbaine ; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4): Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Les bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties du secteur communal en 2016

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	141,2	100,1	46,0	23,1	15,6	11,0	5,9	3,9	2,6	2,8	22,5
Bourgogne-Franche-Comté	223,7	134,6	68,1	32,0	20,3	14,1	6,7	6,1	2,2	2,8	57,6
Bretagne	130,9	116,5	71,6	46,1	36,8	24,2	12,0	6,7	5,0	2,6	35,3
Centre-Val de Loire	332,6	203,1	88,9	40,2	26,9	13,7	7,1	5,7	7,0	2,7	53,8
Corse	1,3	2,3	6,4	7,7	3,1	3,4	31,1	0,6	2,6	-	4,7
Grand-Est	267,0	129,3	58,6	25,1	19,5	9,6	6,0	5,0	5,1	3,3	40,6
Hauts-de-France	237,3	138,9	63,0	26,8	15,9	10,6	6,7	3,4	2,5	6,5	32,1
Normandie	278,7	160,1	79,2	38,3	25,2	11,3	7,0	4,7	2,5	2,8	55,7
Nouvelle Aquitaine	142,9	106,9	64,7	30,3	21,3	18,1	9,9	5,1	4,1	2,0	37,0
Occitanie	88,5	62,5	39,1	24,0	19,3	12,9	13,5	6,5	10,0	3,1	22,8
Pays de la Loire	312,7	219,0	103,7	54,7	37,3	28,8	17,3	18,4	7,1	3,2	46,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	59,7	51,4	44,3	35,2	28,2	20,3	16,7	8,7	14,1	3,5	15,0
Métropole hors Île-de-France	196,7	125,1	63,7	32,8	23,4	15,2	9,8	6,0	6,4	3,2	34,5
Île-de-France	233,4	114,0	48,8	20,7	12,6	8,3	4,7	4,1	3,4	4,7	7,6
M étropole	197,0	124,8	63,2	32,1	22,7	14,5	8,8	5,3	5,0	3,6	29,5
Outre-mer	10,0	-	11,9	20,1	13,6	21,7	23,0	11,1	24,1	9,1	17,7
France entière	197,0	124,8	63,1	32,1	22,6	14,7	9,6	5,6	6,7	3,8	29,1
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	177,1	103,7	48,0	26,2	18,7	12,0	8,7	6,0	9,3	3,6	14,9
CU (2) et métropoles (3)	174,5	119,8	45,8	27,1	15,3	10,5	6,5	3,1	1,6	4,9	10,2
CC (4) à FPU	186,4	122,2	65,3	35,3	27,3	20,0	12,7	13,8	-	-	52,1
CC (4) à fiscalité additionnelle	209,4	133,2	71,4	34,6	22,8	15,1	14,6	14,5	-	-	73,4
Groupement à FPU	185,4	119,6	60,3	31,5	22,5	14,7	9,1	5,6	6,7	3,7	23,6
Groupement à fis calité additionnelle	209,4	133,2	71,4	34,6	22,9	15,0	13,9	7,1	-	5,6	71,0
Communes isolées	172,3	119,4	129,0	129,5	41,0	_	101,7	3,9	-	-	53,5

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Les bases nettes de la cotisation foncière des entreprises du secteur communal en 2016

											en euros /hab.
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	377	451	384	517	515	586	561	451	524	468	484
Bourgogne-Franche-Comté	154	191	310	458	550	436	435	486	373	340	352
Bretagne	249	146	163	255	292	360	440	442	394	312	300
Centre-Val de Loire	238	196	402	354	542	444	449	428	375	347	395
Corse	534	272	241	221	197	373	560	211	189	-	266
Grand-Est	315	237	377	582	498	582	460	456	379	388	434
Hauts-de-France	198	175	341	381	382	374	409	326	381	410	354
Normandie	826	494	352	298	407	792	413	409	495	366	438
Nouvelle Aquitaine	185	169	290	296	335	380	466	351	425	407	331
Occitanie	226	231	286	237	327	362	398	474	381	479	353
Pays de la Loire	90	160	208	323	418	509	482	444	466	334	364
Provence-Alpes-Côte d'Azur	557	529	335	362	356	346	638	450	426	323	409
Métropole hors Île-de-France	301	264	321	376	409	462	479	417	414	389	389
Île-de-France	704	650	556	774	496	540	440	476	598	824	591
M étropole	305	273	330	397	415	470	472	440	499	508	426
Outre-mer	22 485	-	630	1 001	180	113	172	408	317	352	306
France entière	314	273	330	399	412	458	457	438	482	505	423
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	384	308	381	437	424	489	385	404	377	354	403
CU (2) et métropoles (3)	176	453	311	541	340	436	590	435	580	347	426
CC (4) à FPU	352	242	308	371	393	384	461	343	-	-	349
CC (4) à fiscalité additionnelle	269	305	346	404	427	514	469	691	-	-	374
Groupement à FPU	355	253	325	397	409	452	458	438	482	506	429
Groupement à fiscalité additionnelle	269	305	346	406	433	507	449	588	-	412	376
Communes isolées	32	476	248	181	318	-	192	298	-	-	277

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

A1.3 Taux moyens

Pour le secteur communal, les taux moyens des trois taxes «ménages» sont calculés en divisant la somme des produits théoriques (bases*taux) des communes, des groupements à fiscalité propre et des syndicats à contributions fiscalisées par les bases communales.

Pour la CFE, ce taux est le rapport entre le produit théorique de cette taxe et la somme des bases communales, des bases intercommunales en ZAE et en ZDE pour les communes et groupements à FA, et des bases intercommunales pour les groupements en FPU.

Les taux moyens de la taxe d'habitation* des communes et de leurs groupements en 2016

en pourcentage Taille des communes Moins de De 200 à De 500 à De 2 000 à De 3 500 à De 5 000 à De 10 000 à De 20 000 à De 50 000 à 100 000 hab. **Ensemble** 500 hab. 2 000 hab. 5 000 hab. 10 000 hab. 20 000 hab. 50 000 hab. 100 000 hab. en nombre d'habitants en 2016 200 hab. 3 500 hab. et plus Auverane-Rhône-Alpes 18.56 19.08 19.29 19.62 19.77 20.29 22.85 25.58 25.96 30.10 22.46 Bourgogne-Franche-Comté 18.33 19.01 19.99 20.26 22.66 23.33 24.74 28.16 26.50 32.69 22.98 Bretagne 22.71 24.30 24.56 25.32 26.96 26.64 29.81 32.56 27.50 35.29 27.90 22,97 Centre-Val de Loire 19,69 20,37 21,43 23,06 24,24 25,51 27,98 28,33 31,01 24,63 Corse 25,68 25,49 24,36 25,25 25,62 30,64 28,89 31,50 34,26 27,90 Grand-Est 21.28 21.48 22.06 23.05 24.47 26.42 26.36 30,58 28.24 32.45 25.95 22,79 Hauts-de-France 23,07 24,81 27,24 29,87 32,67 33,46 38,27 39,34 39,33 31,68 Normandie 18,97 18,56 19,90 20,80 20,61 22,15 25,19 27,35 30,80 27,93 22,79 Nouvelle Aquitaine 18,66 19,55 20,53 21,23 21.61 23,28 24.12 29,45 31.79 31.25 24,35 Occitanie 19,95 20,03 22,29 23,34 24,54 25,62 24,67 29,88 26,73 34,93 26,23 Pays de la Loire 22.52 23,74 24.83 25.26 25.61 26.52 25.82 31,54 28.77 32.46 27,51 Provence-Alpes-Côte d'Azur 16.02 17.67 19.42 19.97 21.50 23.73 24.27 26.72 27.82 35.27 26.89 19,80 20,18 21,40 22,50 23,55 24,56 25,84 29,25 29,68 33,06 25,65 Métropole hors Île-de-France Île-de-France 14.76 16.06 17.38 19.96 21,05 22.10 23.07 24.11 21.36 14.47 20.21 M étropole 23.34 19.73 20.04 21.18 22.33 24.23 25.23 26.94 25.33 25,74 24.28 Outre-mer 22,64 28,36 30,88 32.21 28,44 27,06 27,73 30,50 26,47 28,24 France entière 19,74 20,04 21,19 22.34 23,39 24.29 25.27 26,97 25,55 25,75 24,35 Type d'EPCI en 2016 CA (1) 19,44 19,80 21,27 22,35 23,08 23,78 24,67 26,95 27,77 30,42 25,60 CU (2) et métropoles (3) 17,79 22,50 25.14 25,83 26,78 26,50 24,85 19.92 26,90 23,12 25,30 CC (4) à FPU 19,33 19,72 20,96 21,89 23,03 23,60 25,12 28,38 22,27 CC (4) à fiscalité additionnelle 20,20 20,53 21,44 22,65 22,96 23,53 24,84 35,27 22,09 19,32 19,74 21,10 22,27 23,42 24,38 25,28 26,96 25,55 25,67 24,57 Groupement à FPU 20,20 20,53 21,44 22,69 23,11 23,58 25,11 32,29 32,69 22,42 Groupement à fiscalité additionnelle Communes isolées 15,05 21,29 21,26 23,96 25,46 25,64 21,11 22,56

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*}Y compris la THLV et hors majoration des résidences secondaires.

Les taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements en 2016

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	11,93	12,16	13,90	13,37	13,85	13,23	16,07	18,30	19,21	20,49	16,92
Bourgogne-Franche-Comté	11,99	13,60	14,21	13,26	16,55	16,92	20,35	17,50	16,80	23,41	18,12
Bretagne	8,34	13,77	14,14	15,32	15,96	16,22	19,52	22,16	16,54	21,99	18,21
Centre-Val de Loire	13,52	15,55	16,34	16,12	14,99	19,44	16,25	18,57	-	21,63	18,64
Corse	20,57	18,52	23,31	20,92	15,49	-	=	-	-	-	20,75
Grand-Est	14,52	15,55	16,40	16,67	14,86	17,94	16,81	21,73	18,99	17,65	17,81
Hauts-de-France	15,15	15,02	15,99	18,00	19,94	21,14	20,77	24,47	24,29	17,97	20,88
Normandie	8,10	10,06	16,07	15,14	11,78	19,91	21,96	21,66	-	20,22	19,66
Nouvelle Aquitaine	13,80	13,18	15,09	16,43	17,72	15,79	13,64	17,35	23,89	18,46	17,40
Occitanie	19,93	13,90	14,96	14,80	14,54	15,62	14,66	18,43	16,41	29,33	17,34
Pays de la Loire	16,06	14,86	15,98	17,21	15,68	16,09	16,06	17,72	19,96	17,02	16,98
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13,13	11,24	13,27	15,04	15,86	15,00	15,53	19,67	20,49	=	16,87
Métropole hors Île-de-France	14,38	13,84	15,16	15,73	15,85	16,88	17,28	19,71	19,81	20,20	18,10
Île-de-France	12,22	13,62	13,31	11,98	10,93	20,98	17,91	18,41	-	=	16,45
Métropole	14,37	13,83	15,11	15,60	15,69	16,97	17,32	19,69	19,81	20,20	18,06
Outre-mer	-	=	-	=	16,88	18,37	17,75	19,17	22,59	20,14	20,10
France entière	14,37	13,83	15,11	15,60	15,71	17,03	17,37	19,60	20,66	20,19	18,31
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	26,67	18,03	14,91	16,71	15,17	16,73	17,55	19,41	20,66	20,74	19,40
CU (2) et métropoles (3)	-	11,50	15,86	13,26	13,41	11,80	14,42	18,69	-	18,06	16,95
CC ⁽⁴⁾ à FPU	14,10	12,66	13,86	14,38	15,18	15,96	15,83	18,87	-	-	15,28
CC (4) à fiscalité additionnelle	14,09	14,74	16,82	16,59	18,07	20,90	22,02	-	-	-	26,04
Groupement à FPU	14,73	13,28	14,37	15,25	15,26	16,27	17,00	19,61	20,66	20,37	18,33
Groupement à fiscalité additionnelle	14,09	14,74	16,82	16,58	18,07	20,76	21,33	19,02	-	17,02	18,12
Communes isolées	-	-	25,13	-	-	-	-	-	-	-	25,13

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2016*

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	16,03	18,86	16,91	17,47	18,63	19,98	22,86	24,22	25,02	22,63	20,48
Bourgogne-Franche-Comté	13,43	14,76	16,46	18,22	19,79	23,01	25,46	26,45	19,80	28,51	20,75
Bretagne	17,11	17,66	18,68	19,32	19,88	21,17	23,33	26,66	24,97	27,36	22,00
Centre-Val de Loire	14,12	15,96	18,26	22,67	22,62	25,65	27,91	28,66	26,20	26,57	23,69
Corse	12,77	13,78	11,12	10,91	12,37	16,98	11,76	23,68	18,40	-	14,75
Grand-Est	14,62	15,19	15,54	16,13	16,24	18,77	18,50	22,90	24,50	24,69	18,90
Hauts-de-France	16,22	17,19	19,15	22,43	25,29	27,92	29,67	31,57	31,09	29,55	26,35
Normandie	19,50	19,95	20,93	24,64	26,12	26,07	30,36	29,49	38,00	27,69	25,36
Nouvelle Aquitaine	13,49	15,74	17,66	21,00	20,71	23,84	24,15	29,41	29,78	25,66	23,07
Occitanie	17,14	16,76	20,37	21,82	24,17	24,24	27,48	33,84	30,26	28,43	25,39
Pays de la Loire	18,84	19,99	20,22	19,98	20,91	22,49	21,67	27,83	25,43	32,33	24,11
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18,22	18,97	17,68	16,62	19,06	21,96	23,62	25,27	23,36	25,48	23,17
Métropole hors Île-de-France	15,73	17,01	17,99	19,49	20,78	22,58	24,49	27,51	26,64	26,37	22,74
Île-de-France	11,80	14,54	15,15	18,63	18,68	20,47	21,88	20,34	16,64	9,33	15,78
M étropole	15,67	16,91	17,82	19,42	20,60	22,29	23,93	24,22	20,93	18,42	20,72
Outre-mer	9,45	-	26,01	26,01	33,49	27,47	28,23	25,56	30,68	25,44	27,47
France entière	15,62	16,91	17,83	19,43	20,67	22,36	24,04	24,27	21,40	18,53	20,85
Type d'EPCI en 2016											·
CA (1)	14,44	16,67	17,69	19,79	20,99	22,97	24,37	25,63	25,80	27,20	23,99
CU (2) et métropoles (3)	13,45	15,06	18,00	19,03	23,20	22,70	24,00	23,06	30,41	27,68	24,53
CC (4) à FPU	15,70	16,04	17,33	19,11	20,52	21,82	23,82	25,38	-	-	19,63
CC (4) à fiscalité additionnelle	15,61	18,11	19,01	19,81	20,05	20,90	20,90	30,23	-	-	19,38
Groupement à FPU	15,63	16,12	17,41	19,35	20,77	22,55	24,22	24,25	21,40	18,45	20,97
Groupement à fiscalité additionnelle	15,61	18,11	19,01	19,85	20,13	21,02	21,39	30,31	-	26,53	19,69
Communes isolées	9,63	14,66	18,68	18,36	17,96	-	24,31	20,98	-	-	20,22

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Les taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties* des communes et de leurs groupements en 2016

en pourcentage Taille des communes Moins de De 200 à De 500 à De 2 000 à De 3 500 à De 5 000 à De 10 000 à De 20 000 à De 50 000 à 100 000 hab. **Ensemble** en nombre d'habitants en 2016 200 hab. 500 hab. 2 000 hab. 3 500 hab. 5 000 hab. 10 000 hab. 20 000 hab. 50 000 hab. 100 000 hab. et plus Auverane-Rhône-Alpes 63.21 54.54 55.66 58.43 57.86 60.04 69.90 63.59 46.95 37.15 56.88 Bourgogne-Franche-Comté 32.28 35.26 40.30 44.86 47,37 57.06 61.05 47.65 88.10 64.55 38.02 Bretagne 57,34 57,55 53,28 52,16 52,12 53,18 61,68 52,00 62,41 44,35 53,53 Centre-Val de Loire 33.72 35.95 47.16 46.78 58.51 61.24 53.53 40.92 40.51 40.83 41.58 Corse 52,94 57,50 59.63 85.96 58.99 71,35 110.24 66.10 48.60 76,20 30,37 53.95 35.54 Grand-Est 25.84 39.35 46.73 47.42 52.51 57.74 56.79 56.69 Hauts-de-France 36,73 40,22 46,56 55,54 62,47 67,70 70,82 64,50 69,03 19,07 46,47 Normandie 34,47 52,56 62,58 79,70 31,47 40,54 36,99 42,35 47,92 46,17 52,99 Nouvelle Aquitaine 54.75 58.12 59.02 63.02 62.62 65.49 62.86 73.89 62.08 82.89 59.84 Occitanie 86,92 89,03 93,14 88,40 88,57 94,88 100,44 101,87 79,16 73,60 90,85 Pays de la Loire 37.07 40.27 43.57 46.76 48.70 52.53 50.88 57.30 52,50 51.68 45,59 Provence-Alpes-Côte d'Azur 63,98 62,17 55,22 62,06 57,68 58,48 53,65 47,44 45,14 27,27 53,21 Métropole hors Île-de-France 39,57 44,04 50.28 55,37 56, 69 62.10 65,57 55,73 44,06 49,80 61,57 Île-de-France 33,75 50,24 61,68 67,31 71,59 68.90 61.09 41,53 18.98 50,03 41,53 *M étropole* 39,51 43,99 50,28 55,59 57,10 62,68 65,89 51,23 35,17 4 9,81 61,42 Outre-mer 14,82 36,54 77,21 28,05 22,05 23,34 37,68 13,64 22,56 23,01 France entière 39.51 43,99 50.27 55.62 56.92 60.68 60.61 58.61 39,03 34,42 49,30 Type d'EPCI en 2016 CA (1) 35,31 42,03 51,31 56,77 59,26 64,52 64,42 64,44 37,64 40,30 53,68 CU (2) et métropoles (3) 57.25 43.77 32.99 34.50 45.46 51.40 54.95 53.60 62.13 51.68 47.92 CC (4) à FPU 42,43 45,79 50,85 55,25 55,42 57,93 63,32 47,77 50,30 CC (4) à fiscalité additionnelle 37,19 41,99 48,54 56,13 60,25 61,07 43,11 40,53 45,23 _ Groupement à FPU 45,39 41,95 50,95 55,62 56,44 60,62 62,59 58,69 39,03 34,22 5 0,89 Groupement à fiscalité additionnelle 37,19 41,99 48,53 55,97 59,79 61,11 44,76 47,27 43,30 45,26 Communes isolées 28.62 37.18 54.25 30.59 57.66 44.52 63.47 45,85

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors la taxe additionnelle.

Les taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2016

en pourcentage

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à	De 10 000 à	De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab.	Francisco de la constanta de l
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	30,38	30,90	26,48	26,21	25,44	25,87	26,63	27,67	26,96	28,55	26,94
Bourgogne-Franche-Comté	21,20	21,45	22,48	23,57	25,10	24,81	25,24	25,27	30,51	26,10	24,08
Bretagne	23,86	23,62	24,20	24,36	24,94	25,54	26,45	26,06	24,84	28,91	25,67
Centre-Val de Loire	21,53	21,31	22,25	22,55	22,73	23,67	24,20	25,07	25,89	24,12	23,31
Corse	17,50	15,51	17,50	19,63	14,51	19,90	19,74	24,39	20,77	-	19,18
Grand-Est	18,35	19,64	21,69	22,13	23,17	24,23	23,56	24,12	24,46	26,46	23,19
Hauts-de-France	23,11	23,72	25,34	26,75	28,17	29,72	31,05	31,10	32,02	30,86	28,94
Normandie	19,04	19,42	22,42	22,90	21,93	24,97	25,31	24,77	24,95	25,65	23,17
Nouvelle Aquitaine	27,64	26,54	25,16	26,30	26,71	27,54	29,70	30,87	30,68	32,21	28,12
Occitanie	35,37	33,81	31,89	32,73	32,45	33,95	34,12	35,43	34,09	35,69	34,08
Pays de la Loire	22,97	22,14	23,12	23,67	24,96	25,18	26,99	28,05	26,06	28,56	25,74
Provence-Alpes-Côte d'Azur	30,14	27,73	29,11	28,55	29,11	29,19	31,13	30,91	31,38	30,74	30,48
Métropole hors Île-de-France	23,63	24,64	24,78	25,30	25, 93	26,88	28,13	28,97	29,40	29,93	27,11
Île-de-France	23,61	23,42	23,51	23,92	24,34	25,04	26,57	26,24	26,12	18,31	23,48
M étropole	23,63	24,57	24,70	25,15	25,80	26,66	27,87	27,81	27,58	24,77	26,17
Outre-mer	24,55	-	20,41	24,80	20,39	23,64	23,62	24,66	25,24	23,75	24,40
France entière	23,66	24,57	24,68	25,15	25,78	26,63	27,78	27,64	27,44	24,75	26,13
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	23,51	25,16	25,91	26,32	26,62	26,65	26,44	26,33	27,32	26,44	26,51
CU (2) et métropoles (3)	26,02	27,88	27,25	25,63	27,34	28,74	29,07	27,24	34,94	28,77	28,53
CC (4) à FPU	23,48	23,87	23,72	23,98	24,66	24,89	26,31	26,66	-	-	24,48
CC (4) à fiscalité additionnelle	23,83	25,15	25,28	25,36	24,73	25,22	26,82	23,66	-	-	25,24
Groupement à FPU	23,54	24,15	24,48	25,12	25,97	26,83	27,85	27,64	27,44	24,72	26,23
Groupement à fiscalité additionnelle	23,83	25,15	25,28	25,33	24,66	25,23	26,84	26,04	-	27,38	25,31
Communes isolées	19,57	20,25	24,02	22,14	24,71	-	23,40	30,90	-	-	27,21

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

A1.4 Produits moyen par habitant

Les produits par habitant de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.			De 50 000 à 100 000 hab.		Ensemble
							311			plus	314
Auvergne-Rhône-Alpes	237	234	259	290	288	304		341	361	438	
Bourgogne-Franche-Comté	189	197	228	247	263	278	289	366	303	429	268
Bretagne	187	199	243	304	357	369	428	423	418	485	352
Centre-Val de Loire	199	193	209	239	240	293	330	363	419	396	277
Corse	374	367	482	483	387	413	853	345	385	-	428
Grand-Est	166	186	222	242	267	290	299	356	301	398	277
Hauts-de-France	180	182	212	248	302	265	282	341	304	414	275
Normandie	162	148	170	244	290	235	264	295	299	368	234
Nouvelle Aquitaine	193	193	218	262	332	345	415	427	462	504	321
Occitanie	235	220	260	294	361	375	382	438	362	448	348
Pays de la Loire	184	178	209	250	306	321	458	389	402	433	324
Provence-Alpes-Côte d'Azur	248	349	426	377	426	433	432	433	577	488	459
Métropole hors Île-de-France	198	197	231	272	317	324	351	380	409	444	318
Île-de-France	229	241	273	305	350	374	401	398	373	336	369
Métropole	198	198	233	274	319	330	360	387	392	415	328
Outre-mer	33	-	120	131	199	138	170	185	198	256	187
France entière	198	198	233	274	318	323	350	375	375	411	323
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	204	205	239	278	327	315	355	375	380	380	341
CU (2) et métropoles (3)	205	220	264	292	382	345	356	352	389	421	369
CC (4) à FPU	196	194	223	261	299	301	326	269	-	-	256
CC (4) à fiscalité additionnelle	199	201	243	293	305	334	335	421	-	-	260
Groupement à FPU	197	196	229	270	320	322	352	375	375	411	331
Groupement à fiscalité additionnelle	199	201	243	293	305	332	333	381	-	417	264
Communes isolées	129	222	194	213	564	-	220	324	_	-	308

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Les produits par habitant de la majoration* de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,00	0,00	0,03	0,12	0,23	0,22	0,21	0,22	1,22	1,67	0,39
Bourgogne-Franche-Comté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bretagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Centre-Val de Loire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corse	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,73	-	1,83
Grand-Est	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hauts-de-France	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00	0,01
Normandie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Nouvelle Aquitaine	0,00	0,00	0,03	0,03	0,18	0,52	2,05	2,50	0,00	0,00	0,56
Occitanie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,22	0,00	0,53	0,00	1,86	0,41
Pays de la Loire	0,00	0,00	0,00	0,32	0,01	0,07	0,04	0,26	0,95	1,25	0,34
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,00	0,00	2,53	1,11	1,59	2,31	5,04	5,56	7,84	4,81	4,45
Métropole hors Île-de-France	0,00	0,00	0,07	0,11	0,18	0,32	0,80	1,27	1,85	1,66	0,63
Île-de-France	0,00	0,00	0,00	0,03	0,04	0,04	0,09	0,38	1,22	7,99	2,16
Métropole	0,00	0,00	0,07	0,10	0,17	0,29	0,67	0,92	1,56	3,40	0,91
Outre-mer	0,00	-	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France entière	0,00	0,00	0,07	0,10	0,17	0,28	0,64	0,86	1,42	3,31	0,88
Type d'EPCI en 2016											
CA ⁽¹⁾	0,00	0,00	0,35	0,27	0,27	0,55	1,33	1,29	1,64	0,26	0,92
CU (2) et métropoles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CC ⁽⁴⁾ à FPU	0,00	0,00	0,01	0,02	0,04	0,05	0,07	0,00	-	-	0,02
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,00	0,00	0,00	0,01	0,12	0,11	0,00	0,00	-	-	0,02
Groupement à FPU	0,00	0,00	0,09	0,12	0,17	0,30	0,68	0,87	1,42	3,36	1,00
Groupement à fiscalité additionnelle	0,00	0,00	0,00	0,01	0,11	0,10	0,00	0,00	-	0,00	0,02
Communes isolées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	-	0,00

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Institution en 2015 de la possibilité pour les communes classées dans les zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants de majorer de 20 % la part communale de la taxe d'habitation au titre des résidences secondaires

Les produits par habitant de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble	
Auvergne-Rhône-Alpes	0,15	0,18	0,38	0,48	0,39	0,58	1,09	1,02	1,86	2,18	0,87	
Bourgogne-Franche-Comté	0,15	0,20	0,55	0,44	1,78	1,51	1,51	3,17	5,11	4,49	1,40	
Bretagne	0,04	0,12	0,33	0,43	0,41	0,78	1,50	3,49	1,86	1,38	0,91	
Centre-Val de Loire	0,18	0,26	0,50	0,68	1,07	1,39	1,17	1,98	0,00	5,18	1,31	
Corse	0,69	0,22	1,57	2,27	1,19	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,70	
Grand-Est	0,18	0,25	0,32	0,67	0,65	1,60	1,94	2,65	1,68	3,92	1,44	
Hauts-de-France	0,27	0,19	0,46	0,82	1,22	1,28	1,33	2,33	1,49	1,98	1,21	
Normandie	0,10	0,08	0,24	0,60	0,79	1,65	2,35	3,12	0,00	6,51	1,63	
Nouvelle Aquitaine	0,13	0,20	0,42	0,55	0,74	1,16	1,16	3,08	2,94	1,57	1,18	
Occitanie	0,21	0,25	0,63	0,62	0,84	1,23	1,72	2,55	5,09	1,28	1,26	
Pays de la Loire	0,25	0,49	0,39	0,40	0,15	0,49	0,69	0,32	1,38	1,23	0,61	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,17	0,22	0,71	1,07	1,53	0,60	0,66	0,47	1,50	0,00	0,57	
Métropole hors Île-de-France	0,18	0,21	0,43	0,60	0,78	1,04	1,34	1,95	2,05	2,06	1,10	
Île-de-France	0,08	0,21	0,28	0,30	0,24	0,23	0,42	0,04	0,00	0,00	0,10	
M étropole	0,18	0,21	0,43	0,58	0,74	0,96	1,17	1,20	1,10	1,50	0,92	
Outre-mer	0,00	-	0,00	0,00	1,04	1,37	3,34	3,98	5,53	8,68	4,35	
France entière	0,18	0,21	0,42	0,58	0,74	0,97	1,28	1,37	1,50	1,67	1,02	
Type d'EPCI en 2016												
CA (1)	0,21	0,21	0,31	0,42	0,68	0,69	1,39	2,09	2,69	5,54	1,85	
CU (2) et métropoles (3)	0,00	0,09	0,35	0,45	0,53	0,90	1,48	1,80	0,00	4,37	2,17	
CC (4) à FPU	0,15	0,20	0,39	0,56	0,83	1,22	1,60	2,30	-	-	0,73	
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,21	0,22	0,57	0,99	1,02	1,78	2,13	0,00	-	-	0,80	
Groupement à FPU	0,16	0,20	0,38	0,51	0,70	0,87	1,23	1,36	1,50	1,62	1,04	
Groupement à fiscalité additionnelle	0,21	0,22	0,57	0,98	0,99	1,76	2,13	3,73	-	5,02	0,91	
Communes isolées	0,00	0,00	0,46	0,00	0,00	-	0,00	0,00	-	-	0,05	

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Les produits par habitant des taxes d'habitation* des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hab.

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à	De 10 000 à	De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab, et	
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	237	234	260	290	288	305	312	342	365	442	316
Bourgogne-Franche-Comté	189	197	228	247	265	280	291	369	308	434	269
Bretagne	187	199	243	304	357	370	429	427	420	486	353
Centre-Val de Loire	199	193	209	240	242	294	331	365	419	401	279
Corse	375	367	484	486	388	413	853	345	394	-	430
Grand-Est	166	186	222	242	268	291	301	359	303	402	278
Hauts-de-France	180	182	212	249	304	266	284	343	305	416	276
Normandie	162	148	170	245	291	237	266	298	299	375	235
Nouvelle Aquitaine	194	194	219	262	333	346	419	432	465	506	323
Occitanie	235	220	260	294	362	376	383	441	367	451	349
Pays de la Loire	184	179	209	251	306	322	459	390	404	436	325
Provence-Alpes-Côte d'Azur	248	349	429	379	429	436	438	439	586	493	464
Métropole hors Île-de-France	198	197	232	273	318	326	353	383	413	448	320
Île-de-France	229	241	274	305	350	375	402	398	374	344	371
Métropole	198	198	234	275	320	331	362	389	395	419	329
Outre-mer	33	-	120	131	200	140	173	189	204	265	192
France entière	198	198	233	274	319	325	352	377	378	416	325
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	204	206	240	278	327	317	358	378	384	386	344
CU (2) et métropoles (3)	205	220	265	292	383	346	358	354	389	425	371
CC (4) à FPU	197	195	223	262	300	302	328	271	-	-	257
CC (4) à fiscalité additionnelle	199	202	244	294	306	336	337	421	-	-	261
Groupement à FPU	197	196	230	271	320	323	354	377	378	416	333
Groupement à fiscalité additionnelle	199	202	244	294	306	334	335	385	-	422	265
Communes isolées	129	222	194	213	564	_	220	324	-	-	309

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Y compris la THLV et la majoration des résidences secondaires.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements en 2016*

												en euros /hab.
Taille des communes nombre d'habitants en 2016	en	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes		172	204	189	232	252	293	321	333	360	354	275
Bourgogne-Franche-Comté		97	112	156	211	243	282	320	366	240	378	223
Bretagne		119	108	137	182	209	246	299	337	344	317	230
Centre-Val de Loire		104	110	162	209	248	294	337	355	337	343	247
Corse		178	157	158	147	143	208	272	212	205	-	184
Grand-Est		100	106	147	188	192	237	221	290	278	318	208
Hauts-de-France		95	101	149	204	240	241	275	295	291	338	231
Normandie		210	165	169	239	321	354	345	339	448	366	264
Nouvelle Aquitaine		106	115	153	209	253	293	361	381	398	390	257
Occitanie		154	141	191	211	287	298	369	476	379	393	295
Pays de la Loire		111	113	132	168	220	259	326	337	333	390	250
Provence-Alpes-Côte d'Azur		263	311	284	242	286	309	397	378	405	325	342
Métropole hors Île-de-France		130	133	164	206	246	279	321	352	349	353	259
Île-de-France		173	217	224	323	281	334	353	341	335	289	322
Métropole		130	135	166	212	248	285	327	347	343	335	271
Outre-mer		1 535	-	206	282	208	140	189	217	256	290	221
France entière		131	135	166	212	248	280	320	340	335	334	269
Type d'EPCI en 2016												
CA ⁽¹⁾		126	141	174	226	259	292	316	341	332	341	299
CU (2) et métropoles (3)		119	137	177	238	280	285	344	287	344	366	313
CC (4) à FPU		137	124	155	198	234	251	302	249	-	-	198
CC (4) à fiscalité additionnelle		124	149	185	229	244	286	276	462	-	-	202
Groupement à FPU		137	126	160	209	248	279	323	340	335	334	278
Groupement à fiscalité additionnelle		124	149	185	230	244	285	276	409	-	332	207
Communes isolées		<i>5</i> 5	147	148	127	280	_	177	269	_	_	225

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Les produits par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hab.

-											en euros /nab.
Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à	De 10 000 à	De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab.	Ensemble
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	89,1	54,6	25,6	13,5	9,0	6,6	4,1	2,5	1,2	1,0	12,8
Bourgogne-Franche-Comté	72,2	47,4	27,4	14,3	9,6	8,1	4,1	2,9	1,9	1,8	21,9
Bretagne	75,0	67,0	38,1	24,0	19,1	12,8	7,4	3,5	3,1	1,1	18,9
Centre-Val de Loire	112,1	73,0	36,9	18,9	12,6	8,0	4,4	3,0	2,9	1,1	22,0
Corse	0,7	1,3	3,8	6,6	1,8	2,4	34,3	0,4	1,3	-	3,6
Grand-Est	68,9	39,2	23,0	11,7	9,2	5,0	3,4	2,9	2,8	1,9	14,4
Hauts-de-France	87,1	55,8	29,3	14,9	9,9	7,1	4,7	2,2	1,7	1,2	14,9
Normandie	96,1	59,2	33,5	18,4	11,6	5,9	4,4	2,5	2,0	0,9	22,6
Nouvelle Aquitaine	78,2	62,1	38,2	19,1	13,3	11,9	6,2	3,7	2,6	1,7	22,1
Occitanie	76,9	55,6	36,4	21,2	17,1	12,2	13,6	6,7	7,9	2,3	20,7
Pays de la Loire	115,9	88,2	45,2	25,5	18,2	15,1	8,8	10,5	3,7	1,7	21,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38,1	31,9	24,4	21,8	16,3	11,9	9,0	4,1	6,3	1,0	8,0
Métropole hors Île-de-France	77,8	55 ,1	32,0	18,1	13,3	9,4	6,4	3,7	3,6	1,4	17,2
Île-de-France	78,7	47,3	24,5	12,7	8,5	5,9	3,2	2,5	1,4	0,9	3,8
Métropole	77,8	54,9	31,7	17,8	12,9	9,1	5,8	3,2	2,6	1,3	14,7
Outre-mer	1,5	-	4,3	15,5	3,8	4,8	5,4	4,2	3,3	2,0	4,1
France entière	77,8	54,9	31,7	17,8	12,8	8,9	5,8	3,3	2,6	1,3	14,4
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	62,5	43,6	24,6	14,9	11,0	7,7	5,6	3,8	3,5	1,4	8,0
CU (2) et métropoles (3)	62,5	53,4	22,9	13,6	8,3	6,3	4,1	1,8	1,4	2,4	5,4
CC (4) à FPU	79,0	55,9	33,2	19,5	15,1	11,6	8,0	6,6	-	-	26,2
CC (4) à fiscalité additionnelle	77,8	55,9	34,6	19,4	13,7	9,2	6,3	5,9	-	-	33,2
Groupement à FPU	77,7	54,3	30,7	17,5	12,7	8,9	<i>5</i> , <i>7</i>	3,3	2,6	1,3	12,0
Groupement à fiscalité additionnelle	77,8	55,9	34,6	19,3	13,7	9,2	6,2	3,4	-	2,4	32,1
Communes isolées	49,3	44,4	69,9	39,6	23,7	-	45,3	2,5	-	-	24,5

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Les produits moyens par habitant de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (y compris la taxe additionnelle) des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hab.

											en euros /hab.
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	89,8	55,4	26,7	14,8	10,3	7,8	5,1	3,3	1,7	1,6	13,8
Bourgogne-Franche-Comté	73,1	48,5	28,7	15,5	10,8	9,3	5,1	3,8	2,4	2,5	23,0
Bretagne	75,7	67,9	39,2	25,5	21,0	14,3	8,7	4,8	4,3	1,7	20,2
Centre-Val de Loire	114,4	74,4	38,4	20,5	14,1	9,4	5,4	4,3	4,4	1,9	23,3
Corse	1,2	2,2	6,1	9,3	3,0	3,7	45,1	0,6	2,2	-	5,2
Grand-Est	69,5	39,9	23,9	12,7	10,1	6,1	4,4	3,7	3,4	2,7	15,3
Hauts-de-France	88,1	57,0	30,7	16,4	11,4	8,5	6,0	3,2	2,7	4,1	16,3
Normandie	98,6	61,5	35,8	20,8	14,1	7,3	5,8	3,8	3,1	1,9	24,4
Nouvelle Aquitaine	79,0	63,1	39,5	20,8	15,2	14,0	7,7	4,9	3,6	2,2	23,5
Occitanie	77,9	57,2	38,3	23,0	19,2	13,9	15,4	8,4	10,6	3,4	22,4
Pays de la Loire	117,1	89,3	46,4	26,8	19,7	16,4	10,3	11,4	4,7	2,4	22,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	39,4	34,2	26,6	24,4	18,4	13,6	10,8	5,3	8,1	1,6	9,4
Métropole hors Île-de-France	78,8	56,3	33,4	19,7	14,9	10,9	7,7	4,8	4,8	2,3	18,5
Île-de-France	80,8	49,5	26,5	14,7	9,9	7,4	3,9	3,0	1,5	0,9	4,3
Métropole	78,8	56,1	33,2	19,4	14,5	10,5	7,1	4,1	3,3	1,9	15,8
Outre-mer	2,4	=	4,8	16,8	4,4	5,1	6,0	5,1	3,9	3,0	4,8
France entière	78,8	56,1	33,1	19,4	14,4	10,3	7,0	4,1	3,3	1,9	15,5
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	64,0	45,0	26,3	16,6	12,8	9,2	6,8	5,0	4,6	2,2	9,3
CU (2) et métropoles (3)	63,4	55,0	24,6	15,1	9,6	7,6	5,2	2,5	2,0	3,6	6,6
CC (4) à FPU	80,1	57,2	34,6	21,0	16,7	13,0	9,5	7,7	-	-	27,6
CC (4) à fiscalité additionnelle	78,8	57,1	36,0	21,0	15,3	10,8	7,6	6,3	-	-	34,6
Groupement à FPU	78,8	55,5	32,1	19,1	14,3	10,3	6,9	4,1	3,3	1,9	12,8
Groupement à fiscalité additionnelle	78,8	57,1	36,0	20,9	15,4	10,8	7,6	3,9	-	3,8	33,5
Communes isolées	49,5	46,5	70,6	41,4	26,3	-	47,4	3,4	-	-	25,9

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Les produits par habitant des trois taxes ménages des communes et de leurs groupements en 2016*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	499	494	476	537	551	605	638	678	726	797	605
Bourgogne-Franche-Comté	360	357	413	474	519	571	616	740	550	814	515
Bretagne	382	376	419	512	587	630	737	769	768	805	603
Centre-Val de Loire	417	378	409	469	503	598	674	725	760	746	549
Corse	554	526	648	642	534	624	1 169	558	600	-	619
Grand-Est	336	333	393	443	470	534	526	653	584	723	501
Hauts-de-France	364	339	392	470	555	516	564	641	599	758	524
Normandie	470	374	376	505	626	598	617	641	750	743	524
Nouvelle Aquitaine	379	372	412	492	601	653	788	818	867	898	604
Occitanie	467	419	490	528	668	688	767	925	756	848	667
Pays de la Loire	412	381	387	445	545	597	795	738	742	828	597
Provence-Alpes-Côte d'Azur	551	695	740	646	733	759	846	823	999	820	815
Métropole hors Île-de-France	407	387	429	499	579	616	682	740	767	803	597
Île-de-France	483	507	524	643	641	716	759	742	711	634	697
Métropole	407	389	433	506	583	626	696	741	741	757	616
Outre-mer	1 570	-	331	429	412	284	368	412	464	558	418
France entière	408	389	433	506	581	615	679	721	716	752	610
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	395	391	439	521	600	618	681	724	721	729	653
CU (2) et métropoles (3)	496	425	508	565	667	690	729	738	710	758	729
CC (4) à FPU	414	375	413	481	551	566	640	528	-	-	482
CC (4) à fiscalité additionnelle	402	408	465	544	566	632	621	889	-	-	498
Groupement à FPU	413	378	422	499	583	613	683	721	716	752	624
Groupement à fiscalité additionnelle	402	408	465	545	566	629	619	797	-	758	<i>505</i>
Communes isolées	234	416	413	382	870	-	445	596	-	-	560

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, y compris taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Les produits par habitant de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hab.

T-10- 1	NA - 1 1-	D: 000 }	D: 500 }	D. 0.000 }	D: 0 500 }	D: 5 000 1	D: 40 000 }	D: 00 000 1	D. 50 000 }	400,000 L -1	en euros /nab
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	115	139	102	135	131	152	149	125	141	134	130
Bourgogne-Franche-Comté	33	41	70	108	138	108	110	123	114	89	85
Bretagne	60	34	39	62	73	92	116	115	98	90	77
Centre-Val de Loire	51	42	89	80	123	105	109	107	97	84	92
Corse	93	42	42	43	29	74	111	51	39	-	51
Grand-Est	58	47	82	129	115	141	108	110	93	103	101
Hauts-de-France	46	42	86	102	108	111	127	101	122	127	102
Normandie	157	96	79	68	89	198	104	101	123	94	101
Nouvelle Aquitaine	51	45	73	78	90	105	139	108	130	131	93
Occitanie	80	78	91	78	106	123	136	168	130	171	120
Pays de la Loire	21	35	48	76	104	128	130	124	122	96	94
Provence-Alpes-Côte d'Azur	168	147	98	103	104	101	199	139	134	99	125
Métropole hors Île-de-France	71	65	80	95	106	124	135	121	122	117	105
Île-de-France	166	152	131	185	121	135	117	125	156	151	139
Métropole	72	67	81	100	107	125	132	122	138	126	112
Outre-mer	5 521	-	129	248	37	27	41	101	80	84	75
France entière	74	67	82	100	106	122	127	121	132	125	110
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	90	78	99	115	113	130	102	106	103	94	107
CU (2) et métropoles (3)	46	126	85	139	93	125	172	118	203	100	122
CC (4) à FPU	83	58	73	89	97	96	121	91	-	-	85
CC (4) à fiscalité additionnelle	64	77	87	102	106	130	126	163	-	-	95
Groupement à FPU	84	61	80	100	106	121	127	121	132	125	112
Groupement à fiscalité additionnelle	64	77	87	103	107	128	121	153	-	113	95
Communes isolées	6	96	60	40	79	-	45	92	-	-	<i>7</i> 5

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

Les produits par habitant de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes et de leurs groupements en 2016*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	18	23	37	57	73	80	90	76	94	93	67
Bourgogne-Franche-Comté	13	19	37	60	72	68	75	87	101	66	51
Bretagne	21	15	20	36	42	56	90	70	78	70	50
Centre-Val de Loire	17	17	41	52	68	65	84	78	79	75	58
Corse	14	16	28	47	42	80	95	36	54	-	45
Grand-Est	18	19	40	60	66	71	64	78	61	71	56
Hauts-de-France	15	17	37	57	50	47	57	62	66	84	51
Normandie	20	29	39	49	68	95	71	68	74	69	56
Nouvelle Aquitaine	18	16	29	42	51	63	79	64	90	76	50
Occitanie	15	16	25	31	46	49	61	101	67	85	52
Pays de la Loire	12	15	24	42	55	73	81	86	96	73	58
Provence-Alpes-Côte d'Azur	24	27	28	39	40	43	78	69	60	57	57
Métropole hors Île-de-France	17	19	33	48	56	64	74	74	75	75	56
Île-de-France	27	55	59	101	63	77	72	85	130	215	120
Métropole	17	20	34	51	57	65	74	78	100	113	68
Outre-mer	83,8	-	41	47	7,1	5,1	12	41	28	37	27
France entière	17	20	34	51	56	63	71	76	94	111	66
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	22	27	43	57	60	63	62	67	63	62	61
CU (2) et métropoles (3)	17	27	38	64	48	67	72	63	66	66	64
CC (4) à FPU	17	18	31	46	52	56	69	55	-	-	42
CC (4) à fiscalité additionnelle	16	21	33	48	58	67	64	130	-	-	40
Groupement à FPU	17	19	34	51	56	63	71	76	94	112	70
Groupement à fiscalité additionnelle	16	21	33	48	58	66	63	86	-	85	41
Communes isolées	16	59	25	22,9	41	_	32	50	_	-	41

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Y compris la part intercommunale du produit de la métropole de Lyon.

Les produits par habitant des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes et de leurs groupements en 2016*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	40,4	27,9	15,4	14,1	5,7	14,0	7,9	2,8	4,6	4,1	10,8
Bourgogne-Franche-Comté	17,8	10,0	6,9	6,6	7,3	7,2	3,4	3,1	2,3	3,8	7,0
Bretagne	10,3	21,0	7,3	7,8	4,8	4,9	3,4	3,5	2,4	3,2	5,6
Centre-Val de Loire	32,8	19,4	30,3	8,4	26,0	6,0	3,9	3,3	2,4	2,1	14,5
Corse	29,9	13,7	8,0	10,8	7,4	7,5	8,1	2,6	6,7	-	8,8
Grand-Est	43,6	17,0	15,0	27,1	9,9	12,2	8,6	3,1	2,3	3,0	13,1
Hauts-de-France	23,8	20,2	11,3	8,0	8,4	5,0	13,9	2,7	4,5	2,9	8,7
Normandie	12,5	27,3	16,7	4,8	4,3	4,3	3,3	2,9	2,5	6,1	10,6
Nouvelle Aquitaine	14,2	10,9	14,6	8,7	7,2	5,4	7,3	2,9	3,9	3,4	8,5
Occitanie	24,7	19,8	14,7	9,4	11,7	5,7	4,4	3,7	6,5	3,8	9,1
Pays de la Loire	11,7	7,7	6,9	12,5	6,5	11,7	3,9	3,5	5,4	3,3	7,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	40,7	30,2	16,0	10,4	10,6	7,1	15,4	9,4	5,1	3,8	8,7
Métropole hors Île-de-France	26,8	18,5	14,1	11,6	8,6	8,1	8,1	4,0	4,4	3,7	9,5
Île-de-France	54,3	25,5	8,6	27,0	4,3	3,3	3,8	2,9	3,1	3,5	4,2
Métropole	27,0	18,6	13,9	12,4	8,3	7,6	7,3	3,5	3,8	3,6	8,5
Outre-mer	103,9	-	4,7	17,8	2,5	2,6	1,8	4,6	3,1	2,6	3,3
France entière	27,0	18,6	13,9	12,4	8,2	7,4	7,0	3,6	3,7	3,6	8,4
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	42,9	13,1	7,0	7,4	6,8	6,3	4,1	3,4	4,1	3,7	5,0
CU (2) et métropoles (3)	21,7	54,7	12,5	46,1	4,2	6,9	25,2	2,6	16,5	3,4	10,4
CC (4) à FPU	23,5	13,5	15,2	14,8	9,8	6,5	7,3	2,7	-	-	12,3
CC (4) à fiscalité additionnelle	29,4	26,3	15,8	9,1	8,9	18,0	5,3	3,5	-	-	16,8
Groupement à FPU	24,9	13,9	13,2	13,1	8,2	6,1	7,2	3,6	3,7	3,6	7,3
Groupement à fiscalité additionnelle	29,4	26,3	15,8	9,1	8,7	17,9	4,9	3,4	-	3,3	16,3
Communes isolées	0,0	17,5	15,0	2,1	3,0	-	4,7	2,4	_	-	5,0

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

^{*} Y compris la part intercommunale du produit de la métropole de Lyon

Les produits par habitant de la taxe sur les surfaces commerciales des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hab.

											en euros /nai
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,4	0,8	4,3	9,5	12,8	16,4	15,8	18,1	17,2	8,2	11,0
Bourgogne-Franche-Comté	0,1	0,8	8,1	17,6	17,2	22,0	25,8	21,2	9,1	11,5	12,2
Bretagne	0,0	0,1	1,9	9,3	12,8	20,8	23,4	19,4	21,6	10,9	12,9
Centre-Val de Loire	0,2	0,2	4,9	12,0	13,8	20,3	24,1	16,9	9,6	8,6	11,6
Corse	0,0	0,0	6,5	8,1	14,0	21,3	33,9	10,5	19,2	-	12,5
Grand-Est	0,0	1,0	5,8	13,7	17,2	19,2	18,9	17,3	11,5	8,1	11,2
Hauts-de-France	0,5	1,0	5,8	14,6	11,1	14,6	17,3	13,3	13,0	11,1	11,4
Normandie	0,5	0,4	5,8	18,4	19,7	21,6	20,6	16,0	15,9	10,2	11,7
Nouvelle Aquitaine	0,1	0,6	4,0	12,5	18,6	21,4	22,2	19,3	17,3	15,6	12,8
Occitanie	0,6	0,8	3,8	11,2	15,3	15,7	18,4	18,9	21,2	11,0	11,4
Pays de la Loire	0,0	0,6	3,0	8,7	11,0	22,2	20,7	29,7	21,3	10,4	13,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,0	1,4	3,1	4,8	4,8	11,0	16,5	19,0	15,9	9,5	12,0
Métropole hors Île-de-France	0,3	0,7	4,7	11,7	13,8	18,0	19,2	18,2	16,5	10,0	11,8
Île-de-France	0,3	16,1	2,8	16,3	8,9	12,1	12,8	10,2	7,5	6,7	9,2
Métropole	0,3	1,1	4,7	12,0	13,4	17,3	18,1	15,0	12,3	9,1	11,3
Outre-mer	0,0	-	0,0	0,0	0,4	1,4	3,4	10,3	8,7	7,4	6,8
France entière	0,3	1,1	4,7	11,9	13,3	16,8	17,3	14,8	12,0	9,0	11,2
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	0,0	1,4	7,3	14,4	13,4	18,5	16,6	16,1	14,5	10,2	14,4
CU (2) et métropoles (3)	0,0	0,0	4,3	32,9	10,2	18,8	17,7	10,7	10,4	11,5	13,9
CC (4) à FPU	0,2	1,2	4,1	9,2	13,7	15,9	20,7	15,7	-	-	9,2
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,3	0,8	4,1	13,8	14,6	17,2	20,4	7,3	-	-	7,7
Groupement à FPU	0,2	1,2	4,9	11,4	13,1	16,7	17,1	14,8	12,0	9,0	11,6
Groupement à fiscalité additionnelle	0,3	0,8	4,1	14,6	14,8	17,6	20,5	7,3	-	13,4	8,1
Communes isolées	0,0	0,0	0,3	0,0	15,9	_	8,4	8,2	_	-	7,3

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Les produits par habitant de l'ensemble des impôts économiques des communes et de leurs groupements en 2016*

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble	
Auvergne-Rhône-Alpes	173	191	158	216	223	262	264	221	257	239	220	
Bourgogne-Franche-Comté	63	71	122	193	234	205	214	235	227	170	155	
Bretagne	91	70	69	115	133	174	233	208	199	174	146	
Centre-Val de Loire	102	78	165	152	231	196	220	206	189	170	176	
Corse	137	72	84	109	92	184	248	100	119	-	117	
Grand-Est	120	84	143	229	208	244	199	209	168	185	181	
Hauts-de-France	85	80	140	181	177	178	215	180	206	225	174	
Normandie	190	152	140	141	182	319	200	188	216	180	179	
Nouvelle Aquitaine	83	72	120	141	166	195	247	195	241	227	165	
Occitanie	120	114	134	129	179	193	220	292	224	270	193	
Pays de la Loire	44	58	82	139	177	235	235	244	244	182	173	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	233	205	145	158	159	162	309	237	215	170	202	
Métropole hors Île-de-France	115	104	132	166	185	214	237	217	217	205	182	
Île-de-France	248	249	201	330	197	228	205	223	296	376	272	
Métropole	116	107	134	175	185	215	231	219	254	252	199	
Outre-mer	5 708	-	175	313	47	36	58	157	120	130	112	
France entière	118	107	134	175	184	209	222	216	242	249	196	
Type d'EPCI en 2016												
CA (1)	155	119	156	193	194	219	184	193	185	169	187	
CU (2) et métropoles (3)	225	230	150	242	202	245	289	252	314	269	268	
CC (4) à FPU	123	90	124	159	172	174	218	165	-	-	149	
CC (4) à fiscalité additionnelle	110	125	141	173	187	232	216	305	-	-	159	
Groupement à FPU	126	95	132	175	183	207	223	216	242	249	201	
Groupement à fiscalité additionnelle	110	125	141	175	189	230	209	249	-	214	160	
Communes isolées	23	173	100	65	138	-	90	153	-	-	129	

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Remarque 1 : le montant élevé de la première strate de l'Outre-mer représente celui de la commune Saint-Élie (département de la Guyane).

^{*} Y compris la part intercommunale du produit de la métropole de Lyon

Les produits moyens par habitant des contributions directes des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hab.

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	672	685	634	753	773	868	902	900	983	1 036	824
Bourgogne-Franche-Comté	423	428	534	667	753	776	830	974	777	985	670
Bretagne	473	446	488	627	719	804	970	977	968	979	749
Centre-Val de Loire	519	456	575	621	735	794	894	930	949	915	725
Corse	692	598	732	751	626	808	1 417	658	719	-	736
Grand-Est	456	417	536	672	679	778	726	861	752	908	682
Hauts-de-France	448	419	532	651	732	694	780	820	805	983	697
Normandie	660	526	516	646	807	917	817	829	966	923	703
Nouvelle Aquitaine	462	444	532	634	767	848	1 034	1 012	1 109	1 125	768
Occitanie	588	533	624	657	847	881	987	1 217	980	1 118	859
Pays de la Loire	456	439	469	584	722	832	1 031	982	985	1 011	770
Provence-Alpes-Côte d'Azur	783	900	885	804	892	921	1 155	1 060	1 214	989	1 018
Métropole hors Île-de-France	521	490	561	665	763	829	918	957	985	1 008	780
Île-de-France	731	756	725	973	838	943	965	965	1 007	1 011	969
Métropole	523	496	567	681	769	842	927	960	995	1 009	815
Outre-mer	7 279	-	505	742	459	320	426	568	584	688	530
France entière	526	496	567	681	765	824	901	937	958	1 001	806
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	550	510	595	715	793	836	865	917	905	898	840
CU (2) et métropoles (3)	720	655	659	807	869	935	1 017	990	1 024	1 027	997
CC (4) à FPU	537	466	536	640	723	740	858	693	-	-	632
CC (4) à fiscalité additionnelle	512	533	606	717	753	863	837	1 194	-	-	657
Groupement à FPU	539	473	554	674	766	820	906	937	958	1 001	825
Groupement à fiscalité additionnelle	512	533	606	719	755	859	827	1 047	-	972	665
Communes isolées	257	588	513	447	1 008	-	535	749	_	-	689

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Remarque : le montant élevé de la première strate de l'Outre-Mer représente celui de la commune de Saint-Élie(Guyane).

Les produits par habitant des contributions directes des communes et de leurs groupements en 2016*

en eur<u>os /hab.</u>

				1	I				en	euros /hab.
Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	Ensemble
01 Ain	250	188	15	453	110	59	17	12	198	650
02 Aisne	233	187	24	444	72	41	9	11	132	577
03 Allier	306	206	29	541	86	42	10	12	150	691
04 Alpes-de-Haute-Provence	302	415	18	736	164	47	24	12	247	983
05 Hautes-Alpes	340	426	20	786	125	40	16	11	192	978
06 Alpes-Maritimes	587	341	4	932	135	64	6	12	217	1 149
07 Ardèche	244	192	18	453	116	45	26	9	196	649
08 Ardennes	214	229	19	462	101	46	32	10	189	651
09 Ariège	270	259	33	562	151	35	14	10	210	773
10 Aube	253	223	21	497	109	54	33	11	207	704
11 Aude	344	339	42	725	98	33	12	11	153	878
12 Aveyron	230	234	33	496	128	48	23	10	210	706
13 Bouches-du-Rhône	422	321	6	749	129	64	10	10	214	962
14 Calvados	258	267	24	549	76	52	5	13	146	695
15 Cantal	283	224	49	557	90	39	20	10	160	716
16 Charente	230	250	30	511	82	55	7	13	157	668
17 Charente-Maritime	321	296	25	643	68	41	5	13	128	771
18 Cher	279	223	27	529	103	53	20	9	185	713
19 Corrèze	247	258	29	534	108	49	14	12	182	716
2A Corse-du-Sud	488	197	8	694	54	51	10	14	129	822
2B Haute-Corse	380	172	2	554	48	40	8	11	108	661
21 Côte-d'Or	286	277	22	584	94	61	8	13	176	759
22 Côtes-d'Armor	335	203	34	572	71	41	7	13	132	704
23 Creuse	262	160	43	465	62	27	9	10	109	573
24 Dordogne	236	265	35	536	64	34	5	11	114	650
25 Doubs	292	218	9	519	97	55	6	13	171	690
26 Drôme	288	264	19	571	140	71	22	11	244	815
27 Eure	196	238	28	461	78	54	6	10	147	609
28 Eure-et-Loir	246	225	29	500	85	55	10	13	163	663
29 Finistère	378	237	17	632	68	45	6	13	132	764
30 Gard	348	269	16	633	97	38	9	11	155	789
31 Haute-Garonne	363	316	12	690	173	89	5	13	279	968
32 Gers	232	226	63	522	71	34	11	9	124	646
33 Gironde	386	316	14	717	116	60	10	14	200	917
34 Hérault	456	350	16	822	107	47	6	13	173	995
35 Ille-et-Vilaine	358	217	16	591	90	64	5	12	172	763
36 Indre	242	202	35	479	72	43	11	11	137	616
37 Indre-et-Loire	315	222	18	555	80	56	14	11	161	716
38 Isère	276	367	10	653	141	67	12	10	230	883
39 Jura	237	206	21	464	81	46	8	12	146	610
40 Landes	336	218	22	576	104	45	10	12	171	747
41 Loir-et-Cher	260	244	27	531	99	57	18	11	185	716
42 Loire	297	253	11	560	96	51	4	9	161	721
43 Haute-Loire	252	196	33	481	81	39	8	8	135	616
44 Loire-Atlantique	383	293	13	689	112	68	11	14	204	893
45 Loiret	289	311	17	616	106	70	15	12	204	820
46 Lot	251	235	44	530	87	40	7	10	143	674
47 Lot-et-Garonne	247	246	42	535	79	49	6	12	146	681
48 Lozère	214	242	44	500	62	31	14	8	115	615
49 Maine-et-Loire	265	255	23	543	73	50	5	11	140	683
50 Manche	227	249	38	514	117	47	15	12	190	705
•				4	2				x	5

Les produits par habitant des contributions directes des communes et de leurs groupements en 2016* (suite)

				3	*				er	euros /hab.
Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	ΙE	Ensemble
51 Marne	310	285	22	617	88	61	11	12	172	789
52 Haute-Marne	207	210	27	444	73	44	17	13	147	591
53 Mayenne	255	210	49	515	86	57	5	10	159	674
54 Meurthe-et-Moselle	345	203	6	555	88	46	10	11	154	709
55 Meuse	204	186	30	419	74	39	21	9	143	562
56 Morbihan	330	260	18	607	74	45	6	13	138	746
57 Moselle	246	177	11	434	92	51	16	12	170	604
58 Nièvre	327	197	37	561	67	38	8	12	126	687
59 Nord	281	230	11	522	123	59	9	11	201	723
60 Oise	267	265	21	553	90	52	9	12	163	716
61 Orne	220	186	43	448	56	42	4	10	112	560
62 Pas-de-Calais	286	231	15	531	89	41	8	12	150	682
63 Puy-de-Dôme	317	259	23	600	99	59	6	11	175	775
64 Pyrénées-Atlantiques	384	209	11	604	115	56	6	13	190	794
65 Hautes-Pyrénées	326	247	14	587	134	43	13	11	201	788
66 Pyrénées-Orientales	443	318	14	775	104	37	9	12	163	937
67 Bas-Rhin	320	212	14	546	120	75	5	10	210	756
68 Haut-Rhin	259	201	17	477	124	59	10	12	204	681
69 Rhône	369	289	6	663	149	93	5	11	257	920
70 Haute-Saône	164	157	19	340	62	35	6	10	113	454
71 Saône-et-Loire	271	240	32	543	84	53	6	12	155	698
72 Sarthe	277	221	26	524	85	54	5	13	157	681
73 Savoie	343	399	11	753	250	75	27	13	365	1 118
74 Haute-Savoie	390	241	9	640	123	67	6	15	211	851
76 Seine-Maritime	248	300	13	561	131	65	16	12	224	785
77 Seine-et-Marne	296	342	14	652	129	65	7	13	215	867
78 Yvelines	397	287	6	690	106	81	7	11	205	895
79 Deux-Sèvres	282	207	38	527	77	57	9	12	155	681
80 Somme	282	230	31	543	91	49	12	11	163	707
81 Tarn	239	231	24	494	84	39	8	10	141	635
82 Tarn-et-Garonne	232	265	42	539	134	42	23	10	210	749
83 Var	526	385	12	923	89	40	6	13	149	1 072
84 Vaucluse	342	295	23	661	143	56	6	15	220	881
85 Vendée	355	201	24	580	94	54	5	15	168	748
86 Vienne	300	213	22	535	86	53	17	12	167	701
87 Haute-Vienne	344	220	23	586	71	40	5	12	128	714
88 Vosges	248	169	13	430	86	45	7	11	149	579
89 Yonne	270	215	35	520	80	45	9	11	144	664
90 Territoire de Belfort	264	171	5	441	95	69	3	13	181	622
91 Essonne	412	319	7	738	121	70	4	10	205	943
92 Hauts-de -Seine	417	371	1	789	188	222	3	7	420	1 209
93 Seine-Saint-Denis	343	350	2	695	170	78	3	8	258	954
94 Val-de-Marne	422	351	2	776	145	77	3	9	234	1 010
95 Val-d'Oise	361	298	5	664	92	55	4	10	161	825
Métropole hors Paris	329	271	16	616	110	62	9	11	193	808
75 Paris	337	275	1	613	141	223	4	7	375	988
Métropole	329	271	16	616	112	68	9	11	199	815
971 Guadeloupe	218	231	6	455	79	30	4	8	120	576
972 Martinique	238	265	4	507	95	34	2	8	139	646
973 Guyane	105	145	9	259	79	23	3	5	110	369
974 Réunion	215	264	3	482	76	29	4	8	118	600
976 Mayotte	66	45	6	116	20	7	1	1	28	144
Départements d'outre-mer	192	221	5	418	75	27	3	7	112	530
France entière	325	269	15	610	110	66	8	11	196	806
					 				•	

^{*} Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon ; y compris la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

A1.5 Évolution des bases nettes

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2015 et 2016 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2016, et les calculs ne concernent que les taxes qui donnent lieu à un vote de taux par les collectivités.

Évolution de 2015 à 2016 des bases nettes de la taxe d'habitation du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à		De 20 000 à		100 000 hab.	Ensemble
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,9	-0,5	0,1	0,4	0,2	0,2	-0,8	-1,3	-1,7	-0,6	-0,3
Bourgogne-Franche-Comté	-1,8	-1,4	-1,3	-1,4	-1,9	-2,7	-3,0	-2,8	-2,6	-1,5	-1,8
Bretagne	-3,1	-1,8	-1,3	-1,2	-0,7	-0,3	-1,0	-0,6	0,1	-0,7	-0,8
Centre-Val de Loire	-1,7	-1,7	-1,6	-1,3	-1,5	-0,8	-2,1	-2,0	-2,5	-0,7	-1,6
Corse	0,7	1,4	2,5	3,3	2,0	3,3	7,7	0,1	0,1	-	2,2
Grand-Est	-2,3	-1,0	-1,0	-1,2	-1,3	-1,6	-1,4	-1,8	-0,5	-0,4	-1,2
Hauts-de-France	-1,8	-1,4	-1,1	-1,4	-1,4	-2,1	-1,9	-2,1	-2,4	0,0	-1,6
Normandie	-1,2	-0,9	-0,9	-0,8	-0,8	-1,1	-2,1	-2,3	-1,2	-1,0	-1,2
Nouvelle Aquitaine	-2,1	-1,9	-1,4	-0,8	-0,6	-0,5	-0,9	-0,2	-1,2	-0,5	-0,9
Occitanie	-1,0	-1,1	-0,7	-0,7	-0,8	-0,2	-0,7	-0,6	-2,4	-0,9	-0,8
Pays de la Loire	-2,3	-1,9	-1,5	-1,2	-0,6	-0,7	-0,5	-0,9	-1,6	-0,9	-1,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,0	0,4	0,3	0,4	0,8	-0,4	0,2	-0,3	-0,5	2,2	0,5
Métropole hors Île-de-France	-1,5	-1,2	-0,8	-0,7	-0,5	-0,6	-1,0	-1,1	-1,2	-0,1	-0,8
Île-de-France	1,3	0,0	0,2	0,7	1,0	0,8	0,1	0,0	0,4	0,1	0,2
Métropole	-1,4	-1,1	-0,8	-0,6	-0,4	-0,4	-0,7	-0,6	-0,4	0,0	-0,5
Outre-mer	-8,8	-	-2,5	-2,0	0,3	-0,6	-1,8	1,0	-0,5	1,6	0,1
France entière	-1,5	-1,1	-0,8	-0,6	-0,4	-0,4	-0,7	-0,6	-0,4	0,0	-0,5
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	-0,8	-0,5	-0,4	-0,5	-0,3	-0,2	-0,5	-0,7	-0,8	-1,2	-0,6
CU (2) et métropoles (3)	-0,9	-0,2	0,1	0,4	0,6	0,0	-0,2	-0,3	0,1	0,2	0,1
CC (4) à FPU	-1,5	-1,3	-0,9	-0,7	-0,6	-0,8	-1,7	-1,5	-	-	-1,0
CC (4) à fiscalité additionnelle	-1,5	-1,1	-0,8	-0,6	-0,9	-0,8	-1,0	-0,3	-	-	-0,9
Groupement à FPU	-1,4	-1,2	-0,8	-0,6	-0,3	-0,4	-0,7	-0,6	-0,4	0,0	-0,5
Groupement à fiscalité additionnelle	-1,5	-1,1	-0,8	-0,6	-0,8	-0,8	-1,2	-1,4	_	-2,2	-0,9

^{(1):} Communauté d'agglomération ; (2): Communauté urbaine ; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4): Communauté de communes.

Évolution de 2015 à 2016 des bases nettes de la taxe d'habitation sur les logements vacants du secteur communal

en pourcentage

		:	:						·		pourcentag
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.		De 20 000 à 50 000 hab.		100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-14,9	29,6	14,9	7,7	-3,0	15,4	20,4	6,3	-12,3	2,9	7,6
Bourgogne-Franche-Comté	22,5	15,8	18,3	12,2	-16,4	1,2	29,1	73,7	17,7	22,0	22,3
Bretagne	-57,3	22,3	4,2	15,2	27,8	9,6	-5,9	13,4	0,9	8,2	6,4
Centre-Val de Loire	34,3	12,3	13,1	18,2	45,5	7,9	17,8	-2,6	-	-1,4	7,0
Corse	6,2	-45,1	6,0	19,9	-3,1	-	-	-	-	-	6,6
Grand-Est	-0,2	18,3	-1,0	9,4	26,6	1,2	31,0	5,6	-29,5	6,3	7,3
Hauts-de-France	12,9	3,6	17,2	6,7	25,2	20,6	29,0	-5,1	-3,0	23,3	10,9
Normandie	18,8	3,0	-0,1	9,6	-2,2	1,8	12,9	11,6	-	6,8	7,1
Nouvelle Aquitaine	3,8	21,0	2,1	8,5	14,2	-4,8	8,4	47,0	4,9	11,2	16,0
Occitanie	-14,1	14,2	8,5	5,6	-6,1	24,8	11,9	235,9	15,0	6,2	25,2
Pays de la Loire	117,9	18,5	12,2	19,9	-7,0	78,5	1,9	-58,6	5,8	-	57,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-0,3	14,9	1,2	25,1	14,4	11,3	11,1	-16,3	21,0	-	9,6
Métropole hors Île-de-France	4,1	15,0	8,8	11,2	8,6	10,5	16,3	23,8	4,1	14,1	13,4
Île-de-France	-64,2	-24,1	17,1	3,4	15,2	-3,2	-14,8	-4,3	-	-	-5,1
Métropole	3,3	13,7	9,0	10,9	8,8	10,2	13,7	23,3	4,1	14,1	13,0
Outre-mer	-	-	-	-	22,1	65,0	217,2	18,6	9,0	-2,3	22,8
France entière	3,3	13,7	9,0	10,9	9,0	11,8	24,2	22,4	5,5	11,7	14,1
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	-0,5	27,4	15,0	16,3	22,6	18,1	44,8	23,5	5,5	6,8	16,0
CU (2) et métropoles (3)	-2,1	2,4	4,7	-0,4	2,4	15,7	4,2	5,1	-	22,7	15,9
CC (4) à FPU	3,7	10,6	9,9	8,4	12,7	9,8	16,7	32,7	-	-	12,6
CC (4) à fiscalité additionnelle	4,2	16,5	5,5	14,2	-15,5	6,3	0,4	-	-	-	4,6
Groupement à FPU	3,3	12,0	10,6	9,8	15,4	12,9	26,8	22,4	5,5	11,7	13,6
Groupement à fiscalité additionnelle	4,2	16,5	5,5	14,0	-15,5	6,6	2,8	22,1	_	_	18,8

^{(1):} Communauté d'agglomération ; (2): Communauté urbaine ; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4): Communauté de communes.

Évolution de 2015 à 2016 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,0	1,9	2,5	2,4	2,3	2,4	2,1	1,6	1,4	2,3	2,2
Bourgogne-Franche-Comté	1,6	1,7	2,0	1,6	0,9	1,0	0,6	0,9	2,1	1,6	1,4
Bretagne	1,7	2,4	2,1	2,1	2,4	2,1	1,9	1,4	1,5	1,0	1,9
Centre-Val de Loire	3,0	1,9	1,9	2,1	2,1	1,5	0,3	0,6	1,1	0,1	1,2
Corse	2,1	2,4	3,3	4,0	4,1	3,4	4,1	2,6	1,8	-	3,0
Grand-Est	2,0	2,1	2,1	2,0	1,9	1,7	1,3	1,1	0,9	0,9	1,6
Hauts-de-France	2,1	1,8	2,4	2,0	1,9	1,9	0,8	0,5	0,5	0,5	1,4
Normandie	1,3	2,0	4,8	2,1	1,7	0,6	0,8	1,1	0,6	1,2	2,0
Nouvelle Aquitaine	1,5	2,2	2,0	2,3	2,5	2,1	1,4	1,6	1,5	1,6	1,9
Occitanie	1,7	2,2	2,6	2,5	2,5	2,3	1,7	1,1	0,5	1,9	2,0
Pays de la Loire	1,8	1,8	2,2	2,2	2,8	2,3	2,4	1,9	1,1	1,0	2,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,2	2,2	2,1	2,5	2,3	2,3	3,9	1,6	1,3	1,4	2,0
Métropole hors Île-de-France	1,8	2,0	2,4	2,2	2,2	2,0	1,8	1,3	1,1	1,5	1,9
Île-de-France	2,3	1,6	2,4	2,9	2,0	2,0	1,6	1,8	1,6	1,1	1,6
M étropole	1,8	2,0	2,4	2,3	2,2	2,0	1,8	1,5	1,4	1,3	1,8
Outre-mer	1,1	-	1,1	3,3	3,4	3,4	3,2	4,2	2,2	3,6	3,3
France entière	1,8	2,0	2,4	2,3	2,2	2,0	1,8	1,6	1,5	1,3	1,8
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	1,6	2,0	2,7	2,5	2,2	2,1	1,9	1,5	1,2	1,2	1,7
CU (2) et métropoles (3)	1,6	2,3	2,5	2,9	2,2	2,2	2,1	1,8	1,7	1,4	1,7
CC (4) à FPU	1,6	1,8	2,4	2,2	2,3	2,0	1,4	1,5	-	-	2,1
CC (4) à fiscalité additionnelle	2,0	2,1	2,2	2,0	1,8	1,8	1,8	2,6	-	-	2,0
Groupement à FPU	1,6	1,9	2,5	2,3	2,3	2,1	1,8	1,6	1,5	1,3	1,8
Groupement à fiscalité additionnelle	2,0	2,1	2,2	2,0	1,8	1,8	1,7	1,8		1,3	2,0

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Évolution de 2015 à 2016 des bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés non bâties du secteur communal

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,1	1,1	0,9	0,6	1,6	-0,3	-9,7	1,0	0,1	-6,8	0,4
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	1,2	1,2	1,0	0,7	1,4	-0,1	-1,7	-13,1	6,4	1,2
Bretagne	1,0	1,0	1,0	0,8	0,8	-0,3	-0,7	2,6	-1,3	-4,6	0,6
Centre-Val de Loire	0,9	1,0	1,1	0,0	0,8	0,3	0,1	-0,5	-1,4	-2,5	0,9
Corse	-2,9	-1,9	-1,2	4,3	-2,4	-4,3	-0,2	-0,2	-4,4	-	-0,8
Grand-Est	1,1	1,1	1,0	0,4	0,6	0,6	1,6	-3,7	-4,3	-1,1	0,9
Hauts-de-France	1,0	1,0	1,0	-0,4	0,9	0,7	-0,1	2,9	-2,3	-2,6	0,8
Normandie	1,0	1,0	0,9	0,7	0,7	1,4	-0,9	-4,1	-2,3	6,7	0,9
Nouvelle Aquitaine	1,0	1,0	0,7	0,7	0,7	0,0	-1,8	-4,2	2,7	1,8	0,6
Occitanie	1,3	1,0	1,3	0,6	2,9	0,7	-1,2	5,0	6,0	-1,1	1,2
Pays de la Loire	1,1	0,9	1,0	0,8	0,7	0,6	0,1	-1,7	2,3	0,1	0,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,8	0,7	0,5	1,2	1,3	1,6	-9,5	-1,3	-11,2	-0,9	-2,3
Métropole hors Île-de-France	1,1	1,0	1,0	0,6	1,1	0,5	-3,3	-0,7	-4,4	-1,4	0,7
Île-de-France	1,3	1,2	0,6	-21,0	-14,4	-19,2	-23,4	-15,4	-8,0	-11,0	-10,4
M étropole	1,1	1,0	1,0	-0,3	0,4	-1,0	-5,7	-5,7	-5,6	-5,1	0,1
Outre-mer	22,3	-	35,3	28,0	29,3	17,2	14,4	10,5	2,8	8,4	9,9
France entière	1,1	1,0	1,0	-0,3	0,5	-0,3	-3,6	-4,1	-3,0	-4,4	0,3
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	1,0	1,1	0,6	-3,7	-0,1	0,1	-2,6	-4,5	-1,4	2,1	-0,9
CU (2) et métropoles (3)	0,9	1,1	1,6	-0,1	-0,1	-3,4	-6,4	-4,0	-7,9	-5,8	-4,0
CC (4) à FPU	1,1	1,0	1,0	0,6	0,7	1,4	-1,5	-2,9	-	-	0,9
CC (4) à fiscalité additionnelle	1,1	1,1	1,0	0,8	1,2	-4,3	-10,4	2,6	-	-	0,8
Groupement à FPU	1,1	1,0	0,9	-0,5	0,4	0,3	-3,0	-4,1	-3,0	-4,5	0,1
Groupement à fiscalité additionnelle	1,1	1,1	1,0	0,8	1,2	-4,2	-9,9	2,1	-	3,6	0,8

(1) : Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Évolution de 2015 à 2016 des bases nettes de la cotisation foncière des entreprises du secteur communal

en pourcentage

											en pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,4	1,2	2,3	2,3	3,1	1,8	1,1	2,6	1,3	2,1	2,1
Bourgogne-Franche-Comté	6,3	2,3	2,9	2,0	1,4	0,8	1,5	2,4	12,4	0,7	2,2
Bretagne	4,4	6,8	1,8	1,6	3,8	1,6	4,6	5,2	2,1	2,0	2,8
Centre-Val de Loire	14,7	2,7	3,2	2,7	0,8	2,5	3,9	2,3	0,2	1,9	2,7
Corse	2,8	0,8	5,0	4,0	-0,5	1,4	4,0	2,1	2,7	-	2,7
Grand-Est	3,9	2,2	1,5	2,1	0,2	1,7	0,8	0,2	3,4	-0,2	1,3
Hauts-de-France	0,5	0,2	3,6	1,3	1,7	1,2	1,2	0,4	1,4	-0,6	1,4
Normandie	1,8	1,4	3,2	0,5	2,2	1,7	0,6	0,9	3,1	0,3	1,7
Nouvelle Aquitaine	3,0	2,3	1,6	3,3	3,5	2,3	2,1	1,9	2,9	3,1	2,4
Occitanie	2,3	1,6	3,1	4,0	6,5	4,0	1,5	-0,6	0,8	7,2	3,7
Pays de la Loire	2,1	4,8	3,5	2,8	7,8	1,4	3,3	1,2	1,0	1,7	2,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,0	3,3	2,1	-0,5	1,3	2,1	3,3	1,9	0,6	0,5	1,6
Métropole hors Île-de-France	3,1	1,8	2,6	2,2	3,0	1,9	2,1	1,5	1,7	2,1	2,1
Île-de-France	3,1	3,3	3,2	2,4	2,9	2,1	1,7	1,3	-0,2	1,7	1,3
M étropole	3,1	1,9	2,6	2,2	3,0	1,9	2,0	1,4	0,7	1,9	1,9
Outre-mer	1,1	-	26,5	2,6	5,9	4,5	4,4	0,9	2,2	4,3	2,8
France entière	3,1	1,9	2,7	2,2	3,0	2,0	2,0	1,4	0,8	2,0	1,9
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	7,5	0,2	3,6	2,4	3,0	2,0	2,7	2,0	2,1	1,1	2,2
CU (2) et métropoles (3)	0,7	23,8	3,2	1,9	4,7	1,5	1,5	0,7	-0,3	2,1	1,4
CC (4) à FPU	2,8	1,8	2,6	2,5	3,0	2,2	1,9	2,2	-	-	2,4
CC (4) à fiscalité additionnelle	3,0	1,8	2,1	1,1	1,5	1,8	1,9	1,1	-	-	1,8
Groupement à FPU	3,1	1,9	2,9	2,4	3,2	2,0	2,0	1,4	0,8	2,0	2,0
Groupement à fiscalité additionnelle	3,0	1,8	2,1	1,1	1,6	1,8	1,9	-1,3	-	<i>-0,5</i>	1,8

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropoles y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

Remarque: la croissance élevée de la troisième strate de l'Outre-mer est due aux communes : La Désirade et Vieux-Fort (Guadeloupe), Le Morne Vert et Belle Fontaine (Martinique), lracoubo (Guyane). Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

A1.6 Évolution des taux moyens

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2015 et 2016 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 2016, et les calculs ne concernent que les taxes donnant lieu à un vote de taux par les collectivités. Ces évolutions sont communiquées en différences des taux moyens.

Évolution de 2015* à 2016 des taux moyens de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements (en points)

											en points
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,13	0,13	0,17	0,16	0,15	0,04	0,01	0,15	0,33	0,20	0,12
Bourgogne-Franche-Comté	0,30	0,23	0,25	0,13	0,22	0,19	0,27	0,11	-0,05	0,64	0,25
Bretagne	-0,01	0,03	0,14	0,10	0,11	0,09	0,11	0,03	-0,29	-0,01	0,07
Centre-Val de Loire	0,12	0,13	0,12	0,13	0,13	0,19	0,09	-0,04	1,57	0,01	0,15
Corse	0,14	0,09	0,46	1,04	0,50	0,15	1,24	0,00	0,00	-	0,38
Grand-Est	0,15	0,19	0,21	0,24	0,29	0,21	0,29	0,22	-0,24	0,51	0,27
Hauts-de-France	0,18	0,09	0,14	0,18	0,23	0,36	0,22	0,19	-0,11	0,05	0,16
Normandie	0,12	0,13	0,12	0,04	0,04	0,12	0,07	0,04	0,03	0,13	0,08
Nouvelle Aquitaine	0,17	0,22	0,16	0,15	0,25	0,15	0,23	0,13	-0,01	0,03	0,16
Occitanie	0,31	0,24	0,33	0,25	0,26	0,50	0,48	0,64	0,27	0,51	0,41
Pays de la Loire	-0,05	0,07	0,12	0,18	0,17	0,35	0,28	1,62	0,02	0,84	0,43
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,14	0,36	0,22	0,14	0,37	0,14	0,08	0,12	0,22	-0,26	0,10
Métropole hors Île-de-France	0,20	0,18	0,18	0,16	0,20	0,20	0,18	0,23	0,10	0,22	0,20
Île-de-France	0,01	0,24	0,20	0,11	-0,03	0,21	0,29	0,10	0,13	0,04	0,12
M étropole	0,20	0,18	0,18	0,16	0,18	0,19	0,20	0,16	0,08	0,15	0,17
Outre-mer	-0,39	-	0,18	0,56	2,20	2,34	1,38	0,46	0,53	1,00	0,92
France entière	0,20	0,18	0,18	0,16	0,19	0,22	0,23	0,17	0,10	0,16	0,18
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	-0,01	-0,01	-0,01	0,00	0,06	-0,03	0,03	0,07	0,12	0,00	0,04
CU (2) et métropoles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	0,03	0,00	0,00	0,01
CC (4) à FPU	0,01	0,00	0,02	0,04	-0,01	0,04	0,01	0,00	-	-	0,04
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,01	0,01	0,04	0,23	0,27	0,02	0,28	0,00	-	-	0,20
Groupement à FPU	0,22	0,18	0,17	0,13	0,19	0,22	0,22	0,17	0,10	0,17	0,18
Groupement à fiscalité additionnelle	0,17	0,17	0,22	0,27	0,22	0,22	0,43	-1,25	-	-0,14	3,82

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors majoration des résidences secondaires.

Évolution de 2015 à 2016 des taux moyens de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements (en points)

en points

											ch points
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,46	0,42	0,13	0,49	-0,39	-0,28	-0,86	-0,31	0,25	0,62	-0,07
Bourgogne-Franche-Comté	-1,52	0,48	-0,33	-0,26	-0,69	-0,37	0,97	0,32	0,00	0,78	0,20
Bretagne	-0,04	0,55	0,18	0,32	-2,02	0,18	0,24	0,11	0,31	0,00	0,06
Centre-Val de Loire	2,46	0,63	0,15	-0,77	0,12	-0,74	-0,09	-0,03	-	0,05	-0,29
Corse	0,53	-1,93	-0,52	1,94	0,00	-	-	-	-	-	0,53
Grand-Est	0,31	0,79	1,36	0,91	-0,32	-0,08	-0,21	1,41	-0,22	0,24	0,28
Hauts-de-France	-0,03	0,72	0,21	-0,11	1,70	0,25	-0,40	-0,21	0,25	0,00	-0,17
Normandie	0,19	0,08	-0,37	0,20	-0,96	0,18	0,35	-0,44	-	0,12	0,07
Nouvelle Aquitaine	-0,65	-0,91	-0,38	-0,45	0,66	0,21	0,16	-0,25	0,01	0,00	-0,07
Occitanie	0,70	-0,31	0,38	0,34	0,43	-0,36	-0,40	0,69	0,87	0,00	0,26
Pays de la Loire	0,41	-0,27	0,04	-0,07	-0,66	-0,82	-0,23	0,00	-0,37	-	-0,34
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-0,98	0,11	0,06	0,04	0,28	-0,22	0,11	0,05	0,00	-	0,00
Métropole hors Île-de-France	-0,16	0,11	0,11	0,18	0,17	-0,12	-0,12	-0,38	0,16	0,05	0,00
Île-de-France	-1,77	1,58	-0,26	0,06	-0,94	0,52	0,97	-0,27	-	-	0,18
Métropole	-0,17	0,17	0,10	0,19	0,13	-0,12	-0,04	-0,38	0,16	0,05	0,01
Outre-mer	-	-	-	-	4,00	2,98	0,43	1,04	0,60	0,97	0,60
France entière	-0,17	0,17	0,10	0,19	0,18	-0,01	0,02	-0,11	0,32	0,19	0,10
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	0,00	-0,07	0,03	0,05	-0,03	-0,01	0,32	0,08	0,07	0,00	0,07
CU (2) et métropoles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,10	-0,56	-	0,00	-0,04
CC (4) à FPU	0,02	0,07	0,06	0,31	-0,05	0,24	0,28	0,00	-	-	0,18
CC (4) à fiscalité additionnelle	-0,05	-0,01	-0,20	-0,07	0,20	-0,14	0,10	-	-	-	0,02
Groupement à FPU	-0,51	0,15	0,14	0,25	0,44	0,09	0,08	-0,12	0,32	0,19	0,13
Groupement à fiscalité additionnelle	0,09	0,16	0,08	-0,03	-0,20	-0,24	0,28	0,00	-	-	-0,18

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Évolution de 2015* à 2016* des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements (en points)

en points

											en ponta
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,20	0,17	0,23	0,25	0,27	0,25	0,17	0,31	1,10	0,23	0,26
Bourgogne-Franche-Comté	0,27	0,18	0,22	0,16	0,20	0,28	0,20	0,48	0,00	0,91	0,31
Bretagne	0,07	0,09	0,21	0,23	0,23	0,33	0,21	0,72	0,99	0,00	0,29
Centre-Val de Loire	0,04	0,14	0,14	0,13	0,13	0,24	0,30	-0,07	2,16	0,02	0,17
Corse	0,34	0,07	0,16	0,55	1,13	0,22	0,51	0,00	0,00	-	0,25
Grand-Est	0,13	0,15	0,17	0,23	0,30	0,18	0,24	0,43	-0,19	0,44	0,24
Hauts-de-France	0,18	0,17	0,26	0,42	0,26	0,53	0,34	0,47	0,00	0,00	0,27
Normandie	0,07	0,10	0,15	0,15	0,26	0,34	0,33	0,10	0,02	0,13	0,14
Nouvelle Aquitaine	0,31	0,32	0,28	0,26	0,38	0,26	0,64	0,40	-0,02	0,04	0,28
Occitanie	0,38	0,32	0,35	0,32	0,50	0,62	0,70	0,83	0,24	0,19	0,43
Pays de la Loire	0,00	0,15	0,16	0,33	0,58	0,79	1,23	4,17	0,41	2,95	1,33
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,12	0,36	0,27	0,24	0,41	0,34	0,08	0,18	0,09	-0,03	0,13
Métropole hors Île-de-France	0,22	0,20	0,23	0,26	0,34	0,36	0,36	0,53	0,27	0,38	0,32
Île-de-France	0,86	0,28	0,09	0,71	0,14	0,50	0,27	0,34	0,43	0,06	0,28
Métropole	0,23	0,21	0,23	0,30	0,32	0,38	0,34	0,44	0,35	0,24	0,32
Outre-mer	3,16	-	0,14	5,93	1,43	1,35	0,95	0,95	0,91	1,21	1,06
France entière	0,25	0,21	0,23	0,31	0,33	0,40	0,36	0,45	0,38	0,26	0,33
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	-0,01	0,33	-0,09	-0,02	-0,06	0,02	0,02	0,10	0,01	0,00	0,00
CU (2) et métropoles (3)	0,00	0,00	-0,01	0,00	0,00	0,00	0,06	0,06	0,00	0,00	0,03
CC (4) à FPU	0,00	0,01	0,03	0,12	0,10	0,11	0,33	0,00	-	-	0,14
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,07	-0,10	0,14	0,28	0,41	0,13	0,25	0,00	-	-	0,27
Groupement à FPU	0,35	0,25	0,25	0,33	0,35	0,43	0,36	0,46	0,38	0,26	0,35
Groupement à fiscalité additionnelle	0,14	0,14	0,16	0,21	0,21	0,19	0,25	-0,82	-	0,26	0,17

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Évolution de 2015 à 2016 des taux moyens de la taxe foncière sur les propriétés non bâties* des communes et de leurs groupements (en points)

en points

											en poma
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,25	0,19	0,32	0,39	0,30	0,07	3,30	-0,12	-0,45	-4,78	0,24
Bourgogne-Franche-Comté	0,45	0,35	0,36	0,24	0,17	0,35	-0,26	0,53	0,00	3,80	0,38
Bretagne	0,02	0,05	0,00	0,10	0,09	0,40	0,19	0,86	-0,04	0,04	0,09
Centre-Val de Loire	0,19	0,19	0,25	0,27	0,33	0,58	0,43	-0,40	3,24	-0,04	0,23
Corse	-1,01	0,08	0,76	2,95	0,80	0,17	4,75	0,00	0,00	-	2,20
Grand-Est	0,12	0,16	0,16	0,25	0,57	0,47	0,89	0,01	0,26	1,01	0,17
Hauts-de-France	0,15	0,13	0,32	-0,08	0,40	0,28	0,18	-0,32	-0,16	0,01	0,18
Normandie	0,05	0,10	0,13	-0,12	0,29	-1,09	0,09	0,52	0,00	0,25	0,06
Nouvelle Aquitaine	0,26	0,39	0,36	0,41	0,29	0,45	2,26	0,95	-0,17	0,22	0,39
Occitanie	0,58	0,73	0,52	0,55	1,08	0,03	0,86	2,51	0,62	1,68	0,65
Pays de la Loire	-0,03	0,10	0,13	0,22	0,27	0,25	0,08	-0,27	-0,08	-0,36	0,13
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,36	0,69	0,57	0,21	0,34	0,15	0,43	-1,67	-6,75	0,09	-0,47
Métropole hors Île-de-France	0,24	0,24	0,26	0,23	0,43	0,23	0,99	0,16	-2,20	-0,08	0,21
Île-de-France	-0,10	0,34	0,35	2,79	0,41	-0,29	-3,13	-2,29	1,11	0,30	-0,94
M étropole	0,23	0,24	0,26	0,29	0,36	0,06	0,43	-0,67	-1,00	0,65	0,15
Outre-mer	0,03	-	-0,93	0,74	1,53	4,57	4,56	2,22	0,55	1,62	2,72
France entière	0,23	0,24	0,26	0,30	0,33	-0,05	0,03	-0,74	-1,22	0,62	0,15
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	0,03	-0,14	-0,14	0,07	-0,45	0,03	0,08	0,35	0,26	0,00	0,01
CU (2) et métropoles (3)	0,00	0,00	-0,04	-0,13	0,00	0,00	0,49	0,10	0,00	0,00	0,09
CC (4) à FPU	-0,01	-0,03	-0,13	-0,14	0,00	0,45	1,92	0,00	-	-	0,08
CC (4) à fiscalité additionnelle	-0,16	-0,09	-0,30	-1,21	-2,75	-1,10	0,50	0,00	-	-	0,09
Groupement à FPU	0,22	0,22	0,23	0,26	0,30	0,06	-0,08	-0,74	-1,22	0,62	0,12
Groupement à fiscalité additionnelle	0,25	0,27	0,35	0,45	0,49	-0,85	0,03	-1,53	-	0,43	0,26

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors la taxe additionnelle.

Évolution de 2015 à 2016 des taux moyens de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements (en points)

en points

											en points
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,05	0,02	0,14	0,13	0,07	0,03	0,01	0,00	0,04	-0,01	0,05
Bourgogne-Franche-Comté	0,22	0,19	0,24	0,13	0,10	0,12	0,17	-0,13	0,00	0,14	0,13
Bretagne	0,98	0,04	0,06	0,08	0,03	0,00	0,03	-0,03	0,25	0,00	0,05
Centre-Val de Loire	0,02	0,15	0,11	0,08	-0,02	0,06	0,06	0,02	0,00	0,02	0,06
Corse	-0,06	0,46	0,30	0,46	0,32	0,01	-0,24	0,01	-0,01	-	0,12
Grand-Est	0,02	0,11	0,07	0,45	0,16	0,17	0,14	-0,04	0,16	0,19	0,15
Hauts-de-France	0,44	0,17	0,08	0,13	-0,01	0,02	0,02	-0,01	-0,06	-0,02	0,02
Normandie	1,76	0,62	0,13	0,01	-0,01	0,05	-0,10	-0,06	0,00	-0,02	0,18
Nouvelle Aquitaine	0,05	0,11	0,16	0,11	0,13	0,02	0,02	0,01	0,00	0,04	0,07
Occitanie	0,17	0,22	0,17	0,15	0,32	0,49	0,59	1,26	-0,03	1,74	0,76
Pays de la Loire	0,23	-0,02	0,12	0,13	0,33	-0,06	0,06	-0,06	-0,04	0,10	0,06
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,16	0,34	0,13	0,07	0,15	0,09	-0,15	0,00	-0,01	-0,03	-0,01
Métropole hors Île-de-France	0,49	0,23	0,13	0,18	0,15	0,11	0,05	0,09	0,00	0,38	0,15
Île-de-France	2,21	0,86	0,78	1,07	0,45	0,38	0,31	0,35	0,15	0,06	0,25
M étropole	0,53	0,26	0,17	0,27	0,17	0,14	0,10	0,20	0,10	0,25	0,18
Outre-mer	0,00	-	-0,22	0,02	0,16	-0,16	0,39	0,27	0,27	0,26	0,22
France entière	0,51	0,26	0,17	0,27	0,17	0,14	0,10	0,21	0,11	0,25	0,18
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	0,08	-0,48	-0,14	-0,01	-0,07	-0,07	0,00	-0,02	0,04	0,00	-0,05
CU (2) et métropoles (3)	0,00	0,00	-0,11	-0,09	0,00	0,00	-0,04	-0,01	0,00	0,00	0,00
CC (4) à FPU	-0,01	-0,05	-0,03	0,01	-0,01	0,04	0,02	0,00	-	-	0,01
CC (4) à fiscalité additionnelle	-0,13	-0,03	-0,29	-0,30	-0,22	-0,34	-0,41	0,00	-	-	-0,27
Groupement à FPU	0,83	0,41	0,18	0,26	0,15	0,12	0,09	0,21	0,11	0,25	0,18
Groupement à fiscalité additionnelle	0,06	0,07	0,15	0,27	0,29	0,25	0,35	-0,64	-	0,27	0,18

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

1.7 Évolution des produits

Pour les évolutions, les communes sont rattachées en 2015 et 2016 à leur strate et intercommunalité d'appartenance de 216, et les calculs détaillés concernent toues les contributions directes.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016*

en pourcentage De 50 000 à 100 000 hab. Taille des communes Moins de De 200 à De 500 à De 2 000 à De 3 500 à De 5 000 à De 10 000 à De 20 000 à Ensemble en nombre d'habitants en 2016 500 hab. 2 000 hab. 3 500 hab. 5 000 hab. 10 000 hab. 20 000 hab. 50 000 hab. 100 000 hab. 200 hab. et plus Auvergne-Rhône-Alpes -0.2 0.2 1.0 1,2 1.0 0.4 -0.7 -0.7 -0.4 0.0 0,2 Bourgogne-Franche-Comté -0,2 -0,2 0,0 -0,8 -0,9 -1,9 -1,9 -2,3 -2,6 0.5 -0,7 -3.2 -1.7 -0,2 0.0 -0.9 -0.7 -0.5 Bretagne -0.7 -0.8 -0.6 -0.4Centre-Val de Loire -1.1 -1.1 -1.1 -0.8 -0.9 0.1 -1.7 -2,1 3,2 -0.7 -1,0 Corse 1,2 1.8 4.4 7,7 4.0 3.8 12.5 0.1 0.1 3,6 Grand-Est -1,6 -0.2 -0.1 -0,2 0.0 -0.8 -0.2 -1,4 1.2 -0,1 -1.1 Hauts-de-France -1,0 -1.0 -0.5 -0,8 -0,6 -0.9 -1.1 -1,6 -2.7 0.3 -1,1 Normandie -0.5 -0,2 -0.3 -0,7-0,6 -0,5 -1.8 -2,1 -1,1 -0.5 -0,8 Nouvelle Aguitaine -1.2 -0.8 -0.6 -0.1 0.6 0.1 0.1 0.4 -1,2 -0.4-0,2 Occitanie 0,9 0,5 0.1 8.0 0.4 0,3 1.9 1.4 1,8 -1,3 0.5 Pavs de la Loire -2.5 -1.6 -1.0 -0.4 0.1 0.7 0.6 4.4 -1.5 2.0 0.6 Provence-Alpes-Côte d'Azur 1,9 2,5 1,4 1,1 2,6 0,2 0,6 0,2 0,4 1,4 0,9 Métropole hors Île-de-France -0,5 -0,3 0,0 0,1 0,3 0,2 -0,2 -0,3 -0,9 0,6 0,0 1.7 Île-de-France 1.3 1.4 1.4 1.2 0.9 1.4 0.4 1.0 0.4 8.0 0,2 M étropole -0,4 -0,2 0,1 0,1 0,4 0,4 0.1 0,0 -0,1 0,6 -1.9 7,7 2.8 3,6 Outre-mer -10.4 -0,2 8,5 4.2 1,3 5,5 France entière -0,4 -0.2 0.1 0,1 0,4 0,5 0.2 0.1 0,0 0.6 0,3 Type d'EPCI en 2016 CA (1) -0,1 0,4 0,5 0,1 0,7 0,7 0,4 -0,2-0,5 0,2 0,1 CU (2) et métropoles (3) -0.4 1.7 1.6 1.3 1.3 1.3 0.9 0.6 0.7 0.7 8.0 CC (4) à FPU -0,3 -0.4-0,2 -0.20,1 -0,1 -1.0 -1,0 -0,3 CC (4) à fiscalité additionnelle -0,6 -0,2 0,2 0,6 0,0 0,1 0,9 -8,6 0,1 -0,2 0,0 0,5 Groupement à FPU -0,3 0,0 0,5 0,2 0,1 0,0 0,7 0,3 Groupement à fiscalité additionnelle -0,2 0,2 -0,6 0,7 0,1 0,1 0,5 -4,9 -1,5 0,1

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors majoration des résidences secondaires.

17,6

Évolution des produits de la taxe d'habitation sur les logements vacants des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016

en pourcentage De 50 000 à 100 000 hab. De 200 à De 2 000 à De 3 500 à De 5 000 à De 10 000 à De 20 000 à Taille des communes Moins de De 500 à Ensemble 5 000 hab. 10 000 hab. 20 000 hab. 50 000 hab. 100 000 hab. en nombre d'habitants en 2016 200 hab. 500 hab. 2 000 hab. 3 500 hab. et plus Auverane-Rhône-Alpes -11.5 34.2 16.0 11.8 -5.6 13.0 14.2 4.5 -11.1 6.2 7.1 Bourgogne-Franche-Comté 8,7 20,0 15,6 10,1 -19.8 -0,9 35,6 76,9 17,7 26,2 23,7 -57.5 27.4 5.5 17.7 10.8 -4.7 13.9 2.8 8.2 6.7 Bretagne 13.4 Centre-Val de Loire 17.1 14.1 12.8 4.0 17.2 -2.7 -1,2 5.3 64.2 46.8 -50.3 9,4 Corse 9,0 3.7 32.1 -3,1 Grand-Est 2.0 0.7 29.5 12.9 -30.3 7.8 9.0 24.6 7.9 15.8 23.9 Hauts-de-France 12.6 8.8 18.7 6.0 36.8 22.1 26.6 -5.9 -2.0 23.3 10.0 Normandie 21,7 3.8 -2.4 11.1 -9.6 2.7 14,7 9.4 7,5 7,4 Nouvelle Aquitaine -0,9 13,2 -0.4 5.6 18.6 -3,5 9,6 45.0 4.9 11,2 15,5 6,2 Occitanie -11.0 11.7 8.1 -3,2 22.0 8.9 248.9 21.4 27,1 11.3 Pays de la Loire 123,7 16,4 12,5 19,4 -10,7 69,9 0,5 -58,6 3,9 54,2 Provence-Alpes-Côte d'Azur -7,2 16.1 1,7 25,4 16.5 9.7 11,9 -16,121,0 9,6 Métropole hors Île-de-France 3,0 9,6 9,7 15,5 13,5 16,0 12,5 9,8 21,5 4,9 14,4 Île-de-France -68,8 -14.2 14,8 3,9 6.1 -0.7 -9.9 -5,7 -4,1 M étropole 14,4 2,1 15,1 9,8 12,2 9,7 9,4 13,5 21,0 4,9 13,1 Outre-mer 59,9 96,9 225,1 25,5 12,0 2,7 26,6 France entière 2,1 15,1 9.8 12.2 10.2 11.8 24,3 21,7 7.2 12,8 14,7 Type d'EPCI en 2016 CA (1) -5,0 30,4 19,1 21,1 22,0 25,9 44,3 22,2 7,2 8,7 16,5 CU (2) et métropoles (3) 8,2 2,9 -2,8 12,6 8,2 3,9 22,4 -26,5 6,1 15,6 CC (4) à FPU 1,6 11,2 10,2 9,3 19,1 7,9 16,1 45,3 13,8 CC (4) à fiscalité additionnelle 4,9 17,8 6,0 13,9 -16,4 5,1 2,4 4,3 Groupement à FPU -0,1 13,3 11,7 11,7 18,8 13,5 27,4 21,7 7,2 12,8 14,4

6.0

13.8

17.8

4,9

Source: DGFiP, REI; calculs DGCL.

Groupement à fiscalité additionnelle

-16.4

5,4

4,2

22,1

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Évolution des produits des taxes d'habitation des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016*

en pourcentage

											pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,2	0,3	1,0	1,2	1,0	0,4	-0,6	-0,6	-0,5	0,4	0,3
Bourgogne-Franche-Comté	-0,2	-0,2	0,1	-0,8	-1,1	-1,9	-1,8	-1,9	-2,3	0,8	-0,6
Bretagne	-3,2	-1,7	-0,7	-0,7	-0,2	0,0	-0,7	-0,3	-0,9	-0,7	-0,5
Centre-Val de Loire	-1,1	-1,1	-1,0	-0,7	-0,8	0,1	-1,7	-2,1	3,2	-0,7	-0,9
Corse	1,2	1,7	4,4	7,8	4,0	3,8	12,5	0,1	2,4	-	4,1
Grand-Est	-1,6	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	-0,8	0,0	-1,0	-1,6	1,3	-0,1
Hauts-de-France	-1,0	-1,0	-0,5	-0,7	-0,5	-0,8	-1,0	-1,7	-2,7	0,4	-1,0
Normandie	-0,5	-0,2	-0,3	-0,6	-0,6	-0,5	-1,7	-2,0	-1,1	-0,4	-0,8
Nouvelle Aquitaine	-1,2	-0,8	-0,6	-0,1	0,6	0,2	0,1	0,6	-1,2	-0,4	-0,1
Occitanie	0,5	0,1	0,8	0,4	0,3	2,0	1,4	2,2	-1,0	0,6	1,0
Pays de la Loire	-2,4	-1,5	-1,0	-0,3	0,1	0,8	0,6	4,2	-1,5	2,3	0,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,9	2,5	1,4	1,2	2,8	0,2	1,2	0,6	0,9	2,4	1,4
Métropole hors Île-de-France	-0,5	-0,3	0,0	0,1	0,4	0,2	-0,1	-0,1	-0,7	1,0	0,2
Île-de-France	1,3	1,4	1,4	1,2	0,9	1,7	1,4	0,5	1,2	0,4	0,9
Métropole	-0,4	-0,2	0,1	0,2	0,4	0,4	0,2	0,2	0,1	0,8	0,3
Outre-mer	-10,4	-	-1,9	-0,2	7,9	9,0	5,6	3,2	1,6	5,5	4,0
France entière	-0,4	-0,2	0,1	0,2	0,5	0,5	0,4	0,2	0,2	0,9	0,4
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	-0,1	0,4	0,5	0,2	0,8	0,8	0,7	0,0	-0,3	0,3	0,2
CU (2) et métropoles (3)	-0,5	1,7	1,6	1,3	1,4	1,3	0,9	0,7	0,9	1,0	1,0
CC (4) à FPU	-0,3	-0,4	-0,2	-0,2	0,1	-0,1	-0,9	-0,7	-	-	-0,3
CC (4) à fiscalité additionnelle	-0,6	-0,2	0,2	0,6	0,0	0,2	0,9	-8,6	-	-	0,2
Groupement à FPU	-0,3	-0,2	0,1	0,1	0,5	0,6	0,3	0,3	0,2	0,9	0,4
Groupement à fiscalité additionnelle	-0,6	-0,2	0,2	0,7	0,0	0,2	0,6	-4,7	-	-0,3	0,1

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Y compris la THLV et la majoration des résidences secondaires.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016*

en pourcentage De 3 500 à De 5 000 à De 10 000 à De 20 000 à Taille des communes Moins de De 200 à De 500 à De 2 000 à De 50 000 à 100 000 hab. Ensemble en nombre d'habitants en 2016 500 hab. 2 000 hab. 3 500 hab. 5 000 hab. 10 000 hab. 20 000 hab. 50 000 hab. 100 000 hab. 200 hab. et plus Auvergne-Rhône-Alpes 3,3 2,8 3.8 3,9 3,8 2.9 2,9 3,4 3,5 3.6 6,1 Bourgogne-Franche-Comté 3.7 2.9 3.4 2,5 1,9 1.4 2,7 2.1 2.3 5.0 3,0 Bretagne 2,1 2.9 3,3 3,4 3,6 3,7 2,9 4,2 5,7 1,1 3,2 Centre-Val de Loire 3,2 2.8 2.7 2.6 2.7 2.5 1.4 0.4 10,2 0.2 2.0 Corse 5,0 2.9 4.8 9.5 14,6 4,7 8.8 2,6 1,8 4,8 Grand-Est 2.9 2.8 2.9 3.1 3.2 3.5 3,8 2.7 2.6 3.0 0.1 Hauts-de-France 3,3 2,9 3,8 4,0 2,9 3,9 2,0 2,0 0,5 0,5 2,4 2.5 2.7 2.7 1.5 2.6 Normandie 1.6 5.5 2.0 1.9 0.6 1.7 4,3 3,1 Nouvelle Aguitaine 3,9 3,7 3,5 4,4 3,3 4,2 3,0 1,4 1,8 Occitanie 4,0 4,2 4,3 4,0 4,7 5,0 4,3 3,6 1,3 2.6 3,8 Pays de la Loire 1,8 2.6 3.0 3.9 5,7 6.0 8.6 19.9 2,8 11.1 7,9 Provence-Alpes-Côte d'Azur 4,1 3,7 4,0 4,5 3,9 4,2 2,4 1,7 1,2 2,6 2,9 Métropole hors Île-de-France 3,2 3,2 3,8 3,6 3,9 3,7 3,4 3,3 2,2 2,9 3,3 Île-de-France 3.6 3.0 7.0 0,9 1.7 3.5 4,3 1.8 3.4 10.3 2.8 M étropole 3.7 3.3 3.2 3.9 3.8 3.8 3.2 3,4 3,1 2.7 3,3 Outre-mer 51.8 1,7 33,8 7,9 9,0 6.8 8.2 5,3 8.8 7,4 3.5 3.2 3.7 3.9 3.9 3.4 3,5 3,3 2.8 3,5 France entière 3,9 Type d'EPCI en 2016 CA (1) 4,5 4,0 4,3 5,0 4,3 4,3 3,4 3,5 3,0 2,7 3,6 CU (2) et métropoles (3) 3,7 2,8 1,3 3.0 3.2 4,0 3,7 4,3 3,8 3,7 3,4 CC (4) à FPU 4,0 3,4 3,9 3,7 3,9 3,5 2,9 3,8 3,6 CC (4) à fiscalité additionnelle 2.9 2.9 3.0 3,0 2.9 2.8 3.1 -3,4 2,9 Groupement à FPU 4.0 3.5 4,0 4,0 4.0 3.4 3,5 4,1 3,6 3,3 2,8 Groupement à fiscalité additionnelle 2,9 2,9 2,7 2,3 2,9 3,0 3,1 2,9 2,9 -0,9

Remarque 1 : l'évolution élevée de la première strate de l'Outre-mer est due à celle de la commune de Saint-Élie (Guyane).

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, qui correspond à ses compétences départementales.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (y compris la taxe additionnelle) des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016

en pourcentage

											pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,5	1,5	1,4	1,3	2,3	-0,3	-4,3	0,6	-0,9	-16,4	0,7
Bourgogne-Franche-Comté	2,6	2,2	2,1	1,3	0,9	1,9	-1,2	-1,9	-13,4	11,6	2,1
Bretagne	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0	0,5	-0,8	4,4	-1,5	-5,0	0,8
Centre-Val de Loire	1,4	1,6	1,7	0,5	1,3	1,1	0,6	-1,1	3,6	-2,7	1,4
Corse	-4,0	-1,8	-0,4	6,9	-1,5	-4,2	3,2	-0,2	-4,4	-	1,3
Grand-Est	1,5	1,6	1,3	0,7	1,7	1,5	2,9	-2,0	-5,2	0,1	1,3
Hauts-de-France	1,4	1,3	1,6	-0,4	1,6	1,1	-0,1	3,0	-1,9	-2,7	1,1
Normandie	1,2	1,3	1,2	0,3	1,2	-0,2	-1,1	-4,0	-2,4	7,3	1,0
Nouvelle Aquitaine	1,5	1,7	1,3	1,4	1,0	0,6	0,6	-3,4	2,8	2,0	1,2
Occitanie	2,0	1,9	2,0	1,1	3,8	0,8	-0,2	6,0	5,8	0,7	1,9
Pays de la Loire	1,1	1,2	1,3	1,2	1,1	0,9	0,0	-2,9	2,5	-0,3	1,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,2	1,7	1,5	1,5	2,0	2,1	-6,9	-2,8	-18,5	0,1	-2,4
Métropole hors Île-de-France	1,7	1,6	1,5	1,0	1,8	0,8	-1,6	-0,4	-5,9	-1,8	1,1
Île-de-France	1,3	2,2	1,3	-15,4	-12,0	-17,0	-26,1	-22,8	-25,0	-29,7	-15,6
M étropole	1,7	1,6	1,5	0,2	1,0	-0,8	-4,8	-8,1	-10,8	-6,5	0,1
Outre-mer	13,4	-	27,3	26,2	31,5	44,1	38,8	13,8	5,6	11,3	20,7
France entière	1,7	1,6	1,5	0,2	1,1	-0,3	-3,4	-6,8	-9,3	-5,9	0,2
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	1,6	1,7	1,1	-2,6	1,2	0,1	-4,4	-4,5	-4,4	2,0	-1,2
CU (2) et métropoles (3)	-1,5	1,2	2,1	0,3	-1,5	-2,8	-5,7	-13,9	-22,8	-8,1	-7,4
CC (4) à FPU	1,6	1,5	1,4	1,0	1,1	1,5	-0,3	-1,4	-	-	1,3
CC (4) à fiscalité additionnelle	1,8	1,7	1,7	1,4	2,1	-4,9	-8,5	-1,3	-	-	1,3
Groupement à FPU	1,6	1,5	1,4	0,0	0,9	0,4	-3,1	-6,9	-9,3	-6,2	-0,1
Groupement à fiscalité additionnelle	1,8	1,7	1,7	1,4	2,1	-4,8	-7,8	-0,5	-	4,5	1,3

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Évolution des produits des taxes ménages des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016*

en pourcentage

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à	De 10 000 à	De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab.	Ensemble
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.	20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	Diseilible
Auvergne-Rhône-Alpes	1,3	1,4	2,1	2,4	2,3	1,9	1,1	1,1	2,6	1,6	1,8
Bourgogne-Franche-Comté	1,4	1,1	1,4	0,7	0,3	0,2	-0,1	0,3	-0,5	2,7	1,0
Bretagne	-0,8	0,1	0,7	0,8	1,2	1,5	0,7	1,6	1,9	0,0	0,9
Centre-Val de Loire	0,6	0,6	0,7	8,0	1,0	1,3	-0,1	-0,9	6,2	-0,3	0,5
Corse	2,4	2,1	4,5	8,2	6,6	4,0	11,2	1,1	2,2	-	4,3
Grand-Est	0,4	1,1	1,2	1,4	1,6	0,7	1,1	0,7	-0,8	2,0	1,2
Hauts-de-France	0,7	0,5	1,3	1,3	1,0	1,4	0,4	0,0	-1,1	0,4	0,6
Normandie	0,8	1,2	2,4	1,0	1,1	0,9	0,3	-0,2	-0,1	0,6	1,0
Nouvelle Aquitaine	0,8	1,1	1,1	1,5	2,2	1,5	1,9	1,7	0,0	0,5	1,3
Occitanie	1,9	1,7	2,2	1,9	2,2	3,2	2,7	3,0	0,2	1,5	2,2
Pays de la Loire	-0,3	0,3	0,6	1,4	2,3	3,0	3,7	10,7	0,4	6,3	3,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,3	3,2	2,3	2,2	3,4	1,7	2,5	1,4	1,0	1,9	1,9
Métropole hors Île-de-France	1,1	1,2	1,6	1,6	1,9	1,8	1,5	1,5	0,6	1,8	1,6
Île-de-France	4,3	2,4	2,1	3,6	1,5	2,8	1,9	1,8	2,6	1,0	1,9
Métropole	1,1	1,2	1,6	1,7	1,9	1,9	1,6	1,6	1,5	1,6	1,6
Outre-mer	49,6	-	0,6	21,0	8,2	9,3	6,6	5,9	3,6	7,2	6,0
France entière	1,2	1,2	1,6	1,7	1,9	2,0	1,7	1,7	1,6	1,7	1,7
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	1,6	1,8	2,0	2,1	2,3	2,4	1,9	1,5	1,2	1,4	1,7
CU (2) et métropoles (3)	0,1	2,1	2,2	2,4	2,3	2,6	2,2	2,0	2,1	1,8	2,0
CC (4) à FPU	1,4	1,1	1,5	1,5	1,7	1,5	0,9	1,3	-	-	1,4
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,9	1,2	1,5	1,7	1,3	1,2	1,8	-5,9	-	-	1,3
Groupement à FPU	1,4	1,2	1,6	1,7	2,0	2,1	1,7	1,7	1,6	1,7	1,8
Groupement à fiscalité additionnelle	0,9	1,2	1,5	1,7	1,3	1,2	1,5	-2,8	_	0,8	1,3

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon, y compris la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti. Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Évolution du produit de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,3	1,2	2,9	2,8	3,4	1,9	1,2	2,6	1,5	2,1	2,2
Bourgogne-Franche-Comté	7,4	3,2	4,0	2,6	1,8	1,3	2,2	1,9	12,4	1,2	2,8
Bretagne	8,8	7,0	2,1	2,0	3,9	1,6	4,7	5,1	3,1	2,0	3,0
Centre-Val de Loire	14,9	3,4	3,7	3,0	0,7	2,8	4,1	2,4	0,2	1,9	3,0
Corse	2,5	3,8	6,9	6,5	1,7	1,5	2,8	2,1	2,6	-	3,4
Grand-Est	4,0	2,7	1,9	4,2	0,9	2,4	1,4	0,0	4,1	0,5	1,9
Hauts-de-France	2,5	1,0	3,9	1,8	1,7	1,2	1,2	0,4	1,2	-0,7	1,5
Normandie	12,2	4,7	3,8	0,6	2,1	1,9	0,2	0,6	3,1	0,2	2,5
Nouvelle Aquitaine	3,2	2,7	2,3	3,8	4,0	2,4	2,2	1,9	2,8	3,2	2,6
Occitanie	2,8	2,3	3,7	4,5	7,6	5,5	3,3	3,0	0,7	12,7	6,0
Pays de la Loire	3,2	4,7	4,0	3,4	9,3	1,2	3,5	1,0	0,8	2,0	3,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,5	4,6	2,6	-0,2	1,8	2,4	2,8	1,8	0,5	0,4	1,6
Métropole hors Île-de-France	5,3	2,7	3,1	2,9	3,6	2,3	2,3	1,8	1,7	3,4	2,7
Île-de-France	13,7	7,3	6,7	7,2	4,8	3,6	2,9	2,7	0,4	2,0	2,4
M étropole	<i>5,5</i>	3,0	3,3	3,3	3,7	2,5	2,3	2,2	1,0	3,0	2,6
Outre-mer	1,1	-	25,2	2,7	6,8	3,8	6,2	2,0	3,3	5,5	3,7
France entière	5,3	3,0	3,4	3,3	3,7	2,5	2,4	2,2	1,1	3,0	2,7
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	12,8	2,5	4,7	3,6	3,8	2,3	2,8	2,0	2,5	1,4	2,6
CU (2) et métropoles (3)	-0,6	22,2	3,9	4,5	5,7	2,5	2,2	2,3	0,2	3,3	2,5
CC (4) à FPU	6,5	3,4	3,2	3,3	3,2	2,5	2,0	2,3	-	-	3,0
CC (4) à fiscalité additionnelle	3,2	2,1	2,7	2,2	2,7	2,8	3,3	-4,3	-	-	2,6
Groupement à FPU	6,9	3,6	3,7	3,5	3,8	2,4	2,4	2,2	1,1	3,0	2,7
Groupement à fiscalité additionnelle	3,2	2,1	2,7	2,2	2,8	2,8	3,2	-3,6	-	0,5	2,5

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Évolution du produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016*

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab.	Ensemble
										et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	7,1	6,0	2,5	2,2	-0,8	1,8	2,0	0,3	6,2	0,5	1,5
Bourgogne-Franche-Comté	7,1	2,4	6,8	1,5	1,2	4,3	0,8	4,2	43,1	-0,4	4,2
Bretagne	12,1	-1,8	0,5	3,0	-1,7	2,2	4,8	-7,4	-0,2	9,1	2,4
Centre-Val de Loire	16,2	-2,1	3,9	-2,8	2,9	-1,0	-2,0	-0,7	-14,1	-2,4	-0,8
Corse	-37,2	-8,5	3,2	10,4	18,4	14,8	-6,5	10,7	9,4	-	7,4
Grand-Est	4,0	-0,7	3,7	3,2	0,7	0,8	1,8	-1,4	-7,9	0,0	0,9
Hauts-de-France	-4,8	1,1	1,0	4,9	10,6	-2,0	4,1	-0,2	1,0	-2,6	1,5
Normandie	-21,9	5,2	5,2	1,6	-0,7	2,5	-3,1	0,4	-5,7	-3,8	0,4
Nouvelle Aquitaine	11,1	1,2	1,6	-2,0	-2,5	0,8	2,0	0,8	-4,1	-2,5	-0,3
Occitanie	4,9	2,9	1,7	1,0	3,3	2,8	0,5	24,5	0,6	1,2	4,9
Pays de la Loire	18,1	4,9	-1,7	2,0	1,3	2,2	2,9	-0,7	2,4	-1,5	0,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,1	5,7	-2,5	3,5	3,6	2,8	0,8	2,9	-0,6	1,5	1,6
Métropole hors Île-de-France	0,7	2,4	2,7	1,9	1,4	1,6	1,6	2,8	0,1	0,2	1,6
Île-de-France	-6,1	15,9	9,5	2,1	-0,1	0,4	0,7	-2,1	1,2	1,5	0,7
M étropole	0,6	3,1	3,1	1,9	1,3	1,4	1,4	0,6	0,8	0,9	1,3
Outre-mer	142,6	-	151,2	36,3	14,3	12,7	12,5	7,7	15,5	2,9	10,6
France entière	0,7	3,1	3,2	2,0	1,3	1,5	1,5	0,9	1,1	0,9	1,4
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	2,2	4,3	4,8	3,0	1,5	1,7	0,5	0,6	0,5	-3,4	0,8
CU (2) et métropoles (3)	-6,5	4,4	-1,5	1,4	-1,1	1,9	3,3	1,1	1,5	1,5	1,5
CC (4) à FPU	-3,0	2,1	3,1	2,1	1,8	0,3	0,7	2,3	-	-	1,7
CC (4) à fiscalité additionnelle	4,7	4,0	2,7	0,1	1,4	3,1	1,4	-3,1	-	-	2,2
Groupement à FPU	-2,6	2,5	3,4	2,3	1,3	1,3	1,5	1,0	1,1	0,8	1,3
Groupement à fiscalité additionnelle	4,7	4,0	2,7	0,2	1,4	2,8	0,9	-10,2	-	5,5	2,1

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Remarque 1 : l'évolution élevée de la première strate de l'Outre-mer est due à celle de la commune de Saint-Élie (Guyane).

^{*} Y compris la part intercommunale de la métropole de Lyon.

Évolution du produit des impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016*

en pourcentage Taille des communes De 200 à De 500 à De 2 000 à De 3 500 à De 5 000 à De 10 000 à De 20 000 à De 50 000 à 100 000 hab. Moins de Ensemble 200 hab. en nombre d'habitants en 2016 500 hab. 2 000 hab. 3 500 hab. 5 000 hab. 10 000 hab. 20 000 hab. 50 000 hab. 100 000 hab. et plus Auvergne-Rhône-Alpes 12.4 0.2 1.5 1.9 5.3 -18.6 4.1 1.6 3.4 0.3 2.1 Bourgogne-Franche-Comté 17,0 3,1 5,3 3,6 2,9 2,9 3,1 3,0 -0,5 3,3 5,7 3,1 4,3 2,8 3,7 2,3 2,2 2,5 0,5 3,0 Bretagne -4,6 1,4 Centre-Val de Loire 1,7 1.0 1.6 8.3 1,4 2.9 1.9 1,3 0.4 -1,4 1,9 2.5 Corse 0.6 -1.2 0.7 1.7 1.4 7.6 1.4 100.5 10.2 3,5 1,5 Grand-Est 11,3 1,6 -1.1 1.4 3.7 1,7 -6.6 -0.4 3,2 Hauts-de-France 85.3 -4.6 2.2 3.1 1.3 4.2 -1.6 -0.4 1.5 1.4 1.8 Normandie 30,1 0.9 0.7 5.4 -4.6 3,7 1.0 7.8 8.2 1.9 2,2 Nouvelle Aquitaine 32,4 -1,7 3.5 4.5 3,5 6,3 48.9 4,9 -3.8 2,6 6,0 Occitanie 9,1 3,6 1,5 24,7 2,7 3,8 2,0 4,2 2,4 9,6 5,6 Pavs de la Loire 178.0 12.2 3.6 -0.6 5.1 2.1 4.4 -17.2 2.2 -3.8 1,9 Provence-Alpes-Côte d'Azur 3.5 1.9 6.5 3.6 3.2 2.9 11.6 1.8 1.5 4.3 1.7 Métropole hors Île-de-France 20,2 1.0 1.6 3,8 2,2 2.7 -0.8 5,6 2,8 2,7 3,0 Île-de-France 0,9 7,5 3,4 1,5 4,2 2,9 2,0 3,5 -10.8 -5,7 -1.0 2,2 2,7 4,9 2,7 M étropole 19,9 1,2 1,7 3,6 -0,5 -2,8 0,3 Outre-mer -0,5 5,2 1,0 _ -8,3 -4,7 6,8 61,2 14.2 10,0 24,9 France entière 19,9 1,2 1,7 3,5 2,2 2,7 -0,4 7,8 -1,7 0,5 2,9 Type d'EPCI en 2016 CA (1) 22.5 8.0 -2.1 3.4 2.6 3.9 8.1 4.2 3.5 3,7 1.9 CU (2) et métropoles (3) 5,0 14,4 5,0 19,6 3,1 4,0 1,5 8,0 -9,6 -0,3 2,6 CC (4) à FPU 8,6 2,5 2,9 3,2 5,7 3,2 1,8 3,0 2,4 CC (4) à fiscalité additionnelle -0,2 0,2 -2,5 1,7 1,8 28,1 -0,9 -44,7 7,6 Groupement à FPU 10,2 2,9 2,4 4,1 3,0 3,1 3,3 7,8 -1,7 0,5 3,2 Groupement à fiscalité additionnelle 28.1 -0.2 0.2 -2.3 1.7 -43.6 -0.6 24.2 3,4 1,9

Remarque 1 : l'évolution élevée de la neuvième strate de la Corse est due à celle de la commune d'Ajaccio.

Remarque 2: l'évolution élevée de la septième strate de la Nouvelle Acquitaine est due à celle de la commune de Cestas.

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Y compris la part intercommunale de la métropole de Lyon.

Évolution du produit de la taxe sur les surfaces commerciales des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016

en pourcentage 100 000 Taille des communes Moins de De 200 à De 500 à De 2 000 à De 3 500 à De 5 000 à De 10 000 à De 20 000 à De 50 000 à **Ensemble** 500 hab. 100 000 hab. hab, et en nombre d'habitants en 2016 200 hab. 2 000 hab. 3 500 hab. 5 000 hab. 10 000 hab. 20 000 hab. 50 000 hab. Auvergne-Rhône-Alpes 20,2 -1.3 11.2 4.1 5.5 3.1 2,7 5,5 -4.8 4,9 4,2 Bourgogne-Franche-Comté -44.1 37.8 5.2 -2.9 -0.3 7.1 8,2 -1.3 -20.0 4.3 3.0 Bretagne 0.0 6.4 2.1 6.0 9.7 1,1 3,1 -10.2 -1,3 2,8 Centre-Val de Loire 0,0 -9,3 1,4 2,5 4,0 2,4 -2,2 -3,42,7 0,2 0,1 Corse 8.6 -14.7 21,2 4,1 4,2 50.6 37.3 17,3 0,7 Grand-Est 0,0 -10,9 -3,5 2,7 7,2 3,2 5,5 1,7 -1,6 1,8 Hauts-de-France -8,2 5,2 2,6 1,2 159,8 -8,0 3,8 -1,8 -3,9 3,2 18,4 Normandie 77.6 -27.8 3.4 3.7 7.1 -3.7 -0.7 3.3 3.5 1,5 -0.1 4,2 2,2 4,3 3,6 Nouvelle Aquitaine -20,0 15,6 0.3 2,2 3.1 5,8 3,3 Occitanie -1,3 -2,4 9,8 0,9 4,7 3,9 0,6 2,3 0,3 -0,4 2,2 Pavs de la Loire 0.7 -1.5 1.0 1.1 3.3 3.7 -3.9 0.0 2.2 -0.7 Provence-Alpes-Côte d'Azur -9,2 -2,3 2,0 16,2 1,7 2,2 1,4 -0,9 2,5 1,8 4,3 4,6 2,8 2,4 Métropole hors Île-de-France -2,7 1,9 1,8 0,1 0,4 2,4 19,8 Île-de-France 26.7 -21.9 6,5 -3.7 -2,1 1,9 -2,8 -1,4 -1.0 0,0 0,3 3,9 1,2 **Métropole** 19,6 5,6 1,2 2,1 4,0 0,3 0,4 1,6 1,8 Outre-mer -0.2 28,4 15,2 20,9 24,2 7,6 19,6 France entière 19,6 5,6 1,2 2,1 3,9 4,1 0,4 1,9 1,6 1,8 2,1 Type d'EPCI en 2016 CA (1) 18.0 3.2 2.2 2.0 2.7 0.4 2.3 5.0 3.4 0.1 CU (2) et métropoles (3) -35,12,9 6,5 7,2 -1,4 0,6 4,3 2,3 1,8 CC (4) à FPU 50.7 12.6 3.0 1.5 3.5 4.5 8,0 2.8 2.8 CC (4) à fiscalité additionnelle 3,0 -9,6 1,3 3,0 1,8 1,0 -4,4 -19,9 0.5 1,1 1,8 4,3 4,5 2,0 2,3 Groupement à FPU 50,7 13,4 0,9 1,6 1,9 Groupement à fiscalité additionnelle 3,0 -9.6 1,3 3,3 1,7 1.3 -4,7 -22.1 -3,2 0,3

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Évolution du produit de l'ensemble des impôts économiques des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016*

										e	n pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	3,1	1,7	2,9	2,7	2,1	2,0	0,8	2,0	2,7	1,6	2,0
Bourgogne-Franche-Comté	8,0	3,6	5,1	1,8	1,5	2,9	2,4	2,4	22,0	0,8	3,4
Bretagne	7,8	3,9	2,0	2,4	2,3	2,7	4,3	0,3	0,2	4,5	2,7
Centre-Val de Loire	10,4	1,6	3,3	1,2	1,6	1,4	1,0	0,7	-6,2	-0,1	1,4
Corse	-4,1	-0,2	5,2	5,6	11,6	7,5	-0,9	8,8	13,5	-	6,7
Grand-Est	5,0	2,1	1,9	3,6	1,5	2,0	1,1	0,0	-0,9	0,3	1,6
Hauts-de-France	3,0	3,0	2,8	3,0	3,6	0,7	1,6	0,4	1,2	-0,6	1,6
Normandie	6,6	4,2	3,9	1,0	1,3	2,4	-1,4	0,6	0,0	-1,2	1,7
Nouvelle Aquitaine	5,0	3,0	2,2	1,9	1,8	2,2	3,1	2,0	0,1	1,3	1,9
Occitanie	3,6	2,6	3,3	4,6	5,9	4,6	2,2	9,6	0,7	8,2	5,5
Pays de la Loire	6,2	5,6	2,1	2,4	6,1	1,8	2,6	0,3	1,6	0,3	2,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,6	4,2	1,9	1,0	2,7	2,5	2,2	2,5	0,1	0,9	1,7
Métropole hors Île-de-France	4,7	2,9	2,9	2,6	2,9	2,3	1,8	2,3	1,1	2,2	2,3
Île-de-France	8,2	10,2	6,8	5,1	2,8	2,2	2,0	0,6	0,6	1,6	1,5
Métropole	4,8	3,2	3,1	2,9	2,9	2,3	1,8	1,6	0,8	1,9	2,1
Outre-mer	1,9	-	40,5	6,2	7,4	5,9	8,0	5,7	7,6	4,9	6,7
France entière	4,7	3,2	3,2	2,9	2,9	2,3	1,9	1,8	1,1	2,0	2,2
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	8,2	3,7	4,3	3,3	3,2	2,2	2,0	1,7	1,7	-0,4	2,0
CU (2) et métropoles (3)	-1,0	17,6	0,5	4,6	3,5	2,7	2,4	1,9	0,7	2,4	2,1
CC (4) à FPU	4,8	3,3	3,1	2,8	2,8	2,0	1,6	2,3	-	-	2,6
CC (4) à fiscalité additionnelle	4,4	2,7	2,7	1,6	2,1	2,7	-0,1	-4,1	-	-	2,3
Groupement à FPU	5 ,0	3,6	3,4	3,1	3,0	2,3	2,0	1,8	1,1	2,0	2,2
Groupement à fiscalité additionnelle	4,4	2,7	2,7	1,7	2,2	2,6	-0,2	-6,4	-	2,2	2,2

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon.

Évolution du produit des contributions directes des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016*

en nourcentage

										e.	n pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,7	1,5	2,3	2,5	2,2	2,0	1,0	1,3	2,7	1,6	1,8
Bourgogne-Franche-Comté	2,3	1,5	2,2	1,0	0,7	0,9	0,5	0,8	5,1	2,4	1,6
Bretagne	0,7	0,7	0,9	1,1	1,4	1,7	1,6	1,3	1,6	0,7	1,3
Centre-Val de Loire	2,4	0,7	1,4	0,9	1,2	1,3	0,2	-0,6	3,4	-0,3	0,7
Corse	1,0	1,8	4,6	7,8	7,3	4,8	8,9	2,2	3,9	-	4,7
Grand-Est	1,6	1,3	1,4	2,1	1,5	1,1	1,1	0,6	-0,8	1,6	1,3
Hauts-de-France	1,1	1,0	1,7	1,7	1,6	1,2	0,7	0,1	-0,5	0,2	0,8
Normandie	2,4	2,1	2,8	1,0	1,1	1,5	-0,1	0,0	-0,1	0,3	1,2
Nouvelle Aquitaine	1,5	1,4	1,4	1,6	2,1	1,7	2,2	1,7	0,0	0,7	1,4
Occitanie	2,2	1,9	2,5	2,4	3,0	3,5	2,6	4,5	0,3	3,1	2,9
Pays de la Loire	0,3	1,0	0,9	1,6	3,2	2,7	3,5	7,9	0,7	5,1	3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,7	3,4	2,2	2,0	3,3	1,8	2,4	1,6	0,8	1,8	1,9
Métropole hors Île-de-France	1,9	1,5	1,9	1,8	2,1	1,9	1,6	1,7	0,7	1,9	1,7
Île-de-France	5,6	4,9	3,4	4,1	1,8	2,6	1,9	1,5	20,8	1,2	1,8
Métropole	1,9	1,6	1,9	2,0	2,1	2,0	1,6	1,6	1,3	1,7	1,7
Outre-mer	9,4	-	11,5	14,2	8,1	8,9	6,8	5,8	5,6	6,8	6,1
France entière	2,0	1,6	2,0	2,0	2,1	2,1	1,7	1,7	1,5	1,8	1,8
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	3,4	2,3	2,6	2,4	2,5	2,4	1,9	1,6	1,3	1,1	1,8
CU (2) et métropoles (3)	-0,2	7,1	1,8	3,1	2,6	2,6	2,3	2,0	1,7	1,9	2,0
CC (4) à FPU	2,2	1,5	1,8	1,8	2,0	1,6	1,1	1,6	-	-	1,7
CC (4) à fiscalité additionnelle	1,7	1,5	1,7	1,7	1,5	1,6	1,3	-5,5	-	-	1,6
Groupement à FPU	2,3	1,7	2,0	2,1	2,2	2,2	1,8	1,8	1,5	1,8	1,9
Groupement à fiscalité additionnelle	1,7	1,5	1,7	1,7	1,5	1,6	1,1	-3,7	-	1,1	1,5

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropoles y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon ; ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

Évolution du produit des contributions directes des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016*

en pourcentage Départements TH FnB ТМ CFE CVAE TASCOM FΒ ΙE CD 01 Ain 0,7 3,3 1,6 1,8 1,9 3,6 1,1 11,9 2,9 2,2 0,3 02 Aisne -3.1 1,5 3.5 9.4 2,6 0.4 -1,5 1,0 -0,6 03 Allier -2,6 0,9 1,8 -1,1 1,0 -3,75,6 6,2 0,3 -0,8 04 Alpes-de-Haute-Provence 4,2 3,3 2,2 3,6 3.3 2.7 3,6 3.7 3.2 3.3 05 Hautes-Alpes 0,1 2,1 0,2 1,1 2,0 -0,8 2,3 -5,7 0,9 1,1 06 Alpes-Maritimes 0.5 2.7 1.5 1.3 2.8 -0.9 1.1 6.4 1.8 1.4 07 Ardèche 2,6 -0,42,6 1,6 0,9 2,3 3,8 0,9 4,6 1,4 08 Ardennes -3,0 0,4 0,9 -1,2 -0,4 9,3 1,6 -1,2 2,1 -0,2 09 Ariège 0,2 4,6 2,7 2,3 1,2 4,2 3,9 -1,9 1,7 2,1 10 Aube -0,3 2,6 2,5 1,1 2,6 8,0 6,2 -1,5 2,4 1,5 11 Aude 0,8 2,1 -1,8 1,4 2,0 3.5 2.8 2.4 1,4 3,0 12 Aveyron 0,3 4,3 1,9 2,3 1,9 2,8 1,3 4,6 2,2 2,3 13 Bouches-du-Rhône 2,4 4,5 2,3 2,1 1,8 1.9 2,1 1,1 5.4 0.6 14 Calvados -0,0 1,9 0,7 0,9 2,2 2,1 2.0 1,5 2,1 1,2 15 Cantal -2,1 -0,5 2,7 7,5 1,3 1,1 1,5 8,0 3,4 0,4 16 Charente -1,5 2,0 2,4 2,2 0,6 -8,6 6,5 5,2 -1,6 0,0 17 Charente-Maritime 0,4 3,7 0,1 1,9 1,1 -1,1 7,5 0,4 0,6 1,7 18 Cher -0,6 4,7 2,1 1,7 1,8 -5,2 4,3 4,2 0,1 1,3 19 Corrèze -1.8 1.2 1,5 -0.2 1,0 1.9 1.7 4,0 1,5 0.2 2A Corse-du-Sud 5,9 6,2 2,2 6,0 4,8 4,5 18,7 22,9 7,3 6,2 2B Haute-Corse 2,1 3,5 -1,5 2,5 2,0 10,8 2,8 6,1 3,1 11.8 21 Côte-d'Or 1,4 5,0 3,3 3,1 1,4 1,1 7,1 5,9 1,9 2,8 22 Côtes-d'Armor -1,1 2,6 0,8 0,3 1,9 1,0 5.4 7,7 2.3 0.7 23 Creuse -2,7 2,2 0,9 -0,8 1,3 4,8 0,0 -0,5 1,8 -0,3 24 Dordogne -0,9 0,8 -0,2 0,8 2,3 1,6 1,8 2.0 5,5 1,0 25 Doubs -0,4 2,5 1,9 0,9 2,9 2,9 4,4 -0,5 2,7 1,3 26 Drôme -1.2 6.9 1.2 2.5 2.4 0.9 -12.0 0.9 0.5 1.9 27 Eure -0,71,7 1,5 0,7 1,1 -2,43,9 -0,4-0,20,5 28 Eure-et-Loir -1,3 0,0 4,5 0,0 1,8 -1,0 2,3 0,6 1.4 1.2 29 Finistère -1.2 3.6 0.8 0.6 2,6 5,4 2,6 1,8 3,5 1,1 30 Gard -0,1 2,8 1,4 1,2 2,8 0,7 2,8 -0,9 2,0 1,3 31 Haute-Garonne 2,3 3,9 12,0 13,7 12,0 3,6 4,4 4,4 3,4 6,1 32 Gers -0,1 2,9 2,1 1,5 1,3 -0,1 22,6 -2,3 2,1 1,6 -0,2 33 Gironde 2,3 2.8 12,3 2.6 2,4 1,5 3.4 0.8 7,2 34 Hérault 2,2 1,1 4,0 0,5 2,3 2,9 -2,0 4,4 4,0 1,6 35 Ille-et-Vilaine 0,4 3,9 0,8 1,7 3,8 2,5 2,1 3,1 2,0 1,9 36 Indre -2,4 1,2 0,7 -0,7 2,5 -2,1 2,0 0,7 0,8 -0,4 37 Indre-et-Loire -0,2 2,2 1,5 0,8 3,0 0,7 1,2 -1,3 1,7 1,0 38 lsère -0,0 2.6 -2.3 2.1 2.3 1.2 -2.9 1,9 1.4 1.5 39 Jura -0,7 2,1 2,8 3,0 1,0 1,8 2,6 2,3 2,9 1,3 40 Landes -0,3 5,4 0,4 3,7 0,5 14,4 -2,2 2,9 2,1 1,8 41 Loir-et-Cher -2,1 -0,3 3,7 2,0 0,3 1,5 0.9 1,3 1,4 0.5 42 Loire -1,5 2,2 8,0 0,2 1,8 2,0 2,3 0,6 1,8 0,5 43 Haute-Loire 4,5 3,2 -1,6 2.1 1,7 0,1 3,1 2,0 -0,6 0,8 44 Loire-Atlantique 3,1 16,1 0,4 8,2 3,4 3,0 2,1 1,3 3,1 7,0 45 Loiret -0.6 1.6 1.8 0.6 3.5 -2.2 1.3 0.2 1.1 0.7 46 Lot -1,5 2,3 2,8 0,5 1,2 2,0 0,6 -5,7 0,9 0,6 47 Lot-et-Garonne -0.9 0.6 0.3 2.0 13.2 -4.1 5.1 1.3 1.4 0.9 48 Lozère 0,0 5,4 1,8 2,7 3,2 -2,1 5,6 5,2 2,1 2,6 49 Maine-et-Loire -1,7 1,6 1,2 -0,0 2,8 -3.7 -3,1 3,7 0,2 0,0 50 Manche 1,2 4,0 2,0 -1,8 4,2 0,9 7,1 -2,7 2.5 4,7

Évolution du produit des contributions directes des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016* (suite)

en pourcentage

					0==	01/45		T	en pour	
Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IFER	TASCOM	IE	CD
51 Marne	-2,8	1,5	0,4	-0,7	-0,1	-0,3	7,5	1,0	0,3	-0,5
52 Haute-Marne	-0,9	1,4	1,9	0,3	1,8	-4,2	6,6	2,8	0,5	0,4
53 Mayenne	-2,4	1,9	1,1	-0,3	2,8	-1,7	7,4	-5,4	0,7	-0,1
54 Meurthe-et-Moselle	-1,2	1,5	1,4	-0,2	1,0	-2,0	2,7	-0,3	0,1	-0,1
55 Meuse	-3,0	0,3	0,9	-1,3	2,0	0,8	0,6	7,1	1,8	-0,6
56 Morbihan	-0,5	2,5	0,6	0,8	2,8	-0,4	2,2	1,6	1,6	0,9
57 Moselle	2,1	6,7	2,0	3,9	2,5	4,5	-5,4	4,8	2,4	3,5
58 Nièvre	-3,1	0,5	0,8	-1,6	1,5	-0,2	2,2	3,9	1,2	-1,1
59 Nord	-1,1	2,6	0,5	0,5	0,7	1,2	1,9	-0,1	0,8	0,6
60 Oise	-0,2	2,8	1,2	1,2	3,8	2,5	5,6	0,5	3,2	1,7
61 Orne	-2,1	2,1	0,5	-0,2	1,9	-0,1	1,4	-0,4	0,9	0,0
62 Pas-de-Calais	-0,6	2,9	1,5	0,9	1,3	2,9	4,2	1,9	1,9	1,2
63 Puy-de-Dôme	1,2	5,8	1,8	3,1	2,0	-0,4	8,6	4,3	1,5	2,8
64 Pyrénées-Atlantiques	-0,6	2,8	0,6	0,6	4,4	-1,7	1,1	4,3	2,4	1,0
65 Hautes-Pyrénées	-1,0	3,9	0,5	1,1	5,1	5,4	2,1	2,1	4,8	2,0
66 Pyrénées-Orientales	-0,7	5,0	0,1	1,6	9,9	-1,6	41,4	4,8	7,9	2,6
67 Bas-Rhin	1,5	3,5	0,7	2,2	2,7	0,7	3,8	0,8	1,9	2,1
68 Haut-Rhin	1,4	3,0	1,8	2,1	2,6	-0,8	2,3	1,9	1,5	1,9
69 Rhône	0,4	2,9	1,1	1,5	2,6	1,7	3,8	6,7	2,4	1,7
70 Haute-Saône	-0,7	2,3	3,5	0,9	2,0	-3,1	1,8	7,6	0,8	0,9
71 Saône-et-Loire	-2,0	2,1	1,2	0,0	4,5	4,7	8,1	-0,3	4,3	0,9
72 Sarthe	-0,9	2,1	1,3	0,5	1,4	3,1	4,3	-3,4	1,7	0,7
73 Savoie	1,2	3,8	0,3	2,6	1,9	-0,1	1,6	2,0	1,4	2,2
74 Haute-Savoie	3,5	6,3	-2,1	4,5	2,8	1,3	2,7	9,0	2,7	4,0
76 Seine-Maritime	-0,5	2,8	1,5	1,3	1,4	1,9	1,8	1,5	1,6	1,4
77 Seine-et-Marne	0,0	3,2	0,7	1,6	4,3	4,9	2,7	1,6	4,2	2,3
78 Yvelines	2,0	2,5	-1,3	2,2	7,2	1,6	3,3	-2,3	4,2	2,6
79 Deux-Sèvres	-1,0	2,5	2,1	0,6	3,6	-3,2	4,5	4,7	1,1	0,7
80 Somme	-1,2	1,7	2,0	0,2	3,7	-3,4	6,9	6,5	1,9	0,6
81 Tarn	-1,3	0,9	1,9	-0,1	1,2	-0,8	2,2	-0,8	0,5	0,0
82 Tarn-et-Garonne	0,1	3,2	3,1	1,8	4,0	1,3	1,4	1,5	3,0	2,2
83 Var	2,5	2,8	-12,5	2,4	0,6	-1,4	6,3	0,5	0,3	2,1
84 Vaucluse	-0,3	2,6	1,8	1,0	1,5	0,0	4,1	1,0	1,1	1,0
85 Vendée	0,0	5,0	1,0	1,7	3,4	0,3	2,7	2,1	2,2	1,8
86 Vienne	-0,9	2,8	1,7	0,7	2,8	1,4	0,7	5,6	2,3	1,1
87 Haute-Vienne	-2,1	4,9	2,7	0,6	2,8	-1,6	2,3	-4,6	0,6	0,6
88 Vosges	-2,4	1,6	1,1	-0,8	1,5	1,1	2,3	3,8	1,6	-0,2
89 Yonne	0,0	4,6	2,5	2,0	2,4	2,1	9,5	2,1	2,7	2,2
90 Territoire de Belfort	-1,0	-0,2	-1,5	-0,7	5,6	43,3	1,7	13,3	18,0	4,1
91 Essonne	1,4	3,7	-20,9	2,1	2,2	0,0	3,0	-3,0	1,2	1,9
92 Hauts-de -Seine	2,2	5,2	-42,0	3,5	1,4	0,2	4,7	4,5	0,8	2,5
93 Seine-Saint-Denis	0,7	2,4	-36,0	1,3	1,5	4,1	3,0	0,8	2,2	1,6
94 Val-de-Marne	0,8	3,7	-28,0	2,0	0,3	-2,7	-22,0	-5,5	-1,3	1,2
95 Val-d'Oise	-0,8	6,8	-30,1	2,1	4,5	-0,4	2,1	-2,4	2,3	2,2
Métropole hors Paris	0,3	3,4	0,1	1,7	2,7	1,4	2,8	1,9	2,2	1,8
75 Paris	0,1	1,1	-21,5	0,5	1,8	0,2	-6,8	-0,9	0,7	0,6
Métropole	0,3	3,3	0,1	1,6	2,6	1,3	2,7	1,8	2,1	1,7
971 Guadeloupe	1,9	7,5	28,6	4,9	3,3	10,7	46,3	24,9	7,3	5,4
972 Martinique	5,0	3,7	21,2	4,4	-1,0	16,1	1,6	8,9	3,3	4,1
973 Guyane	4,3	16,0	12,2	10,8	7,0	16,7	-7,9	69,5	10,4	10,7
974 Réunion	4,9	7,8	20,2	6,6	5,3	5,3	32,7	14,8	6,7	6,6
976 Mayotte	-0,2	11,7	22,3	5,1	10,7	47,1	25,9	56,8	19,5	7 ,6
Départements d'outre-mer	4,0	7,4	20,7	6,0	3,7	10,6	24,9	19,6	6,7	6,1
France entière	0,4	3,5	0,2	1,7	2,7	1,4	2,9	2,1	2,2	1,8
* Hors le produit du foncier bâti et	v compris	les narts	intercon	nmunales	de la CV	/ΔF et des	IFFR de	la métronole	e de Lvon	· ainci

^{*}Hors le produit du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon ; ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants, la majoration des résidences secondaires et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti.

A1.8 Évolution des produits votés : décomposition en effet base et effet taux

L'évolution du produit voté des taxes « ménages » et de la CFE se décompose en un effet base et un effet taux. Le premier est lié à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits calculés par commune des bases de l'année N par les taux de l'année N-1 sur la somme des produits des bases de l'année N-1 par les taux de l'année N-1. L'effet base tient compte des taux, alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année N sur la somme des bases de l'année N-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases. Remarque : Les chiffres peuvent être légèrement différents de ceux publiés dans le rapport de l'OFGL car ici les chiffres sont calculés France entière tandis que dans le rapport de l'OFGL, ils sont calculés hors MGP.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016 liée à l'effet base

											pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,9	-0,4	0,1	0,4	0,2	0,2	-0,7	-1,3	-1,8	-0,6	-0,3
Bourgogne-Franche-Comté	-1,8	-1,3	-1,2	-1,4	-2,0	-2,6	-2,9	-2,3	-2,2	-1,2	-1,7
Bretagne	-3,2	-1,8	-1,3	-1,2	-0,6	-0,3	-1,0	-0,4	0,1	-0,7	-0,8
Centre-Val de Loire	-1,7	-1,7	-1,6	-1,3	-1,3	-0,7	-2,0	-2,0	-2,5	-0,7	-1,5
Corse	0,7	1,4	2,5	3,4	1,9	3,3	7,7	0,1	0,1	-	2,2
Grand-Est	-2,3	-1,0	-1,0	-1,2	-1,2	-1,6	-1,1	-1,7	-0,8	-0,3	-1,1
Hauts-de-France	-1,8	-1,4	-1,1	-1,4	-1,2	-1,9	-1,7	-2,2	-2,4	0,2	-1,5
Normandie	-1,2	-0,9	-0,8	-0,8	-0,8	-1,1	-2,0	-2,2	-1,2	-0,9	-1,1
Nouvelle Aquitaine	-2,1	-1,9	-1,4	-0,8	-0,5	-0,5	-0,8	0,2	-1,2	-0,5	-0,8
Occitanie	-1,1	-1,1	-0,7	-0,7	-0,8	-0,1	-0,6	0,0	-2,0	-0,9	-0,6
Pays de la Loire	-2,2	-1,8	-1,5	-1,2	-0,6	-0,6	-0,5	-1,1	-1,6	-0,4	-0,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,0	0,4	0,3	0,4	0,8	-0,4	0,3	-0,3	-0,4	2,2	0,5
Métropole hors Île-de-France	-1,5	-1,1	-0,8	-0,6	-0,5	-0,6	-0,9	-1,0	-1,2	0,0	-0,7
Île-de-France	1,2	-0,1	0,3	0,7	1,0	0,8	0,1	0,0	0,4	0,1	0,2
Métropole	-1,4	-1,1	-0,8	-0,5	-0,4	-0,4	-0,7	-0,5	-0,4	0,0	-0,5
Outre-mer	-8,8	-	-2,5	-2,0	0,5	0,0	0,2	1,5	-0,2	1,5	0,6
France entière	-1,4	-1,1	-0,8	-0,5	-0,4	-0,4	-0,6	-0,5	-0,4	0,0	-0,5
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	-0,8	-0,5	-0,4	-0,4	-0,2	-0,2	-0,3	-0,6	-0,8	-1,1	-0,5
CU (2) ou métropole (3)	-0,9	-0,2	0,2	0,4	0,6	0,0	-0,2	-0,3	0,1	0,3	0,1
CC (4) à FPU	-1,5	-1,3	-0,9	-0,7	-0,6	-0,7	-1,6	-1,2	-	-	-0,9
CC (4) à fiscalité additionnelle	-1,5	-1,1	-0,8	-0,5	-1,0	-0,8	-1,0	-0,3	-	-	-0,8
Groupement à FPU	-1,4	-1,1	-0,7	-0,6	-0,3	-0,3	-0,6	-0,5	-0,4	0,0	-0,4
Groupement à fis calité additionnelle	-1,5	-1,1	-0,8	-0,5	-0,9	-0,8	-1,2	-1,1	_	0,1	-0,8

(1): Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Évolution des produits de la taxe d'habitation des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016* liée à <u>l'effet taux</u>

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,7	0,7	0,9	0,8	0,8	0,2	0,1	0,6	1,3	0,7	0,5
Bourgogne-Franche-Comté	1,7	1,2	1,3	0,6	1,0	0,8	1,1	0,4	-0,2	2,0	1,1
Bretagne	0,0	0,1	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,1	-1,1	0,0	0,3
Centre-Val de Loire	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,8	0,4	-0,2	5,8	0,0	0,6
Corse	0,6	0,3	1,9	4,3	2,0	0,5	4,5	0,0	0,0	-	1,4
Grand-Est	0,7	0,9	1,0	1,1	1,2	0,8	1,1	0,7	-0,9	1,6	1,1
Hauts-de-France	0,8	0,4	0,6	0,7	0,8	1,1	0,7	0,5	-0,3	0,1	0,5
Normandie	0,7	0,7	0,6	0,2	0,2	0,6	0,3	0,1	0,1	0,5	0,4
Nouvelle Aquitaine	0,9	1,1	0,8	0,7	1,2	0,7	1,0	0,5	0,0	0,1	0,7
Occitanie	1,6	1,2	1,5	1,1	1,1	2,0	2,0	2,2	1,0	1,5	1,6
Pays de la Loire	-0,2	0,3	0,5	0,7	0,7	1,4	1,1	5,4	0,1	2,7	1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,9	2,1	1,1	0,7	1,8	0,6	0,4	0,5	0,8	-0,7	0,4
Métropole hors Île-de-France	1,0	0,9	0,9	0,7	0,9	0,8	0,7	0,8	0,3	0,7	0,8
Île-de-France	0,1	1,5	1,2	0,5	-0,1	1,0	1,3	0,4	0,6	0,3	0,6
Métropole	1,0	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8	0,8	0,6	0,3	0,6	0,7
Outre-mer	-1,7	=	0,6	1,9	7,3	8,9	5,4	1,7	1,8	3,9	3,4
France entière	1,0	0,9	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,6	0,4	0,6	0,8
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	0,7	0,9	0,9	0,6	0,9	0,9	0,8	0,4	0,3	1,4	0,7
CU (2) ou métropole (3)	0,4	1,9	1,5	0,9	0,8	1,3	1,1	0,9	0,6	0,5	0,7
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,2	0,9	0,7	0,6	0,7	0,6	0,7	0,5	- -	-	0,7
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,9	0,9	1,0	1,2	0,9	0,9	1,9	-8,3	-	-	1,0
Groupement à FPU	1,2	0,9	0,8	0,6	0,8	0,9	0,9	0,6	0,4	0,7	0,7
Groupement à fiscalité additionnelle	0,9	0,9	1,0	1,2	0,9	0,9	1,8	-3,7	_	-0,4	1,0

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

^{*} Hors majoration des résidences secondaires.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016* liée à <u>l'effet base</u>

en pourcentage

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,9	1,8	2,4	2,4	2,1	2,3	2,0	1,4	1,5	2,1	2,0
Bourgogne-Franche-Comté	1,5	1,7	2,0	1,6	0,9	1,0	0,5	0,8	2,1	1,6	1,4
Bretagne	1,7	2,4	2,1	2,1	2,3	2,1	1,8	1,4	1,4	1,0	1,8
Centre-Val de Loire	2,6	1,8	1,9	2,1	2,0	1,5	0,3	0,5	1,1	0,2	1,1
Corse	2,0	2,5	3,3	4,0	3,9	3,4	4,1	2,6	1,8	-	2,9
Grand-Est	2,0	2,2	2,1	1,9	1,9	1,6	1,1	1,1	0,7	0,9	1,5
Hauts-de-France	2,3	1,9	2,5	2,0	1,6	1,7	0,8	0,5	0,5	0,5	1,2
Normandie	1,2	2,0	4,7	2,1	1,7	0,6	0,7	1,2	0,6	1,1	1,8
Nouvelle Aquitaine	1,6	2,1	2,1	2,1	2,3	2,0	1,5	1,4	1,4	1,8	1,8
Occitanie	1,6	2,1	2,5	2,4	2,6	2,3	1,7	1,1	0,5	1,9	1,9
Pays de la Loire	1,8	1,9	2,1	2,3	2,8	2,2	2,3	1,8	1,1	0,9	1,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,9	2,1	2,2	2,4	2,4	2,3	2,8	1,6	1,3	1,4	1,9
Métropole hors Île-de-France	1,7	2,0	2,5	2,2	2,1	1,9	1,6	1,2	1,1	1,4	1,7
Île-de-France	2,8	1,7	2,3	3,3	1,9	1,9	1,7	1,7	1,5	1,2	1,6
Métropole	1,7	2,0	2,5	2,3	2,1	1,9	1,6	1,4	1,3	1,4	1,7
Outre-mer	1,1	-	1,1	7,9	3,3	2,7	3,3	4,1	2,6	3,7	3,3
France entière	1,7	2,0	2,5	2,3	2,1	1,9	1,7	1,5	1,4	1,4	1,7
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	0,6	2,1	2,7	2,5	2,2	2,1	1,5	1,3	1,2	1,2	1,6
CU (2) et métropoles (3)	1,4	2,3	2,6	2,9	2,1	2,0	2,2	1,7	1,6	1,5	1,7
CC ⁽⁴⁾ à FPU	1,6	1,8	2,5	2,2	2,2	1,8	1,3	1,4	-	-	2,0
CC (4) à fiscalité additionnelle	2,0	2,1	2,2	1,9	1,8	1,7	1,3	2,6	-	-	1,9
Groupement à FPU	1,5	1,8	2,6	2,4	2,2	2,0	1,7	1,5	1,4	1,4	1,7
Groupement à fiscalité additionnelle	2,0	2,1	2,2	1,9	1,8	1,7	1,3	1,8	_	1,3	1,9

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016* liée à <u>l'effet taux</u>

en pourcentage

		D 000)	5.500 \	D 0000)	D 0 500 \	D 5000 \	D 40 000 \	D 00 000 '	D 50 000 \		pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	1,4	1,0	1,4	1,5	1,6	1,3	0,9	1,5	4,5	1,2	1,4
Bourgogne-Franche-Comté	2,1	1,2	1,3	0,9	1,0	1,2	1,0	1,9	0,0	3,3	1,6
Bretagne	0,4	0,5	1,1	1,3	1,2	1,6	1,0	2,7	4,2	0,0	1,4
Centre-Val de Loire	0,6	1,0	0,8	0,5	0,7	0,9	1,1	-0,2	9,0	0,0	0,8
Corse	2,9	0,5	1,5	5,3	10,3	1,3	4,5	0,0	0,0	-	1,9
Grand-Est	0,8	0,9	1,0	1,6	1,9	1,0	1,4	1,9	-0,6	1,8	1,4
Hauts-de-France	1,0	1,0	1,4	2,0	1,3	2,2	1,2	1,5	0,0	0,0	1,2
Normandie	0,5	0,5	0,8	0,6	1,0	1,4	1,2	0,2	0,0	0,5	0,8
Nouvelle Aquitaine	2,3	2,1	1,6	1,3	2,1	1,2	2,6	1,5	0,0	0,0	1,3
Occitanie	2,4	2,0	1,8	1,5	2,1	2,6	2,6	2,5	0,8	0,7	1,8
Pays de la Loire	0,0	0,7	0,9	1,6	2,9	3,7	6,1	17,7	1,6	10,1	6,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,9	2,0	1,5	1,5	2,1	1,5	1,3	0,7	0,4	-0,1	0,7
Métropole hors Île-de-France	1,5	1,2	1,3	1,4	1,7	1,7	1,7	2,0	1,1	1,5	1,6
Île-de-France	7,3	1,8	0,7	3,6	0,8	2,5	1,1	1,8	2,8	0,7	1,8
Métropole	1,6	1,3	1,3	1,6	1,7	1,8	1,6	2,0	1,8	1,3	1,6
Outre-mer	50,1	-	0,5	24,0	4,6	5,8	3,3	4,0	2,7	5,0	4,0
France entière	1,7	1,3	1,3	1,6	1,7	1,9	1,7	2,0	1,9	1,4	1,7
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	3,8	1,9	1,6	2,4	2,1	2,2	1,8	2,1	1,8	1,5	1,9
CU (2) et métropoles (3)	-0,1	0,7	0,6	1,0	1,6	2,3	1,6	2,0	2,1	1,3	1,7
CC (4) à FPU	2,3	1,6	1,4	1,5	1,7	1,6	1,6	2,3	-	-	1,6
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,9	0,8	0,9	1,1	1,1	1,0	1,8	-5,9	-	-	1,0
Groupement à FPU	2,4	1,6	1,4	1,7	1,8	2,0	1,7	2,1	1,9	1,4	1,7
Groupement à fiscalité additionnelle	0,9	0,8	0,9	1,2	1,1	1,0	1,6	-2,6	-	1,0	0,9

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016 liée à <u>l'effet base</u>

en pourcentage

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à	De 10 000 à	De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab.	Ensemble
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.	10 000 hab.		50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	1,1	1,1	0,9	0,6	1,3	-0,3	-5,0	0,4	-1,5	-18,3	0,3
Bourgogne-Franche-Comté	1,2	1,2	1,3	1,2	0,7	1,2	-0,9	-2,2	-13,1	8,9	1,2
Bretagne	1,0	1,0	0,9	0,8	0,7	0,2	-0,6	2,1	-1,4	-4,5	0,7
Centre-Val de Loire	1,0	1,0	1,1	0,1	0,8	0,4	0,4	-1,1	-1,4	-2,6	0,9
Corse	-4,7	-2,0	-1,6	3,8	-2,5	-4,1	-0,2	-0,2	-4,4	-	-0,6
Grand-Est	1,1	1,0	1,0	0,1	0,6	0,8	1,2	-3,5	-2,5	-0,9	0,8
Hauts-de-France	1,0	1,0	1,0	-0,9	1,0	0,7	-0,1	2,5	-2,6	-2,5	0,7
Normandie	1,0	1,0	1,0	0,7	0,7	1,0	-1,1	-3,7	-2,3	6,6	0,9
Nouvelle Aquitaine	1,1	1,0	0,7	0,8	0,4	0,1	-0,6	-3,4	2,5	2,1	0,6
Occitanie	1,3	1,1	1,3	0,6	3,7	0,0	-1,3	6,4	8,2	0,7	1,3
Pays de la Loire	1,1	0,9	1,0	0,9	0,8	0,6	0,1	-2,2	1,7	-0,9	0,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,8	0,7	0,7	1,1	1,0	1,6	-8,7	-4,5	-22,7	-0,2	-3,5
Métropole hors Île-de-France	1,1	1,0	1,0	0,6	1,2	0,4	-2,4	-0,8	-7,9	-2,3	0,6
Île-de-France	1,2	1,2	0,6	-17,7	-13,4	-20,4	-26,9	-18,6	-6,3	-9,9	-12,5
Métropole	1,1	1,0	1,0	-0,3	0,5	-1,4	-5,6	-7,1	-7,5	-3,9	-0,1
Outre-mer	22,4	-	31,7	28,2	32,3	30,5	33,6	15,6	7,1	10,1	19,6
France entière	1,1	1,0	1,0	-0,2	0,5	-1,0	-4,3	-5,7	-6,1	-3,4	0,0
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	1,0	1,0	0,6	-3,4	0,4	-0,7	-5,5	-6,3	-6,0	1,4	-2,0
CU (2) et métropoles (3)	1,2	1,1	1,8	0,3	-1,3	-3,4	-3,2	-5,3	-6,3	-4,7	-3,2
CC (4) à FPU	1,2	1,0	1,0	0,7	0,6	1,0	-2,1	-2,9	-	-	0,8
CC (4) à fiscalité additionnelle	1,1	1,1	1,0	0,7	1,3	-6,5	-12,8	2,6	-	-	0,6
Groupement à FPU	1,1	1,0	0,9	-0,4	0,4	-0,2	-3,8	-5,7	-6,1	-3,6	-0,2
Groupement à fiscalité additionnelle	1,1	1,1	1,0	0,7	1,3	-6,4	-11,8	1,9	-	3,6	0,6

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Évolution des produits de la taxe foncière sur les propriétés non bâties* des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016 liée à <u>l'effet taux</u>

en pourcentage

											n pourcentag
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,1	-0,2	0,4	0,7	1,0	0,5
Bourgogne-Franche-Comté	1,4	1,0	0,8	0,4	0,3	0,9	0,4	1,6	0,0	3,8	1,0
Bretagne	0,1	0,1	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2	2,2	0,0	0,0	0,1
Centre-Val de Loire	0,5	0,6	0,6	0,5	0,7	0,9	0,5	-0,1	8,7	0,0	0,6
Corse	0,0	0,2	1,7	4,1	1,5	0,0	4,5	0,0	0,0	-	2,8
Grand-Est	0,5	0,6	0,4	0,9	1,2	0,7	1,9	-0,1	-1,3	1,6	0,6
Hauts-de-France	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,4	0,3	-0,1	0,0	0,0	0,5
Normandie	0,1	0,3	0,3	-0,3	0,6	-1,7	0,4	0,6	0,0	0,9	0,2
Nouvelle Aquitaine	0,4	0,7	0,6	0,6	0,8	0,6	2,5	0,5	0,0	0,0	0,6
Occitanie	0,6	0,8	0,6	0,6	0,5	0,7	1,0	1,2	-1,2	0,5	0,7
Pays de la Loire	-0,1	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5	0,1	0,1	0,4	0,4	0,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,5	1,1	0,8	0,4	0,9	0,3	0,0	-0,2	0,0	-0,4	0,3
Métropole hors Île-de-France	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,4	0,6	0,4	-0,1	0,7	0,5
Île-de-France	-0,2	0,8	0,7	0,5	-0,6	1,1	0,3	0,2	0,9	0,4	0,5
Métropole	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,3	0,2	0,6	0,5
Outre-mer	0,1	-	0,2	0,8	3,4	13,4	6,4	1,6	0,1	6,2	4,3
France entière	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6	0,7	0,9	0,4	0,2	0,8	0,5
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	0,5	0,7	0,6	0,5	0,6	0,8	0,2	0,7	0,0	1,7	0,6
CU (2) et métropoles (3)	-2,9	0,1	0,0	0,0	-0,1	0,5	0,2	-0,7	0,6	0,5	0,1
CC (4) à FPU	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	1,7	1,7	-	-	0,5
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,7	0,6	0,7	0,9	0,7	0,9	2,4	-4,3	-	-	0,7
Groupement à FPU	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,6	0,8	0,4	0,2	0,8	0,5
Groupement à fis calité additionnelle	0,7	0,6	0,7	0,9	0,7	0,9	2,2	-3,0	-	1,0	0,7

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors taxe additionnelle.

Évolution des produits des taxes ménages des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016* liée à l'effet base

en pourcentage Taille des communes Moins de De 200 à De 500 à De 2 000 à De 3 500 à De 5 000 à De 10 000 à De 20 000 à De 50 000 à 100 000 hab. Ensemble en nombre d'habitants en 2016 200 hab. 500 hab. 2 000 hab. 3 500 hab. 5 000 hab. 10 000 hab. 20 000 hab. 50 000 hab. 100 000 hab. et plus Auverane-Rhône-Alpes 0.4 0.6 1.1 1.3 1.1 1.1 0.6 0.0 -0.2 0.6 0.7 Bourgogne-Franche-Comté -0,8 -0.4 -0,3 -0,3-0,1 0,1 -0,1 -0.7 -0,8 -1,2 0,1 Bretagne -1,0 -0,1 0,0 0,1 0,5 0,6 0,1 0,5 0,5 0,0 0,3 Centre-Val de Loire 0,0 -0,2 0,0 0,3 0.3 0.4 -0,9 -0,8 -1.0 -0,3 -0,2 Corse 1,0 1,6 2,5 3,3 2,4 3,1 6,6 1,1 0,7 2,2 Grand-Est -0.3 0.2 0.3 0.1 0.1 -0.2 -0.2 -0.5 -0.1 0.2 0.0 Hauts-de-France 0,0 -0,4 -0,3 0,0 0,4 0,1 0.0 -0,2 -0,9 -1.0 0,5 Normandie 0,3 0,6 -0,2 -0,5 -0.1 0,4 1,7 0,6 0.4 -0.40,1 -0,2 Nouvelle Aquitaine -0,5 0,0 0,5 0,6 0,6 0,3 8,0 0,0 0,6 0,4 Occitanie 0,2 0,3 0,7 0,6 8,0 1,0 0,5 0,6 -0,7 0,4 0,6 Pavs de la Loire -0.3 -0.1 0.0 0.2 0.8 0.7 0.6 0.2 -0.2 0.2 0.3 2,0 1,2 Provence-Alpes-Côte d'Azur 1,3 1,2 1,0 1,1 1,4 0,7 1.4 0,5 0,1 0,0 0,2 0,5 0,5 0,5 0,2 -0,2 0,7 Métropole hors Île-de-France 0,6 0,0 0,4 Île-de-France 1,8 8,0 1,2 1,2 1,1 0,7 0,7 0,5 0,7 1,6 8,0 M étropole 0.0 0,2 0.6 0.6 0.7 0.6 0.3 0,3 0.2 0.7 0,5 Outre-mer 0,7 0,1 4,9 2,2 1,5 2,4 3,0 1,7 2,7 2,3 France entière 0.0 0.2 0,6 0,6 0.7 0,6 0,4 0,4 0.3 0,7 0,5 Type d'EPCI en 2016 CA (1) -0,1 0,6 0,9 0,7 8,0 8,0 0,4 0,2 0,1 -0,1 0,4 CU (2) et métropoles (3) 0,2 8,0 1,2 1,4 1,2 0,9 0,9 0,6 0,6 0,9 8,0 CC (4) à FPU 0,0 0,5 0,6 0,4 0,3 0,1 0,5 -0,2-0,1 CC (4) à fiscalité additionnelle 0.1 0.4 0,5 0.6 0.2 0,1 -0,21,2 0,3 Groupement à FPU 0.0 0,1 0.6 0.7 0.7 0,4 0,4 0.3 0,5 0.6 0.7 Groupement à fiscalité additionnelle 0.1 0.4 0,5 0,6 0,2 0,1 -0,3 0,4 0,6 0,3

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Évolution des produits des taxes ménages* des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016** liée à <u>l'effet taux</u>

en pourcentage

											pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	0,9	0,8	1,1	1,0	1,2	0,8	0,5	1,1	2,8	0,9	1,0
Bourgogne-Franche-Comté	1,7	1,2	1,3	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	-0,1	2,6	1,4
Bretagne	0,2	0,2	0,7	0,7	0,7	0,8	0,6	1,1	1,4	0,0	0,7
Centre-Val de Loire	0,6	0,8	0,7	0,5	0,6	0,8	0,8	-0,1	7,2	0,0	0,7
Corse	1,4	0,5	2,0	4,8	4,1	0,9	4,5	0,0	0,0	-	1,7
Grand-Est	0,7	0,8	1,0	1,3	1,5	0,9	1,3	1,2	-0,7	1,7	1,2
Hauts-de-France	0,7	0,6	0,9	1,2	1,0	1,6	0,9	0,9	-0,1	0,0	0,8
Normandie	0,5	0,6	0,7	0,4	0,7	1,1	0,8	0,2	0,1	0,5	0,6
Nouvelle Aquitaine	1,2	1,4	1,1	1,0	1,5	0,9	1,6	0,9	0,0	0,0	0,9
Occitanie	1,7	1,4	1,5	1,2	1,4	2,2	2,2	2,4	0,9	1,1	1,6
Pays de la Loire	0,0	0,4	0,6	1,0	1,5	2,3	3,1	10,5	0,6	6,0	3,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,0	2,0	1,3	1,1	1,9	1,0	0,8	0,6	0,7	-0,6	0,4
Métropole hors Île-de-France	1,1	1,0	1,0	1,0	1,3	1,2	1,2	1,4	0,7	1,0	1,1
Île-de-France	2,4	1,6	0,9	2,0	0,2	1,6	1,2	1,1	1,7	0,5	1,1
M étropole	1,1	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,2	1,3	1,1	0,9	1,1
Outre-mer	48,5	-	0,6	15,4	5,8	7,7	4,1	2,8	1,9	4,4	3,6
France entière	1,2	1,0	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,3	1,2	0,9	1,2
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	1,6	1,3	1,2	1,4	1,5	1,6	1,3	1,3	1,0	1,5	1,3
CU (2) et métropoles (3)	-0,1	1,3	1,1	1,0	1,1	1,7	1,3	1,4	1,4	0,8	1,1
CC (4) à FPU	1,4	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,4	-	-	1,1
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,9	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,9	-7,0	-	-	1,0
Groupement à FPU	1,5	1,1	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3	1,3	1,2	0,9	1,2
Groupement à fiscalité additionnelle	0,9	0,8	1,0	1,2	1,1	1,1	1,8	-3,2	-	0,2	1,0

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Hors la taxe additionnelle sur le foncier non bâti et la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

^{**} Hors le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Évolution des produits de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016 liée à <u>l'effet base</u>

en pourcentage

											pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	2,4	1,2	2,3	2,3	3,1	1,8	1,1	2,6	1,3	2,1	2,1
Bourgogne-Franche-Comté	6,3	2,3	2,9	2,0	1,4	0,8	1,5	2,4	12,4	0,7	2,2
Bretagne	4,4	6,8	1,8	1,6	3,8	1,6	4,6	5,2	2,1	2,0	2,8
Centre-Val de Loire	14,7	2,7	3,2	2,7	0,8	2,5	3,9	2,3	0,2	1,9	2,7
Corse	2,8	0,8	5,0	4,0	-0,5	1,4	4,0	2,1	2,7	-	2,7
Grand-Est	3,9	2,2	1,5	2,1	0,2	1,7	0,8	0,2	3,4	-0,2	1,3
Hauts-de-France	0,5	0,2	3,6	1,3	1,7	1,2	1,2	0,4	1,4	-0,6	1,4
Normandie	1,8	1,4	3,2	0,5	2,2	1,7	0,6	0,9	3,1	0,3	1,7
Nouvelle Aquitaine	3,0	2,3	1,6	3,3	3,5	2,3	2,1	1,9	2,9	3,1	2,4
Occitanie	2,3	1,6	3,1	4,0	6,5	4,0	1,5	-0,6	0,8	7,2	3,7
Pays de la Loire	2,1	4,8	3,5	2,8	7,8	1,4	3,3	1,2	1,0	1,7	2,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,0	3,3	2,1	-0,5	1,3	2,1	3,3	1,9	0,6	0,5	1,6
Métropole hors Île-de-France	3,1	1,8	2,6	2,2	3,0	1,9	2,1	1,5	1,7	2,1	2,1
Île-de-France	3,1	3,3	3,2	2,4	2,9	2,1	1,7	1,3	-0,2	1,7	1,3
M étropole	3,1	1,9	2,6	2,2	3,0	1,9	2,0	1,4	0,7	1,9	1,9
Outre-mer	1,1	-	26,5	2,6	5,9	4,5	4,4	0,9	2,2	4,3	2,8
France entière	3,1	1,9	2,7	2,2	3,0	2,0	2,0	1,4	0,8	2,0	2,0
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	7,5	0,2	3,6	2,4	3,0	2,0	2,7	2,0	2,1	1,1	2,2
CU (2) et métropoles (3)	0,7	23,8	3,2	1,9	4,7	1,5	1,5	0,7	-0,3	2,1	1,4
CC ⁽⁴⁾ à FPU	2,8	1,8	2,6	2,5	3,0	2,2	1,9	2,2	-	-	2,4
CC (4) à fiscalité additionnelle	3,0	1,8	2,1	1,1	1,5	1,8	1,9	1,1	-	-	1,8
Groupement à FPU	3,1	1,9	2,9	2,4	3,2	2,0	2,0	1,4	0,8	2,0	2,0
Groupement à fiscalité additionnelle	3,0	1,8	2,1	1,1	1,6	1,8	1,9	-1,3	-	-0,5	1,8

^{(1):} Communauté d'agglomération ; (2): Communauté urbaine ; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4): Communauté de communes.

Évolution des produits de la cotisation foncière des entreprises des communes et de leurs groupements à fiscalité propre entre 2015 et 2016 liée à <u>l'effet taux</u>

en pourcentage

T. 10. 1		D. 000 '	D. 500 \	D. 0.000 \	D. 0 500 \	D. 5 000 '	D. 40 000 \	D. 00 000 '	D. 50 000 \		pourcentag
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	-0,2	0,1	0,5	0,5	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,2
Bourgogne-Franche-Comté	1,0	0,9	1,1	0,5	0,4	0,5	0,7	-0,5	0,0	0,5	0,5
Bretagne	4,3	0,2	0,2	0,3	0,1	0,0	0,1	-0,1	1,0	0,0	0,2
Centre-Val de Loire	0,1	0,7	0,5	0,4	-0,1	0,3	0,2	0,1	0,0	0,1	0,2
Corse	-0,3	3,0	1,8	2,4	2,2	0,0	-1,2	0,0	0,0	-	0,6
Grand-Est	0,1	0,5	0,3	2,1	0,7	0,7	0,6	-0,2	0,7	0,7	0,6
Hauts-de-France	1,9	0,7	0,3	0,5	0,0	0,1	0,1	0,0	-0,2	-0,1	0,1
Normandie	10,2	3,3	0,6	0,0	0,0	0,2	-0,4	-0,2	0,0	-0,1	0,8
Nouvelle Aquitaine	0,2	0,4	0,6	0,4	0,5	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,3
Occitanie	0,5	0,6	0,5	0,5	1,0	1,5	1,8	3,7	-0,1	5,1	2,3
Pays de la Loire	1,0	-0,1	0,5	0,5	1,4	-0,2	0,2	-0,2	-0,1	0,4	0,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0,5	1,3	0,5	0,2	0,5	0,3	-0,5	0,0	0,0	-0,1	0,0
Métropole hors Île-de-France	2,1	0,9	0,5	0,7	0,6	0,4	0,2	0,3	0,0	1,3	0,6
Île-de-France	10,3	3,8	3,4	4,7	1,9	1,5	1,2	1,4	0,6	0,3	1,1
M étropole	2,3	1,1	0,7	1,1	0,7	0,5	0,4	0,7	0,4	1,0	0,7
Outre-mer	0,0	-	-1,0	0,1	0,8	-0,7	1,7	1,1	1,1	1,1	0,9
France entière	2,2	1,1	0,7	1,1	0,7	0,5	0,4	0,8	0,4	1,0	0,7
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	4,9	2,3	1,0	1,2	0,8	0,3	0,1	0,1	0,3	0,2	0,4
CU (2) et métropoles (3)	-1,3	-1,3	0,7	2,6	1,0	1,0	0,7	1,6	0,4	1,2	1,1
CC (4) à FPU	3,6	1,6	0,6	0,8	0,2	0,2	0,1	0,1	-	-	0,6
CC (4) à fiscalité additionnelle	0,2	0,3	0,6	1,0	1,2	1,0	1,4	-5,4	-	-	0,7
Groupement à FPU	3,6	1,7	0,7	1,1	0,6	0,4	0,3	0,8	0,4	1,0	0,7
Groupement à fis calité additionnelle	0,2	0,3	0,6	1,1	1,2	1,0	1,3	-2,4	_	1,0	0,7

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2016*

en euros/hab.

							е	n euros/hab.
Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble
01 Ain	11,2	1,2	2,0	14,4	1,8	0,0	1,8	16,2
02 Aisne	21,7	2,3	3,6	27,7	1,8	0,0	1,8	29,4
03 Allier	27,9	1,9	4,4	34,2	2,8	0,0	2,8	37,0
04 Alpes-de-Haute-Provence	18,3	2,1	2,3	22,7	3,1	0,0	3,2	25,8
05 Hautes-Alpes	12,3	1,2	2,6	16,1	1,7	0,1	1,7	17,8
06 Alpes-Maritimes	34,4	1,8	0,1	36,3	4,3	0,0	4,3	40,6
07 Ardèche	16,5	0,9	2,5	19,8	1,7	0,0	1,8	21,6
08 Ardennes	16,8	2,0	2,4	21,3	1,6	0,0	1,7	22,9
09 Ariège	18,2	1,8	4,6	24,7	3,9	0,0	3,9	28,6
10 Aube	17,3	1,9	3,2	22,4	2,0	0,0	2,0	24,4
11 Aude	30,6	3,6	5,8	40,0	3,2	0,0	3,3	43,3
12 Aveyron	20,6	1,5	4,7	26,8	2,5	0,0	2,5	29,3
13 Bouches-du-Rhône	29,9	2,7	0,6	33,2	5,4	0,0	5,4	38,7
14 Calvados	12,8	2,0	2,9	17,7	2,0	0,0	2,0	19,8
15 Cantal	25,6	1,5	7,2	34,4	2,3	0,1	2,4	36,7
16 Charente	18,4	2,5	4,5	25,5	2,2	0,0	2,2	27,7
17 Charente-Maritime	19,6	2,0	3,6	25,2	1,9	0,0	1,9	27,1
18 Cher	18,8	2,1	4,2	25,1	2,4	0,0	2,4	27,5
19 Corrèze	19,5	1,4	4,3	25,2	2,5	0,0	2,6	27,8
2A Corse-du-Sud	32,8	0,8	4,1	37,7	26,6	0,0	26,7	64,4
2B Haute-Corse	34,1	1,2	7,2	42,5	19,6	0,0	19,6	62,2
21 Côte-d'Or	12,0	2,0	2,9	16,9	2,0	0,0	2,0	19,0
22 Côtes-d'Armor	22,9	1,6	5,0	29,5	1,9	0,0	1,9	31,4
23 Creuse	25,9	1,4	7,2	34,5	2,0	0,1	2,2	36,7
24 Dordogne	18,7	2,0	4,3	25,0	1,9	0,0	1,9	26,9
25 Doubs	16,1	1,9	1,2	19,2	2,3	0,0	2,3	21,5
26 Drôme	20,1	1,8	2,8	24,6	2,2	0,0	2,3	26,9
27 Eure	10,5	1,9	3,7	16,0	1,6	0,0	1,6	17,6
28 Eure-et-Loir	11,0	2,1	4,0	17,0	1,7	0,0	1,7	18,8
29 Finistère	23,3	1,8	2,3	27,4	2,0	0,0	2,0	29,4
30 Gard	30,9	2,5	2,5	35,9	3,5	0,0	3,5	39,4
31 Haute-Garonne	16,6	2,2	1,4	20,2	3,1	0,0	3,2	23,4
32 Gers	20,8	2,2	10,1	33,0	1,9	0,1	1,9	35,0
33 Gironde	17,1	2,6	2,0	21,7	3,0	0,0	3,1	24,7
34 Hérault	28,9	3,0	1,9	33,8	3,0	0,0	3,1	36,9
35 Ille-et-Vilaine	15,6	1,6	2,2	19,5	1,9	0,0	1,9	21,4
36 Indre	23,3	2,0	5,4	30,6	2,4	0,0	2,5	33,1
37 Indre-et-Loire	17,7	1,8	2,7	22,2	2,0	0,0	2,0	24,2
38 lsère	12,7	2,6	1,2	16,5	3,0	0,0	3,0	19,5
39 Jura	15,3	1,4	3,3	19,9	1,3	0,0	1,3	21,2
40 Landes	17,3	0,8	4,6	22,8	1,8	0,1	1,8	24,6
41 Loir-et-Cher	14,9	1,9	4,1	20,9	2,1	0,0	2,1	23,0
42 Loire	21,4	1,9	1,3	24,6	2,6	0,0	2,7	27,2
43 Haute-Loire	19,4	1,2	4,7	25,3	1,5	0,0	1,5	26,8
44 Loire-Atlantique	15,4	1,8	1,8	19,0	2,7	0,0	2,7	21,7
45 Loiret	13,3	2,4	2,4	18,1	2,7	0,0	2,7	20,4
46 Lot	15,5	1,4	5,7	22,6	1,7	0,3	2,0	24,6
47 Lot-et-Garonne	24,5	2,4	6,7	33,5	2,6	0,0	2,0 2,6	36,1
48 Lozère	13,5	1,1	7,9	22,5	2,0	0,0	2,0 2,5	25,0
49 Maine-et-Loire	15,5 16,4	2,8	7,9 3,4	22,5 22,6	2,3 2,0	0,2	2,5 2,0	25,0 24,6
50 Manche	17,6	2,6 1,5	3,4 4,5	23,5	2,0 1,8	0,0	2,0 1,8	25,3
JU MAHUHE	17,0	1,3	4,5	23,3	1,0	0,0	1,0	20,0

Les compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2016* (suite)

en euros/hab.

								en euros/nab.
Départements	тн	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE.	Ensemble
51 Marne	16,3	3,4	3,3	22,9	2,5	0,0	2,5	25,4
52 Haute-Marne	13,5	1,7	3,9	19,1	1,4	0,0	1,4	20,5
53 Mayenne	19,3	1,7	7,2	28,3	2,0	0,0	2,0	30,3
54 Meurthe-et-Moselle	18,1	2,0	0,7	20,8	2,6	0,0	2,6	23,4
55 Meuse	15,3	1,2	4,5	21,1	1,3	0,0	1,3	22,4
56 Morbihan	19,9	1,9	2,5	24,3	1,3	0,0	1,3	25,5
57 Moselle	15,7	1,0	1,5	18,3	1,9	0,0	2,0	20,2
58 Nièvre	24,2	2,0	5,7	31,8	2,2	0,0	2,2	34,1
59 Nord	19,1	2,2	1,2	22,5	4,6	0,0	4,6	27,1
60 Oise	11,7	2,6	3,1	17,4	1,8	0,0	1,8	19,2
61 Orne	18,1	1,8	6,3	26,3	1,7	0,0	1,7	28,0
62 Pas-de-Calais	18,4	2,5	2,0	22,9	2,1	0,0	2,1	25,0
63 Puy-de-Dôme	16,3	1,8	3,5	21,6	2,0	0,0	2,0	23,6
64 Pyrénées-Atlantiques	23,1	1,1	1,3	25,6	2,4	0,0	2,4	28,0
65 Hautes-Pyrénées	19,9	1,4	1,6	22,9	2,4	0,0	2,4	25,4
66 Pyrénées-Orientales	33,8	2,4	1,6	37,8	2,3	0,0	2,3	40,1
67 Bas-Rhin	11,4	1,2	1,9	14,5	2,0	0,0	2,0	16,5
68 Haut-Rhin	10,5	1,2	2,4	14,1	2,4	0,0	2,4	16,5
69 Rhône	16,1	2,1	0,6	18,8	3,7	0,0	3,8	22,6
70 Haute-Saône	12,4	1,1	2,3	15,8	1,0	0,0	1,1	16,8
71 Saône-et-Loire	18,1	2,0	4,7	24,8	2,2	0,0	2,2	27,0
72 Sarthe	14,3	1,8	3,6	19,7	1,9	0,0	1,9	21,6
73 Savoie	13,0	1,6	1,5	16,1	3,2	0,0	3,2	19,3
74 Haute-Savoie	11,0	0,7	1,2	12,9	2,1	0,0	2,1	14,9
76 Seine-Maritime	16,3	2,6	1,9	20,8	2,6	0,0	2,6	23,4
77 Seine-et-Marne	11,1	2,0	1,4	14,6	2,1	0,0	2,1	16,6
78 Yvelines	9,8	1,6	0,4	11,8	2,5	0,0	2,5	14,3
79 Deux-Sèvres	21,0	1,6	5,6	28,2	2,0	0,0	2,0	30,2
80 Somme	17,4	2,5	4,7	24,6	1,9	0,0	1,9	26,5
81 Tarn	17,0	2,2	3,3	22,5	2,6	0,0	2,6	25,1
82 Tarn-et-Garonne	16,0	1,8	6,3	24,2	2,2	0,0	2,2	26,4
83 Var	26,6	2,2	0,8	29,6	3,5	0,0	3,5	33,1
84 Vaucluse	25,7	2,4	3,4	31,5	5,1	0,0	5,1	36,6
85 Vendée	17,7	1,0	3,4	22,1	1,4	0,0	1,4	23,5
86 Vienne	17,8	2,1	3,2	23,1	1,9	0,0	2,0	25,1
87 Haute-Vienne	24,1	1,9	3,1	29,1	2,3	0,0	2,3	31,4
88 Vosges	15,6	1,1	2,1	18,7	1,9	0,0	1,9	20,6
89 Yonne	15,7	1,7	4,8	22,2	1,8	0,0	1,8	24,0
90 Territoire de Belfort	15,3	1,9	0,6	17,8	3,5	0,0	3,6	21,3
91 Essonne	9,4	2,7	0,5	12,6	2,0	0,0	2,0	14,6
92 Hauts-de -Seine	11,6	2,1	0,0	13,7	2,6	0,0	2,7	16,3
93 Seine-Saint-Denis	22,1	6,7	0,0	28,8	5,4	0,0	5,4	34,2
94 Val-de-Marne	16,5	3,8	0,2	20,5	3,5	0,0	3,5	24,1
95 Val-d'Oise	10,6	3,0	0,3	13,9	1,2	0,0	1,2	15,1
Métropole hors Paris	18,0	2,2	2,2	22,4	2,8	0,0	2,8	25,2
75 Paris	7,1	1,2	0,0	8,3	5,0	0,0	5,0	13,2
Métropole	17,6	2,1	2,2	21,9	2,8	0,0	2,9	24,7
971 Guadeloupe	20,7	3,3	9,2	33,1	6,8	2,6	9,3	42,5
972 Martinique	17,5	6,4	3,6	27,5	10,1	2,7	12,8	40,3
973 Guyane	5,1	0,9	1,6	7,6	0,6	2,1	2,7	10,3
974 Réunion	14,0	6,6	3,6	24,2	11,9	4,3	16,2	40,4
976 Mayotte	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	1,7	2,0	2,0
Départements d'outre-mer	13,5	4,6	4,1	22,1	8,1	3,1	11,2	33,3
rance entière	17,4	2,2	2,2	21,9	3,0	0,1	3,1	25,0
ype d'EPCI en 2016	,-	_,_	_,_		1 3,0	-, -		
CA (1) ou SAN(2)	20,1	3,0	1,4	24,5	3,6	0,3	3,9	28,4
CU (3) ou métropole (4)	3,1	0,5	0,1	3,6	0,8	0,0	0,8	4,3
CC (5) à FPU	14,8	1,0	4,0	19,9	1,5	0,0	1,5	21,4
CC ⁽⁵⁾ à fiscalité additionnelle	13,3	0,8	5,4	19,5	1,6	0,0	1,7	21,2
Groupement à FPU	18,0	2,4	1,8	22,2	3,2	0,0 0,1	3,3	25,5
Groupement à fiscalité additionnelle	13,5	0,9	5,2	19,7	1,7	0,0	1,7	21,4
	,.	-,-	-,-	, -	z - • • •	-,-		,-

Groupement à fiscalité additionnelle 13,5 0,9 5,2 19,7 1,7 0,0 1,7 21,4 (1): Communauté d'agglomération ; (2): Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3): Communauté urbaine ; (4): Y compris la métropole de Lyon ; (5): Communauté de communes.

^{*} Hors les allocations du foncier bâti et y compris la part intercommunale de la CVAE de la métropole de Lyon.

Evolution des compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2016*

en pourcentage

				3			en pourcentage			
Départements	тн	FB	FnB	ТМ	CFE	CVAE	IE	Ensemble		
01 Ain	-22,2	14,8	-9,3	-18,4	-14,8	-63,0	-14,8	-18,0		
02 Aisne	-20,9	26,6	-9,2	-16,9	-10,2	-56,2	-11,6	-16,6		
03 Allier	-19,7	4,7	-9,3	-17,4	-15,8	-25,4	-15,9	-17,3		
04 Alpes-de-Haute-Provence	-17,0	-10,0	-9,3	-15,7	-1,8	-20,9	-1,9	-14,2		
05 Hautes-Alpes	-21,3	-15,0	-9,3	-19,1	-20,7	-4,3	-20,1	-19,2		
06 Alpes-Maritimes	-14,3	11,5	-9,3	-13,3	-11,2	-78,3	-11,4	-13,1		
07 Ardèche	-17,5	-3,9	-9,3	-16,0	-0,6	-18,3	-0,8	-14,9		
08 Ardennes	-21,4	14,8	-9,2	-17,7	-12,9	-19,1	-13,0	-17,4		
09 Ariège	-16,0	38,0	-9,3	-12,2	35,9	53,8	36,0	-7,8		
10 Aube	-21,1	15,8	-9,3	-17,4	-16,1	-13,6	-16,0	-17,3		
11 Aude	-15,8	19,8	-9,6	-12,6	38,1	-20,5	37,9	-10,1		
12 Aveyron	-18,1	-10,0	-9,5	-16,3	-5,8	-6,8	-5,8	-15,5		
13 Bouches-du-Rhône	-16,3	25,0	-9,3	-13,8	-14,7	-62,5	-15,1	-14,0		
14 Calvados	-22,2	17,9	-9,3	-17,0	-14,1	-23,6	-14,2	-16,8		
15 Cantal	-20,4	-20,3	-9,4	-18,3	-16,5	2,3	-16,1	-18,2		
16 Charente	-18,9	-0,1	-9,3	-15,8	-14,8	10,7	-14,6	-15,7		
17 Charente-Maritime	-21,0	-8,7	-7,0	-18,4	-16,0	-60,1	-16,8	-18,3		
18 Cher	-19,4	19,3	-7,0 -9,3	-15,6	-11,1	-27,6	-11,5	-15,2		
19 Corrèze	-18,8	-19,7	-9,3 -9,3	-17,4	-20,7	-34,9	-20,8	-17,7		
2A Corse-du-Sud	-10,6	-1,2	0,8	-11,0	1,3	-68,3		-6,3		
	=			1	8		1,3	1		
2B Haute-Corse	-9,7	21,7	1,0	-7,4 40.0	-1,3	-22,0	-1,3	-5,6		
21 Côte-d'Or	-24,0	7,2	-9,3	-18,9	-14,2	-54,2	-14,6	-18,5		
22 Côtes-d'Armor	-23,1	-10,2	-9,3	-20,4	-13,4	45,2	-13,2	-20,0		
23 Creuse	-17,6	-2,4	-9,3	-15,5	-14,7	7,7	-13,5	-15,3		
24 Dordogne	-18,7	-2,3	-10,2	-16,2	0,3	4,8	0,4	-15,2		
25 Doubs	-20,8	17,1	-9,2	-17,5	-15,7	-57,4	-17,1	-17,5		
26 Drôme	-19,7	12,3	-9,1	-16,9	-10,4	-54,4	-11,3	-16,5		
27 Eure	-21,8	49,8	-9,5	-14,3	-15,0	-52,4	-15,7	-14,4		
28 Eure-et-Loir	-24,5	14,0	-9,5	-17,9	-16,5	61,6	-16,4	-17,8		
29 Finistère	-24,5	-10,7	-9,3	-22,6	-15,0	152,3	-15,0	-22,1		
30 Gard	-15,5	25,8	-9,9	-13,1	3,7	-48,4	3,3	-11,9		
31 Haute-Garonne	-16,8	23,3	-9,3	-13,1	-9,7	-58,4	-10,3	-12,8		
32 Gers	-15,4	-5,8	-9,4	-13,0	-11,7	-23,9	-12,1	-13,0		
33 Gironde	-19,0	4,9	-9,4	-15,9	-13,2	-39,1	-13,5	-15,6		
34 Hérault	-15,0	25,5	-9,3	-12,2	10,8	-46,0	10,1	-10,7		
35 Ille-et-Vilaine	-20,6	2,3	-9,3	-17,9	-14,7	-	-14,7	-17,6		
36 Indre	-20,8	-1,3	-9,3	-17,9	-16,3	-35,3	-16,7	-17,9		
37 Indre-et-Loire	-22,6	26,9	-9,9	-18,7	-14,4	-56,3	-14,6	-18,3		
38 lsère	-22,1	17,4	-9,3	-16,8	-14,3	-13,2	-14,3	-16,4		
39 Jura	-21,7	0,7	-11,0	-18,9	-15,5	13,4	-15,4	-18,7		
40 Landes	-20,0	-0,2	-7,4	-17,1	-7,5	7,6	-7,1	-16,5		
41 Loir-et-Cher	-24,0	-0,4	-8,9	-19,6	-14,5	-56,0	-15,1	-19,2		
42 Loire	-19,4	14,3	-9,4	-17,1	-13,2	-42,6	-13,6	-16,7		
43 Haute-Loire	-18,0	-12,7	-9,3	-16,2	-16,0	-10,9	-15,9	-16,2		
44 Loire-Atlantique	-23,3	14,7	-9,2	-19,6	-13,7	-57,3	-14,0	-18,9		
45 Loiret	-23,2	50,7	-9,4	-16,0	-11,8	-15,3	-11,9	-15,6		
46 Lot	-17,1	-11,6	-9,5	-15,0	-8,6	-10,5	-8,9	-14,5		
47 Lot-et-Garonne	-17,6	8,5	-9,7	-14,6	21,2	-22,9	20,8	-12,8		
48 Lozère	-19,0	-18,5	-10,2	-16,1	-13,0	81,6	-9,1	-15,4		
49 Maine-et-Loire	-24,9	17,5	-11,9	-19,5	-15,0	-63,2	-15,5	-19,2		
50 Manche	-2 1 ,9	3,1	-11,7	-18,8	-18,5	-63,9	-18,9	-18,8		
GO IVIGITOTIO	٠٤١,٥	٥, ١	- 1 1,7	- 10,0	- 10,5	-00,9	-10,5	- 10,0		

Evolution des compensations d'exonération de la fiscalité directe locale des communes et de leurs groupements en 2016* (suite)

en pourcentage

ϵ											
Départements	TH	FB	FnB	TM	CFE	CVAE	IE	Ensemble			
51 Marne	-23,7	21,0	-9,3	-17,3	-12,5	-7,2	-12,5	-16,9			
52 Haute-Marne	-22,5	26,3	-9,3	-17,2	-12,7	-80,4	-16,7	-17,1			
53 Mayenne	-23,6	-16,9	-9,8	-20,1	-11,7	34,2	-11,5	-19,6			
54 Meurthe-et-Moselle	-21,5	19,6	-9,3	-18,3	-10,8	-68,3	-11,5	-17,6			
55 Meuse	-23,2	2,3	-9,4	-19,4	-13,2	-36,3	-14,1	-19,1			
56 Morbihan	-21,7	-7,5	-9,3	-19,6	-15,7	-30,1	-15,7	-19,5			
57 Moselle	-21,3	4,0	-9,7	-19,3	-13,4	-37,2	-13,7	-18,8			
58 Nièvre	-19,9	1,6	-9,3	-17,1	-13,3	17,7	-13,0	-16,8			
59 Nord	-20,2	38,3	-9,3	-16,2	-10,2	-46,6	-10,7	-15,3			
60 Oise	-21,3	49,0	-9,2	-13,3	-14,4	-77,8	-16,2	-13,5			
61 Orne	-23,3	10,2	-12,3	-19,1	-13,4	-52,0	-14,9	-18,9			
62 Pas-de-Calais	-20,8	32,2	-9,3	-16,2	-9,6	-47,5	-9,8	-15,7			
63 Puy-de-Dôme	-19,9	-6,6	-9,4	-17,3	-14,4	-53,9	-15,5	-17,2			
64 Pyrénées-Atlantiques	-16,7	-14,2	-9,3	-16,3	-14,9	-0,9	-14,8	-16,1			
65 Hautes-Pyrénées	-17,5	13,8	-9,3	-15,5	-30,2	-25,3	-30,2	-17,2			
66 Pyrénées-Orientales	-14,9	3,1	-9,3	-13,8	-11,1	-79,8	-11,7	-13,6			
67 Bas-Rhin	-20,9	26,3	-9,3 -9,3	-16,9	-14,3	-79,0 -24,1	-14,4	-16,6			
68 Haut-Rhin	-20,9	25,2	-9,3 -8,8	-10,9 -17,8	-14,3 -15,1	-24,1 -50,5	-14,4 -15,6	-10,6			
69 Rhône				•				9			
	-19,4	26,2	-9,3	-15,7	-14,7	16,5	-14,4	-15,5			
70 Haute-Saône	-21,0	4,0	-9,5	-18,1	-13,4	-20,0	-13,7	-17,8			
71 Saône-et-Loire	-22,0	21,1	-9,3	-17,5	-16,2	-19,3	-16,2	-17,4			
72 Sarthe	-24,7	8,0	-10,2	-20,2	-15,5	-72,1	-16,6	-19,9			
73 Savoie	-18,8	1,5	-9,7	-16,3	-14,8	-19,6	-14,9	-16,1			
74 Haute-Savoie	-22,6	-3,7	-9,4	-20,7	-14,2	-	-14,2	-19,9			
76 Seine-Maritime	-23,2	27,3	-9,3	-17,9	-13,2	-14,8	-13,2	-17,4			
77 Seine-et-Marne	-8,7	32,8	-9,4	-4,7	10,6	-68,9	10,0	-3,1			
78 Yvelines	-22,3	22,8	-9,3	-17,8	-18,4	-57,0	-18,7	-18,0			
79 Deux-Sèvres	-21,1	-11,2	-10,7	-18,7	-15,2	57,8	-15,1	-18,5			
80 Somme	-21,2	26,1	-9,2	-15,9	-14,6	-56,8	-14,9	-15,8			
81 Tarn	-19,1	12,0	-9,6	-15,5	-1,8	-20,6	-1,9	-14,3			
82 Tarn-et-Garonne	-12,7	3,0	-9,4	-10,8	22,2	72,2	22,5	-8,7			
83 Var	-16,1	13,2	-9,3	-14,3	2,7	-63,6	1,4	-12,8			
84 Vaucluse	-16,5	24,3	-9,3	-13,6	-9,6	-23,3	-9,7	-13,1			
85 Vendée	-23,6	-14,0	-9,2	-21,3	-17,1	-	-17,1	-21,0			
86 Vienne	-21,9	46,6	-9,3	-16,9	-10,8	26,1	-10,5	-16,4			
87 Haute-Vienne	-18,0	13,6	-9,8	-15,7	-15,3	-10,2	-15,3	-15,6			
88 Vosges	-23,2	-8,3	-10,7	-21,2	-15,1	50,6	-15,0	-20,7			
89 Yonne	-20,1	-2,5	-8,5	-16,7	-16,5	-12,7	-16,4	-16,7			
90 Territoire de Belfort	-21,9	35,6	-9,4	-17,7	-12,4	-28,0	-12,6	-16,9			
91 Essonne	-29,4	18,7	-9,3	-21,9	-25,3	-61,8	-25,7	-22,4			
92 Hauts-de -Seine	-6,8	8,1	130,8	-4,7	-18,0	-	-18,0	-7,1			
93 Seine-Saint-Denis	-1,6	90,1	76,6	10,8	0,6	-63,3	-0,1	8,9			
94 Val-de-Marne	-7,6	27,4	790,7	-1,7	-24,2	-46,3	-24,3	-5,8			
95 Val-d'Oise	-37,2	45,8	-8,7	-27,8	-35,8	-68,5	-36,3	-28,5			
Métropole hors Paris	-19,1	19,8	-9,2	-15,5	-11,4	-42,2	-11,7	-15,1			
75 Paris	-18,7	61,5	141,7	-12,4	-15,2	-	-15,2	-13,5			
Métropole	-19,1	20,4	-9,2	-15,5	 	-42,3		-15,1			
971 Guadeloupe	-20,0	-	-	-15,5 -15,7	-11,6 -17,0	•	-11,9 -12.5	i			
•		5,2 1.1	-11,3 -26.0		g -	2,2	-12,5 17.1	-15,0 -17,6			
972 Martinique	-34,6 10.4	1,1	-26,0 17.2	-27,6	20,2	6,8	17,1	-17,6			
973 Guyane	-19,4	-46,2	-17,2	-23,3	-88,1	8,5	-61,5	-39,2			
974 Réunion	-24,7	21,3	-14,8	-14,4	-2,5	4,3	-0,8	-9,4			
976 Mayotte	-	-		-	-	-7,6	10,9	10,9			
Départements d'outre-mer	-25,9	10,2	-15,5	-18,6	-6,6	3,9	-3,8	-14,1			
* Hors les allocations du foncier	-19,3	19,7	-9,5	-15,6	-11,2	-7,4	-11,1	-15,0			

* Hors les allocations du foncier bâti et y compris la part intercommunale de la CVAE de la métropole de Lyon.

A1.10 Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Nombre de communes concernées par la TEOM selon la collectivité destinataire de la taxe en 2016

										en nombre d	le communes
Taille des communes en nombre d'habitants	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Groupement à FA	2 298	2 293	1 875	225	89	97	25	2	-	1	6 905
Groupement à FPU	2 844	4 280	6 021	1 402	637	828	412	283	62	36	16 805
Syndicat	182	179	130	29	10	21	16	5	1	1	574
Commune elle-même	21	34	61	17	23	17	26	33	21	2	255
Ensemble des communes	5 345	6 786	8 087	1 673	759	963	479	323	84	40	24 539

FA : fiscalité additionnelle.

FPU: fiscalité professionnelle unique. Source : DGFiP, REI ; calculs DGCL.

Proportion des communes sur le territoire desquelles est perçue une TEOM en 2016

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à	De 10 000 à	De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab.	
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.		20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	69	73	78	84	88	90	95	100	100	100	77
Bourgogne-Franche-Comté	35	38	49	57	76	64	93	100	100	50	41
Bretagne	47	46	48	60	65	67	90	80	100	100	53
Centre-Val de Loire	67	68	74	79	88	90	92	100	100	100	72
Corse	61	77	85	93	100	100	100	100	100	-	71
Grand-Est	31	38	47	63	64	74	77	94	100	100	41
Hauts-de-France	71	77	75	74	75	74	83	80	100	100	75
Normandie	81	78	80	87	96	94	85	100	100	100	80
Nouvelle Aquitaine	81	78	74	82	83	88	94	92	100	100	78
Occitanie	81	85	89	92	95	98	95	100	100	100	85
Pays de la Loire	49	33	35	37	47	54	77	80	75	100	38
Provence-Alpes-Côte d'Azur	49	54	80	90	94	99	98	100	100	100	74
Métropole hors Île-de-France	59	65	68	73	79	83	89	93	91	97	66
Île-de-France	99	92	92	91	92	95	96	96	95	100	94
Métropole	59	65	69	74	79	84	90	95	96	97	67
Outre-mer	33	-	93	100	100	100	100	100	88	100	97
France entière	59	65	69	74	80	84	91	95	95	98	67
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	83	86	88	88	92	94	93	94	96	98	89
CU (2) ou métropole (3)	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
CC (4) à FPU	63	67	66	68	72	73	83	89	-	-	66
CC (4) à fiscalité additionnelle	53	59	59	13	47	34	17	1	-	-	55
Groupement à FPU	65	69	72	76	82	86	92	95	95	98	72
Groupement à fiscalité additionnelle	54	59	62	66	74	76	75	100	-	100	<i>5</i> 8
Communes isolées	33	80	100	-	100	-	100	100	-	-	78

(1): Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Évolution du nombre de communes concernées par la TEOM entre 2015 et 2016

en nombre de communes

Taille des communes	Moins de	De 200 à	De 500 à	De 2 000 à	De 3 500 à	De 5 000 à	De 10 000 à	De 20 000 à	De 50 000 à	100 000 hab.	Ensemble
en nombre d'habitants en 2016	200 hab.	500 hab.	2 000 hab.	3 500 hab.	5 000 hab.		20 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	et plus	
Auvergne-Rhône-Alpes	18	8	2	1	0	0	0	0	0	0	29
Bourgogne-Franche-Comté	-18	-20	-6	-3	0	-2	0	0	0	0	-49
Bretagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Centre-Val de Loire	1	7	8	1	0	0	0	0	0	0	17
Corse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	0
Grand-Est	36	34	34	2	1	1	1	1	0	0	110
Hauts-de-France	-1	-3	-20	-2	-1	5	2	1	0	0	-19
Normandie	4	4	10	0	0	0	0	0	0	0	18
Nouvelle Aquitaine	0	11	11	0	1	1	1	0	0	0	25
Occitanie	2	-13	-10	-4	0	0	0	0	0	0	-25
Pays de la Loire	0	0	-4	-2	0	0	-1	0	0	0	-7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-7	0	-3	-1	0	0	0	0	0	0	-11
Métropole hors Île-de-France	35	28	22	-8	1	5	3	2	0	0	88
Île-de-France	3	2	1	0	1	0	0	0	0	0	7
Métropole	38	30	23	-8	2	5	3	2	0	0	95
Outre-mer	0	-	0	0	0	0	0	0	0	0	0
France entière	38	30	23	-8	2	5	3	2	0	0	95
Type d'EPCI en 2016											
CA ⁽¹⁾	4	0	7	18	4	3	7	4	1	0	48
CU (2) ou métropole (3)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CC (4) à FPU	0	30	55	10	-6	1	1	0	-	-	91
CC (4) à fiscalité additionnelle	0	4	-32	-5	-5	-2	-3	1	-	-	-42
Groupement à FPU	34	0	62	28	-2	4	8	4	1	0	139
Groupement à fiscalité additionnelle	0	4	-32	-5	-5	-2	-3	-1	-	1	-43
Communes isolées	0	0	0	0	-1	0	0	-	-	-	-1
Selon la collectivité destinataire de la taxe											
en 2016											
Groupement à FA	3	4	1	0	0	0	0	0	-	-	8
Groupement à FPU	35	23	20	-8	1	5	3	2	0	0	81
Syndicat	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	3
Commune elle-même	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	3

^{(1):} Communauté d'agglomération ; (2): Communauté urbaine ; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4): Communauté de communes.

Les bases par habitant de la TEOM des communes et de leurs groupements en 2016

en euros / hab

Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et plus	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	864	859	962	1 120	1 084	1 200	1 131	1 291	1 464	1 359	1 121
Bourgogne-Franche-Comté	781	770	882	982	957	1 078	1 206	1 295	1 178	1 365	1 056
Bretagne	624	585	782	928	1 085	1 119	1 174	1 250	1 362	-	1 050
Centre-Val de Loire	707	657	688	803	758	989	1 076	1 140	1 258	1 292	933
Corse	1 009	1 009	1 465	1 275	1 190	1 166	2 427	971	1 128	-	1 231
Grand-Est	592	614	776	841	937	1 033	1 049	1 119	1 081	1 284	981
Hauts-de-France	542	542	631	744	829	712	797	973	905	1 181	763
Normandie	585	559	629	911	1 115	1 004	997	1 139	1 115	1 195	857
Nouvelle Aquitaine	750	722	781	925	1 175	1 172	1 450	1 348	1 328	1 384	1 049
Occitanie	777	752	839	933	1 103	1 153	1 255	1 297	1 278	1 346	1 051
Pays de la Loire	549	514	667	865	1 085	1 026	1 536	1 200	1 204	1 182	1 064
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 187	1 556	1 496	1 452	1 483	1 567	1 656	1 677	1 747	1 214	1 595
Métropole hors Île-de-France	715	695	810	960	1 074	1 112	1 194	1 244	1 279	1 327	1 088
Île-de-France	1 079	1 034	1 120	1 524	1 433	1 458	1 474	1 406	1 414	-	1 404
Métropole	720	706	826	996	1 102	1 157	1 260	1 387	1 626	1 825	1 281
Outre-mer	46	-	512	438	696	549	726	817	885	1 228	823
France entière	720	706	825	995	1 097	1 133	1 230	1 352	1 563	1 810	1 265
Type d'EPCI en 2015											
CA (1)	741	715	822	1 033	1 135	1 156	1 264	1 300	1 296	1 250	1 195
CU (2) ou métropole (3)	898	748	897	994	1 125	1 174	1 234	1 118	714	1 331	1 180
CC (4) à FPU	721	699	794	936	1 041	1 057	1 121	914	-	-	914
CC (4) à fiscalité additionnelle	713	711	877	1 094	1 101	1 162	1 174	1 110	-	-	944
Groupement à FPU	725	702	811	979	1 097	1 131	1 236	1 354	1 563	1 820	1 295
Groupement à fiscalité additionnelle	713	711	877	1 093	1 087	1 153	1 143	1 095	-	1 171	952
Communes isolées	702	883	<i>547</i>	-	1 489	-	269	1 225	-	-	997
Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2016	1										
Groupement à FA	714	711	867	1099	1095	1160	1188	1095	-	1171	954
Groupement à FPU	726	699	805	969	1091	1136	1229	1308	1364	1376	1162
Syndicat	656	733	925	1113	802	822	989	898	1219	1256	966
Commune elle-même	1028	1018	1440	1495	802	822	989	898	1219	1256	966

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

Remarque : le calcul de la base de la TEOM par habitant tient compte uniquement de la population communale concernée.

Les taux moyens de la TEOM* des communes et de leurs groupements en 2016

en pourcentage Taille des communes Moins de De 200 à De 500 à De 2 000 à De 3 500 à De 5 000 à De 10 000 à De 20 000 à De 50 000 à 100 000 hab. Ensemble en nombre d'habitants en 2016 200 hab. 500 hab. 2 000 hab. 3 500 hab. 5 000 hab. 10 000 hab. 20 000 hab. 50 000 hab. 100 000 hab. et plus Auverane-Rhône-Alpes 12.03 11.47 10.32 9.75 10.07 10.00 12.00 14.34 9.37 30.12 12.31 Bourgogne-Franche-Comté 11.33 10,56 9,53 9.08 8.39 8.57 8.16 8.56 9.80 6.40 8,72 9,33 12.31 10.41 10.10 10,99 10,84 11.88 10.83 8,03 11,68 Bretagne Centre-Val de Loire 14,21 13,96 13,37 12,16 13,16 10,36 9,90 10,70 8,45 8,76 11,04 Corse 13,51 14,28 13.11 12.88 10.01 13,32 13.55 10.91 19,49 14,02 Grand-Est 12,08 11,69 10,44 10,97 11,31 10,52 11,98 12,97 10,05 15.38 12,10 Hauts-de-France 12.93 12.81 12.84 13.66 13.35 13.68 16.06 18.33 25.46 35.65 16.75 Normandie 12,79 13,50 13,06 12,11 10,89 13,15 15,94 15,10 12,15 16,27 13,75 Nouvelle Aquitaine 11.85 11.99 10,51 11.59 13.93 25.16 12,63 11.72 11.63 11,74 12,79 Occitanie 12,74 12,77 13,79 13,72 15,59 11,55 35,22 16,02 13,13 16,64 15,08 Pays de la Loire 9,79 11,21 11,35 11,21 11,96 12,53 12,47 39,85 9,34 16,26 13,51 Provence-Alpes-Côte d'Azur 12.63 11.01 12.89 12.57 14.64 17.95 14.48 18.09 12.22 140.44 21.17 Métropole hors Île-de-France 12.20 10.85 10,17 9.91 10.86 10.01 12.32 11.42 10.55 9.97 10.46 Île-de-France 10.06 9.96 8.42 8,55 13.91 43.79 21,86 10.63 8.78 10.62 M étropole 12.28 12.13 11,31 10.60 10.29 9.80 9,30 8.24 7,80 8.20 9.11 Outre-mer 4,74 13.09 9.17 15.73 15,62 17.15 14,16 16,41 15,20 15.51 France entière 12,28 12,13 11,31 10,60 10,33 9,91 9,57 8,47 8,21 8,32 9,26 Type d'EPCI en 2016 CA (1) 11.50 11.25 10.48 9.84 9.64 9.38 9.62 9.35 10.60 10.61 9.86 CU (2) ou métropole (3) 7,15 8.13 8,44 9.98 9.89 8,87 8,85 8.93 17,78 7,91 8,79 CC (4) à FPU 12.42 12.41 11.78 11.22 11.08 10.98 10.91 10.72 11,36 _ _ CC (4) à fiscalité additionnelle 12.24 12.02 11.42 10.68 11.38 10.93 10.89 8.10 11,27 8,32 Groupement à FPU 12,30 12,18 11,27 10,60 10,18 9,79 9,50 8,46 8,21 9,12 Groupement à fiscalité additionnelle 12.24 12.02 11.41 10.57 11.16 10,88 10.86 10.29 7,40 11,08 Communes isolées 11.90 16.87 12.07 15.82 6.50 7.86 10.00 Selon la collectivité destinataire de la taxe en 2016 Groupement à FA 12,19 10,91 7,40 11,09 12,00 11,42 10,51 11,21 11,04 10,29 Groupement à FPU 12,29 12,22 11,33 10,69 10,32 9,84 9,56 8,79 9,25 9,86 9,80 Syndicat 13,46 12,28 10,77 8,92 11,30 8,92 7,95 8,90 7,79 6,01 8,73 10,67 8,58 6,23 Commune elle-même 9,81 7,90 7,28 7,88 9,10 6,46 6,36 6,51

^{(1):} Communauté d'agglomération; (2): Communauté urbaine; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon; (4): Communauté de communes.

^{*} Y compris la part incitative à la TEOM.

Les produits par habitant de la TEOM* des communes et de leurs groupements en 2016

en euros /hah

											en euros /hab.
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	104	98	98	102	98	102	101	98	102	115	102
Bourgogne-Franche-Comté	88	81	84	89	80	92	98	111	115	87	92
Bretagne	58	71	78	88	97	96	90	135	109	61	89
Centre-Val de Loire	100	92	92	98	100	102	107	122	106	113	103
Corse	136	144	192	164	119	155	329	106	220	-	173
Grand-Est	72	72	80	90	93	100	111	124	109	129	104
Hauts-de-France	70	69	79	92	100	81	92	113	120	153	98
Normandie	75	75	79	100	114	95	99	109	135	139	98
Nouvelle Aquitaine	88	86	94	106	123	127	136	125	119	124	113
Occitanie	99	96	108	121	144	147	151	166	148	129	132
Pays de la Loire	52	55	74	94	113	104	136	102	112	96	102
Provence-Alpes-Côte d'Azur	131	166	164	153	154	148	166	148	214	186	171
Métropole hors Île-de-France	88	85	92	104	113	113	119	123	139	133	114
Île-de-France	109	110	111	127	114	115	110	101	112	193	128
Métropole	88	86	93	106	113	113	117	114	127	150	117
Outre-mer	2,2	-	67	40	110	86	125	116	145	187	128
France entière	88	86	93	105	113	112	118	114	128	151	117
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	85	80	86	102	109	108	122	122	137	133	118
CU (2) ou métropole (3)	64	61	76	99	111	104	109	100	127	105	104
CC (4) à FPU	90	87	93	105	115	116	122	98	-	-	104
CC (4) à fiscalité additionnelle	87	85	100	117	125	127	128	90	-	-	106
Groupement à FPU	89	86	91	104	112	111	117	115	128	151	118
Groupement à fiscalité additionnelle	87	85	100	116	121	125	124	113	-	87	105
Communes isolées	84	149	66	-	236	-	18	96	-	-	100
Selon la collectivité destinataire de la tax	(e										
en 2016											
Groupement à FA	87	85	99	116	123	127	131	113	-	87	106
Groupement à FPU	89	85	91	104	113	112	118	115	126	136	114
Syndicat	88	90	100	99	91	73	79	80	95	76	84
Commune elle-même	110	100	124	118	102	96	127	114	134	202	157

^{(1):} Communauté d'agglomération ; (2): Communauté urbaine ; (3): Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4): Communauté de communes.

Remarque : le calcul du produit de la TEOM par habitant tient compte uniquement de la population communale concernée.

^{*} Y compris la part incitative à la TEOM.

Évolution des produits de la TEOM* des communes et de leurs groupements entre 2015 et 2016

en pourcentage

											n pourcentage
Taille des communes en nombre d'habitants en 2016	Moins de 200 hab.	De 200 à 500 hab.	De 500 à 2 000 hab.	De 2 000 à 3 500 hab.	De 3 500 à 5 000 hab.	De 5 000 à 10 000 hab.	De 10 000 à 20 000 hab.	De 20 000 à 50 000 hab.	De 50 000 à 100 000 hab.	100 000 hab. et	Ensemble
Auvergne-Rhône-Alpes	5,8	3,6	3,7	4,2	3,4	4,4	4,3	4,4	1,2	4,8	4,1
Bourgogne-Franche-Comté	-1,5	-3,1	0,7	-2,4	2,0	-7,4	0,4	0,7	7,5	2,2	-0,5
Bretagne	3,4	2,4	2,6	2,5	2,4	2,5	2,9	3,4	3,1	3,6	2,8
Centre-Val de Loire	3,0	2,4	3,1	4,1	3,5	3,7	3,9	1,6	1,9	1,8	2,9
Corse	5,2	4,1	9,6	8,0	13,0	3,8	1,4	4,8	1,9	-	5,2
Grand-Est	9,3	9,8	8,9	4,7	4,6	3,8	5,9	5,7	1,0	2,1	4,7
Hauts-de-France	1,4	3,6	1,2	0,1	-1,7	-1,7	0,2	1,5	1,2	1,9	0,7
Normandie	2,4	2,7	3,5	2,6	1,1	3,2	1,6	1,9	2,0	1,4	2,3
Nouvelle Aquitaine	1,0	2,4	3,0	2,2	6,2	5,4	4,4	3,1	4,1	6,7	4,0
Occitanie	3,4	0,8	1,5	0,7	2,0	2,5	2,6	2,7	6,0	-2,7	1,3
Pays de la Loire	0,6	0,8	-0,6	-0,6	0,4	-3,4	-8,9	-22,5	2,1	-15,4	-8,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-2,8	2,1	0,1	0,5	1,6	1,8	4,5	2,3	2,3	2,1	2,3
Métropole hors Île-de-France	2,9	2,6	2,9	2,1	2,5	2,4	2,5	1,7	2,6	0,6	2,1
Île-de-France	10,2	3,3	1,1	7,0	4,5	2,0	0,9	0,8	-1,3	1,8	1,1
Métropole	3,0	2,6	2,8	2,5	2,7	2,3	2,2	1,4	1,0	1,0	1,8
Outre-mer	1,0	-	8,8	5,8	18,6	21,1	14,9	5,8	3,5	5,8	8,1
France entière	3,0	2,6	2,8	2,5	2,8	2,8	2,9	1,6	1,2	1,2	2,1
Type d'EPCI en 2016											
CA (1)	3,6	3,1	3,6	4,7	4,0	3,9	4,5	1,7	2,3	-0,2	25,3
CU (2) ou métropole (3)	2,3	3,0	3,4	3,1	2,2	2,4	2,0	0,9	-0,4	1,5	15,1
CC (4) à FPU	3,2	3,6	2,6	1,8	3,0	3,4	1,5	3,6	-	-	5,6
CC (4) à fiscalité additionnelle	2,6	0,9	2,4	0,5	0,2	-1,4	-0,5	-	-	-	1,3
Groupement à FPU	3,3	3,5	2,9	2,9	3,3	3,4	3,0	1,4	1,2	1,2	2,1
Groupement à fiscalité additionnelle	2,6	0,9	2,4	0,5	0,2	-1,3	-0,3	47,2	-	2,0	1,4
Selon la collectivité destinataire de la taxe											
en 2016											
Groupement à FA	2,5	0,7	2,3	0,3	0,1	-1,3	-1,6	47,2	-	2,0	1,1
Groupement à FPU	3,2	3,5	2,9	2,9	3,3	3,4	2,9	1,7	2,3	0,8	2,3
Syndicat	3,3	3,8	4,3	3,1	5,2	9,9	15,5	5,8	2,4	1,7	6,7
Commune elle-même	6,1	4,3	1,8	5,1	1,3	-3,3	2,1	-0,6	-1,6	1,8	0,7

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Communauté urbaine ; (3) : Métropole y compris la métropole de Lyon ; (4) : Communauté de communes.

^{*} Y compris la part incitative à la TEOM.

A1.12 Synthèse de la fiscalité directe locale du secteur communal

La fiscalité directe locale est composée uniquement :

- -des taxes « ménages » (TM) : taxe d'habitation (TH) et ses composantes (y compris la TH sur les logements vacants et la majoration des résidences secondaires), Foncier bâti (FB) et non bâti (FnB) ;
- des impôts économiques (IE): cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajouté des entreprises (CVAE), impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER) et la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM);
 - de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM);
 - -de la taxe gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations(GEMAPI).

Cette liste ne comprend pas la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles, à destination du seul secteur communal, non disponibles dans les fichiers fiscaux transmis par la DGFiP.

Les produits et compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale* des communes et de leurs groupements en 2016**

							en euros/hab.
Département	Taxe	es ménages	Impôts	économiques	Contrib	utions directes	Fiscalité
	Produits	Compensations	Produits	Compensations	Produits	Compensations	directe*
01 Ain	452,8	14,4	197,6	1,8	650,4	16,2	711,0
02 Aisne	444,5	27,7	132,2	1,8	576,7	29,4	644,2
03 Allier	541,1	34,2	149,8	2,8	690,8	37,0	789,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	735,6	22,7	247,0	3,2	982,6	25,8	1 092,7
05 Hautes-Alpes	786,4	16,1	192,1	1,7	978,4	17,8	1 080,3
06 Alpes-Maritimes	931,9	36,3	217,4	4,3	1 149,3	40,6	1 361,1
07 Ardèche	452,9	19,8	196,3	1,8	649,2	21,6	745,9
08 Ardennes	462,1	21,3	188,6	1,7	650,7	22,9	693,9
09 Ariège	562,1	24,7	210,5	3,9	772,6	28,6	893,3
10 Aube	497,3	22,4	206,9	2,0	704,2	24,4	793,2
11 Aude	725,0	40,0	153,2	3,3	878,2	43,3	1 010,0
12 Aveyron	496,4	26,8	209,6	2,5	706,0	29,3	797,7
13 Bouches-du-Rhône	748,5	33,2	213,6	5,4	962,2	38,7	1 114,8
14 Calvados	549,4	17,7	145,8	2,0	695,2	19,8	792,4
15 Cantal	556,7	34,4	159,5	2,4	716,2	36,7	795,5
16 Charente	510,6	25,5	156,9	2,2	667,5	27,7	773,9
17 Charente-Maritime	642,8	25,2	128,2	1,9	770,9	27,1	844,2
18 Cher	528,6	25,1	184,6	2,4	713,2	27,5	771,1
19 Corrèze	534,4	25,2	182,0	2,6	716,4	27,8	805,2
2A Corse-du-Sud	693,7	37,7	128,7	26,7	822,4	64,4	1 025,0
2B Haute-Corse	553,9	42,5	107,6	19,6	661,5	62,2	785,9
21 Côte-d'Or	583,9	16,9	175,5	2,0	759,4	19,0	824,3
22 Côtes-d'Armor	571,9	29,5	132,2	1,9	704,0	31,4	768,6
23 Creuse	464,6	34,5	108,7	2,2	573,3	36,7	674,2
24 Dordogne	535,6	25,0	114,3	1,9	650,0	26,9	753,6
25 Doubs	518,9	19,2	171,3	2,3	690,2	21,5	709,6
26 Drôme	570,9	24,6	243,9	2,3	814,8	26,9	908,5
27 Eure	461,2	16,0	147,3	1,6	608,5	17,6	716,9
28 Eure-et-Loir	500,0	17,0	163,4	1,7	663,4	18,8	777,6
29 Finistère	631,8	27,4	132,4	2,0	764,2	29,4	820,9
30 Gard	633,5	35,9	155,4	3,5	788,8	39,4	920,2
31 Haute-Garonne	689,8	20,2	278,5	3,2	968,3	23,4	1 077,6
32 Gers	522,1	33,0	123,9	1,9	646,0	35,0	733,1
33 Gironde	716,5	21,7	200,3	3,1	916,8	24,7	1 029,7
34 Hérault	822,2	33,8	173,0	3,1	995,2	36,9	1 157,1
35 Ille-et-Vilaine	591,3	19,5	171,8	1,9	763,1	21,4	817,1
36 Indre	479,0	30,6	136,7	2,5	615,7	33,1	677,1
37 Indre-et-Loire	555,3	22,2	161,0	2,0	716,3	24,2	794,5
38 Isère	652,7	16,5	230,2	3,0	882,9	19,5	968,8
39 Jura	463,7	19,9	146,2	1,3	609,9	21,2	666,7
40 Landes	576,2	22,8	171,2	1,8	747,4	24,6	848,5
41 Loir-et-Cher	531,2	20,9	185,0	2,1	716,2	23,0	799,3
42 Loire	560,3	24,6	160,7	2,7	721,1	27,2	799,7
43 Haute-Loire	480,5	25,3	135,5	1,5	616,0	26,8	701,3
44 Loire-Atlantique	689,1	19,0	204,4	2,7	893,4	21,7	969,0
45 Loiret	616,1	18,1	203,5	2,3	819,6	20,4	925,3
46 Lot	530,3	22,6	143,4	2,0	673,6	24,6	790,0
47 Lot-et-Garonne	535,2	33,5	145,6	2,6	680,8	36,1	776,5
48 Lozère	500,0	22,5	114,7	2,5	614,7	25,0	703,3
49 Maine-et-Loire	543,2	22,6	139,9	2,0	683,1	24,6	741,5
50 Manche	514,1	23,5	190,5	1,8	704,6	25,3	780,1
						•	

Les produits et compensations d'exonération par habitant de la fiscalité directe locale* des communes et de leurs groupements en 2016** (suite)

en euros/hab.

							en euros/hab.
Département		es ménages	i -	économiques		utions directes	Fiscalité
-		Compensations		Compensations			directe*
51 Marne	617,0	22,9	172,2	2,5	789,3	25,4	867,1
52 Haute-Marne	444,2	19,1	146,8	1,4	591,0	20,5	639,3
53 Mayenne	514,6	28,3	159,0	2,0	673,6	30,3	706,8
54 Meurthe-et-Moselle	554,6	20,8	154,4	2,6	709,0	23,4	795,1
55 Meuse	419,4	21,1	142,8	1,3	562,2	22,4	595,3
56 Morbihan	607,5	24,3	138,3	1,3	745,8	25,5	828,1
57 Moselle	434,4	18,3	170,1	2,0	604,5	20,2	687,9
58 Nièvre	561,3	31,8	125,6	2,2	686,9	34,1	769,6
59 Nord	522,0	22,5	201,5	4,6	723,5	27,1	830,1
60 Oise	552,9	17,4	163,3	1,8	716,1	19,2	762,6
61 Orne	448,1	26,3	112,3	1,7	560,4	28,0	635,1
62 Pas-de-Calais	531,4	22,9	150,4	2,1	681,8	25,0	739,6
63 Puy-de-Dôme	599,9	21,6	174,8	2,0	774,7	23,6	891,9
64 Pyrénées-Atlantiques	603,9	25,6	190,1	2,4	794,0	28,0	909,3
65 Hautes-Pyrénées	587,0	22,9	200,8	2,4	787,8	25,4	915,2
66 Pyrénées-Orientales	774,6	37,8	162,6	2,3	937,1	40,1	1 091,7
67 Bas-Rhin	545,7	14,5	210,1	2,0	755,8	16,5	816,8
68 Haut-Rhin	477,1	14,1	204,3	2,4	681,5	16,5	757,2
69 Rhône	662,9	18,8	257,1	3,8	920,0	22,6	1 005,2
70 Haute-Saône	340,2	15,8	113,4	1,1	453,6	16,8	466,9
71 Saône-et-Loire	543,1	24,8	155,1	2,2	698,2	27,0	776,1
72 Sarthe	524,0	19,7	157,2	1,9	681,1	21,6	721,4
73 Savoie	753,3	16,1	364,7	3,2	1 118,0	19,3	1 262,6
74 Haute-Savoie	639,8	12,9	211,2	2,1	851,1	14,9	953,1
76 Seine-Maritime	561,0	20,8	224,3	2,6	785,4	23,4	861,7
77 Seine-et-Marne	652,4	14,6	214,9	2,1	867,3	16,6	973,1
78 Yvelines	689,5	11,8	205,3	2,5	894,9	14,3	991,0
79 Deux-Sèvres	526,6	28,2	154,8	2,0	681,4	30,2	759,4
80 Somme	543,4	24,6	163,1	1,9	706,5	26,5	779,7
81 Tarn	493,6	22,5	141,0	2,6	634,6	25,1	725,9
82 Tarn-et-Garonne	539,2	24,2	209,7	2,2	748,9	26,4	837,7
83 Var	922,7	29,6	149,4	3,5	1 072,1	33,1	1 253,9
84 Vaucluse	660,8	31,5	220,2	5,1	881,0	36,6	1 006,1
85 Vendée	580,2	22,1	167,8	1,4	748,0	23,5	814,5
86 Vienne	534,5	23,1	167,0	2,0	701,5	25,1	765,5
87 Haute-Vienne	586,0	29,1	128,1	2,3	714,1	31,4	784,8
88 Vosges	429,8	18,7	148,9	1,9	578,7	20,6	637,6
89 Yonne	520,2	22,2	144,2	1,8	664,4	24,0	727,7
90 Territoire de Belfort	440,7	17,8	181,3	3,6	622,1	21,4	697,1
91 Essonne	737,9	12,6	205,4	2,0	943,3	14,6	1 051,5
92 Hauts-de -Seine	789,0	13,7	420,2	2,6	1 209,1	16,3	1 320,5
93 Seine-Saint-Denis	695,2	28,8	258,4	5,4	953,7	34,2	1 055,4
94 Val-de-Marne	775,8	20,5	234,0	3,5	1 009,8	24,1	1 116,0
95 Val-d'Oise	663,9	13,9	160,8	1,2	824,7	15,1	920,8
Métropole hors Paris	616,1	22,4	192,8	2,8	807,5	25,2	925,8
75 Paris	613,3	8,3	374,7	5,0	988,0	13,2	1 194,5
Métropole	616,0	21,9	199,1	2,9	815,1	24,7	935,1
971 Guadeloupe	455,2	33,1	120,4	9,3	575,6	42,5	730,7
972 Martinique	507,1	27,5	138,8	12,8	645,9	40,3	796,6
973 Guyane	259,1	7,6	109,9	2,7	369,0	10,3	430,6
974 Réunion	482,1	24,2	117,6	16,2	599,7	40,4	742,0
976 Mayotte	116,3	0,0	27,9	2,0	144,2	2,0	161,6
Départements d'outre-mer	417,8	22,1	111,9	11,2	529,8	33,3	653,8
France entière	609,8	21,9	196,4	3,1	806,2	25,0	926,2
Type d'EPCI en 2016							
CA (1) ou SAN(2)	652,5	24,5	187,0	3,9	839,5	28,4	949,3
CU (3) ou métropole (4)	729,2	3,6	267,8	0,8	997,0	4,3	1 123,5
CC (5) à FPU	482,3	19,9	149,2	1,5	631,5	21,4	704,1
CC (5) à fiscalité additionnelle	497,8	19,5	158,7	1,7	656,5	21,2	724,4
Groupement à FPU	623,6	22,2	201,2	3,2	824,8	25,4	928,3
Groupement à fiscalité additionnelle	505,0	19,7	160,4	1,7	665,4	21,4	734,0

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ;

^{(5) :} Communauté de communes.

^{*} Sont compris les produits des contributions directes, la TEOM,la taxe GEMAPI et hors la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles (non disponibles).

^{**} Hors les produits et compensations du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon. Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Les produits et compensations d'exonération de la fiscalité directe locale* des communes et de leurs groupements en 2016**

llions d	

	Tov	es ménages	lm nôte	s économiques	Contrib	utions directes	en millions d'euros
Département		Compensations	1 -	Compensations		Compensations	Fiscalité directe*
01 Ain	288,4	9,2	125,8	1,1	414,2	10,3	452,8
02 Aisne	246,5	9,2 15,3	73,3	1,1	319,8	16,3	452,6 357,2
03 Allier	191,4	12,1	53,0	1,0	244,4	13,1	279,2
04 Alpes-de-Haute-Provence	122,6	3,8	41,2	0,5	163,8	4,3	182,2
05 Hautes-Alpes	113,7	2,3	27,8	0,3	141,5	4,3 2,6	156,3
06 Alpes-Maritimes	1 022,0	39,8	238,4	4,7	1 260,5	2,0 44,6	1 492,7
07 Ardèche	149,5	6,6	64,8	4,7 0,6	214,3	7,1	246,2
07 Ardeche 08 Ardennes	133,6	6,1	54,5	0,6	188,1	6,6	200,6
09 Ariège	89,0	3,9	33,3	0,6	122,4	4,5	141,5
10 Aube	156,6	3,9 7,0	65,1	0,6	221,7	4,5 7,7	249,7
11 Aude	271,8			1,2	329,2	16,2	378,6
		15,0	57,4				1
12 Aveyron	143,6	7,7	60,6	0,7	204,2	8,5	230,7
13 Bouches-du-Rhône	1 514,0	67,2	432,1	11,0	1 946,1	78,2	2 254,8
14 Calvados	388,2	12,5	103,0	1,4	491,3	14,0	560,0
15 Cantal	85,1	5,2	24,4	0,4	109,4	5,6	121,6
16 Charente	187,2	9,3	57,5	0,8	244,7	10,2	283,7
17 Charente-Maritime	419,5	16,4	83,6	1,3	503,1	17,7	550,9
18 Cher	169,0	8,0	59,0	0,8	228,0	8,8	246,5
19 Corrèze	133,3	6,3	45,4	0,6	178,7	6,9	200,9
2A Corse-du-Sud	105,2	5,7	19,5	4,0	124,7	9,8	155,4
2B Haute-Corse	96,3	7,4	18,7	3,4	115,0	10,8	136,7
21 Côte-d'Or	317,4	9,2	95,4	1,1	412,9	10,3	448,2
22 Côtes-d'Armor	353,2	18,2	81,6	1,2	434,8	19,4	474,7
23 Creuse	58,4	4,3	13,7	0,3	72,1	4,6	84,8
24 Dordogne	230,1	10,7	49,1	0,8	279,2	11,6	323,7
25 Doubs	284,3	10,5	93,9	1,3	378,2	11,8	388,9
26 Drôme	290,8	12,6	124,2	1,2	415,1	13,7	462,8
27 Eure	282,5	9,8	90,2	1,0	372,7	10,8	439,1
28 Eure-et-Loir	222,2	7,6	72,6	0,8	294,8	8,3	345,6
29 Finistère	590,5	25,6	123,8	1,9	714,3	27,5	767,3
30 Gard	475,1	26,9	116,5	2,6	591,6	29,6	690,2
31 Haute-Garonne	914,2	26,8	369,2	4,2	1 283,4	31,0	1 428,2
32 Gers	103,2	6,5	24,5	0,4	127,6	6,9	144,9
33 Gironde	1 100,9	33,3	307,7	4,7	1 408,6	38,0	1 582,0
34 Hérault	914,2	37,6	192,3	3,4	1 106,5	41,0	1 286,5
35 Ille-et-Vilaine	619,6	20,4	180,0	2,0	799,6	22,4	856,2
36 Indre	112,7	7,2	32,1	0,6	144,8	7,8	159,2
37 Indre-et-Loire	341,8	13,7	99,1	1,2	440,9	14,9	489,0
38 lsère	824,9	20,9	291,0	3,8	1 115,8	24,7	1 224,4
39 Jura	125,6	5,4	39,6	0,3	165,2	5,7	180,6
40 Landes	237,0	9,4	70,4	0,7	307,3	10,1	348,9
41 Loir-et-Cher	181,9	7,1	63,4	0,7	245,3	7,9	273,7
42 Loire	433,8	19,0	124,4	2,1	558,2	21,1	619,0
43 Haute-Loire	112,4	5,9	31,7	0,4	144,1	6,3	164,0
44 Loire-Atlantique	940,2	26,0	278,9	3,7	1 219,1	29,6	1 322,2
45 Loiret	421,5	12,4	139,2	1,6	560,7	13,9	633,0
46 Lot	95,7	4,1	25,9	0,4	121,6	4,4	142,6
47 Lot-et-Garonne	183,9	11,5	50,0	0,9	234,0	12,4	266,9
48 Lozère	40,4	1,8	9,3	0,2	49,6	2,0	56,8
49 Maine-et-Loire	447,4	18,6	115,2	1,6	562,5	20,3	610,6
50 Manche	266,5	12,2	98,7	0,9	1	13,1	404,4

Les produits et compensations d'exonération de la fiscalité directe locale* des communes et de leurs groupements en 2016** (suite)

							en millions d'euros
Département		es ménages	1 -	économiques	1	outions directes	Fiscalité directe*
<u> </u>		Compensations	!	Compensations		Compensations	
51 Marne	360,2	13,4	100,5	1,4	460,7	14,8	506,1
52 Haute-Marne	83,5	3,6	27,6	0,3	111,2	3,9	120,3
53 Mayenne	163,7	9,0	50,6	0,6	214,3	9,6	224,8
54 Meurthe-et-Moselle 55 Meuse	413,4	15,5	115,1	1,9	528,5	17,4	592,7
56 Morbihan	83,2 462,6	4,2 18,5	28,3 105,3	0,3 1,0	111,5 567,8	4,4 19,4	118,1 630,5
57 Moselle	464,0	19,5	181,7	2,1	645,6	21,6	734,7
58 Nièvre	125,0	7,1	28,0	0,5	153,0	7,6	171,4
59 Nord	1 375,7	59,2	530,9	12,1	1 906,6	7,0 71,3	2 187,9
60 Oise	462,2	14,5	136,5	1,5	598,6	16,1	637,5
61 Orne	133,6	7,8	33,5	0,5	167,1	8,3	189,4
62 Pas-de-Calais	792,7	34,2	224,3	3,1	1 017,0	37,3	1 103,3
63 Puy-de-Dôme	395,0	14,2	115,1	1,3	510,1	15,6	587,3
64 Pyrénées-Atlantiques	414,0	17,5	130,3	1,6	544,3	19,2	623,4
65 Hautes-Pyrénées	139,0	5,4	47,5	0,6	186,5	6,0	216,7
66 Pyrénées-Orientales	365,3	17,8	76,7	1,1	441,9	18,9	514,8
67 Bas-Rhin	616,0	16,4	237,1	2,2	853,2	18,7	922,1
68 Haut-Rhin	369,8	10,9	158,4	1,8	528,1	12,8	586,8
69 Rhône	1 201,3	34,1	465,9	6,9	1 667,1	41,0	1 821,5
70 Haute-Saône	84,0	3,9	28,0	0,3	111,9	4,1	115,2
71 Saône-et-Loire	312,3	14,3	89,2	1,2	401,5	15,5	446,3
72 Sarthe	306,5	11,5	91,9	1,1	398,4	12,6	421,9
73 Savoie	329,9	7,1	159,7	1,4	489,6	8,5	552,9
74 Haute-Savoie	507,6	10,2	167,6	1,6	675,2	11,8	756,2
76 Seine-Maritime	718,4	26,7	287,2	3,3	1 005,6	30,0	1 103,3
77 Seine-et-Marne	905,5	20,2	298,3	2,9	1 203,7	23,1	1 350,5
78 Yvelines	997,3	17,1	297,0	3,6	1 294,3	20,7	1 433,3
79 Deux-Sèvres	201,7	10,8	59,3	0,8	261,0	11,6	290,9
80 Somme	317,5	14,4	95,3	1,1	412,7	15,5	455,5
81 Tarn	194,4	8,9	55,5	1,0	250,0	9,9	285,9
82 Tarn-et-Garonne	138,5	6,2	53,9	0,6	192,4	6,8	215,2
83 Var	965,5	31,0	156,3	3,6	1 121,8	34,6	1 312,0
84 Vaucluse	371,5	17,7	123,8	2,9	495,3	20,6	565,7
85 Vendée	391,5	14,9	113,3	0,9	504,8	15,8	549,6
86 Vienne	236,6	10,2	73,9	0,9	310,5	11,1	338,9
87 Haute-Vienne	225,2	11,2	49,2	0,9	274,5	12,1	301,7
88 Vosges	167,0	7,3	57,9	0,7	224,9	8,0	247,7
89 Yonne	183,2	7,8	50,8	0,6	234,0	8,4	256,3
90 Territoire de Belfort	65,1	2,6	26,8	0,5	91,9	3,2	103,0
91 Essonne	939,5	16,1	261,5	2,5	1 201,0	18,6	1 338,8
92 Hauts-de -Seine	1 271,2	22,1	677,0	4,3	1 948,2	26,3	2 127,7
93 Seine-Saint-Denis	1 088,2	45,1	404,5	8,5	1 492,7	53,6	1 651,9
94 Val-de-Marne	1 060,6	28,1	319,9	4,8	1 380,5	32,9	1 525,7
95 Val-d'Oise	804,0	16,8	194,7	1,4	998,8	18,3	1 115,2
Métropole hors Paris	38 751,4	1 407,3	12 128,1	174,8	50 879,5	1 582,1	58 226,3
75 Paris	1 382,5 40 133,9	18,6	844,7	11,2	2 227,2	29,8	2 692,7
Métropole 971 Guadeloupe	186,2	1 425,9 13,5	12 972,8 49,2	3,8	53 106,7 235,5	1 611,9 17,4	60 918,9 298,9
972 Martinique	198,7	10,8	49,2 54,4	5,0	253,5	15,8	312,1
973 Guyane	63,9	1,9	27,1	0,7	91,0	2,5	106,1
974 Réunion	63,9 407,3	20,4	99,3	13,7	506,6	2,5 34,1	626,8
976 Mayotte	25,2	0,0	6,1		31,3	0,4	35,1
Départements d'outre-mer	881,3	46,6	236,1	0,4 23,6	1 117,4	70,2	1 379,0
France entière	41 015,2	1 472,6	13 208,9	209,6	54 224,1	1 682,1	62 298,0
Type d'EPCI en 2016	41 010,2	1 712,0	.0 200,9	200,0	U-7 22-7, 1	1 002,1	02 200,0
CA (1) ou SAN(2)	14 180,6	532,4	4 063,6	85,3	18 244,2	617,7	20 629,0
CU (3) ou métropole (4)	14 039,5	69,0	5 155,5	14,5	19 194,9	83,5	21 631,3
CC (5) à FPU	9 028,4	372,1	2 792,7	28,6	11 821,2	400,7	13 180,1
CC (5) à fiscalité additionnelle	3 724,9	145,9	1 187,5	12,4	4 912,4	158,3	5 420,1
Groupement à FPU	37 049,3	1 317,8	11 952,9	196,0	49 002,3	1 513,8	55 156,5
Groupement à fiscalité additionnelle		153,1	1 246,3	13,4	5 170,4	166,6	5 703,9
	•		, ,,,,,				

^{(1) :} Communauté d'agglomération ; (2) : Syndicat d'agglomération nouvelle ; (3) : Communauté urbaine ; (4) : Y compris la métropole de Lyon ;

^{(5) :} Communauté de communes.

^{*} Sont compris les produits des contributions directes, la TEOM,la taxe sur la GEMAPI et hors la taxe sur les pylônes électriques et la taxe forfaitaire sur la cession à titre onéreux de terrains nus devenus constructibles (non disponibles).

^{**} Hors les produits et compensations du foncier bâti et y compris les parts intercommunales de la CVAE et des IFER de la métropole de Lyon. Source : DGFIP, REI ; calculs DGCL.

Annexe 2 **Indicateurs de référence des départements**

A2.1 Foncier bâti

Les bases nettes d'imposition :

Bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements en 2014*, 2015** et 2016** Montants et évolution

			Bases de	la taxe sur l	e foncier bâti	
	Départements	Mon	tants en milli	ons d'€	Evolution	on en %
		2014*	2015**	2016**	2014-2015	2015-2016
01	Ain	744	766	783	+2,9	+2,2
02	Aisne	465	476	479	+2,4	+0,6
03	Allier	366	375	379	+2,5	+1,1
04	Alpes-de-Haute-Provence	235	241	246	+2,4	+2,4
05	Hautes-Alpes	210	215	219	+2,4	+1,8
06	Alpes-Maritimes	1 980	2 016	2 064	+1,8	+2,4
07	Ardèche	331	340	346	+2,6	+1,8
80	Ardennes	259	265	268	+2,3	+1,0
09	Ariège	177	182	184	+2,9	+0,9
10	Aube	309	319	325	+3,2	+1,9
11	Aude	351	362	369	+2,9	+2,1
12	Aveyron	308	316	322	+2,7	+1,7
13	Bouches-du-Rhône	2 315	2 375	2 425	+2,6	+2,1
14	Calvados	696	716	730	+2,8	+2,0
15	Cantal	137	140	142	+2,5	+1,0
16	Charente	348	358	365	+3,1	+1,8
17	Charente-Maritime	704	726	742		
18	Charente-Mantime Cher				+3,2	+2,2
19		319	326	330	+2,2	+1,2
	Corrèze	270	277	280	+2,5	+1,4
2A	Corse-du-Sud	195	209	215	+7,3	+2,9
	Haute-Corse	173	179	188	+3,4	+4,7
21	Côte-d'Or	624	641	653	+2,7	+1,9
22	Côtes-d'Armor	533	549	556	+3,0	+1,3
23	Creuse	107	110	112	+2,9	+1,1
24	Dordogne	395	405	410	+2,6	+1,1
25	Doubs	580	595	602	+2,6	+1,3
26	Drôme	655	681	697	+3,9	+2,4
27	Eure	501	515	523	+2,9	+1,5
28	Eure-et-Loir	398	408	413	+2,4	+1,3
29	Finistère	965	1 000	1 014	+3,6	+1,4
30	Gard	773	797	813	+3,1	+2,1
31	Haute-Garonne	1 583	1 627	1 662	+2,7	+2,2
32	Gers	135	139	142	+3,1	+2,0
33	Gironde	1 750	1 806	1 851	+3,2	+2,5
34	Hérault	1 303	1 343	1 370	+3,1	+2,0
35	Ille-et-Vilaine	975	1 007	1 033	+3,3	+2,6
36	Indre	213	218	220	+2,5	+0,9
37	Indre-et-Loire	608	624	631	+2,6	+1,1
38	lsère	1 558	1 596	1 625	+2,4	+1,9
39	Jura	269	275	279	+2,3	+1,5
40	Landes	425	439	450	+3,3	+2,6
41	Loir-et-Cher	312	319	324	+2,3	+1,6
	Loire	843	864	878	+2,5	+1,6
	Haute-Loire	232	238	242	+2,7	+1,6
44	Loire-Atlantique	1 477	1 526	1 563	+3,3	+2,4
45	Loiret	769	789	803	+2,6	+1,7
46	Lot	185	190	193	+2,6	+1,7
47	Lot-et-Garonne	312	321	327	+2,6	+1,0
48						
	Lozère	82 735	85 750	86 763	+3,4	+1,8
49	Maine-et-Loire	725	750 505	763	+3,5	+1,8
50	Manche	511	525	532	+2,8	+1,3
51	Marne	604	617	629	+2,1	+1,9

Bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements en 2014*, 2015** et 2016** Montants et évolution(suite)

			Bases de la	taxe sur le fo	ncier bâti (su	iite)
	Départements	Mor	ntants en mill	ions d'€	Evolution	on en %
		2014*	2015**	2016**	2014-2015	2015-2016
52	Haute-Marne	150	153	154	+2,2	+0,7
53	Mayenne	245	253	260	+3,4	+2,6
54	Meurthe-et-Moselle	785	805	812	+2,6	+0,8
55	Meuse	162	167	169	+2,9	+0,8
56	Morbihan	808	835	852	+3,4	+2,0
57	Moselle	1 123	1 148	1 166	+2,3	+1,5
58	Nièvre	229	234	237	+2,4	+1,1
59	Nord	2 167	2 225	2 251	+2,7	+1,2
60	Oise	786	809	818	+3,0	+1,1
61	Orne	240	247	251	+2,8	+1,4
62	Pas-de-Calais	1 181	1 210	1 229	+2,4	+1,6
63	Puy-de-Dôme	728	749	772	+2,9	+3,1
64	Pyrénées-Atlantiques	857	880	897	+2,8	+1,9
65	Hautes-Pyrénées	277	285	290	+2,6	+1,8
66	Pyrénées-Orientales	607	626	638	+3,1	+1,9
67	Bas-Rhin	1 318	1 348	1 372	+2,3	+1,8
68	Haut-Rhin	896	915	932	+2,2	+1,8
69	Rhône	2 555	-	-	-	-
69M	Métropole de Lyon	-	2 109	2 155	+2,7	+2,2
	Rhône	-	518	531	+3,4	+2,6
70	Haute-Saône	213	219	222	+2,9	+1,2
71	Saône-et-Loire	559	574	581	+2,7	+1,3
72	Sarthe	519	535	542	+3,1	+1,3
73	Savoie	750	770	789	+2,7	+2,4
74	Haute-Savoie	1 118	1 155	1 188	+3,3	+2,9
76	Seine-Maritime	1 405	1 432	1 464	+1,9	+2,2
77	Seine-et-Marne	1 686	1 747	1 785	+3,7	+2,2
78	Yvelines	2 454	2 500	2 543	+1,9	+1,7
79	Deux-Sèvres	318	329	335	+3,4	+1,8
80	Somme	503	514	521	+2,3	+1,3
81	Tarn	343	354	357	+3,1	+0,9
82	Tarn-et-Garonne	234	241	245	+2,8	+1,7
83	Var	1 613	1 654	1 684	+2,6	+1,8
84	Vaucluse	685	705	718	+3,0	+1,8
85	Vendée	672	698	716	+3,9	+2,6
86	Vienne	404	414	419	+2,4	+1,2
	Haute-Vienne	411	422	426	+2,5	+1,1
	Vosges	348	357	361	+2,5	+1,2
89	Yonne	340	348	353	+2,5	+1,5
90	Territoire de Belfort	155	161	163	+3,5	+1,3
91	Essonne	1 879	1 925	1 961	+3,5	+1,8
	Hauts-de -Seine	4 191	4 296	4 405	+2,5	+2,5
93	Seine-Saint-Denis	2 367	2 415	2 433	+2,0	+0,8
	Val-de-Marne	2 186	2 222	2 433 2 255	+2,0 +1,6	+0,6 +1,5
	Val-d'Oise	1 588	1 618	1 643	+1,9	+1,6
	ropole hors Paris	73 346	75 300	76 693	+1,9	+1,8
75	•	7 193	7 303	7 373	+1,5	+1,0
	ropole	80 539	82 603	84 066	+1,5 +2,6	+1,0 +1,8
	Guadeloupe	341	354	366	+3,8	+3,4
	Martinique	341	349	359	+3,6 +1,9	+3,4 +2,9
	Guyane	113	349 118	123	+1,9	+2,9 +4,8
	Réunion					
		668	695 107	722 111	+4,0	+3,8
	Mayotte	104	107	111	+3,4	+3,0
	artements d'outre-mer	1 568	1 623	1 681	+3,5	+3,5
Fran	i ce née de l'instauration de la f	82 107	84 226	85 746	+2,6	+1,8

^{*} Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.
** Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements en 2014*, 2015** et 2016** Montants par habitant et évolution

		Base	s par habita	nt de la taxe	sur le foncie	r bâti
	Départements	Мо	ntants en €/l	nab.	Evolution	on en %
	Departements	2014	2015	2016	2014-2015	2015-2016
01	Ain	1 198	1 216	1 229	+1,5	+1,1
02	Aisne	836	857	863	+2,5	+0,7
03	Allier	1 036	1 062	1 072	+2,5	+1,0
04	Alpes-de-Haute-Provence	1 416	1 448	1 478	+2,3	+2,1
05	Hautes-Alpes	1 458	1 483	1 513	+1,7	+2,0
06	Alpes-Maritimes	1 803	1 835	1 882	+1,8	+2,5
07	Ardèche	1 013	1 036	1 050	+2,3	+1,3
08	Ardennes	890	912	927	+2,5	+1,7
09	Ariège	1 120	1 151	1 160	+2,8	+0,8
10	Aube	990	1 016	1 032	+2,6	+1,6
11	Aude	951	972	985	+2,1	+1,4
12	Aveyron	1 072	1 099	1 112	+2,5	+1,2
13	Bouches-du-Rhône	1 154	1 179	1 199	+2,1	+1,7
14	Calvados	992	1 016	1 033	+2,4	+1,7
15	Cantal	892	915	928	+2,7	+1,4
16	Charente	951	977	995	+2,8	+1,9
17	Charente-Maritime	1 092	1 120	1 137	+2,6	+1,5
18	Cher	998	1 020	1 033	+2,2	+1,3
19	Corrèze	1 074	1 107	1 124	+3,1	+1,6
2A	Corse-du-Sud	1 314	1 413	1 419	+7,6	+0,4
2B	Haute-Corse	1 011	1 032	1 079	+2,1	+4,5
21	Côte-d'Or	1 155	1 183	1 201	+2,1	+4,5 +1,5
22	Côtes-d'Armor	866	891	901	+2,4	
23	Creuse	840	872	887	+2,9	+1,1
24		923			1	+1,8
25	Dordogne		944	954	+2,3	+1,0
	Doubs	1 066	1 089	1 099	+2,2	+0,9
26	Drôme	1 302	1 344	1 368	+3,2	+1,8
27	Eure	827	846	854	+2,2	+1,0
28	Eure-et-Loir	902	920	930	+2,0	+1,1
29	Finistère	1 036	1 072	1 085	+3,5	+1,2
30	Gard	1 052	1 073	1 084	+2,0	+1,0
31	Haute-Garonne	1 231	1 246	1 254	+1,2	+0,7
32	Gers	690	708	720	+2,7	+1,7
l	Gironde	1 172	1 192	1 205	+1,7	+1,1
34		1 205	1 225	1 232	+1,6	+0,6
35	Ille-et-Vilaine	952	972	986	+2,1	+1,4
36	Indre	898	926	937	+3,1	+1,2
37		998	1 019	1 025	+2,1	+0,6
38	lsère	1 253	1 273	1 286	+1,6	+1,0
39	Jura	991	1 014	1 031	+2,4	+1,7
l	Landes	1 058	1 079	1 095	+2,0	+1,5
41	Loir-et-Cher	912	932	946	+2,2	+1,5
	Loire	1 099	1 120	1 134	+1,9	+1,3
	Haute-Loire	996	1 021	1 035	+2,5	+1,4
44		1 109	1 130	1 145	+2,0	+1,3
	Loiret	1 133	1 158	1 173	+2,2	+1,3
	Lot	1 019	1 047	1 068	+2,8	+2,0
47	Lot-et-Garonne	912	937	951	+2,7	+1,5
48	Lozère	1 009	1 047	1 071	+3,7	+2,3
49	Maine-et-Loire	890	915	927	+2,8	+1,3
50	Manche	986	1 014	1 026	+2,8	+1,2
51	Marne	1 041	1 059	1 077	+1,8	+1,7

Bases nettes de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements en 2014*, 2015** et 2016** Montants par habitant et évolution

		Bases	oar habitant o	de la taxe su	r le foncier bâ	ti (suite)
	Départements	Mo	ontants en €/l	hab.	Evolutio	n en %
		2014	2015	2016	2014***-2015	2015-2016
52	Haute-Marne	791	809	818	+2,3	+1,1
53	Mayenne	770	795	816	+3,3	+2,7
54	Meurthe-et-Moselle	1 050	1 077	1 090	+2,6	+1,2
55	Meuse	812	839	850	+3,3	+1,3
56	Morbihan	1 077	1 105	1 119	+2,6	+1,3
57	Moselle	1 052	1 075	1 092	+2,1	+1,6
58	Nièvre	1 013	1 044	1 063	+3,1	+1,8
59	Nord	827	847	854	+2,3	+0,9
60	Oise	951	974	979	+2,4	+0,5
61	Orne	801	826	841	+3,2	+1,8
62	Pas-de-Calais	792	812	824	+2,4	+1,5
63	Puy-de-Dôme	1 115	1 142	1 172	+2,4	+2,6
64	Pyrénées-Atlantiques	1 263	1 289	1 308	+2,1	+1,5
65	Hautes-Pyrénées	1 168	1 201	1 224	+2,8	+1,9
66	Pyrénées-Orientales	1 316	1 341	1 352	+1,9	+0,8
67	Bas-Rhin	1 178	1 199	1 216	+1,8	+1,4
68	Haut-Rhin	1 164	1 186	1 202	+1,9	+1,4
69	Rhône	1 438	-	-	-	-
69M	Métropole de Lyon	-	1 566	1 586	+1,5	+1,3
69D	Rhône	-	1 153	1 171	+2,4	+1,6
70	Haute-Saône	861	885	900	+2,8	+1,6
71	Saône-et-Loire	972	1 000	1 011	+2,9	+1,1
72	Sarthe	892	917	927	+2,8	+1,1
73	Savoie	1 731	1 769	1 801	+2,2	+1,8
74	Haute-Savoie	1 451	1 480	1 497	+2,0	+1,2
76	Seine-Maritime	1 100	1 119	1 143	+1,7	+2,2
77	Seine-et-Marne	1 239	1 269	1 286	+2,4	+1,4
78	Yvelines	1 703	1 736	1 759	+2,0	+1,3
79	Deux-Sèvres	831	858	874	+3,3	+1,8
80	Somme	861	881	892	+2,3	+1,2
81	Tarn	880	904	906	+2,7	+0,2
82	Tarn-et-Garonne	933	949	953	+1,7	+0,4
83	Var	1 565	1 591	1 609	+1,6	+1,2
84	Vaucluse	1 226	1 263	1 277	+3,0	+1,2
85	Vendée	1 016	1 043	1 061	+2,7	+1,6
86	Vienne	919	938	946	+2,1	+0,9
87	Haute-Vienne	1 069	1 096	1 108	+2,6	+1,1
88	Vosges	887	913	929	+2,9	+1,7
89	Yonne	962	987	1 003	+2,6	+1,6
90	Territoire de Belfort	1 056	1 088	1 101	+3,1	+1,2
91	Essonne	1 510	1 532	1 540	+1,4	+0,6
92	Hauts-de -Seine	2 618	2 675	2 734	+2,2	+2,2
93	Seine-Saint-Denis	1 534	1 556	1 555	+1,4	-0,1
94	Val-de-Marne	1 623	1 640	1 649	+1,0	+0,6
95	Val-d'Oise	1 326	1 344	1 357	+1,3	+1,0
Métr	opole hors Paris	1 178	1 203	1 219	+2,1	+1,3
75	Paris	3 162	3 223	3 270	+1,9	+1,5
	opole	1 248	1 274	1 290	+2,1	+1,3
971	Guadeloupe	828	862	894	+4,1	+3,7
972	Martinique	857	882	916	+2,9	+3,8
	Guyane	471	487	501	+3,4	+2,8
974	Réunion	798	824	855	+3,3	+3,7
976	Mayotte	478	495	509	+3,4	+3,0
Dépa	artements d'outre-mer	745	770	797	+3,4	+3,5
Fran	ce née de l'instauration de la fi	1 232	1 258	1 275	+0,2	+1,3

^{*} Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte. ** Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Les taux d'imposition :

Les taux du foncier bâti sont calculés en divisant la somme des produits théoriques (bases*taux) par les bases départementales.

Taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties par département en 2014*, 2015** et 2016**

<u>taux moyens</u> et leur évolution

1
02 Alsne 31,72 31,72 31,72 -0,0 -0,0 03 Allier 20,21 20,31 23,15 +0,1 +2,8 04 Alpes-de-Haute-Provence 18,96 18,96 19,53 -0,0 +0,0 06 Hautes-Alpes 20,91 20,91 20,91 -0,0 -0,0 07 Ardèche 18,78 18,78 18,78 40,0 +0,0 07 Ardèche 18,78 18,78 18,78 40,0 -0,0 08 Ardennes 21,25 21,25 21,25 -0,0 -0,0 09 Ariège 21,15 21,15 21,15 +0,0 -0,0 10 Aube 19,42 19,42 19,42 +0,0 +0,0 11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 -0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 </th
03 Allier 20,21 20,31 23,15 +0,1 +2,8 04 Alpes-de-Haute-Provence 18,96 18,96 19,53 -0,0 +0,6 05 Hautes-Alpes 20,91 20,91 20,91 -0,0 -0,0 06 Alpes-Maritimes 12,42 12,42 12,42 10,0 +0,0 07 Ardèche 18,78 18,78 18,78 +0,0 -0,0 08 Ardennes 21,25 21,25 -0,0 -0,0 09 Ariège 21,15 21,15 21,15 +0,0 +0,0 10 Aube 19,42 19,42 19,42 +0,0 +0,0 11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 +0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 31 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 +0,0 15 Cantal 23,56 23,56 +0,0 <td< td=""></td<>
04 Alpes-de-Haute-Provence 18,96 18,96 19,53 -0,0 +0,6 05 Hautes-Alpes 20,91 20,91 -0,0 -0,0 06 Alpes-Maritimes 12,42 12,42 12,42 10,0 -0,0 07 Ardèche 18,78 18,78 19,78 10,0 -0,0 08 Ardennes 21,25 21,25 21,25 -0,0 -0,0 09 Ariège 21,15 21,15 21,15 +0,0 -0,0 10 Aube 19,42 19,42 19,42 19,0 +0,0 11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 -0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 -0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50
05 Hautes-Alpes 20,91 20,91 20,91 -0,0 -0,0 06 Alpes-Maritimes 12,42 12,42 12,42 +0,0 +0,0 07 Ardèche 18,78 18,78 18,78 +0,0 -0,0 08 Ardennes 21,25 21,25 21,25 -0,0 -0,0 09 Ariège 21,15 21,15 21,15 +0,0 +0,0 10 Aube 19,42 19,42 19,42 +0,0 +0,0 11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 -0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 +0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21
06 Alpes-Maritimes 12,42 12,42 12,42 +0,0 +0,0 07 Ardèche 18,78 18,78 18,78 +0,0 -0,0 08 Ardennes 21,25 21,25 21,25 -0,0 -0,0 09 Ariège 21,15 21,15 +0,0 -0,0 10 Aube 19,42 19,42 19,42 +0,0 +0,0 11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 -0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 +0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 16 Cherente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 +0,0
07 Ardèche 18,78 18,78 19,78 +0,0 -0,0 08 Ardennes 21,25 21,25 21,25 -0,0 -0,0 09 Ariège 21,15 21,15 21,15 +0,0 -0,0 10 Aube 19,42 19,42 19,42 +0,0 +0,0 11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 -0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 -22,10 -0,0 +0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,55 21,55 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22
08 Ardennes 21,25 21,25 21,25 -0,0 -0,0 09 Ariège 21,15 21,15 21,15 +0,0 -0,0 10 Aube 19,42 19,42 +0,0 +0,0 11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 -0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 -0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,50 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 13,79
09 Ariège 21,15 21,15 21,15 +0,0 -0,0 10 Aube 19,42 19,42 19,42 +0,0 +0,0 11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 -0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 -0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 18,22 18,22 19,0 +0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 +0,0 +0,0 2Haute-Corse 13,43 13,43
10 Aube 19,42 19,42 19,42 +0,0 +0,0 11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 -0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 -0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0<
11 Aude 30,69 30,69 30,69 -0,0 -0,0 12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 +0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53
12 Aveyron 19,41 19,41 20,69 +0,0 +1,3 13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 -0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 24 Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 25 Cotes-du-Sud 13,43 <
13 Bouches-du-Rhône 15,05 15,05 -0,0 +0,0 14 Calvados 22,10 22,10 22,10 -0,0 -0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côtes-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor
14 Calvados 22,10 22,10 -0,0 -0,0 15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 -18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,39 19,39 29,33 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs <td< td=""></td<>
15 Cantal 23,56 23,56 23,56 +0,0 +0,0 16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 -18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,
16 Charente 22,89 22,89 22,89 -0,0 +0,0 17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 -0,0 23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,5
17 Charente-Maritime 21,50 21,50 21,50 +0,0 -0,0 18 Cher 18,22 18,22 18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 -0,0 23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 </td
18 Cher 18,22 18,22 18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 -0,0 23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65
18 Cher 18,22 18,22 18,22 -0,0 -0,0 19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 -0,0 23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65
19 Corrèze 21,35 21,35 21,35 +0,0 +0,0 2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 -0,0 23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 32,86 32,86 33,
2A Corse-du-Sud 13,79 13,79 13,79 -0,0 +0,0 2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 -0,0 23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90
2B Haute-Corse 13,43 13,43 13,43 +0,0 +0,0 21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 -0,0 23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46
21 Côte-d'Or 21,00 21,00 21,00 +0,0 +0,0 22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 -0,0 23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 </td
22 Côtes-d'Armor 19,53 19,53 19,53 -0,0 -0,0 23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21
23 Creuse 19,39 19,39 22,93 -0,0 +3,5 24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21
24 Dordogne 23,45 23,45 24,50 -0,0 +1,1 25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48
25 Doubs 18,08 18,08 18,08 -0,0 +0,0 26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90
26 Drôme 15,51 15,51 15,51 -0,0 +0,0 27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0
27 Eure 20,24 20,24 20,24 +0,0 -0,0 28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0 +0,0
28 Eure-et-Loir 20,22 20,22 -0,0 -0,0 29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0 +0,0
29 Finistère 14,97 14,97 15,97 -0,0 +1,0 30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0 +0,0
30 Gard 22,41 22,41 24,65 -0,0 +2,2 31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0 +0,0
31 Haute-Garonne 21,90 21,90 21,90 -0,0 -0,0 32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0
32 Gers 32,86 32,86 33,85 +0,0 +1,0 33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0
33 Gironde 15,48 16,02 17,46 +0,5 +1,4 34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0
34 Hérault 21,15 21,15 21,30 -0,0 +0,2 35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0
35 Ille-et-Vilaine 16,90 16,90 17,90 +0,0 +1,0 36 Indre 16,21 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0
36 Indre 16,21 16,21 -0,0 -0,0 37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0
37 Indre-et-Loire 16,24 16,48 16,48 +0,2 +0,0 38 Isère 15,90 15,90 15,90 +0,0 +0,0
38 lsère 15,90 15,90 +0,0 +0,0
39 Jura 24,36 24,36 +0,0 +0,0
40 Landes 14,06 14,06 14,76 -0,0 +0,7
41 Loir-et-Cher 19,52 19,52 24,40 -0,0 +4,9
42 Loire 15,30 15,30 15,30 +0,0 +0,0
43 Haute-Loire 21,90 21,90 1,90 +0,0 +0,0
44 Loire-Atlantique 15,00 15,00 +0,0 +0,0
45 Loiret 17,06 17,06 18,56 +0,0 +1,5
46 Lot 23,05 23,05 23,46 -0,0 +0,4
47 Lot-et-Garonne 22,63 22,63 -0,0 +0,0
48 Lozère 19,94 19,94 -0,0 +0,0
49 Maine-et-Loire 18,84 19,18 20,29 +0,3 +1,1
50 Manche 21,42 21,42 -0,0 -0,0
51 Marne 14,11 14,11 15,51 +0,0 +1,4

Taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties par département en 2014*, 2015** et 2016**

<u>taux moyens</u> et leur évolution (suite)

	Départements	Та	ı ux en % (su	ite)	Evolu en po	
	Departements	2014*	2015**	2016**	2014-2015	2015-2016
52	Haute-Marne	23,94	23,94	23,94	+0,0	-0,0
53	Mayenne	19,86	19,86	19,86	-0,0	+0,0
54	Meurthe-et-Moselle	17,24	17,24	17,24	-0,0	-0,0
55	Meuse	25,72	25,72	25,72	+0,0	-0,0
56	Morbihan	16,50	16,50	16,50	+0,0	+0,0
57	Moselle	12,96	12,96	12,96	+0,0	+0,0
58	Nièvre	22,30	22,30	23,90	+0,0	+1,6
59	Nord	17,06	17,06	21,45	-0,0	+4,4
60	Oise	21,54	21,54	21,54	-0,0	+0,0
61	Orne	27,07	27,07	27,07	-0,0	+0,0
62	Pas-de-Calais	20,26	20,26	22,26	-0,0	+2,0
63	Puy-de-Dôme	20,48	20,48	20,48	-0,0	+0,0
64	Pyrénées-Atlantiques	13,47	13,47	13,47	-0,0	-0,0
65	Hautes-Pyrénées	24,69	24,69	24,69	+0,0	+0,0
66	Pyrénées-Orientales	19,51	19,51	20,10	+0,0	+0,6
67	Bas-Rhin	11,60	13,18	13,18	+1,6	+0,0
68	Haut-Rhin	12,35	12,47	13,17	+0,1	+0,7
69	Rhône	11,03	-	-	-	-
69M	Métropole de Lyon	-	11,58	11,58	-	-0,0
69D	Rhône	-	11,03	11,03	-	+0,0
70	Haute-Saône	24,00	24,00	24,48	+0,0	+0,5
71	Saône-et-Loire	20,08	20,08	20,08	-0,0	+0,0
72	Sarthe	19,11	19,30	19,30	+0,2	-0,0
73	Savoie	11,03	11,03	11,03	-0,0	-0,0
74	Haute-Savoie	12,03	12,03	12,03	-0,0	-0,0
76	Seine-Maritime	25,36	25,36	25,36	+0,0	-0,0
77	Seine-et-Marne	15,70	15,70	18,00	+0,0	+2,3
78	Yvelines	7,58	7,58	12,58	+0,0	+5,0
79	Deux-Sèvres	18,98	18,98	18,98	-0,0	+0,0
80	Somme	25,54	25,54	25,54	+0,0	+0,0
81	Tarn	28,20	28,20	28,20	+0,0	+0,0
82	Tarn-et-Garonne	28,93	28,93	28,93	+0,0	-0,0
83	Var	12,46	14,89	15,26	+2,4	+0,4
84	Vaucluse	14,41	14,41	14,41	+0,0	+0,0
85	Vendée	15,35	15,58	16,20	+0,2	+0,6
86	Vienne	14,87	14,87	17,62	+0,0	+2,8
87	Haute-Vienne	17,53	17,53	18,23	+0,0	+0,7
88	Vosges	22,90	22,90	25,65	+0,0	+2,8
89	Yonne	20,51	21,10	21,10	+0,6	+0,0
90	Territoire de Belfort	16,23	16,23	16,72	+0,0	+0,5
91	Essonne	12,69	12,69	16,37	-0,0	+3,7
92	Hauts-de -Seine	7,08	7,08	7,08	+0,0	+0,0
93	Seine-Saint-Denis	14,88	14,88	16,29	-0,0	+1,4
94	Val-de-Marne	12,62	12,62	13,35	+0,0	+0,7
	Val-d'Oise	13,25	13,25	17,18	-0,0	+3,9
	ropole hors Paris	16,15	16,28	17,15	+0,1	+0,9
	Paris	5,13	5,13	5,13	-0,0	-0,0
	ropole	15,16	15,29	16,09	+0,1	+0,8
	Guadeloupe	25,27	25,27	25,27	-0,0	+0,0
	Martinique	19,49	19,49	19,49	-0,0	+0,0
	Guyane	32,92	32,92	32,92	+0,0	+0,0
	Réunion	12,94	12,94	12,94	+0,0	-0,0
	Mayotte	2,58	3,00	3,50	+0,4	+0,5
Dép	artements d'outre-mer	17,80	17,83	17,87	+0,0	+0,0
Fran	ice	15,21	15,34	16,13	+0,1	8,0+

^{*} Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

^{**} Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Les produits du foncier bâti :

Produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements entre 2015** et 2016**

					axe sur le foncie		
	Départements	Мог	ntants en millior	ns d'€		2015-2016	
		2014*	2015**	2016**	Evolution	Effet base	Effet taux
01	Ain	103,1	107,0	109,3	+2,2	+2,2	-0,0
02	Aisne	147,5	151,0	151,8	+0,6	+0,6	+0,0
03	Allier	73,9	76,2	87,8	+15,2	+1,1	+14,0
04	Alpes-de-Haute-Provence	44,6	45,6	48,1	+5,4	+2,4	+3,0
05	Hautes-Alpes	43,9	45,0	45,8	+1,8	+1,8	-0,0
06	Alpes-Maritimes	245,9	250,4	256,3	+2,4	+2,4	+0,0
07	Ardèche	62,2	63,9	65,0	+1,8	+1,8	-0,0
08	Ardennes	55,1	56,4	57,0	+1,0	+1,0	-0,0
09	Ariège	37,4	38,5	38,9	+0,9	+0,9	-0,0
10	Aube	60,0	61,9	63,1	+1,9	+1,9	+0,0
11	Aude	107,9	111,0	113,4	+2,1	+2,1	-0,0
12	Aveyron	59,8	61,4	66,6	+8,5	+1,7	+6,6
13	Bouches-du-Rhône	348,3	357,5	365,0	+2,1	+2,1	-0,0
14	Calvados	153,9	158,2	161,3	+2,0	+2,0	-0,0
15	Cantal	32,2	33,1	33,4	+1,0	+1,0	+0,0
16	Charente	79,6	82,1	83,5	+1,8	+1,8	+0,0
17	Charente-Maritime	151,3	156,1	159,5	+2,2	+2,2	-0,0
18	Cher	58,2	59,5	60,2	+1,2	+1,2	-0,0
19	Corrèze	57,6	59,0	59,9	+1,4	+1,4	+0,0
2A	Corse-du-Sud	26,8	28,8	29,7	+3,0	+2,9	+0,0
2B	Haute-Corse	23,3	24,1	25,2	+4,7	+4,7	+0,0
21	Côte-d'Or	131,1	134,6	137,1	+1,9	+1,9	+0,0
22	Côtes-D'armor	104,1	107,2	108,7	+1,3	+1,3	+0,0
23	Creuse	20,8	21,4	25,6	+19,6	+1,1	+18,3
24	Dordogne	92,6	95,0	100,4	+5,6	+1,1	+4,5
25	Doubs	104,8	107,5	108,9	+1,3	+1,3	+0,0
26	Drôme	101,6	105,5	108,1	+2,4	+2,4	+0,0
27	Eure	101,4	104,3	105,9	+1,5	+1,5	+0,0
28	Eure-et-Loir	80,6	82,5	83,5	+1,3	+1,3	-0,0
29	Finistère	144,4	149,6	161,9	+8,2	+1,4	+6,7
30	Gard	173,2	178,5	200,4	+12,3	+2,1	+10,0
31	Haute-Garonne	346,8	356,3	364,0	+2,2	+2,2	+0,0
32	Gers	44,5	45,8	48,2	+5,1	+2,0	+3,0
	Gironde	271,0	289,3	323,2	+11,7	+2,5	+9,0
1	Hérault	275,5	284,1	291,8	+2,7	+2,0	+0,7
35		164,8	170,2	185,0	+8,7	+2,6	+5,9
36		34,5	35,4	35,7	+0,9	+0,9	-0,0
1	Indre-et-Loire	98,7	102,8	104,0	+1,1	+1,1	-0,0
38	lsère	247,7	253,7	258,4	+1,9	+1,9	+0,0
39	Jura	65,5	67,1	68,1	+1,5	+1,5	-0,0
1	Landes	59,7	61,7	66,5	+7,7	+2,6	+5,0
41	Loir-et-Cher	60,8	62,3	79,1	+27,0	+1,6	+25,0
	Loire	129,0	132,2	134,4	+1,6	+1,6	+0,0
	Haute-Loire	50,8	52,2	53,0	+1,6	+1,6	+0,0
1	Loire-Atlantique	221,6	228,9	234,4	+2,4	+2,4	+0,0
1	Loiret	131,1	134,6	149,0	+10,7	+1,7	+8,8
46		42,6	43,7	45,2	+3,4	+1,6	+1,8
47		70,6	72,7	74,0	+1,7	+1,7	+0,0
	Lozère	16,4	16,9	17,2	+1,8	+1,8	+0,0
1	Maine-et-Loire	136,5	143,9	154,9	+7,7	+1,8	+5,8
50	Manche	109,5	112,5	114,0	+1,3	+1,3	+0,0
51	Marne	85,3	87,1	97,5	+12,0	+1,9	+9,9

Produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements entre 2015** et 2016** (suite)

	Ma	Prod ontants en milli		sur le foncier b	âti (suite) 2015-2016	
Départements	IVI	ontants en mill	JIIS U E		2015-2016	
	2014*	2015**	2016**	Evolution	Effet base	Effet taux
52 Haute-Marne	35,8	36,6	36,8	+0,7	+0,7	+0,0
53 Mayenne	48,6	50,2	51,6	+2,7	+2,6	+0,0
54 Meurthe-et-Moselle	135,4	138,9	140,0	+0,8	+0,8	+0,0
55 Meuse	41,8	43,0	43,4	+0,8	+0,8	-0,0
56 Morbihan	133,3	137,8	140,6	+2,0	+2,0	-0,0
57 Moselle	145,5	148,8	151,1	+1,6	+1,5	+0,0
58 Nièvre	51,0	52,2	56,6	+8,3	+1,1	+7,2
59 Nord	369,7	379,6	482,9	+27,2	+1,2	+25,7
60 Oise	169,2	174,3	176,3	+1,1	+1,1	+0,0
61 Orne	65,1	67,0	67,9	+1,4	+1,4	-0,0
62 Pas-de-Calais	239,3	245,1	273,6	+11,6	+1,6	+9,9
63 Puy-de-Dôme	149,1	153,3	158,1	+3,1	+3,1	+0,0
64 Pyrénées-Atlantiques	115,4	118,6	120,8	+1,9	+1,9	+0,0
65 Hautes-Pyrénées	68,5	70,3	71,6	+1,8	+1,8	+0,0
66 Pyrénées-Orientales	118,5	122,1	128,1	+5,0	+1,9	+3,0
67 Bas-Rhin	152,9	177,7	180,9	+1,8	+1,8	+0,0
68 Haut-Rhin	110,6	114,1	122,7	+7,5	+1,8	+5,6
69 Rhône	281,8	-	-	-	-	-
69M Métropole de Lyon	-	244,2	249,5	+2,2	+2,2	+0,0
69D Rhône	-	57,1	58,6	+2,6	+2,6	-0,0
70 Haute-Saône	51,2	52,6	54,4	+3,3	+1,2	+2,0
71 Saône-et-Loire	112,2	115,3	116,7	+1,3	+1,3	+0,0
72 Sarthe	99,2	103,3	104,6	+1,3	+1,3	-0,0
73 Savoie	82,7	84,9	87,0	+2,4	+2,4	+0,0
74 Haute-Savoie	134,5	138,9	142,9	+2,9	+2,9	+0,0
76 Seine-Maritime	356,4	363,2	371,3	+2,2	+2,2	-0,0
77 Seine-et-Marne	264,6	274,3	321,4	+17,1	+2,2	+14,7
78 Yvelines	186,0	189,5	320,0	+68,8	+1,7	+66,0
79 Deux-Sèvres	60,3	62,4	63,5	+1,8	+1,8	+0,0
80 Somme	128,4	131,4	133,1	+1,3	+1,3	+0,0
81 Tarn	96,7	99,7	100,6	+0,9	+0,9	+0,0
82 Tarn-et-Garonne	67,8	69,6	70,8	+1,7	+1,7	+0,0
83 Var	200,9	246,3	257,0	+4,3	+1,8	+2,5
84 Vaucluse	98,7	101,6	103,5	+1,8	+1,8	+0,0
85 Vendée	103,1	108,7	115,9	+6,7	+2,6	+4,0
86 Vienne	60,1	61,5	73,8	+19,9	+1,2	+18,5
87 Haute-Vienne	72,1	73,9	77,7	+5,1	+1,1	+4,0
88 Vosges	79,7	81,7	92,6	+13,3	+1,2	+12,0
89 Yonne	69,7	73,5	74,6	+1,5	+1,5	-0,0
90 Territoire de Belfort	25,2	26,1	27,2	+4,4	+1,3	+3,0
91 Essonne	238,4	244,3	321,0	+31,4	+1,8	+29,0
92 Hauts-de -Seine	296,7	304,2	311,9	+2,5	+2,5	+0,0
93 Seine-Saint-Denis	352,2	359,4	396,4	+10,3	+0,8	+9,5
94 Val-de-Marne	275,9	280,4	301,0	+7,4	+1,5	+5,8
95 Val-d'Oise	210,4	214,4	282,3	+31,7	+1,6	+29,7
Métropole hors Paris	11 844,2	12 258,0	13 150,8	+7,3	+1,9	+2,9
75 Paris	369,0	374,6	378,2	+1,0	+1,0	-0,0
Métropole	12 213,3	12 632,6	13 529,1	+7,1	+1,8	+5,2
971 Guadeloupe	86,1	89,4	92,5	+3,4	+3,4	+0,0
972 Martinique	66,6	67,9	69,9	+3,0	+2,9	+0,0
973 Guyane	37,2	38,8	40,6	+4,8	+4,8	+0,0
974 Réunion	86,5	90,0	93,4	+3,8	+3,8	-0,0
976 Mayotte	2,7	3,2	3,9	+20,1	+3,0	+16,6
Départements d'outre-mer				+3,8	+3,6	
	279,1	289,3	300,3	+3.0	TJ.U	+0,2

^{*} Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

^{**} Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

Produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements en 2014*, 2015** et 2016** <u>Montants par habitant</u> et évolution

		Prod	luits par habit	tant de la taxe	sur le foncie	r bâti
	D'un autour auto		ontants en €/h			on en %
	Départements	2014*	2015**	2016**	2014-2015	2015-2016
01	Ain	165,9	169,9	171,7	+2,4	+1,1
02	Aisne	265,2	271,8	273,8	+2,5	+0,7
03	Allier	209,4	215,6	248,1	+3,0	+15,1
04	Alpes-de-Haute-Provence	268,4	274,5	288,6	+2,3	+5,2
05	Hautes-Alpes	304,9	310,1	316,5	+1,7	+2,0
06	Alpes-Maritimes	224,0	227,9	233,7	+1,8	+2,5
07	Ardèche	190,3	194,6	197,1	+2,3	+1,3
08	Ardennes	189,1	193,8	197,1	+2,5	+1,7
09	Ariège	236,9	243,4	245,4	+2,8	+0,8
10	Aube	192,2	197,3	200,4	+2,6	+1,6
11	Aude	291,9	298,2	302,4	+2,1	+1,4
12	Aveyron	208,0	213,3	230,1	+2,5	+7,9
13	Bouches-du-Rhône	173,7	177,4	180,5	+2,1	+1,7
14	Calvados	219,2	224,6	228,3	+2,4	+1,7
15	Cantal	210,1	215,7	218,6	+2,7	+1,4
16	Charente	217,6	223,7	227,9	+2,8	+1,9
17	Charente-Maritime	234,8	240,9	244,5	+2,6	+1,5
	Cher	181,9	185,9	188,2	+2,2	+1,3
19	Corrèze	229,2	236,3	240,0	+3,1	+1,6
2A	Corse-du-Sud	181,1	194,9	195,6	+7,6	+0,4
2B	Haute-Corse	135,8	138,6	144,9	+2,1	+4,5
21	Côte-d'Or	242,6	248,5	252,3	+2,4	+1,5
	Côtes-d'Armor	169,2	174,0	175,9	+2,8	+1,1
23	Creuse	162,9	169,0	203,4	+3,7	+20,3
	Dordogne	216,4	221,4	233,7	+2,3	+5,6
	Doubs	192,7	197,0	198,8	+2,2	+0,9
26	Drôme	201,9	208,5	212,2	+3,3	+1,8
27	Eure	167,5	171,2	172,8	+2,2	+1,0
28	Eure-et-Loir	182,4	186,0	188,0	+2,0	+1,1
29	Finistère	155,0	160,4	173,2	+3,5	+8,0
30	Gard	235,7	240,5	267,2	+2,0	+11,1
	Haute-Garonne	269,6	272,8	274,7	+1,2	+0,7
	Gers	226,6	232,7	243,7	+2,7	+4,8
	Gironde	181,4	191,0	210,4	+5,3	+10,2
	Hérault	254,9	259,0	262,4	+1,6	+1,3
	Ille-et-Vilaine	160,9	164,3	176,5	+2,1	+7,5
	Indre	145,5	150,0	151,8	+3,1	+1,2
	Indre-et-Loire	162,1	168,0	168,9	+3,6	+0,6
	lsère	199,2	202,4	204,5	+1,6	+1,0
	Jura	241,3	247,1	251,3	+2,4	+1,7
	Landes	148,7	151,7	161,7	+2,0	+6,6
	Loir-et-Cher	178,0	181,9	230,9	+2,2	+26,9
1	Loire	168,2	171,4	173,6	+1,9	+1,3
	Haute-Loire	218,2	223,5	226,6	+2,5	+1,4
	Loire-Atlantique	166,3	169,6	171,8	+2,0	+1,3
	Loiret	193,3	197,6	217,7	+2,2	+10,2
1	Lot	234,8	241,4	250,5	+2,8	+3,8
	Lot-et-Garonne	206,4	212,0	215,2	+2,7	+1,5
	Lozère	201,2	208,7	213,5	+3,7	+2,3
1	Maine-et-Loire	167,7	175,6	188,1	+4,7	+7,1
	Manche	211,3	217,1	219,8	+2,8	+1,2
51	Marne	146,9	149,5	167,1	+1,8	+11,8

Produits de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements en 2014*, 2015** et 2016** <u>Montants par habitant</u> et évolution (suite)

			s par habitant			
	Départements	Mo	ontants en €/h	ab.	Evoluti	on en %
	•	2014*	2015**	2016**	2014-2015	2015-2016
52	Haute-Marne	189,3	193,7	195,8	+2,3	+1,1
53	Mayenne	152,9	157,9	162,1	+3,3	+2,7
54	Meurthe-et-Moselle	181,1	185,7	187,9	+2,6	+1,2
55	Meuse	208,8	215,8	218,6	+3,3	+1,3
56	Morbihan	177,7	182,3	184,7	+2,6	+1,3
57	Moselle	136,4	139,3	141,5	+2,1	+1,6
58	Nièvre	225,8	232,8	254,1	+3,1	+9,1
59	Nord	141,1	144,4	183,2	+2,3	+26,9
60	Oise	204,9	209,8	210,9	+2,4	+0,5
61	Orne	216,7	223,6	227,6	+3,2	+1,8
62	Pas-de-Calais	160,6	164,4	183,4	+2,4	+11,6
63	Puy-de-Dôme	228,4	233,9	240,0	+2,4	+2,6
64	Pyrénées-Atlantiques	170,1	173,7	176,2	+2,1	+1,5
65	Hautes-Pyrénées	288,3	296,5	302,3	+2,8	+1,9
66	Pyrénées-Orientales	256,8	261,6	271,7	+1,9	+3,9
67	Bas-Rhin	136,6	158,0	160,2	+15,6	+1,4
	Haut-Rhin	143,8	147,9	158,3	+2,8	+7,1
69	Rhône	158,7	-	-	-	-
69M	Métropole de Lyon	-	181,3	183,7	+6,6	+1,3
69D	Rhône	-	127,1	129,1	+2,4	+1,5
70	Haute-Saône	206,6	212,5	220,3	+2,8	+3,7
71	Saône-et-Loire	195,1	200,8	203,0	+2,9	+1,1
72	Sarthe	170,5	177,0	178,9	+3,8	+1,1
73	Savoie	191,0	195,1	198,6	+2,2	+1,8
74	Haute-Savoie	174,6	178,0	180,1	+2,0	+1,2
76	Seine-Maritime	279,1	283,8	290,0	+1,7	+2,2
77	Seine-et-Marne	194,4	199,2	231,5	+2,4	+16,2
78	Yvelines	129,1	131,6	221,2	+2,0	+68,1
79	Deux-Sèvres	157,7	162,9	165,8	+3,3	+1,8
80	Somme	219,9	225,0	227,8	+2,3	+1,2
81	Tarn	248,2	254,9	255,5	+2,7	+0,2
82	Tarn-et-Garonne	270,0	274,6	275,8	+1,7	+0,4
83	Var	195,0	236,9	245,6	+21,5	+3,7
84	Vaucluse	176,6	181,9	184,1	+3,0	+1,2
85	Vendée	156,0	162,6	171,8	+4,2	+5,7
86	Vienne	136,6	139,5	166,7	+2,1	+19,6
87	Haute-Vienne	187,3	192,1	202,0	+2,6	+5,2
	Vosges	203,2	209,1	238,3	+2,9	+14,0
1	Yonne	197,3	208,3	211,7	+5,6	+1,6
90	Territoire de Belfort	171,4	176,6	184,1	+3,1	+4,2
91	Essonne	191,6	194,4	252,1	+1,4	+29,7
1	Hauts-de -Seine	185,4	189,4	193,5	+2,2	+2,2
93	Seine-Saint-Denis	228,3	231,6	253,3	+1,4	+9,4
	Val-de-Marne	204,9	206,9	220,2	+1,0	+6,4
-	Val-d'Oise	175,8	178,0	233,1	+1,3	+30,9
	ropole hors Paris	190,3	195,9	209,1	+2,9	+6,7
	Paris	162,2	165,3	167,8	+1,9	+1,5
	ropole	189,3	194,8	207,7	+2,9	+6,6
1	Guadeloupe	209,3	217,9	226,0	+4,1	+3,7
	Martinique	167,1	172,0	178,5	+2,9	+3,8
	Guyane	155,1	160,4	164,9	+3,4	+2,8
	Réunion	103,2	106,7	110,6	+3,3	+3,7
_	Mayotte	12,3	14,8	17,8	+20,2	+20,1
<u> </u>	artements d'outre-mer	132,6	137,3	142,4	+3,5	+3,7
Fran	ICE née de l'instauration de la fiscal	187,5	193,0	205,6	+2,9	+6,5

^{*} Année de l'instauration de la fiscalité directe locale de droit commun à Mayotte.

^{**} Y compris le foncier bâti de la métropole de Lyon.

A2.2 Impôts économiques

Produits des impôts économiques des départements (IFER et CVAE) en 2015* et 2016*

				ontants e	n million	s d'€		Evolution 2015/2016 en %			
	Départements		2015			2016					
		IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	
01	Ain	7,0	66,8	73,8	7,1	69,2	76,4	+1,4	+3,6	+3,4	
02	Aisne	1,3	40,3	41,7	1,5	41,7	43,2	+11,8	+3,5	+3,7	
03	Allier	1,3	28,4	29,7	1,4	27,4	28,8	+8,0	-3,5	-3,0	
04	Alpes-de-Haute-Provence	2,3	13,8	16,1	2,4	14,3	16,7	+3,3	+3,7	+3,6	
05	Hautes-Alpes	1,2	10,7	11,9	1,2	10,7	11,9	+3,4	-0,2	+0,1	
06	Alpes-Maritimes	2,1	130,2	132,3	2,1	129,1	131,2	+1,4	-0,8	-0,8	
07	Ardèche	7,3	26,3	33,6	7,4	27,4	34,7	+0,8	+3,9	+3,3	
80	Ardennes	6,7	22,2	28,9	6,7	24,0	30,7	+0,4	+8,2	+6,4	
09	Ariège	1,2	9,8	11,1	1,3	10,2	11,6	+5,2	+4,3	+4,4	
10	Aube	5,4	30,7	36,1	5,7	30,9	36,6	+4,6	+0,8	+1,4	
11	Aude	1,6	22,9	24,5	1,6	22,5	24,1	+1,9	-1,8	-1,6	
12	Aveyron	4,5	24,8	29,3	4,6	25,5	30,1	+1,1	+3,1	+2,8	
13	Bouches-du-Rhône	6,7	227,7	234,4	7,5	237,9	245,4	+12,4	+4,5	+4,	
14	Calvados	1,0	65,5	66,5	1,0	66,9	67,9	+2,7	+2,1	+2,	
15	Cantal	1,9	10,8	12,7	2,1	11,0	13,1	+11,3	+1,9	+3,3	
16	Charente	0,8	40,4	41,2	0,8	36,9	37,7	+6,7	-8,6	-8,3	
17	Charente-Maritime	1,0	49,8	50,7	1,0	49,3	50,3	+9,6	-1,0	-0,8	
18	Cher	4,6	32,4	37,0	4,7	30,7	35,4	+1,5	-5,1	-4,3	
19	Corrèze	2,1	21,7	23,8	2,1	22,1	24,3	+1,8	+1,9	+1,9	
2A	Corse-du-Sud	0,5	13,5	14,0	0,7	14,1	14,8	+49,4	+4,5	+6,0	
2A 2B	Haute-Corse	0,3	11,4	12,1	0,7	12,7	13,3	+1,8	+10,8	+10,	
	Côte-d'Or										
21		1,1	60,0	61,1	1,2	60,7	61,9	+12,6	+1,1	+1,3	
22	Côtes-d'Armor	1,3	45,9	47,2	1,3	46,3	47,6	+2,4	+0,9	+0,9	
23	Creuse	0,5	6,0	6,5	0,5	6,5	6,9	-0,3	+7,0	+6,	
24	Dordogne	0,8	26,3	27,0	0,8	26,8	27,6	+2,4	+1,9	+1,9	
25	Doubs	0,8	53,9	54,7	0,9	55,5	56,3	+6,2	+3,0	+3,0	
26	Drôme -	7,7	65,3	73,0	7,9	66,4	74,3	+1,8	+1,7	+1,7	
27	Eure	0,7	61,9	62,5	0,7	60,3	61,0	+8,0	-2,5	-2,4	
28	Eure-et-Loir	1,7	44,6	46,3	1,7	44,6	46,3	+2,2	-0,1	-0,0	
29	Finistère	2,0	73,5	75,5	2,1	77,5	79,6	+2,0	+5,5	+5,4	
30	Gard	3,8	52,2	56,0	3,9	52,6	56,5	+2,6	+0,8	+0,9	
31	Haute-Garonne	2,0	188,8	190,8	2,2	214,7	216,9	+6,5	+13,7	+13,	
32	Gers	0,6	12,3	12,8	0,6	12,3	12,8	+2,7	+0,0	+0,1	
33	Gironde	7,6	168,0	175,5	9,1	167,6	176,7	+19,8	-0,2	+0,6	
34	Hérault	2,0	98,0	100,0	2,0	96,0	98,1	+4,5	-2,0	-1,9	
35	Ille-et-Vilaine	1,5	120,6	122,1	1,6	123,5	125,0	+2,7	+2,4	+2,4	
36	Indre	0,8	18,8	19,5	0,8	18,6	19,4	+1,4	-0,8	-0,7	
37	Indre-et-Loire	6,2	62,8	68,9	6,3	63,2	69,5	+1,2	+0,7	+0,7	
38	lsère	10,7	150,6	161,3	10,8	154,1	164,9	+1,2	+2,3	+2,2	
39	Jura	1,0	22,1	23,1	1,0	22,8	23,8	+2,3	+3,2	+3,2	
	Landes	1,4	33,6	35,0	1,7	33,8	35,5	+20,3	+0,7	+1,5	
	Loir-et-Cher	3,5	34,6	38,1	3,5	35,9	39,4	+1,2	+3,8	+3,5	
	Loire	1,0	71,5	72,5	1,0	72,9	73,9	+3,9	+2,0	+2,0	
	Haute-Loire	0,7	16,0	16,7	0,7	16,7	17,4	+1,8	+4,5	+4,4	
	Loire-Atlantique	6,4	164,5	170,9	6,6	169,5	176,1	+2,5	+3,1	+3,0	
	Loiret	6,6	89,6	96,2	6,6	87,7	94,4	+1,0	-2,1	-1,9	
	Lot	0,6	12,8	13,4	0,6	13,2	13,8	+0,4	+2,9	+2,8	
	Lot-et-Garonne	1,0	27,1	28,0	0,8	30,6	31,4	-16,0	+13,1	+12,	
	Lozère	0,5	4,6	5,1	0,5	4,5	5,1	+5,5	-1,6	-0,9	
	Maine-et-Loire	1,2	79,0	80,2	1,0	76,1	77,1	-16,3	-1,0	-3,9	
	Manche	4,8	79,0 45,4	50,2	4,9	76, i 44,2	49,1	+2,0	-3,7 -2,7	-3,8	
JU	Marne	1,8	45,4 65,1	66,9	2,0	44,2 64,9	66,9	+2,0	-2,7 -0,3	-0,0	

Produits des impôts économiques des départements (IFER et CVAE) en 2015* et 2016* (suite)

			ntants e	n millions			Evolut	Evolution 2015/2016 en %		
Départements		2015	1		2016	1				
	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	IFER	CVAE	Total	
52 Haute-Marne	1,1	15,9	17,0	1,1	15,3	16,4	+3,8	-4,1	-3,6	
53 Mayenne 54 Meurthe-et-Moselle	0,5	33,8	34,2	0,5	33,3	33,8	+10,8	-1,4	-1,2	
	3,1	63,4	66,5	3,2	62,3	65,5	+2,6	-1,7	-1,5	
55 Meuse 56 Morbihan	1,4	13,9	15,3	1,4	14,1 62,9	15,5	+0,3 +2,8	+1,0	+0,9	
56 Morbihan 57 Moselle	1,4 13,4	63,2 94,5	64,5 107,9	1,4 12,4	98,8	64,3 111,1	+2,6 -8,1	-0,5 +4,6	-0,4 +3,0	
58 Nièvre	0,4	94,5 15,6	16,0	0,4	96,6 15,6	16,0	+4,1	-0,0	+0,1	
59 Nord	13,3	283,1	296,4	13,5	287,0	300,5	+1,7	-0,0 +1,4	+1,4	
60 Oise	1,3	77,7	79,0	1,5	79,7	81,2	+18,9	+2,6	+2,8	
61 Orne	0,3	22,9	23,3	0,3	22,9	23,3	+1,8	+0,0	+0,0	
62 Pas-de-Calais	2,7	109,9	112,6	2,9	113,0	115,9	+6,5	+2,8	+2,9	
63 Puy-de-Dôme	1,0	71,2	72,2	1,1	71,0	72,1	+6,2	-0,2	-0,1	
64 Pyrénées-Atlantiques	1,5	71,7	73,2	1,5	70,5	72,0	-2,0	-1,6	-1,6	
65 Hautes-Pyrénées	1,6	17,8	19,4	1,6	18,8	20,4	+1,9	+5,5	+5,2	
66 Pyrénées-Orientales	1,0	32,8	33,8	1,1	32,3	33,4	+7,8	-1,6	-1,3	
67 Bas-Rhin	2,2	153,0	155,2	2,3	154,2	156,4	+5,9	+0,7	+0,8	
68 Haut-Rhin	4,5	83,7	88,2	4,6	83,6	88,2	+2,2	-0,1	-0,0	
69M Métropole de Lyon	1,6	247,9	249,5	1,7	251,7	253,4	+5,6	+1,5	+1,6	
69D Rhône	0,6	55,4	56,1	0,7	56,8	57,4	+6,2	+2,4	+2,4	
70 Haute-Saône	0,4	15,8	16,2	0,4	15,8	16,2	+2,3	+0,1	+0,1	
71 Saône-et-Loire	0,8	53,2	54,0	0,9	55,7	56,5	+6,9	+4,7	+4,7	
72 Sarthe	0,7	56,4	57,1	0,7	58,2	58,9	+8,9	+3,2	+3,2	
73 Savoie	7,0	60,5	67,6	7,1	60,5	67,6	+1,2	-0,1	+0,0	
74 Haute-Savoie	1,7	96,6	98,3	1,8	97,8	99,6	+2,9	+1,3	+1,3	
76 Seine-Maritime	14,7	150,1	164,8	14,9	153,0	168,0	+1,6	+1,9	+1,9	
77 Seine-et-Marne	2,8	158,5	161,3	2,9	166,2	169,1	+4,1	+4,9	+4,9	
78 Yvelines	4,9	211,1	216,0	4,9	214,7	219,6	+1,6	+1,7	+1,7	
79 Deux-Sèvres	0,8	41,3	42,1	0,9	39,9	40,8	+14,6	-3,3	-3,0	
80 Somme	2,2	54,2	56,4	2,4	52,3	54,7	+7,9	-3,4	-3,0	
81 Tarn	1,4	28,6	30,0	1,4	28,4	29,8	+2,3	-0,8	-0,7	
82 Tarn-et-Garonne	4,5	19,7	24,2	4,6	20,0	24,6	+1,4	+1,4	+1,4	
83 Var	2,0	78,0	80,0	2,3	76,9	79,3	+15,3	-1,4	-1,0	
84 Vaucluse	1,8	57,5	59,3	1,8	57,5	59,3	+3,4	-0,0	+0,1	
85 Vendée	1,2	66,0	67,2	1,2	66,3	67,5	+4,0	+0,4	+0,4	
86 Vienne	5,3	42,0	47,4	5,4	42,7	48,1	+0,7	+1,6	+1,5	
87 Haute-Vienne	0,6	28,8	29,4	0,7	28,3	29,0	+3,3	-1,6	-1,5	
88 Vosges	0,7	31,5	32,2	0,7	31,8	32,5	+2,9	+0,9	+1,0	
89 Yonne	0,9	28,3	29,2	1,0	28,9	29,9	+13,1	+2,1	+2,4	
90 Territoire de Belfort	0,1	13,1	13,2	0,1	18,8	18,9	+2,0	+43,4	+43,0	
91 Essonne	1,0	163,3	164,4	1,1	163,4	164,5	+5,9	+0,0	+0,1	
92 Hauts-de -Seine	1,5	654,7	656,2	1,5	655,7	657,2	+0,4	+0,2	+0,2	
93 Seine-Saint-Denis	1,2	215,6	216,8	1,3	224,4	225,7	+2,4	+4,1	+4,1	
94 Val-de-Marne	2,3	198,4	200,7	1,2	193,1	194,3	-48,0	-2,7	-3,2	
95 Val-d'Oise	0,8	123,3	124,1	0,9	122,9	123,8	+5,1	-0,3	-0,3	
Métropole hors Paris	257,9	7 049,3	7 307,2	264,6	7 151,3	7 416,0	+2,6	+1,4	+1,5	
75 Paris	2,9	919,7	922,6	2,6	922,1	924,7	-10,6	+0,3	+0,2	
Métropole 971 Guadeloupe	260,8 0,4	7 969,0	8 229,8	267,2	8 073,4	8 340,6 23,3	+2,5 +129,1	+1,3 +10,8	+1,3 +13,0	
971 Guadeloupe 972 Martinique	0,4	20,2 20,7	20,6 21,0	0,9 0,3	22,4 24,1	23,3	+129,1	+10,8 +16,2	+13,0	
973 Guyane	0,3	20,7 8,9	9,3	0,3	10,4	10,7	+1,6 -7,6	+16,2 +16,7	+15,7	
974 Réunion	1,5	6,9 43,2	9,3 44,7	2,3	45,6	47,9	-7,6 +52,8	+16,7 +5,5	+15,7	
976 Mayotte	0,0	43,2 1,8	1,8	0,0	45,6 2,6	2,6	+32,8	+3,5 +47,1	+7,0 +47,1	
Départements d'outre-mer	2,6	94,8	97,4	3,9	105,0	108,9	+49,1	+10,8	+11,8	
France	263,4	8 063,8	8 327,2	271,1	8 178,5	8 449,6	+49,1	+1,4	+1,5	
* V compris les parts départeme					0 170,0	J 445,0	.2,5	,-	. 1,0	

^{*} Y compris les parts départementales de la métropole de Lyon.

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2016*

en milliers d'euros

	Montants des IFER sur les									
		éolien-nes	hydro-	centrales	centrales	barrages	stations	installa-	†	
	Départements		liennes	nucléaires ou	photovol-	hydrauli-	radioélec-	tions de	Ensemble des IFER	
	•			thermiques à	taiques	ques	triques	gaz		
				flamme				naturel		
01	Ain	0.0	2.0	E 477.4	10.1	770.0	642.0	194,1	7 107	
02	Ain	0,0 826,7	3,9 0,0	5 477,4 0,0		772,8 0,0	643,0 528,3	194,1	1 506	
03	Allier	69,3	0,0	633,4		35,7	381,2	161,9		
03	Alpes-de-Haute-Provence	0,0	0,0	0,0		1 422,0	293,3	59,2	2 412	
05	Hautes-Alpes	0,0	0,0	0,0		838,8	283,0	27,4	1 245	
06	Alpes-Maritimes	1,1	0,0	0,0	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	505,7	1 575,7	38,8	2 143	
07	Ardèche	192,0	1,5	5 599,8	,	1 069,1	359,6	23,9		
08	Ardennes	454,5	0,0	4 590,0		1 248,3	300,5	113,5	6 722	
09	Ariège	0,0	0,0	0,0		963,0	208,3	36,3	1 311	
10	Aube	1 205,0	0,0	4 008,6		13,5	327,0	97,0		
11	Aude	654,4	0,0	0,0	· ·	126,2	474,6	113,5	1 619	
12	Aveyron	449,1	0,0	0,0		3 396,8	417,5	79,6	4 556	
13	Bouches-du-Rhône	84,7	0,0	3 907,6		245,5	2 294,8	422,9	7 480	
14	Calvados	280,6	0,0	0,0	1	0,0		148,4	1 030	
15	Cantal	218,0	0,0	0,0		1 316,3		7,2		
16	Charente	235,0	0,0	0,0		4,2	361,4	169,6		
17	Charente-Maritime	197,4	0,0	0,0		0,2	575,9	101,5	1 048	
18	Cher	201,3	0,0	4 008,6		0,7	338,6	71,7	4 652	
19	Corrèze	21,2	3,3	0,0		1 581,6	377,3	52,3	2 120	
2A	Corse-du-Sud	0,0	0,0	232,6	63,0	93,5	322,8	0,0	712	
2B	Haute-Corse	39,6	0,0	0,0	145,9	157,6	338,6	0,0	682	
21	Côte-d'Or	377,9	0,0	0,0	65,6	2,5	687,0	105,7	1 239	
22	Côte-d'Armor	583,6	0,0	0,0	29,6	23,7	590,7	83,1	1 311	
23	Creuse	77,1	0,0	0,0	57,9	134,8	160,8	43,3	474	
24	Dordogne	0,0	0,0	0,0	23,0	81,2	533,0	159,2	796	
25	Doubs	96,7	0,0	0,0	11,2	102,9	586,8	56,9	854	
26	Drôme	157,6	0,0	5 599,8	156,0	1 223,2	556,4	170,5	7 863	
27	Eure	75,2	0,0	0,0	6,2	22,3	474,2	147,9	726	
28	Eure-et-Loir	903,1	0,0	0,0		0,4	456,8	129,8	1 722	
29	Finistère	379,8	0,0	725,2		11,4	808,8	133,1	2 073	
30	Gard	25,3	0,0	2 096,1	476,3	484,5	753,1	93,2	3 928	
31	Haute-Garonne	91,9	0,0	0,0		431,1	1 237,8	161,9	2 165	
	Gers	0,4	0,0	0,0	· ·	2,5	203,6	124,3	570	
33	Gironde	0,0	0,0	5 569,2		5,5	1 492,1	216,2	9 065	
34	Hérault	342,1	1,5	0,0		100,7	1 128,2	98,8		
35	Ille-et-Vilaine	178,9	0,0	0,0		367,2	851,6	120,6		
36	Indre	280,1	0,0	0,0		105,1	257,2	109,0		
37	Indre-et-Loire	0,0	0,0	5 538,6		0,3		101,7	6 269	
38	lsère	0,0	0,0	4 280,9		4 985,0		257,8	10 790	
39	Jura	0,0	0,4	0,0		576,3	365,4	101,9	1 046	
40	Landes	0,0	0,0	0,0		3,8	542,3	174,0		
41 42	Loir-et-Cher Loire	98,0	0,0	2 799,9		0,9		183,2 93,8	3 519 1 010	
		0,0	3,4	0,0		213,4				
43	Haute-Loire Loire-Atlantique	152,4 451,4	0,0 0,0	0,0 4 536,5		177,3 0,3		28,5 282,1	726 6 606	
44	Loiret	366,8	0,0	4 536,5 5 446,8		0,3	682,3	121,0		
45	Lot	0,0	0,0	5 446,6 0,0		208,4	259,1	121,0	583	
47	Lot-et-Garonne	0,0	0,7	0,0		88,0	279,4	79,6		
48	Lozère	93,4	0,0	0,0		235,4	176,4	0,0		
49	Maine-et-Loire	178,6	0,0	0,0		0,0		107,1	1 037	
50	Manche	287,4	0,0	-				73,3		
	Marne	1 154,9								
١٠.		, .	5,5	5,0	00,0	ı ','	ı 555,∓	.00,0	1 2 302	

Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux des départements en 2016* (suite)

en milliers d'euros

	Montants des IFER sur les									
			Montants	des IFER su	r les					
	éolien-nes	hydro-	centrales	centrales	barrages	stations	installa-			
Départements		liennes	nucléaires ou	photovol-	hydrauli-	radioélec-	tions de	Ensemble des IFER		
			thermiques à	taiques	ques	triques	gaz			
			flamme				naturel			
52 Haute-Marne	630,5	0,0	0,0	36,6	3,3	355,0	86,9	1 112		
53 Mayenne	175,7	0,0	0,0		7,6	264,4	45,2	515		
54 Meurthe-et-Moselle	267,1	7,0	1 438,2	477,5	31,1	763,7	225,6	3 210		
55 Meuse	856,2	0,0	0,0	12,8	2,3	350,2	168,8	1 390		
56 Morbihan	595,8	0,0	0,0	19,9	13,6	659,1	117,3	1 406		
57 Moselle	443,5	21,3	10 440,7	62,5	23,4	1 083,8	282,0	12 357		
58 Nièvre	27,1	0,0	0,0	3,2	36,4	277,5	55,1	399		
59 Nord	53,5	0,0	10 954,8	24,6	0,3	2 089,5	407,1	13 530		
60 Oise	604,2	0,0	0,0		0,0	707,6	220,0	1 540		
61 Orne	5,7	0,0	0,0	5,0	10,3	260,6	65,0	347		
62 Pas-de-Calais	1 396,5	0,0	0,0	8,6	0,4	1 217,8	267,1	2 890		
63 Puy-de-Dôme	52,6	0,0	0,0	52,0	162,0	721,9	94,9	1 083		
64 Pyrénées-Atlantiques	0,0	1,3	0,0	111,5	518,5	707,2	134,8	1 473		
65 Hautes-Pyrénées	0,0	0,0	0,0	48,5	1 202,7	310,0	61,6	1 623		
66 Pyrénées-Orientales	50,2	4,3	0,0		184,6	511,0	21,8	1 053		
67 Bas-Rhin	26,4		0,0		956,3	1 016,5	-	2 293		
		0,0		147,7			145,9			
	0,0	0,0	2 692,8	61,1	1 074,4	667,6	110,3	4 606		
69 Métropole de Lyon	0,0	0,0	0,0	35,5	173,2	1 457,1	54,6	1 720		
69D Rhône	0,8	0,0	0,0	10,6	92,6	473,4	110,1	688		
70 Haute-Saône	0,0	0,0	0,0	2,4	6,4	338,9	100,7	448		
71 Saône-et-Loire	0,0	0,0	0,0		4,6	594,9	223,1	889		
72 Sarthe	24,1	0,0	0,0		0,6	530,2	144,9	745		
73 Savoie	0,0	0,0	0,0	5,1	6 345,2	699,2	65,1	7 115		
74 Haute-Savoie	3,1	0,0	0,0	1,1	830,9	882,5	82,3	1 800		
76 Seine-Maritime	503,8	0,0	13 096,8	75,7	0,8	1 024,4	238,5	14 940		
77 Seine-et-Marne	0,5	0,0	1 395,4	1,9	10,1	1 251,8	267,5	2 927		
78 Yvelines	0,0	0,0	3 503,7	38,8	14,8	1 166,3	218,0	4 942		
79 Deux-Sèvres	430,1	0,0	0,0	103,0		292,3	59,8	885		
80 Somme	1 661,0	0,0	0,0	19,3	0,0	528,5	156,1	2 365		
81 Tarn	368,4	0,0	0,0	206,5	454,4	372,0	39,4	1 441		
82 Tarn-et-Garonne	0,3	0,0	4 008,6	118,5	139,6	229,1	81,7	4 578		
83 Var	8,6	0,0	0,0	759,2	151,3	1 323,3	98,1	2 341		
84 Vaucluse	23,4	2,4	0,0	114,8	1 001,5	577,3	114,0	1 833		
85 Vendée	408,7	0,0	0,0		0,2	576,6	129,2	1 207		
86 Vienne	175,2	0,0	4 574,7		34,4	403,2	73,5	5 381		
87 Haute-Vienne	4,7	0,0	0,0		130,8	417,0	70,4	658		
88 Vosges	22,7	2,9	0,0		25,1	515,8	125,5	708		
89 Yonne	243,1	0,0	0,0			484,1	67,1	1 036		
90 Territoire de Belfort	0,0	0,0	0,0	0,0		118,2	28,9	147,0		
91 Essonne	15,2	0,0	0,0	0,0		938,8	144,7	1 099		
92 Hauts-de -Seine	0,0	0,0	391,7	0,0	0,0	1 113,8	27,1	1 533		
93 Seine-Saint-Denis	0,0	0,0	191,3	0,0	0,0	1 040,2	44,7	1 276		
94 Val-de-Marne	0,0	0,0	289,2	0,0	0,0	869,9	39,4	1 199		
95 Val-d'Oise	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	767,0	111,6	879		
Métropole hors Paris	20 561,5	54,2	122 098,6	12 214,4	37 080,2	61 401,1	11 211,4	264 621		
75 Paris	0,0	0,0	0,0	87,8	0,0	2 508,4	7,5	2 604		
Métropole	20 561,5	54,2	122 098,6		37 080,2	63 909,5	11 218,9	267 225		
971 Guadeloupe	21,8	0,0	616,6	7,1	4,9	237,5	0,0	888		
972 Martinique	4,0	0,0	0,0	40,4	5,8	250,9	4,9	306		
973 Guyane	0,0	0,0	0,0	63,8	175,4	121,0	0,0	360		
974 Réunion	25,7	0,0	742,1	388,0	221,9	902,7	0,0	2 280		
976 Mayotte	0,0	0,0	0,0		0,0	42,1	0,0	42		
Départements d'outre-mer	51,5	0,0	1 358,6	499,2	408,0	1 554,3	4,9	3 876		
France	20 613,0	54,2	123 457,2	12 801,4	37 488,1	65 463,7	11 223,8	271 101		

^{*} Y compris les parts départementales de la métropole de Lyon.

A2.3 Compensations d'exonération

Les compensations d'exonération des départements 2016* Montants et évolution

	Départements		Comp	ensations	en 2016* en l	milliers d'€	
		F	В	C\	/AE	-	Γotal
01	Ain	285,8	(+40,6%)	0,1	(-62,8%)	285,9	(+40,5%)
02	Aisne	1 142,8	(+42,6%)	26,2	(-59,2%)	1 169,0	(+35,0%)
03	Allier	443,5	(+5,1%)	13,9	(-34,5%)	457,3	(+3,2%)
04	Alpes-de-Haute-Provence	107,6	(-16,0%)	3,9	(-38,6%)	111,5	(-17,1%)
05	Hautes-Alpes	88,5	(-15,1%)	6,7	(-66,9%)	95,3	(-23,6%)
06	Alpes-Maritimes	649,2	(+34,5%)	2,2	(-91,4%)	651,4	(+28,3%)
07	Ardèche	187,0	(-5,7%)	1,1	(-89,0%)	188,1	(-9,9%)
80	Ardennes	358,7	(+12,2%)	7,3	(-38,3%)	366,1	(+10,4%)
09	Ariège	236,8	(+43,7%)	5,1	(-14,5%)	241,8	(+41,7%)
10	Aube	385,6	(+16,3%)	15,0	(-28,4%)	400,5	(+13,6%)
11	Aude	856,8	(+37,3%)	2,8	(-52,1%)	859,7	(+36,5%)
12	Aveyron	327,1	(-10,4%)	13,1	(-49,6%)	340,2	(-13,0%)
13	Bouches-du-Rhône	1 931,3	(+54,4%)	75,9	(-63,2%)	2 007,3	(+37,7%)
14	Calvados	707,1	(+29,2%)	6,0	(-63,3%)	713,1	(+26,6%)
15	Cantal	151,7	(-20,1%)	10,0	(-47,2%)	161,8	(-22,5%)
16	Charente	547,0	(+3,2%)	6,3	(-30,3%)	553,3	(+2,6%)
17	Charente-Maritime	782,3	(-13,0%)	18,0	(-65,8%)	800,3	(-16,0%)
18	Cher	370,4	(+25,6%)	20,3	(-40,5%)	390,7	(+18,8%)
19	Corrèze	211,3	(-23,9%)	7,1	(-41,2%)	218,4	(-24,6%)
2A	Corse-du-Sud	62,1	(-5,8%)	1,5	(-75,6%)	63,6	(-11,9%)
2B	Haute-Corse	106,0	(+21,4%)	4,2	(-29,3%)	110,3	(+18,2%)
21	Côte-d'Or	514,6	(+12,8%)	6,3	(-71,4%)	520,9	(+8,9%)
22	Côtes-d'Armor	466,2	(-6,4%)	0,5	(-92,6%)	466,6	(-7,5%)
23	Creuse	140,1	(-2,0%)	4,6	(-85,6%)	144,7	(-17,1%)
24	Dordogne	442,8	(-2,8%)	7,0	(-53,0%)	449,8	(-4,4%)
25	Doubs	636,5	(+19,5%)	33,4	(-66,2%)	669,9	(+6,1%)
26	Drôme	487,9	(+11,4%)	20,9	(-58,6%)	508,8	(+4,1%)
27	Eure	590,7	(+47,8%)	15,0	(-61,0%)	605,7	(+38,3%)
28	Eure-et-Loir	487,1	(+23,7%)	5,1	(+78,9%)	492,3	(+24,1%)
29	Finistère	732,5	(-11,2%)	0,7	(-39,6%)	733,2	(-11,2%)
30	Gard	1 043,1	(+29,5%)	8,9	(-73,9%)	1 052,0	(+25,3%)
31	Haute-Garonne	1 341,3	(+35,2%)	45,0	(-60,2%)	1 386,2	(+25,4%)
32	Gers	226,9	(-0,7%)	17,6	(-36,8%)	244,5	(-4,7%)
33	Gironde	1 081,5	(+12,1%)	57,9	(-47,0%)	1 139,5	(+6,1%)
34	Hérault	1 591,7	(+37,9%)	33,8	(-53,4%)	1 625,5	(+32,5%)
35	Ille-et-Vilaine	668,4	(+5,6%)	0,0	-	668,4	(+5,6%)
36	Indre	268,8	(+0,8%)	12,1	(-51,9%)	280,9	(-3,8%)
37	Indre-et-Loire	615,2	(+45,4%)	4,5	(-65,0%)	619,7	(+42,1%)
38	lsère	1 043,1	(+27,4%)	14,5	(-38,6%)	1 057,6	(+25,5%)
39	Jura	336,6	(-4,1%)	2,2	(-13,3%)	338,8	(-4,2%)
40	Landes	208,1	(-5,4%)	34,6	(-20,2%)	242,6	(-7,8%)
41	Loir-et-Cher	313,4	(+3,1%)	10,6	(-59,3%)	324,0	(-1,8%)
42	Loire	534,4	(+31,9%)	2,3	(-81,4%)	536,6	(+28,6%)
	Haute-Loire	190,1	(-11,4%)	11,0	(-37,8%)	201,1	(-13,4%)
44	Loire-Atlantique	952,3	(+27,5%)	13,0	(-77,6%)	965,4	(+19,9%)
45	Loiret	674,3	(+82,0%)	10,2	(-45,3%)	684,5	(+75,9%)
46	Lot	190,4	(-16,3%)	59,3	(-43,0%)	249,7	(-24,7%)
47	Lot-et-Garonne	504,1	(+4,9%)	6,9	(-36,9%)	511,0	(+4,0%)
48	Lozère	65,8	(-25,1%)	25,0	(+51,2%)	90,7	(-13,1%)
49	Maine-et-Loire	911,2	(+30,3%)	7,9	(-77,9%)	919,1	(+25,1%)
50	Manche	571,5	(+4,4%)	5,1	(-71,3%)	576,7	(+2,0%)
51	Marne	651,8	(+30,0%)	13,5	(-31,7%)	665,3	(+27,7%)

Les compensations d'exonération des départements 2016*

Montants et évolution (suite)

	Départements		Compens	sations en	2016 * en milli	ers d'€ (suit	e)
			FB	С	VAE		Total
52	Haute-Marne	269,0	(+19,4%)	0,0	-	269,0	(+3,8%)
53	Mayenne	252,0	(-14,0%)	0,0	-	252,0	(-15,2%)
54	Meurthe-et-Moselle	788,6	(+30,9%)	0,0	-	788,6	(+21,2%)
55	Meuse	201,6	(+1,4%)	0,0	-	201,6	(-8,0%)
56	Morbihan	736,6	(-12,5%)	0,0	-	736,6	(-12,7%)
57	Moselle	644,9	(+8,7%)	0,0	-	644,9	(+1,1%)
58	Nièvre	345,9	(+4,6%)	0,0	-	345,9	(+1,5%)
59	Nord	2 398,0	(+62,4%)	0,0	-	2 398,0	(+31,3%)
60	Oise	1 167,2	(+63,7%)	0,0	-	1 167,2	(+44,6%)
61	Orne	501,0	(+8,8%)	0,0	-	501,0	(-0,4%)
62	Pas-de-Calais	1 518,4	(+52,4%)	0,0	-	1 518,4	(+46,7%)
63	Puy-de-Dôme	566,2	(-10,7%)	0,0	-	566,2	(-20,7%)
64	Pyrénées-Atlantiques	404,0	(-20,5%)	0,0	_	404,0	(-22,9%)
65	Hautes-Pyrénées	283,1	(+7,4%)	0,0	_	283,1	(+4,4%)
66	Pyrénées-Orientales	582,6	(+3,2%)	0,0	_	582,6	(-0,1%)
67	Bas-Rhin	611,0	(+39,4%)	0,0	_	611,0	(+29,0%)
68	Haut-Rhin	366,9	(+36,8%)	0,0	_	366,9	(+13,7%)
	Métropole de Lyon	2 757,0	(+2158,0%)	0,0	_	2 757,0	(+2154,3%)
	Rhône	140,7	(+2138,0%)	0,0	_	140,7	(-84,9%)
70	Haute-Saône	-	` '		(77 69/)	307,6	(-04,9 <i>%</i>) (-11,5%)
71		302,5	(-6,9%)	5,0	(-77,6%)	· '	, ,
72	Saône-et-Loire	665,2	(+31,5%)	6,3	(-44,5%)	671,5	(+29,8%)
	Sarthe	586,7	(+15,7%)	4,6	(-90,5%)	591,3	(+6,4%)
73	Savoie	201,2	(-1,9%)	1,0	(-70,6%)	202,2	(-3,0%)
74	Haute-Savoie	195,3	(-1,6%)	0,0	-	195,3	(-1,6%)
76	Seine-Maritime	2 091,5	(+38,5%)	21,1	(-46,6%)	2 112,7	(+36,3%)
77	Seine-et-Marne	973,2	(+47,3%)	10,0	(-69,0%)	983,2	(+41,9%)
78	Yvelines	632,0	(+31,5%)	5,7	(-86,4%)	637,7	(+22,0%)
79	Deux-Sèvres	305,6	(-10,5%)	2,0	(-5,3%)	307,6	(-10,5%)
80	Somme	981,9	(+31,3%)	5,8	(-60,1%)	987,7	(+29,6%)
81	Tarn	647,9	(+18,7%)	3,8	(-49,7%)	651,8	(+17,8%)
82	Tarn-et-Garonne	311,1	(+10,3%)	4,4	(-0,8%)	315,5	(+10,1%)
83	Var	784,4	(+28,7%)	38,5	(-69,8%)	822,9	(+11,7%)
84	Vaucluse	586,7	(+37,8%)	34,2	(-29,1%)	620,8	(+31,0%)
85	Vendée	358,7	(-18,4%)	0,0	-	358,7	(-18,4%)
86	Vienne	416,6	(+38,0%)	3,1	(-81,5%)	419,6	(+31,7%)
87	Haute-Vienne	497,4	(+30,8%)	2,5	(-75,6%)	500,0	(+28,0%)
88	Vosges	302,6	(-4,9%)	2,5	(+20,7%)	305,1	(-4,7%)
89	Yonne	376,7	(-2,9%)	12,7	(-18,1%)	389,4	(-3,5%)
90	Territoire de Belfort	184,0	(+55,4%)	2,7	(-76,1%)	186,7	(+43,8%)
91	Essonne	1 120,0	(+47,0%)	19,1	(-70,7%)	1 139,1	(+37,7%)
92	Hauts-de -Seine	797,0	(+21,4%)	0,0	-	797,0	(+21,4%)
93	Seine-Saint-Denis	4 955,2	(+173,0%)	50,3	(-67,8%)	5 005,5	(+153,9%)
94	Val-de-Marne	1 492,4	(+60,9%)	11,1	(-62,9%)	1 503,6	(+57,0%)
95	Val-d'Oise	1 538,4	(+70,5%)	13,3	(-79,8%)	1 551,7	(+60,2%)
Mét	ropole hors Paris	64 260,1	(+32,3%)	1 267,0	(-63,3%)	65 527,1	(+26,0%)
75	Paris	812,4	(+291,6%)	0,0	(-100,0%)	812,4	(+290,6%)
	ropole	65 072,5	(+33,4%)	1 267,0	(-63,3%)	66 339,5	(+27,0%)
	Guadeloupe	1 506,2	(-2,4%)	1 909,3	(+1,9%)	3 415,5	(-0,0%)
	Martinique	1 726,8	(+7,6%)	1 916,7	(+6,5%)	3 643,5	(+7,0%)
	Guyane	84,1	(-73,6%)	950,2	(+8,5%)	1 034,4	(-13,5%)
	Réunion	2 198,3	(+21,0%)	6 622,9	(+4,1%)	8 821,2	(+7,8%)
	Mayotte	0,0	-	1 000,0	(+40,0%)	1 000,0	(+40,0%)
	artements d'outre-mer	5 515,4	(+4,4%)	12 399,1	(+6,6%)	17 914,5	(+5,9%)
Fran		70 588,0	(+30,6%)	13 666,1	(-9,4%)	84 254,1	(+3,9 %)

A2.4 Synthèse de la fiscalité directe des départements

La fiscalité directe locale des départements en 2016*

Montants en milliers d'€

		Fond	cier bâti	Impôts é	conomiques		
	Départements	Produits	Compensations	Produits	Compensations	Total	
01	Ain	109 339,5	285,8	76 355,8	0,1	185 981,1	(+2,7%)
02	Aisne	151 830,7	1 142,8	43 216,8	26,2	196 216,5	(+1,4%)
03	Allier	87 770,3	443,5	28 760,8	13,9	116 988,5	(+10,1%)
04	Alpes-de-Haute-Provence	48 124,2	107,6	16 681,2	3,9	64 916,9	(+4,9%)
05	Hautes-Alpes	45 772,2	88,5	11 922,1	6,7	57 789,5	(+1,4%)
06	Alpes-Maritimes	256 324,4	649,2	131 207,5	2,2	388 183,2	(+1,3%)
07	Ardèche	65 045,0	187,0	34 702,7	1,1	99 935,9	(+2,3%)
08	Ardennes	56 973,5	358,7	30 717,4	7,3	88 057,0	(+2,9%)
09	Ariège	38 852,9	236,8	11 556,6	5,1	50 651,2	(+1,8%)
10	Aube	63 078,9	385,6	36 619,8	15,0	100 099,2	(+1,7%)
11	Aude	113 360,8	856,8	24 120,4	2,8	138 340,9	(+1,6%)
12	Aveyron	66 565,9	327,1	30 075,3	13,1	96 981,4	(+6,5%)
13	Bouches-du-Rhône	365 031,1	1 931,3	245 412,8	75,9	612 451,2	(+3,2%)
14	Calvados	161 323,0	707,1	67 895,8	6,0	229 931,9	(+2,1%)
15	Cantal	33 399,8	151,7	13 130,8	10,0	46 692,3	(+1,6%)
16	Charente	83 532,0	547,0	37 742,9	6,3	121 828,2	(-1,6%)
17	Charente-Maritime	159 534,7	782,3	50 325,1	18,0	210 660,0	(+1,4%)
18	Cher	60 171,6	370,4	35 398,5	20,3	95 960,8	(-0,9%)
19	Corrèze	59 868,7	211,3	24 263,0	7,1	84 350,1	(+1,4%)
2A	Corse-du-Sud	29 663,4	62,1	14 829,7	1,5	44 556,8	(+3,9%)
2B	Haute-Corse	25 196,5	106,0	13 348,6	4,2	38 655,3	(+6,6%)
21	Côte-d'Or	137 147,3	514,6	61 949,8	6,3	199 618,0	(+1,7%)
22	Côtes-d'Armor	108 658,9	466,2	47 606,0	0,5	156 731,5	(+1,2%)
23	Creuse	25 569,4	140,1	6 927,4	4,6	32 641,5	(+16,3%)
24	Dordogne	100 387,3	442,8	27 569,7	7,0	128 406,8	(+4,8%)
25	Doubs	108 930,4	636,5	56 324,5	33,4	165 924,8	(+1,9%)
26	Drôme	108 093,7	487,9	74 255,9	20,9	182 858,4	(+2,1%)
27	Eure	105 871,9	590,7	61 026,3	15,0	167 503,9	(+0,2%)
28	Eure-et-Loir	83 536,5	487,1	46 322,6	5,1	130 351,4	(+0,9%)
29	Finistère	161 888,4	732,5	79 610,6	0,7	242 232,1	(+7,2%)
30	Gard	200 433,5	1 043,1	56 536,3	8,9	258 021,8	(+9,6%)
31	Haute-Garonne	364 023,0	1 341,3	216 909,0	45,0	582 318,2	(+6,2%)
32	Gers	48 161,6	226,9	12 831,3	17,6	61 237,4	(+4,0%)
33	Gironde	323 202,2	1 081,5	176 671,3	57,9	501 013,0	(+7,5%)
34	Hérault	291 771,6	1 591,7	98 068,0	33,8	391 465,0	(+1,6%)
35	Ille-et-Vilaine	184 966,0	668,4	125 024,0	0,0	310 658,4	(+6,1%)
36	Indre	35 702,9	268,8	19 387,2	12,1	55 371,0	(+0,3%)
37	Indre-et-Loire	103 985,9	615,2	69 458,6	4,5	174 064,2	(+1,1%)
38	lsère	258 446,3	1 043,1	164 878,4	14,5	424 382,4	(+2,0%)
39	Jura	68 068,7	336,6	23 849,4	2,2	92 256,9	(+1,9%)
40	Landes	66 480,8	208,1	35 488,1	34,6	102 211,5	(+5,4%)
41	Loir-et-Cher	79 079,7	313,4	39 404,1	10,6	118 807,9	(+18,0%)
42	Loire	134 373,7	534,4	73 936,8	2,3	208 847,2	(+1,8%)
43	Haute-Loire	53 003,6	190,1	17 409,2	11,0	70 614,0	(+2,2%)
44	Loire-Atlantique	234 405,3	952,3	176 141,5	13,0	411 512,2	(+2,7%)
45	Loiret	148 960,3	674,3	94 368,2	10,2	244 013,0	(+5,6%)
46	Lot	45 200,7	190,4	13 785,7	59,3	59 236,2	(+3,1%)
47	Lot-et-Garonne	73 955,8	504,1	31 422,8	6,9	105 889,7	(+4,6%)
48	Lozère	17 232,8	65,8	5 071,6	25,0	22 395,2	(+1,1%)
49	Maine-et-Loire	154 896,5	911,2	77 133,9	7,9	232 949,5	(+3,6%)
50	Manche	113 956,3	571,5	49 080,7	5,1	163 613,6	(+0,2%)
51	Marne	97 533,6	651,8	66 896,0	13,5	165 094,9	(+6,8%)

La fiscalité directe locale des départements en 2016* (suite)

Montants en milliers d'€

		Foncier bâti		Impôts économiques		Montants en	
Départements		Produits Compensations		·		Total	
52 H	-laute-Marne	36 824,0	269,0	16 387,7	Compensations 0,0	53 480,7	(-0,7%)
_	Mayenne	51 570,2	252,0 252,0	33 823,5	0,0	85 645,7	(+1,0%)
	Meurthe-et-Moselle	140 046,5	788,6	65 508,0	0,0	206 343,2	(+0,2%)
	Vieuse	43 363,2	201,6	15 450,8	0,0	59 015,6	(+0,8%)
	Vorbihan	140 610,9	736,6	64 256,1	0,0	205 603,6	(+0,0%)
	Voselle	151 102,8	644,9	111 122,9	0,0	262 870,7	(+2,1%)
	vioselle Nièvre	56 584,3	345,9	16 042,0	0,0	72 972,2	(+6,4%)
	Nord	482 900,0	2 398,0	300 497,4	0,0	785 795,4	(+0,4%)
	Dise	176 276,4	1 167,2	81 201,9	0,0	258 645,5	(+1,8%)
	Orne	67 866,8	501,0	23 272,9	0,0	91 640,7	(+1,0%) (+1,0%)
	Pas-de-Calais	273 642,6	1 518,4	115 853,6	0,0	391 014,6	(+9,0%)
	Puy-de-Dôme	158 062,0	566,2	72 118,9	0,0	230 747,1	(+2,0%)
	Pyrénées-Atlantiques	120 826,7	404,0	71 974,5	0,0	193 205,3	(+0,5%)
	Hautes-Pyrénées	71 554,3	283,1	20 410,4	0,0	92 247,7	(+2,6%)
1	Pyrénées-Orientales	128 142,2	582,6	33 368,5	0,0	162 093,4	(+3,6%)
	Bas-Rhin	180 875,9	611,0	156 449,8	0,0	337 936,8	(+1,4%)
	Haut-Rhin	122 700,7	366,9	88 212,1	0,0	211 279,7	(+4,2%)
	Métropole de Lyon	249 542,3	2 757,0	253 443,5	0,0	505 742,8	(+2,2%)
69D F		58 564,5	140,7	57 442,8	0,0	116 148,0	(+2,5%)
	Haute-Saône	54 370,6	302,5	16 242,7	5,0	70 920,9	(+6,0%)
-	Saône-et-Loire	116 728,8	665,2	56 539,9	6,3	173 940,2	(+2,2%)
1	Sarthe	104 621,3	586,7	58 944,1	4,6	164 156,7	(+2,1%)
	Savoie	86 975,7	201,2	67 600,5	1,0	154 778,4	(+1,6%)
	Haute-Savoie	142 906,2	195,3	99 619,6	0,0	242 721,1	(+2,2%)
	Seine-Maritime	371 286,5	2 091,5	167 961,2	21,1	541 360,3	(+1,9%)
	Seine-et-Marne	321 351,8	973,2	169 120,5	10,0	491 455,5	(+12,9%)
	Yvelines	319 968,7	632,0	219 604,6	5,7	540 211,0	(+33,1%)
	Deux-Sèvres	63 526,2	305,6	40 820,6	2,0	104 654,4	(+0,2%)
	Somme	133 085,3	981,9	54 696,0	5,8	188 769,0	(-0,2%)
81 7	Tarn	100 631,6	647,9	29 823,5	3,8	131 106,9	(+0,9%)
82 7	Tarn-et-Garonne	70 834,9	311,1	24 562,7	4,4	95 713,1	(+2,0%)
83 \	√ar	256 964,1	784,4	79 252,9	38,5	337 039,9	(+2,9%)
84 \	√aucluse	103 501,6	586,7	59 344,0	34,2	163 466,4	(+1,4%)
85 \	√endée	115 943,4	358,7	67 486,0	0,0	183 788,1	(+4,4%)
86 \	√ienne	73 818,9	416,6	48 076,3	3,1	122 314,8	(+11,9%)
87 H	Haute-Vienne	77 658,0	497,4	28 983,7	2,5	107 141,6	(+3,2%)
	√osges	92 588,7	302,6	32 516,5	2,5	125 410,3	(+10,0%)
	Yonne	74 564,9	376,7	29 933,2	12,7	104 887,5	(+1,6%)
	Territoire de Belfort	27 205,3	184,0	18 928,0	2,7	46 320,0	(+18,0%)
91 E	Essonne	321 001,7	1 120,0	164 498,0	19,1	486 638,8	(+18,6%)
92 H	-lauts-de -Seine	311 854,4	797,0	657 226,7	0,0	969 878,1	(+1,0%)
93 8	Seine-Saint-Denis	396 395,9	4 955,2	225 677,4	50,3	627 078,8	(+7,7%)
94 \	√al-de-Marne	301 046,7	1 492,4	194 265,1	11,1	496 815,4	(+3,8%)
95 \	√al-d'Oise	282 269,0	1 538,4	123 773,2	13,3	407 593,9	(+20,1%)
Métro	pole hors Paris	13 150 840,0	64 260,1	7 415 963,0	1 267,0	20 632 330,1	(+4,9%)
75 F	Paris	378 212,0	812,4	924 673,9	0,0	1 303 698,4	(+5,4%)
Métro	pole	13 529 052,0	65 072,5	8 340 636,9	1 267,0	21 936 028,5	(+4,9%)
971 (Guadeloupe	92 455,2	1 506,2	23 256,5	1 909,3	119 127,2	(+61,1%)
972 M	Vartinique	69 931,6	1 726,8	24 412,0	1 916,7	97 987,1	(+5,8%)
973 (Guyane	40 641,8	84,1	10 724,2	950,2	52 400,4	(+9,7%)
974 F	Réunion	93 407,9	2 198,3	47 878,6	6 622,9	150 107,7	(+3,6%)
976 N	Vlayotte	3 868,8	0,0	2 645,2	1 000,0	7 513,9	(+69,4%)
Dépar	tements d'outre-mer	300 305,4	5 515,4	108 916,4	12 399,1	427 136,4	(+4,4%)
France	е	13 829 357,5	70 588,0	8 449 553,4	13 666,1	22 363 164,9	(+4,9%)
	mnris les produits et allocati		.,	01/45 1555 1 1			

^{*} Y compris les produits et allocations des FB et parts départementales des CVAE et IFER de la métropole de Lyon.

Glossaire

Abattements facultatifs : les communes peuvent décider ou non d'appliquer :

- un abattement général profitant à tous les contribuables, qui peut aller de 1 % à 15 % ;
- un abattement spécial pour les personnes disposant de faibles revenus, dont le taux peut varier de 1 % à 15 %;
- un abattement de 10 % pour les personnes invalides ou infirmes dans l'impossibilité de subvenir seules à leurs besoins, pour les titulaires de l'allocation supplémentaire d'invalidité, de l'allocation aux adultes handicapés ou de la carte d'invalidité.

Abattements pour charges de familles : seul abattement obligatoire, son taux peut être fixé de 10 % à 20 % pour les deux premières personnes à charge (enfants et ascendants de plus de 70 ans vivant sous votre toit, sous certaines conditions), puis de 15 % à 25 % pour chacune des personnes à charge suivantes.

Admission en non-valeur : elle concerne les créances dont le recouvrement ne peut être effectué pour cause d'insolvabilité ou d'absence des débiteurs, donc des créances contentieuses non recouvrables. L'apurement d'un titre de recettes non recouvré peut se faire de trois façons : la réduction ou l'annulation du titre lui-même, la remise gracieuse, partielle ou totale, de la dette du débiteur et enfin l'admission en non-valeur.

Bases nettes : bases brutes diminuées des abattements et des bases exonérées.

Compensations: allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidées par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc des décisions nationales.

Contributions de l'État : somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

Contribution économique territoriale (CET): composée d'une Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Elle a été créée en 2010 en remplacement de la taxe professionnelle.

Cotisation foncière des entreprises (CFE): impôt direct perçu à partir de 2011 exclusivement au profit des communes et des EPCI. Elle est due chaque année par les personnes physiques ou morales ou par les sociétés non dotées de la personnalité morale qui exercent en France, à titre habituel, une activité professionnelle non salariée. La base d'imposition de la CFE est constituée de la valeur locative (diminuée de 30 % pour les établissements industriels) des seuls biens passibles de taxe foncière dont le redevable avait, pour les besoins de sa profession, la disposition au cours d'une période de référence qui est, en règle générale, l'avant-dernière année civile précédant celle de l'imposition. Le taux de la cotisation est voté par la commune et/ou l'EPCI. Exceptionnellement pour l'année 2010, année transitoire de mise en place de la réforme, l'intégralité de ce produit a été affectée au budget de l'État.

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) : impôt direct perçu à partir de 2011 au profit de toutes les collectivités territoriales. Elle s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la cotisation foncière des entreprises et dont le chiffre d'affaires excède 152 500€. Le taux de la cotisation est théoriquement égal à 1,5 % de la valeur ajoutée. En fait les entreprises acquittent une CVAE calculée d'après un taux effectif d'imposition qui varie selon le montant du chiffre d'affaires. La CVAE est ensuite territorialisée : elle est répartie par commune pour deux tiers au prorata des effectifs que chaque entreprise y emploie et pour un tiers au prorata des valeurs locatives foncières avec un doublement de ces deux éléments de répartition pour les établissements industriels.

Le produit de la CVAE est ensuite réparti à hauteur de 26,5 % pour le secteur communal, 48,5% pour les départements et 25 % pour les régions. La CVAE payée par les entreprises une année donnée est perçue par les collectivités l'année suivante.

Dégrèvements législatifs: prises en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrèvements et verse le produit correspondant aux collectivités locales. Les dégrèvements sont inclus dans les produits des taxes votés par les collectivités locales.

Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP): versements de l'État mis en place en 2011 pour compenser la perte nette globale de ressources fiscales de chaque catégorie de collectivités résultant de la réforme fiscale. Pour chaque catégorie de collectivités, le panier de ressources 2010 avant réforme (y compris la compensation relais de la TP) est comparé au panier de ressources 2010 après réforme, ce qui permet de déterminer les collectivités « gagnantes » et « perdantes ». Si la somme algébrique de ces différences dégage une perte nette globale, l'État verse une dotation de compensation de la réforme TP. Elle est ensuite répartie entre les collectivités perdantes de la catégorie de collectivités en cause au prorata de leur poids respectif dans le volume total des pertes enregistrées par l'ensemble des collectivités perdantes dans cette catégorie. Dans le cas contraire, aucune DCRTP n'est versée. Cette DCRTP a donné lieu à plusieurs calculs, avant d'être figée en 2014 à son niveau de 2013 (annexe 8 rapport OFL 2014, pages 151 et 152).

Effet base: Evolution du produit liée à l'évolution des bases, c'est-à-dire évolution calculée à taux constants. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N-1 sur la somme des produits des bases de l'année N-1. L'effet base tient compte des taux, alors que l'évolution des bases (rapport de la somme des bases de l'année N sur la somme des bases de l'année N-1) est insensible aux taux appliqués sur ces bases.

Effet taux : Evolution du produit liée à l'évolution des taux, c'est-à-dire évolution calculée à base constante. Il est égal au rapport de la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N sur la somme des produits des bases de l'année N par les taux de l'année N-1.

Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI): structures permettant aux communes qui se regroupent de gérer en commun des équipements, des services publics, d'élaborer des projets de développement économique, d'urbanisme ou d'aménagement du territoire à l'échelle plus vaste que celle d'une commune. Ils comprennent les syndicats intercommunaux, les communautés de communes, les communautés d'agglomération, les communautés urbaines, les syndicats d'agglomération nouvelle et les métropoles (hormis la métropole de Lyon, qui est une collectivité à statut particulier).

Etablissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI à FP): ils comprennent les communautés de communes (CC), les communautés d'agglomération (CA), les communautés urbaines (CU), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN) et les métropoles (hormis la métropole de Lyon, qui est une collectivité à statut particulier).

Exonérations des bases de la TH : concernent l'ensembles des personnes et/ou établissements définis par les articles 1408-II et 1414-I du CGI ;BOI-IF-TH-10-50 et BOI-IF-TH-10-50-30-30.

Fonds nationaux de garantie individuelle de ressources (FNGIR): mis en place en 2011, ils ont pour objectif de neutraliser les effets négatifs ou positifs de la réforme fiscale pour chaque collectivité à l'intérieur d'une même catégorie. Autrement dit, ces fonds doivent permettre de garantir pour chaque collectivité le même niveau de ressources avant et après réforme, l'année de sa mise en œuvre. Un fonds de garantie individuelle de ressources est donc institué au sein de chaque catégorie de collectivités (régions, départements et bloc communal). Ces trois fonds sont abondés par prélèvement auprès des collectivités gagnantes de l'excédent constaté entre le panier de ressources avant et après réforme. Ces fonds sont ensuite réattribués aux collectivités perdantes, qui ont, le cas échéant, déjà bénéficié d'une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP).

Chaque collectivité perdante se voit allouer un reversement à hauteur de sa perte, à laquelle est appliqué un coefficient multiplicateur destiné à assurer l'exacte correspondance entre la somme des prélèvements et le montant global des reversements transitant par le fonds. Ce fonds a donné lieu à plusieurs calculs, avant d'être figé en 2014 à son niveau de 2013 (annexe 8 OFL 2014, pages 151 et 152).

Groupements sans fiscalité propre :

- SIVU : syndicats intercommunaux à vocation unique ;
- SIVOM : syndicats intercommunaux à vocation multiple ;

- SM fermé : syndicats mixtes fermés (qui associent, sauf exception prévue par l'article L5711-4, uniquement des communes et des EPCI) ;
- SM ouvert : syndicats mixtes ouverts (incluant différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie) ;

- Pôles métropolitains : regroupements d'EPCI à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants (ou 50 000 habitants s'il est limitrophe d'un État étranger).

Pour constituer son budget, un syndicat ne peut pas recourir à l'impôt. Il ne dispose d'aucun pouvoir fiscal (pas de vote des taux, pas de pouvoir d'exonération). Son budget est financé par les contributions des communes adhérentes, qui constituent pour ces dernières une dépense obligatoire. Selon les statuts du syndicat, les ressources peuvent être budgétées par les communes ou prélevées directement sur les ressources fiscales des communes.

Dans le premier cas, on parle alors de contributions budgétaires : les sommes dues sont votées avec le budget communal ; la commune verse sa contribution en tant que dépense de fonctionnement.

Dans le second cas on parle de contributions fiscalisées : le contribuable acquitte un supplément de fiscalité au profit du syndicat dont le taux apparaît distinctement sur l'avis d'imposition. Le calcul des contributions est alors effectué directement par les services fiscaux, à partir de la clef de répartition déterminée par le syndicat entre taxes foncières, taxe d'habitation et cotisation foncière des entreprises proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes procurerait à la commune si l'on appliquait les taux de l'année précédente aux bases de l'année d'imposition.

Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER): instaurée à compter de 2010, au profit des collectivités territoriales et de l'établissement public « Société du Grand Paris », l'IFER s'applique à neuf catégories de biens (composantes de l'IFER):

- les « éoliennes » et les « hydroliennes » ;
- les installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme ;
- les installations de production d'électricité d'origine photovoltaïque ou hydraulique ;
- les transformateurs électriques ;
- les stations radioélectriques :
- les installations d'acheminement et de stockage du gaz naturel ;
- le matériel roulant utilisé sur le réseau ferré national pour des opérations de transport de voyageurs ;
- le matériel roulant utilisé sur les lignes de transport en commun de voyageurs d'Île-de-France pour des opérations de transport de voyageurs. Le produit de cette composante de l'ÎFER est affecté à l'établissement public « Société du Grand Paris » :
- les répartiteurs principaux de téléphonie.

Chaque catégorie d'installations fait l'objet de règles d'assiette, de calcul de l'imposition et de répartition du produit selon les destinataires spécifiques.

Exceptionnellement pour l'année 2010, année transitoire de mise en place de la réforme, l'intégralité de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) a été affectée au budget de l'État.

Impôts économiques : sont regroupées sous cette appellation la contribution économique territoriale, composée de la cotisation foncière des entreprises et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux et la taxe sur les surfaces commerciales. Ce sont des impôts dont les redevables sont les entreprises.

Majoration de 20 % de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires : Afin d'inciter à l'affectation des locaux d'habitation à la résidence principale de leurs occupants dans les zones où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, l'article 31 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 a institué la possibilité pour les communes classées dans les zones géographiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article 232 du code général des impôts (CGI) de majorer de 20 % la part communale de la cotisation de taxe d'habitation des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Les personnes contraintes de disposer d'un deuxième logement proche de l'endroit où elles exercent leur activité professionnelle bénéficient d'un dégrèvement. Il en est de même des personnes de condition modeste qui s'installent durablement dans une maison de retraite ou un établissement de soins de longue durée et qui

bénéficient, pour leur ancienne résidence principale, en application de l'article 1391 B bis du CGI ou de l'article 1414 B du CGI, du maintien des allègements de taxe foncière ou de taxe d'habitation ainsi que, plus généralement, de toute autre personne établissant qu'elle ne peut, pour une cause étrangère à sa volonté, affecter son logement à un usage d'habitation principale.

Cette majoration de taxe d'habitation est codifiée à l'article 1407 ter du CGI et peut être instituée à compter de 2015.

Part des recettes fiscales prises en charge par l'État : pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe, c'est à dire la somme des produits votés et des compensations.

Régime fiscal des groupements à fiscalité propre (EPCI à FP) :

Chaque groupement peut bénéficier de l'un des 2 régimes fiscaux suivants :

- **FPU**: un groupement à FPU se substitue à ses communes membres pour la perception des produits économiques (CFE, CVAE, IFER et TASCOM) et de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti sur l'ensemble du territoire de ses communes membres. Il reçoit aussi d'office, depuis la réforme de TP, un produit intercommunal de taxe d'habitation et de taxe sur le foncier non bâti, taxes sur lesquelles il a un pouvoir de taux et peut décider de percevoir un produit intercommunal de taxe sur le foncier bâti.
- FA: un groupement à FA ne se substitue pas à ses communes membres en dehors du cas particulier où il opte pour un régime de fiscalité de zone d'activité économique et/ou de zone de développement éolien. Au titre des 3 taxes « ménages » (TH, FB et FNB), il peut percevoir des produits "additionnels" aux produits communaux, mais, contrairement au groupement à FPU, il n'est pas destinataire du produit de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti qui reste perçu par ses communes membres. Concernant les impôts économiques, il perçoit aussi des produits "additionnels" sur l'ensemble du territoire de ses communes membres en dehors d'une éventuelle zone d'activité économique (ZAE) et/ou zone de développement éolien (ZDE). Sur la ZAE, il perçoit alors l'intégralité de la CFE, de la CVAE et de la TASCOM. Sur la ZDE, il est destinataire de la CFE et de l'IFER sur éoliennes. Il vote un taux particulier de CFE sur chacune de ces deux zones très différent du taux de CFE hors zone.

Taux moyen: taux de prélèvement moyen calculé comme le rapport de la somme des produits théoriques (bases*taux) par la somme des bases nettes. Il est sensible à la variation des bases imposables et à la variation des taux votés.

Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité : rapport de la somme des produits théoriques (bases*taux) pour une taxe donnée et pour les collectivités d'un type donné sur la somme des bases nettes. Ce taux permet ainsi aux collectivités de se situer par rapport à la moyenne nationale.

Taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) : elle s'applique aux logements situés dans les communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 200 000 habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements. La liste des communes est fixée tous les ans par décret. Cette liste a été élaborée sur la base de trois indicateurs permettant d'apprécier, sur l'ensemble du parc résidentiel existant, un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements : le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social.

Sont exclus du dispositif les logements détenus par les organismes HLM et SEM et destinés à être attribués sous conditions de ressources. La TLV est due par toute personne, physique ou morale, qui a la qualité de propriétaire, d'usufruitier, de preneur à bail à construction ou à réhabilitation, ou d'emphytéote. Sont concernés par cette taxe les locaux à usage d'habitation vacants depuis deux années consécutives, au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. Il s'agit donc de logements qui ne sont pas soumis à la taxe d'habitation. **Le produit de cette taxe est versé à l'Agence Nationale de l'Habitat** (antérieurement dénommée Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat).

Remarque : la loi de finances pour 2013 a prévu l'abaissement du seuil de zone d'urbanisation continue à 50 000 habitants au lieu de 200 000, et a ramené la durée de la vacance déclenchant l'application de la taxe de 2 à 1 année. D'autre part, si le taux applicable à la valeur locative du logement la 1ère année d'imposition restera

inchangé (12,5 %), celui applicable dès la 2ème année sera porté à 25 % (au lieu de 15 % la deuxième année et 20 % à partir de la troisième année).

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) : impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. Elle est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. La TEOM est établie au nom des propriétaires ou usufruitiers. Elle est dépourvue de tout lien avec la qualité d'occupant du local mais peut être répercutée par les propriétaires sur leurs locataires. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM n'a pas de lien direct avec le coût réel du service ou le service rendu à l'usager.

A partir de 2014, certaines collectivités ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Ella pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

Taxe d'habitation (TH): impôt direct perçu depuis 2011 uniquement au profit des communes et de leurs groupements. Elle est due par l'occupant au 1^{er} janvier de l'année d'imposition d'un immeuble affecté à l'habitation, que ce soit à titre de résidence secondaire ou de résidence principale, et quelle que soit sa qualité: propriétaire, locataire ou occupant à titre gratuit. Le produit de la taxe d'habitation indiqué dans ce guide peut inclure le produit de la taxe d'habitation des logements vacants.

Taxe d'habitation des logements vacants (THLV): impôt direct facultatif. Depuis 2007, sous réserve que la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) (voir ci-dessus) ne soit pas applicable sur leur territoire, les communes peuvent assujettir à la taxe d'habitation des logements vacants (THLV) depuis plus de 5 ans au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. A compter de 2012, ce dispositif est étendu aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre lorsqu'ils remplissent certaines conditions.

Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB): impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes, de leurs groupements et des départements. Elle est due par le propriétaire d'immeuble au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 50 %.

Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB): impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes et de leurs groupements. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

Taxe additionnelle au foncier non bâti (TaddFNB): impôt direct perçu depuis 2011 au profit des communes et de leurs groupements qui correspond au transfert des parts départementale et régionale du non bâti vers le secteur communal. Le taux de cette taxe est figé. Le produit de cette taxe ne peut donc évoluer qu'en fonction de l'évolution des bases.

Taxes « ménages » : sont regroupées sous cette appellation les taxes d'habitation et les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties car ce sont essentiellement les ménages qui en sont redevables, par opposition aux impôts économiques qui touchent essentiellement les entreprises.

Taxe professionnelle (TP): supprimée à compter du 1er janvier 2010.

Valeurs locatives brutes : valeur de l'ensemble des bases de la collectivité avant les abattements de taxe d'habitation et les diverses exonérations.

Valeurs locatives cadastrales des propriétés bâties et non bâties: elles constituent l'essentiel des bases brutes des taxes d'habitation et foncières, y compris la CFE. A la date de la révision foncière (pour les propriétés bâties: 1970, pour les propriétés non bâties: 1961 en métropole et 1975 dans les DOM), elles correspondaient au loyer annuel théorique que devait produire chaque propriété aux conditions du marché. Pour tenir compte de l'inflation et de l'évolution générale des loyers, elles ont fait l'objet d'une actualisation par département en 1980 et, après 1980, de revalorisations annuelles nationales.

Annoncée en 2009 au cours du débat sur la réforme de la taxe professionnelle, et répondant à une demande forte des parlementaires et des élus locaux, la réforme des valeurs locatives cadastrales a été initiée par le gouvernement fin 2010. La loi de finances rectificative du 29 décembre 2010 a fixé le cadre et le contenu de cette réforme. Les valeurs locatives seront assises sur des valeurs calculées à partir des loyers <u>réellement constatés</u>. Une expérimentation, centrée sur les locaux commerciaux et les locaux professionnels des professions libérales de cinq départements a été menée en 2011.